P. COMBES

LES HÉROS BOERS









BIBLIOTHÈQUE DE L'HISTOIRE DES PEUPLES

Les Héros Boers

3e Série



Le Président Krüger au milieu de ses troupes.

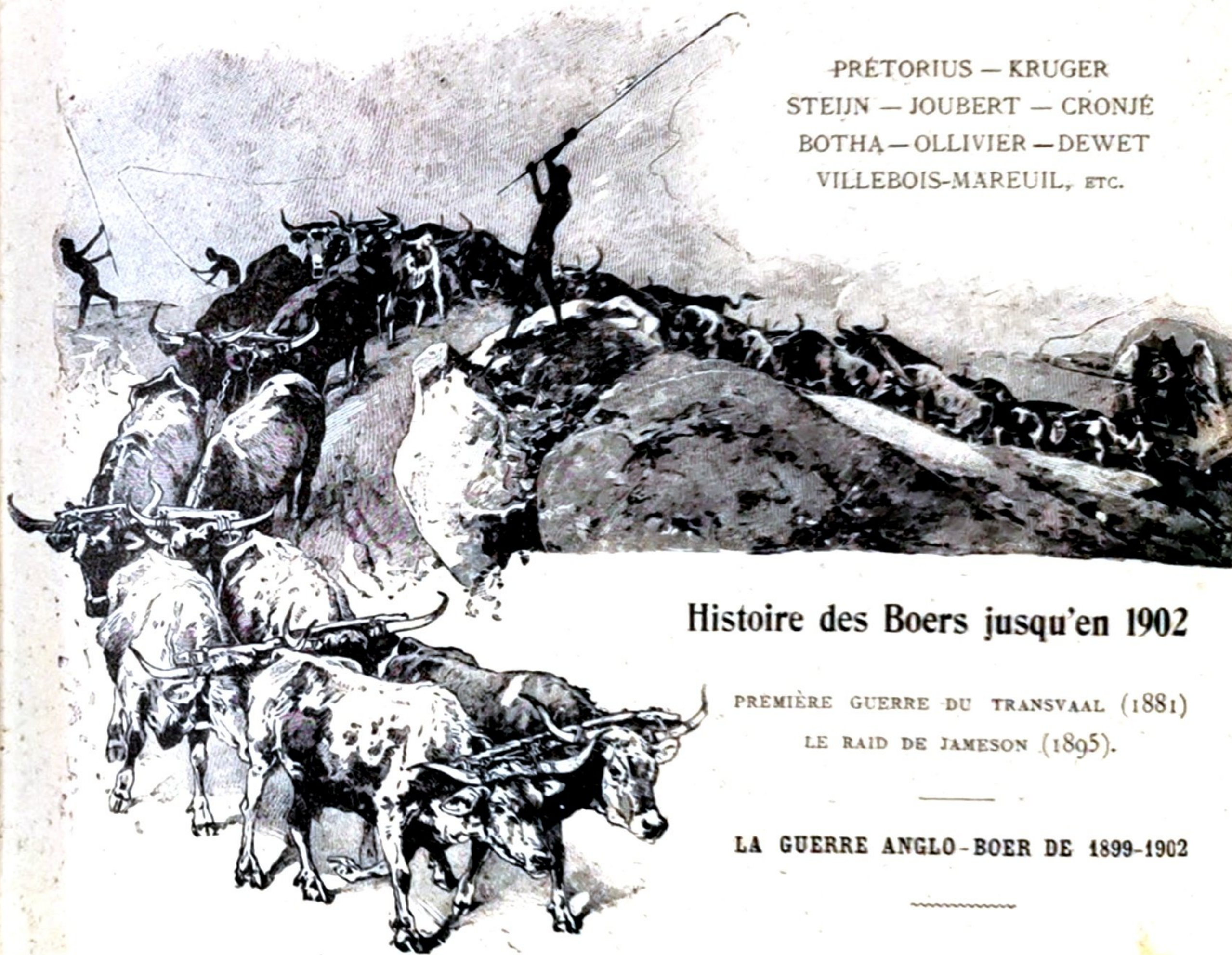
COLLECTION PICARD

BIBLIOTHÈQUE DE L'HISTOIRE DES PEUPLES

LES HÉROS BOERS

PAR

PAUL COMBES



PRÉTORIUS — KRUGER
STEIJN — JOUBERT — CRONJÉ
BOTHA — OLLIVIER — DEWET
VILLEBOIS-MAREUIL, ETC.

Histoire des Boers jusqu'en 1902

PREMIÈRE GUERRE DU TRANSVAAL (1881)
LE RAID DE JAMESON (1895).

LA GUERRE ANGLO-BOER DE 1899-1902

PARIS
LIBRAIRIE D'ÉDUCATION NATIONALE
11, RUE SOUFFLOT, 11



A LEURS HONNEURS

Monsieur PAUL KRUGER

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

ET

Monsieur F.-J. STEIJN

PRÉSIDENT DE L'ÉTAT LIBRE D'ORANGE

HOMMAGE

de respectueuse sympathie et de profonde admiration.

Paul Combes.

Introduction

L'humanité entière s'est intéressée au spectacle de la lutte extraordinaire dont les émouvantes péripéties s'enchaînent depuis si longtemps sur les frontières et sur le territoire de deux infimes républiques de l'Afrique australe.

Les superficies réunies de l'État d'Orange et du Transvaal, — 464 500 kilomètres carrés — dépassent à peine celle de la Suède (sans la Norvège), et leur population de race boer, *en comptant les femmes et les enfants*, n'atteint certainement pas le chiffre de 300 000 habitants.

Contre cette poignée de familles, adonnées pour la plupart à l'agriculture et à la vie pastorale, le plus vaste et le plus puissant empire du monde, l'Empire Britannique, dont le territoire couvre une superficie de 29 346 000 kilomètres carrés, peuplés de 381 millions d'habitants, a mobilisé, de tous les points de la métropole et de ses possessions lointaines (Égypte, Inde, Canada, Australie), une armée de 250 000 hommes.

Jamais l'histoire, même aux temps héroïques où les républiques de la Grèce luttaient contre les formidables armées des Perses, n'eut à enregistrer un duel aussi disproportionné, une scène aussi barbare : un bon quart de l'humanité coopérant au massacre d'une petite communauté inoffensive.

Cet acte criminel et sauvage étonne, attriste et effraie d'autant plus qu'il n'est pas le fait de hordes incultes comme celles qui suivaient Xerxès ou Attila, mais le résultat réfléchi de la politique d'une nation qui se targue de marcher à la tête du monde civilisé.

On se demande comment de pareilles iniquités peuvent encore se produire à l'aurore du XXe siècle.

C'est justement à cette question que nous avons entrepris de répondre

dans les pages qui suivent. Nous montrerons comment la guerre actuelle n'est pas un épisode isolé, mais une phase d'un caractère plus aigu, — la dernière, peut-être — d'une lutte séculaire entre les Boers, seuls véritables colonisateurs des diverses parties de l'Afrique australe, et leurs éternels spoliateurs anglais.

Il n'y a pas d'histoire plus romanesque et plus intéressante que celle des Boers. Énergiques travailleurs, ils abandonnent, à maintes reprises, leurs foyers, les fruits d'un dur labeur, bravent tous les dangers, ne reculent devant aucun effort héroïque, pour se conquérir une patrie, et toujours la liberté semble fuir devant eux. Toutes leurs migrations n'aboutissent qu'à faire d'eux les pionniers involontaires de l'Angleterre. Celle-ci, avide, vigilante, tenace, impitoyable, intervient brutalement dès que le travail des Boers a mis un pays en valeur, ou que des richesses y ont été découvertes.

Voilà cent ans que cela dure, voilà cent ans qu'en Afrique australe la force sans vergogne spolie incessamment un petit peuple qui ne demande que « de l'herbe et la liberté ».

C'est ce qui donne à la crise actuelle une signification beaucoup plus grave que ne le serait celle d'une guerre ordinaire. Il s'agit d'une question de vie ou de mort pour les Boers, de suprématie définitive ou d'abdication pour la puissance de l'Angleterre en Afrique australe.

Voilà pourquoi l'opinion publique a suivi les incidents de ce duel avec plus d'intérêt qu'elle n'en apporte habituellement aux événements d'une guerre lointaine.

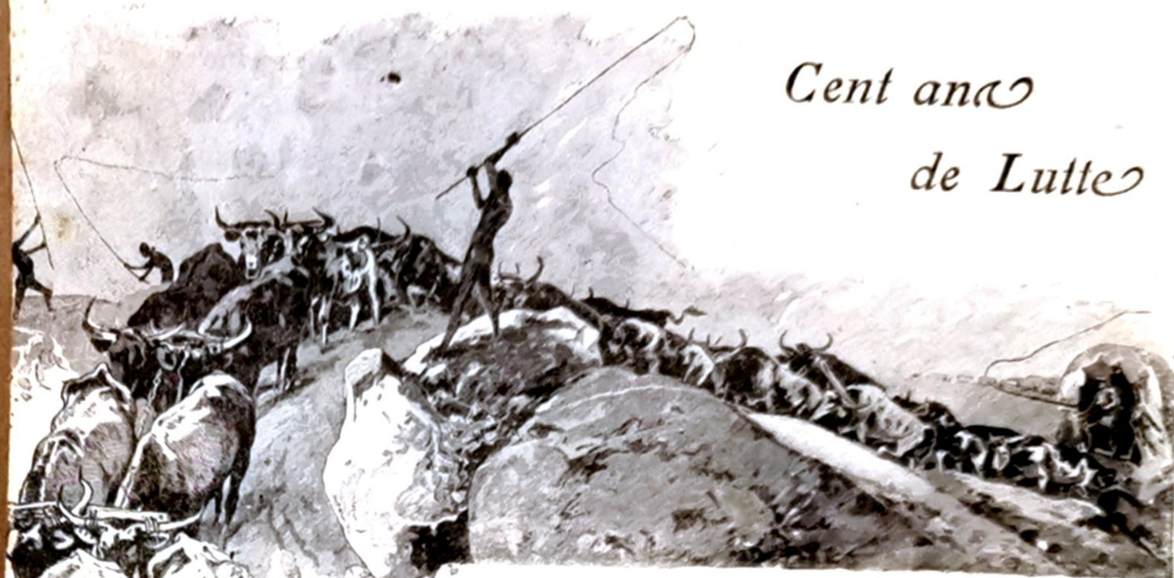
Voilà pourquoi aussi nous croyons répondre à un besoin réel en faisant la lumière sur la situation véritable de l'Afrique australe, qui est très complexe et généralement peu connue.

Nous ne nous attarderons pas en considérations politiques. Nous exposerons d'abord les faits essentiels qui ont amené et qui expliquent les événements actuels, — puis, nous ferons le récit de ces événements eux-mêmes, en utilisant surtout, pour les uns comme pour les autres, le témoignage de ceux qui y ont pris part.

Les lettres primesautières, les anecdotes, les petits faits typiques, nous permettront de donner un caractère aussi vivant qu'exact au

tableau des migrations si émouvantes des Boers, de leurs mœurs patriarcales, de leurs vertus, de leurs actes héroïques passés et actuels.

De nombreux dessins, d'une rigoureuse exactitude documentaire, accentuent le caractère pittoresque de ces pages dont nous voulons faire, pour tout le monde, une lecture à la fois instructive et des plus attachantes.



LES HEROS

DE

l'Afrique Australe

I

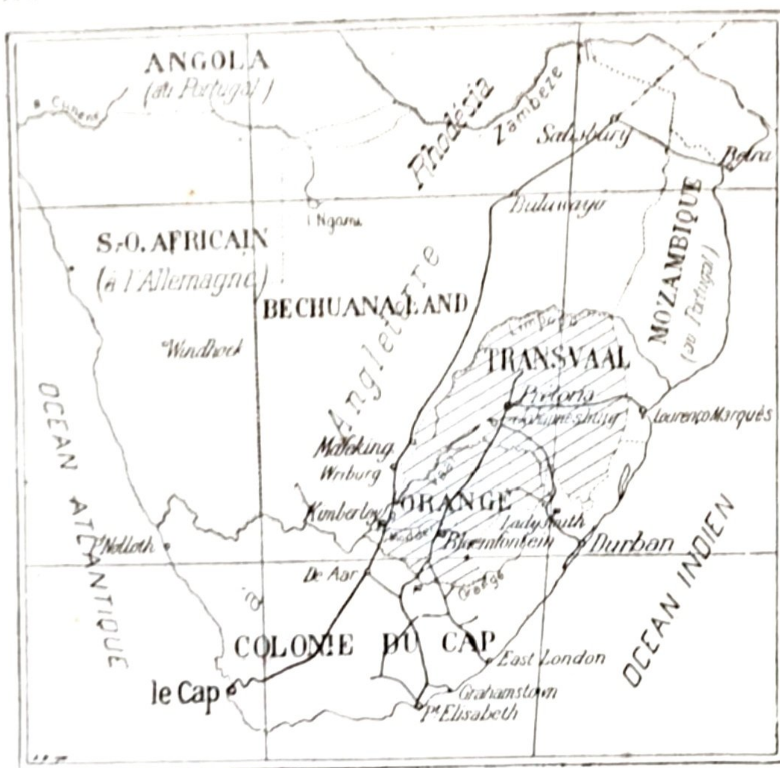
Origine des Boers.

Fondation de la Colonie du Cap par la Compagnie hollandaise des Indes Orientales. — Colons hollandais et colons français. — Régime de la colonisation. — Premières migrations et formation des mœurs des Boers. — Prospérité de la Colonie hollandaise à la fin du XVIII*e siècle.*

Il y avait en Hollande, au XVIIe siècle, comme d'ailleurs chez toutes les nations maritimes de l'Europe, une Compagnie des Indes Orientales. En 1652, Jean Anthony Van Riebeck, chirurgien au service de cette Compagnie, de retour à Amsterdam d'un voyage dans l'Inde, signala aux directeurs de quelle importance serait l'établissement, au cap de Bonne-Espérance, d'une station de relâche, où les navires en cours de route entre la Métropole et ses possessions asiatiques pourraient se ravitailler et être radoubés.

misère. L'*Oosterland*, au contraire, favorisé par un temps propice, ne mit que quatre-vingt-sept jours à faire le voyage, ce qui fut considéré comme une traversée extraordinairement rapide.

Le dernier convoi de Français arriva en 1690 et porta le nombre total des émigrants à environ trois cent cinquante. Ils débarquaient dans un complet état de dénuement, et seraient tous morts sur le rivage sans les secours que leur donnèrent les Hollandais. Ceux-ci leur firent un chaleureux accueil, leur distribuèrent de l'argent, des vivres, du bétail et leur assignèrent comme résidence Stellenbosh, la vallée de la Perle et celle des Éléphants, appelées encore aujourd'hui *Fransche-Hoek* (Le Coin Français).



Carte générale de l'Afrique australe.

Les nouveaux venus donnèrent au sol des noms qui leur rappelaient la terre natale : ils eurent leur Champagne, leur Berry, leur Saintonge. D'un esprit industrieux, ils apportaient à la colonie leur connaissance parfaite des méthodes à employer pour faire le vin, l'eau-de-vie et l'huile, que les Hollandais ignoraient parce qu'ils venaient d'un pays septentrional. C'est ainsi que les vignerons français constituèrent, avec des plants bourguignons, les vignobles de Constance, qui donnaient des fruits aussi savoureux que ceux qu'on récolte dans le sud de la France, et qui enrichirent pendant de longues années la montueuse contrée des environs du Cap. Tous étaient, en somme, des gens laborieux, qui ne tardèrent pas à prospérer.

Seulement, dès le début de leur installation au Cap, les colons français furent soumis au moins tolérant des régimes politiques. Non seulement ils durent subir, comme les colons hollandais, le monopole commercial de la

Compagnie, mais encore celle-ci prit à tâche d'incorporer, d'absorber cet élément étranger dans le gros de la population d'origine batave, et elle ne négligea rien pour parvenir à ce but. Peu de temps après leur arrivée, l'emploi de leur langue fut interdit aux Français dans leurs rapports avec le gouvernement; bientôt même on défendit que le prêche fût fait en français dans l'église qui leur était réservée. Ils se trouvèrent ainsi dans la nécessité d'abandonner peu à peu l'usage de la langue maternelle, et comme ils ne représentaient guère qu'un sixième au plus de tous les colons, ils furent rapidement fondus, dénationalisés, d'autant plus que de nouveaux Hollandais ne cessaient d'arriver en grand nombre. A la troisième génération, les descendants des émigrés français ne se distinguaient plus des autres colons. Notre compatriote, le voyageur Levaillant, qui parcourut l'Afrique australe de 1781 à 1784, ne rencontra qu'un seul vieillard qui comprît la langue française. Néanmoins, la trace de cette émigration s'est conservée dans les noms propres d'un grand nombre de familles évidemment originaires de notre pays, en dépit d'étranges modifications d'orthographe et de prononciation. Les *Villiers*, au Cap, se nomment *Fildji*, les *Dupré* signent *du Preez*, et les *Valjean*, *Viljoens*. En revanche, d'autres noms ont gardé une physionomie bien française, tels que Du Toit, Duplessis, Retief, Joubert, etc.

A titre de document des plus intéressants, voici la liste officielle des noms de famille des émigrants, publiée par Chase, dans son *History of South-Africa* (p. 108), et confirmée par M. le pasteur Juillard, qui visita l'Afrique australe en 1866, et y constata l'existence de plus de quatre mille descendants des réfugiés français :

Abadier, Amiel, Auret, Anthouard, Avis, Barbier, Barret, Bachet, Bache, Basson, Bastions, Beaumont, Benezet, Berangé, Bosse, Bota, Buère, Bussine, Bossut, Briet, Bruet, Camper, Cerf, Cellier, de Clerc, Cloudon, Corbonne, Corban, Cordier, Corprenant, Couteau, Couvret, Croguet, Crosnier, ancêtre du général Cronjé (dont le nom se prononce d'ailleurs : *Crosnier*), Daillié, Debuze, Debeurieux, Decabrière, Deporte, Delporte, Duruel, Dumont, Duplessis, Duprés, Dutoit, Durant, Dubuisson, Desavoye, Dantu, Delorme, Demas, Extreix, Frucha, Fauche, Foury, Floret, Faure, Fournier, Fraichaise, Furet, Gauche, Godefroy, Gordiol, Gounay, Grellon, Grové, Goviand, Grange, Hugot, Du Joint, Jacob, Joubert, Jourdan, Lagrange, Lanoye, Laporte, Leprétoix, Leclair, Le Clerq, Lecrivent, Lefebvre, Le Grand, Le Riche, Le Roux, Lombard, Longue, Lacable, Leclos, Madan, Malan, Malherbe, Maniez, Marucène, Maret, Martinet, Menard, Marquard, Mechau, Mellet, Naude, Nice, Niel, Norman, Nortier, Passé, Pons, Pelanchon, Posseman, Peron, Perrottit, Pinards, Prevot, Rassemus, Resne, Retif, Rilhere, Rousseau, Roux, Roubaix, Sabatier, Savoye, Sellier, Sénécal,

Seuquette, Simon, Serrurier, Le Sueur, Tabourdeux, Taillefer, Tenaumond, Terre-Blanche, Terrier, Terront, Vallette, Vanas, Verdette, Vanoy, Valtre, Vaudrey, Vorbal, Villons, Villions, Vyol, de Villiers, Viviers, Vuyot, Viton, Vitraux, Visage, Verdeaux, Vyton.

Le pasteur Juillard constata, en outre, en 1866, que dans beaucoup de familles on a conservé pieusement, comme des reliques sacrées, divers objets apportés de France par les réfugiés du XVIIe siècle Ce sont de vieilles bibles aux gravures naïves, ou des armes primitives. L'auteur vit, dans une maison, un grand verre taillé, de fabrication indubitablement française, et provenant sans doute de quelque ancienne verrerie des Cévennes.

Pour en revenir au début de la colonisation du Cap sous le régime de la Compagnie des Indes, tous les colons, quelle que fût leur origine, étaient fort mécontents du pouvoir arbitraire que l'on s'arrogeait sur eux. Réclamer était inutile ; retourner en Europe n'était pas facile, étant donnée la longueur de la plus heureuse traversée à cette époque.

Aussi, bien avant l'occupation de la colonie du Cap par les Anglais, les plus indépendants des propriétaires ruraux avaient-ils pris l'habitude, pour échapper au despotisme dont ils étaient victimes, de transporter leurs pénates toujours plus avant dans l'intérieur des terres encore vierges. Cela leur était d'autant plus facile que leur installation immobilière n'était guère compliquée, et que ce dont ils avaient surtout besoin pour l'exploitation pastorale qui constituait leur principale occupation, c'étaient de vastes dépaissances.

En conséquence, en dehors du rayon d'action directement accessible aux agents de la Compagnie autour de la ville du Cap, et qui était le domaine de la colonisation fixe, il y avait déjà, dès le XVIIIe siècle, une sorte de zone frontière où s'étaient réfugiés des pionniers quasi-nomades.

Ceux-ci allaient presque au hasard devant eux, campaient aux endroits où ils trouvaient une terre à peu près fertile et des pâturages suffisants pour leurs troupeaux, puis changeaient de nouveau de place lorsque le besoin de dépaissances ou la crainte des vexations de la Compagnie les y poussait.

Il est tout à fait remarquable que ces migrations s'opéraient absolument de la même façon que celles des Germains, des Francs et des Bataves, au commencement de l'ère chrétienne.

C'est l'antique chariot de ces peuples que rappelle le *trek* des colons du Cap, grand wagon à la fois lourd et souple, recouvert d'une bâche en toile à voile. Le voyageur naturaliste Delegorgue le décrit comme constitué par deux paires de roues énormes, reliées par des échelles, auxquelles sont attachées extérieurement les coffres. Aucun lien métallique! Toutes les parties de la voiture sont reliées avec du cuir, de sorte que les cahots peuvent fatiguer les joints sans les rompre. Quelque chargé que soit un pareil véhicule, — et sa charge



Vue générale de la ville du Cap.

peut atteindre 5000 kilogrammes, — les douze à seize bœufs, quelquefois vingt-quatre, qui y sont attelés développent une telle force musculaire, qu'ils l'entraînent, même en dehors des routes frayées, à travers les prairies, les marécages profonds et embarrassés de joncs touffus, les gués des rivières, les pentes des montagnes. Le conducteur, dressé dès l'enfance à cet art difficile, sait, du bout de son fouet, dont le manche a 5 mètres, avec une lanière de même longueur, atteindre à propos chaque bœuf pour l'exciter et le diriger.

De longues files de ces chariots transportaient le mobilier primitif et la famille des colons. Le soir, ces mêmes chariots, disposés en cercle, constituaient un solide retranchement.

C'est de cette époque que date la formation des mœurs de cette classe particulière de colons du Cap désignés sous le nom de *Boers* (prononcez *Bours*), qui, en langue néerlandaise, signifie *paysans*. Mais, comme le fait remarquer M. le Dr A. Kuyper, député aux États généraux de Hollande, dans l'excellent article qu'il a consacré à « La crise sud-africaine » dans le numéro de la *Revue des Deux-Mondes* du 1er février 1900, — « on se tromperait en comparant les Boers aux paysans français, aux *farmers* anglais, ou même aux *settlers* d'Amérique. C'est plutôt une race conquérante, qui s'est établie chez les Hottentots et les Bantous, comme les Normands, au XIe siècle, se sont installés parmi les Anglo-Saxons. S'abstenant de tout labeur manuel, ils s'occupent de leurs propriétés, parfois de 2000 à 3000 hectares, où ils élèvent des chevaux et du bétail; quant au reste, la grande affaire de leur vie est la chasse, même aux fauves. Ce sont d'intrépides cavaliers, et ils s'exercent sans relâche au maniement des armes. Sans être d'une culture raffinée, ils brillent par cette sagesse inspiratrice qui, de tout temps, a été le privilège des nations de pionniers au début de leur développement historique ».

Levaillant, qui a vécu au milieu des Boers, à la fin du XVIIIe siècle, a laissé de leurs mœurs une description des plus curieuses. Comme elle est, encore aujourd'hui, exacte sur beaucoup de points, elle mérite d'être reproduite ici :

« En pénétrant dans l'intérieur des terres, dit ce voyageur, on trouve des colons cultivateurs qui, par leurs mœurs, leurs usages et le genre de leurs travaux, forment une classe particulière. Plus éloignés du Cap, ils sont moins riches que les premiers. Leur habitation est un grand hangar couvert de chaume et dont l'intérieur est partagé en trois parties égales par deux cloisons qui ne s'élèvent que jusqu'à une certaine hauteur. La pièce du milieu sert en même temps de salle à manger et de salon. C'est là que pendant le jour se tient toute la famille; c'est là qu'on prend le thé et qu'on reçoit les étrangers.

« Si l'on se rapproche de la frontière, le hangar est sans division et ne forme plus qu'une seule pièce dans laquelle toute la famille se réunit, sans se séparer ni le jour ni la nuit; on couche sur des peaux de moutons qui servent aussi de couvertures. Les femmes marchent pieds nus pendant une partie de l'année. Quant aux hommes, ils se font des chaussures avec un morceau de peau de bœuf, appliquée et montée sur le pied quand elle est encore fraîche. Bien que cultivant la terre, les colons négligent les légumes; ils s'occupent, avant tout, du bétail, bœufs et moutons; ils n'apprécient que la viande. Le colon ne quitte pas son troupeau. Tous les soirs, quand le troupeau rentre, il ne manque jamais de venir sur sa porte, un bâton à la main, et de compter toutes ses bêtes.

« Comme les colons ont beaucoup de loisirs, ils se visitent entre eux, passent des journées entières à fumer et à conter des histoires. Chaque homme porte toujours sur lui une pipe et un sac à tabac. Dès qu'il est entré chez un ami ou un voisin, il sort son sac et allume sa pipe. Chacun fume de son côté sans mot dire. Bientôt ces nuées abondantes forment un nuage qui, après s'être d'abord élevé dans la partie supérieure du lieu d'assemblée, finit, en s'accroissant insensiblement, par le remplir en entier, et par devenir si épais que les fumeurs ne peuvent plus se voir les uns les autres.

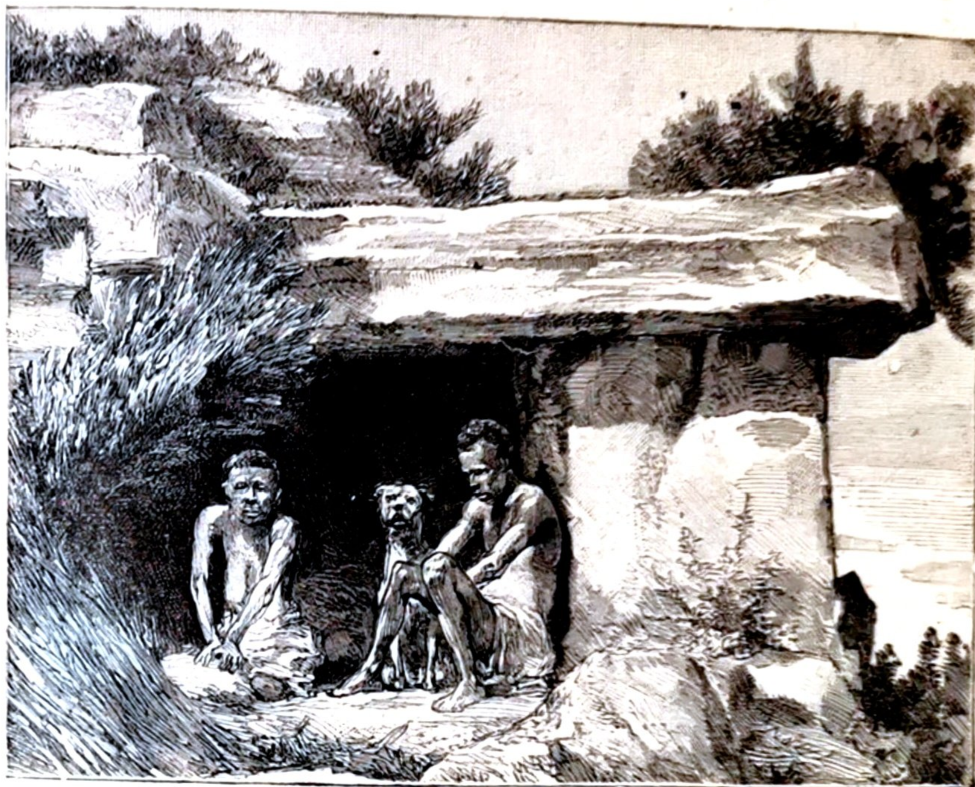
« Un autre usage consiste dans le lavement des pieds chaque soir, les familles marchant pieds nus la plupart du temps. Avant de se coucher, la Hottentote ou la négresse chargée du service de la maison, apporte au milieu de la salle un baquet rempli d'eau, et de même que du temps de l'Odyssée, lave les pieds de tout le monde, en commençant par le père et la mère, puis elle continue par les enfants et finit par les étrangers.

« Tous les colons pratiquent l'hospitalité, comme au temps des patriarches, atriarches eux-mêmes. Dès qu'un étranger est accueilli par les maîtres de a maison, à l'instant il devient pour tous un membre de la famille. Les enfants m'appelaient leur cousin, leur oncle, leur grand-père. Quand on entre dans une maison, on donne la main aux hommes et on embrasse la femme et les enfants. La bouilloire et la théière se trouvant toujours sur la table, on offre et on prend le thé sans désemparer. Un voyageur arrive-t-il à l'heure du dîner, la nappe déjà mise, il donne la main, embrasse et de suite se met à table. Veut-il passer la nuit, il reste, il fume, il prend du thé, demande des nouvelles, débite celles qu'il sait, et le lendemain, il poursuit sa route. » (Levaillant, 1[er] vol., p. 29.)

L'existence semi-nomade d'une partie des colons étendit démesurément les limites de la colonie. Ces aventureux pionniers s'habituèrent à vivre presque isolément, car ils étaient séparés les uns des autres par de vastes espaces. D'ailleurs, de même qu'aux vieux Germains, cet isolement ne leur déplaisait

pas, et ils étaient fort sévères pour les nouveaux arrivants. « Le Boer, dit un proverbe, n'aime pas à voir la fumée de son voisin. »

Ils n'avaient pas d'autre culture intellectuelle que la lecture de la Bible, et encore, bien peu d'entre eux savaient-ils lire. Cela n'a rien d'étonnant, puisque, dans le district de Graaf-Reinet, qui était, à cette époque, un district frontière, sur 3400 enfants, 160 seulement se trouvaient à portée des écoles. Les colons



Indigènes Boschimans.

de ces régions perdaient donc en civilisation ce qu'ils gagnaient en indépendance.

Mais, par ailleurs, ils acquéraient ainsi de précieuses qualités, au point de vue du genre d'existence qu'ils étaient destinés à mener.

M. E. Fournier de Flaix, arrière-petit-fils de Levaillant, a retracé, dans la *Revue Scientifique* du 10 mars 1900, surtout en utilisant les renseignements si intéressants et si exacts donnés par son aïeul, un tableau très vivant et très pittoresque de l'éducation que recevaient alors les enfants du colon, — garçons et filles, — tableau qui reste encore vrai aujourd'hui, du moins sur beaucoup de points.

Nous ne saurions mieux faire que de lui en emprunter quelques-uns des traits les plus frappants.

Cette éducation diffère essentiellement de celle que l'on reçoit en Europe. Les enfants ne s'amusent point avec de petits tambours, des trompettes et autres joujoux brillants et inutiles.

Dès qu'ils peuvent grimper sur la planche qui sert de siège au chariot qu'on laisse en plein air à côté de chaque logis, ils vont s'y placer, et là, un fouet à la main, ils s'exercent à commander des bœufs imaginaires, à les appeler par leur nom, à frapper la place de ceux qui sont censés ne pas obéir assez vite, en un mot, à diriger la marche du char, pour le faire avancer, tourner, reculer à propos. Après avoir manié le fouet, ils manient un bambou bien affilé, de cinq mètres de longueur, dont la courroie est plus longue encore, et avec lequel ils peuvent, à plus de huit mètres de distance, enlever le caillou qu'on leur désigne, ou une pièce de monnaie jetée à terre. Quand un jeune colon sait conduire un char et manier un fouet, son éducation est presque achevée, car on ne lui apprend ni à lire, ni à écrire.

Il faut cependant qu'il devienne un chasseur. Le maniement du fouet et du bambou l'a préparé à la science du fusil. Dès qu'il a quatorze ans, on lui met un fusil entre les mains (Levaillant, 1[er] vol., p. 35).

En effet, le fusil, c'est le gardien du troupeau et de la terre contre les bêtes féroces et les hordes sauvages. Il est parfois chargé d'approvisionner toute la famille de gibier. Toute famille a donc un assortiment de fusils. L'éclat et le luisant de l'arme pouvant prévenir l'ennemi, on la bronze avec du sang de mouton. Tout fusil est tenu pour bon, quand la batterie fonctionne bien. Tout fusil est promptement mis en état de service. A force de tirer au blanc, on finit par connaître à fond ses qualités et à rectifier ses défauts. S'il porte trop bas ou trop haut, à droite ou à gauche, on place sur le canon une seconde visière mobile, qu'on élève ou qu'on abaisse, qu'on incline d'un côté ou de l'autre, selon le défaut, jusqu'à ce qu'il tire juste ; ce résultat obtenu, on fixe la visière : l'arme est bonne.

Les colons deviennent ainsi des tireurs incomparables et d'infatigables chasseurs : « *chaque coup qu'ils tirent porte la mort* » (Levaillant, 3[e] vol. p. 191 et 192).

Les femmes connaissent, aussi bien que les hommes, le fouet, le bambou et le fusil. Elles conduisent le chariot, les bœufs et gardent les troupeaux ; elles montent sur les chevaux comme sur les bœufs, chassent sans pitié les maraudeurs, vagabonds, sangs-mêlés, bêtes féroces, aigles et faucons. « Courageuses avec réflexion, dit Levaillant (3[e] vol., p. 193 et 194), leur sang-froid ne connaît point d'obstacles ni de périls. Non moins habiles à manier un cheval et à faire le coup de feu que leurs maris, elles sont aussi

infatigables qu'eux, et ne reculent devant aucun danger. Ce sont de vraies amazones. J'ai connu une veuve qui, lorsque les bêtes féroces venaient alarmer ses troupeaux, montait à cheval, les poursuivait à outrance et ne quittait jamais prise qu'elle ne les eût ou tuées ou obligées d'abandonner son canton.

« Dans le pays des grands Namaquois, j'ai vu, sur une habitation très isolée, une fille de vingt et un ans qui accompagnait toujours son père à cheval, lorsqu'il se mettait en campagne à la tête de ses gens, pour repousser les Boschimans qui venaient les inquiéter ; elle bravait leurs flèches empoisonnées, les poursuivait avec acharnement, les gagnait à la course et les fusillait sans pitié.

« On s'entretenait encore au Cap, lors de mon arrivée, de la tragique aventure d'une veuve qui vivait sur une habitation très reculée, avec ses deux fils, dont l'aîné avait dix-neuf ans. Dans une nuit obscure, elle et toute sa maison furent réveillées par les piétinements et les beuglements sourds de ses bêtes à cornes, qui étaient enfermées non loin de là dans un parc. On voie aux armes, on court au bruit : c'était un lion ; il avait franchi l'entourage, et faisait parmi les bœufs un affreux dégât; il ne fallait, pour arrêter sa fureur, qu'entrer dans le parc, investir le féroce animal, et le tuer. Aucun des esclaves et des Hottentots de cette femme n'avait assez de courage ; ses deux fils même n'osèrent se présenter. Cette veuve intrépide entre seule, armée de son fusil, et, pénétrant au milieu du désordre jusque sur le lion que l'obscurité de la nuit lui laissait à peine entrevoir, elle lui lâche son coup; malheureusement, l'animal, n'étant que blessé, s'élance sur elle avec fureur et la terrasse. Aux cris de cette pauvre mère, ses deux enfants accourent; ils trouvent le terrible lion attaché sur sa proie. Furieux, désespérés, ils fondent sur lui, et l'égorgent trop tard sur le corps ensanglanté de leur mère. Outre les blessures profondes qu'elle avait reçues à la gorge et aux différentes parties du corps, le lion lui avait coupé une main au-dessus du poignet, et l'avait dévorée ; tous les secours furent inutiles, et cette nuit même, elle expira au milieu des douleurs et des vains regrets de ses enfants et de ses esclaves assemblés. »

Nous sommes obligé de borner là ces citations, mais nous tenons à signaler que les récits de Levaillant sont une source inépuisable de renseignements précieux et des plus intéressants sur les mœurs des premiers Boers et sur la situation de l'Afrique australe à la fin du XVIII[e] siècle.

Tout d'abord, les colons qui émigraient vers des régions nouvelles furent bien accueillis par les tribus sauvages. Dans un certain rayon aux environs de la ville du Cap, celles-ci étaient d'un caractère doux et serviable Les Hottentots s'étaient réduits, de leur plein gré, au rôle d'esclaves des hommes blancs, en échange de la nourriture et de la protection que la servitude leur assurait.

Mais, au delà des territoires habités par les tribus hottentotes, il était périlleux de s'établir sur la frontière, car dans ces régions vivaient des tribus moins pacifiques, Boschimans au nord, Cafres à l'est, qui parfois enlevaient les troupeaux et pillaient ou brûlaient les fermes isolées.

Les Boers durent prendre l'habitude de se défendre eux-mêmes contre les attaques des indigènes. Le gouvernement du Cap n'intervint que pour donner une sorte d'organisation à ces luttes inévitables. En chacun des districts menacés, il désigna, parmi les colons, un chef, *veldt-cornet*, investi du droit de proclamer le *commando*, c'est-à-dire de convoquer les fermiers voisins et de se mettre à leur tête pour repousser les indigènes et pour leur reprendre le bétail pillé. Cette organisation défensive primitive est celle qui subsiste encore aujourd'hui en grande partie chez les Boers.

Que le *commando* ait donné lieu à des abus, que certains fermiers s'en soient servis pour se procurer des bestiaux et des esclaves au détriment des Cafres, — c'est ce que les récits impartiaux de Levaillant ne permettent pas de révoquer en doute. Mais on a eu le grand tort de généraliser, et d'appliquer à la masse des Boers des accusations que justifiaient seulement les actes isolés de quelques-uns d'entreeux.

Bien au contraire, les relations des Boers avec les indigènes étaient plutôt, en général, douces et fraternelles, et les colons n'ont recouru à la lutte à main armée que lorsqu'ils y ont été contraints par les méfaits des tribus sauvages.

En somme, tant qu'elle a été sous la domination de la Compagnie des Indes Orientales, la colonie du Cap n'a pas eu d'autre histoire que celle de la mise en valeur progressive de ses territoires, grâce à l'aide bénévole des Hottentots, et de l'expansion des Boers jusqu'à la zone frontière des pays cafres

Le résultat était des plus encourageants.

A la fin du XVIIIe siècle, 26 000 colons possédant près de 30 000 esclaves occupaient presque tous le pays compris entre l'extrémité de l'Afrique australe et le fleuve Orange.

« L'Afrique du Sud, dit l'historien anglais Froude, était donc hollandaise. Les lois étaient hollandaises, la langue était hollandaise. Les Hollandais occupaient le pays depuis près de deux siècles. Ils avaient soumis les Hottentots, détruit les bêtes sauvages, bâti de belles habitations et des villes entières, planté des arbres et des vignobles. Des forêts de chênes et de pins introduits de Hollande proclament encore aujourd'hui l'industrie des colons hollandais du siècle dernier. »

La belle colonie du Cap était donc une possession enviable.

Aussi les Anglais songèrent-ils à s'en emparer.

II

Premières migrations des Boers.

Les Anglais s'emparent de la colonie du Cap. — Vexations auxquelles l'administration anglaise soumet les Boers. — Les martyrs de Schlachtersneck. — Les Boers dépouillés et humiliés. — Le Grand Trek. — Six ans dans le désert. — Les Boers au Natal.

Du xviie au xviiie siècle, la Hollande, par la seule force de sa brillante expansion commerciale, avait acquis le plus bel empire colonial qui fût alors au monde après celui de l'Espagne.

C'est l'Angleterre qui lui a ravi violemment toutes ses possessions, — les unes momentanément, comme l'Insulinde, — les autres définitivement, comme New-York, le Cap, Ceylan.

Dans l'étude que nous avons déjà citée, le Dr A. Kuyper rappelle que New-York, fondé par les Hollandais en 1628, fut occupé *en pleine paix* par le colonel Nicholson, en 1646, et que la Hollande fut forcée de céder sa colonie américaine par le traité de Bréda de 1667.

Il montre aussi la rivalité de ces deux grandes puissances navales du xviiie siècle créant, entre les races anglaise et hollandaise, une aversion tenace dont, même aujourd'hui, après deux cents ans, on retrouve encore d'énergiques manifestations.

« Ni en Amérique, ni au Cap, dit-il, l'Angleterre n'a su gagner les sympathies de ses nouveaux sujets d'extraction hollandaise. Tout effort de fusion entre eux et elle s'est brisé contre la ténacité de la race des Pays-Bas. Même à présent, après deux siècles, en Amérique, l'animosité des gens d'origine néerlandaise contre l'Angleterre est demeurée tout aussi vive. Au *Metropolitan Club* de New-York, je les ai entendus discourir contre les injustices et les violences de l'Angleterre comme on ne l'a jamais fait ni en Natalie ni à Pretoria. Quoiqu'ils aient maintenant perdu jusqu'au souvenir de leur langue maternelle, partout cependant ils s'associent encore en unions, dites *Holland Societies*. Leur origine hollandaise leur est comme un titre de noblesse dont ils sont fiers, et, lors de la grande guerre de l'Indépendance, ils ont scellé de leur sang leur aversion pour tout ce qui est anglais. Or, dès le commencement, la même chose s'est vue au Cap. Le capi-

taine Percival en témoignait lui-même en 1803 : « Un Anglais sera surpris de l'aversion et même de la haine que les Hollandais paraissent éprouver pour nous. »

« Le ressentiment contre la « perfide Albion » n'avait pénétré nulle part dans l'esprit national plus profondément qu'aux Pays-Bas ; et l'Angleterre elle-même avait rendu ce ressentiment plus amer par la manière hautaine dont elle n'avait cessé d'appliquer à la Hollande le *Væ victis!* — *Dutch* et *double Dutch* sont encore, parmi la populace anglaise, des expressions malsonnantes. Certes, le temps a adouci ces antipathies de race : en Hollande, les cercles ne manquent pas qu'on accuse même d'anglomanie ; et, d'autre part, un historien comme Rogers, dans son *History of Holland*, a reconnu sans ambages non seulement que l'Angleterre était redevable à la Hollande d'une partie considérable de sa civilisation, mais aussi que l'Angleterre l'avait fort mal payée de ses appréciables services.

« D'ailleurs, le caractère national des Anglais diffère foncièrement du caractère hollandais. Tous deux ont leurs qualités très accusées, mais entre les deux il y a incompatibilité absolue. Pour tout ce qui est de la belle apparence, de l'action instantanée et énergique, des larges conceptions et de l'organisation mécanique, les Anglais sont, sans contredit, supérieurs ; mais cette médaille a son revers dans leur amour pour le *show*, dans leur impuissance à bien observer, et dans leur penchant à confondre l'idée de l'organisation avec l'effort tendant à angliciser tout le monde. Le Hollandais, au contraire, moins amateur de parade, est trop lent dans le développement de ses projets, il laisse faire, et subit les impressions, se contentant trop longtemps d'observer les choses d'un œil attentif ; mais, dès l'instant que son énergie dormante se réveille, il s'est toujours montré doué d'une persévérance et d'une ténacité que rien n'ébranle. Ni les Espagnols, au XVIe siècle, ni les Anglais du Cap n'ont jamais compris ce caractère fait d'énergie latente. Parce qu'en hiver ils n'avaient vu dans ces maigres ruisseaux qu'un filet d'eau gelée et inoffensive, ils ne se sont jamais rendu compte du torrent formidable qu'au printemps la fonte des neiges ferait bientôt descendre dans leur lit débordé. »

En ce qui concerne les colons hollandais du Cap, et plus particulièrement les Boers, voici un exemple typique, emprunté à Levaillant.

« En 1784, dans une alarme mal à propos répandue que les Anglais menaçaient de faire une descente, en moins de vingt-quatre heures, on vit arriver 1000 à 1200 Boers au Cap pour les combattre. Tous les autres allaient suivre ; on se hâta de donner contre-ordre. »

Depuis longtemps, le cabinet britannique surveillait d'un œil jaloux toutes les étapes de la route de l'Inde, alors unique, et à mi-chemin de laquelle le

Cap de Bonne-Espérance constituait le meilleur point de relâche entre Londres et Calcutta.

Lorsque la Révolution française éclata et que nos armées envahirent la Hollande, l'Angleterre s'empressa de saisir cette occasion qui lui était offerte d'occuper le Cap.

En 1795, l'amiral Elphinstone parut dans la baie de la Table avec une flotte et des troupes de débarquement sous les ordres du général Craig. Le gouverneur hollandais pour le compte de la Compagnie des Indes était hors d'état de se défendre. Il ne pouvait opposer à l'ennemi qu'un millier de soldats réguliers et quelques bataillons de miliciens. Après une courte lutte, la ville et les forts capitulèrent, le 16 septembre 1795.

C'est alors que le capitaine du Plessis, à la tête d'une petite troupe de colons franco-hollandais, arrêta les envahisseurs dans le défilé de Muizemberg, pendant quarante-huit heures. Sa résistance fut si intrépide que le général anglais, quand il fut devenu gouverneur de la colonie conquise, voulut lui faire présent d'un sabre d'honneur.

On raconte que Napoléon Ier, ayant appris l'existence de ce héros et sachant qu'il descendait d'une très noble famille française, lui fit offrir le titre de duc et un domaine, s'il voulait rentrer en France. Du Plessis refusa :

— Je suis trop vieux, dit-il au représentant de l'empereur, pour devenir un grand seigneur en France, après avoir été toute ma vie un humble paysan en Afrique.

Le règne de la Compagnie des Indes — dissoute de fait en 1798 — était terminé. Il est facile de comprendre qu'elle ne fut regrettée de personne, parce qu'elle avait exploité la colonie sans autre préoccupation que celle de son propre profit. Il y eut même quelques-uns de ses employés qui passèrent au service du vainqueur.

Certains résidents européens acceptèrent volontiers le changement de maître, parce que les premières mesures prises par le général Craig, devenu gouverneur de la colonie pour la Grande-Bretagne, furent assez libérales. C'est ainsi qu'il abolit les monopoles et déclara le commerce libre avec les tribus de l'intérieur.

En 1802, le traité de paix d'Amiens rendit temporairement la colonie à la République Batave. Mais, dès 1806, les Anglais revinrent avec une flotte à laquelle il était impossible de résister, et se firent définitivement céder, au Congrès de Vienne, cette possession, que la Hollande dut abandonner par la convention de Londres du 13 avril 1814.

Depuis cette époque, le Cap n'a pas cessé d'appartenir à la Grande-Bretagne.

Quant aux habitants, quoiqu'ils fussent presque exclusivement de race hollandaise, ils devinrent forcément sujets anglais, comme de simples « accidents de territoire », sans y avoir consenti et sans l'avoir demandé.

C'est ce qui fait, dit l'Anglais Froude, qu'aujourd'hui encore le Cap n'est pas à proprement parler une colonie anglaise, bien que des colons anglais s'y soient établis depuis. « C'est une contrée conquise, dont nous avons pris possession en vue de nos intérêts exclusifs, contre la volonté de ses véritables possesseurs. »

Les gouverneurs anglais eurent pour premier souci de faire exécuter de grands travaux de fortification pour mettre le pays en état de défense. En outre, comme la garnison était nombreuse, elle occasionnait des dépenses militaires considérables dont profitait la population blanche des districts du littoral, — de sorte que celle-ci accepta avec assez de résignation le nouveau régime.

Mais, d'autre part, les gouverneurs entreprirent de soumettre le plus rapidement possible les habitants, aux mœurs, à la langue et aux institutions britanniques. Par delà les montagnes qui bordaient l'horizon, les Boers eux-mêmes durent subir l'influence d'un gouvernement plus actif. Des cours de justice ambulantes parcoururent le pays, des bureaux de poste furent établis, des colonnes mobiles inspirèrent à tout le monde, colons ou indigènes, le respect de l'autorité.

Tout cela était acceptable. Mais l'administration anglaise dépassa les bornes et commit une faute irréparable en s'appuyant sur les natifs pour assurer sa suprématie sur les colons.

On sent que c'est là l'erreur capitale qui creusa un abîme de haine entre les Anglais et les Hollandais, en lisant cet opuscule si simple et si touchant : *Un Siecle d'injustice*, publié sous les auspices de M. F.-W. Reitz, secrétaire d'État de la République Sud-Africaine.

« Les Boers, y est-il dit, s'étaient constitués en une sorte d'aristocratie blanche, bien tranchée de l'élément indigène formé par des hommes de couleur.

« L'administration britannique prit parti en faveur de l'élément noir. Ainsi les Boers africains durent assister sans défense — parce qu'on les avait privés de leurs armes — à la dévastation de leurs propriétés, opérée par la populace nègre. Ainsi, les libres citoyens de race blanche furent soumis aux exactions d'une police recrutée parmi les Hottentots, parmi des hommes placés, dans l'échelle des races humaines, au-dessous des Malais. »

Même note dans l'article si remarquablement documenté du Dr A. Kuyper :

« Un missionnaire anglais, le docteur van der Kemp, accusa, à Downing-Street, les Boers d'avoir maltraité leurs esclaves, de les avoir torturés, et



Indigenes Cafres.

d'en avoir assassiné plusieurs; une femme boer aurait même brûlé vif un nègre dans de l'eau bouillante. Le secrétaire pour les colonies ordonna une enquête. Une cour de circuit parcourut toute la contrée. Plus de mille témoins furent entendus; cinquante-huit Boers furent cités sous les inculpations les plus déshonorantes. Et après tout ce fracas, les juges se virent obligés d'acquitter tous ceux qui étaient accusés de meurtre ou de torture, et il fut prouvé que le nègre qu'on disait avoir été brûlé vif, rentrant un jour les pieds gelés, sa maîtresse, pour les dégeler, lui avait simplement versé un bain de pied trop chaud. Certes, cet acquittement général fut pour les Boers une satisfaction, mais il ne put adoucir l'amertume dont les avait abreuvés une telle humiliation devant leurs esclaves. »

La conséquence naturelle d'un semblable état de choses fut une tentative de révolte des Boers.

Ici encore il faut laisser au Dr A. Kuyper le soin de raconter ce qui s'ensuivit :

« Les fermiers de la frontière du Nord, surtout, refusèrent de s'accommoder aux nouveaux procédés. Un d'entre eux, du nom de Bezuydenhout, résista tout seul à une compagnie de soldats. Il fut tué sur place. Sa femme, le fusil à la main, jura de le venger. Une émeute éclata. Acculés par une force militaire trois fois supérieure, les quelques récalcitrants furent pris, jugés, et cinq d'entre eux condamnés à être pendus, tandis qu'on forçait les autres à assister à leur pendaison. Le 9 mars 1816, la potence fut érigée au haut d'une colline, devant une foule de colons accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants. Bientôt les cinq condamnés se balancèrent l'un à côté de l'autre, accrochés à la même poutre. Ils avaient déjà perdu connaissance, quand la poutre se rompit sous leur poids. Les cinq corps gisaient à terre. La respiration suffoquée se ranima chez ces malheureux. La foule y vit la clémence de Dieu et, poussant des cris déchirants, implora la grâce du juge anglais. Mais lui, homme d'une sévérité que rien ne troublait, resta inexorable. Les condamnés furent pendus une seconde fois, et livrés de nouveau aux angoisses d'une mort plus affreuse. Les assistants donnèrent à cet endroit le nom de *Schlachtersneck*, ce qui veut dire : *Colline de la Boucherie*; et, de l'aveu des auteurs anglais eux-mêmes, jamais plus le souvenir de cette horrible exécution ne s'est effacé de la mémoire des fermiers hollandais. »

En effet, un pareil drame national — de même que le martyre de Jeanne d'Arc et celui de Napoléon à Sainte-Hélène — est inoubliable.

Les *Martyrs de Schlachtersneck* ont eu leur souvenir perpétué jusqu'à ce jour dans toutes les familles de race hollandaise, et il y est célébré à l'égal de celui des héros nationaux de la vieille Europe.

L'Angleterre ne s'arrêta pas là dans sa maladroite tyrannie.

Lors de la reddition de la colonie, en 1806, il avait été stipulé que l'emploi de la langue hollandaise, dans les transactions officielles et devant les tribunaux, serait garanti aux habitants.

Or, à l'issue des grandes guerres de l'Empire, 4000 Anglais ou Écossais, à la recherche de nouvelles entreprises, débarquèrent au Cap en 1820. Cette émigration modifiait le vieux fond hollandais dans un sens favorable au maintien de la domination britannique.

Le gouvernement de Londres en profita pour promulguer, dès le 1er janvier 1825, onze ans seulement après la prise de possession officielle de la colonie, un décret impérial ordonnant qu'à partir de l'an 1828, dans les relations avec les autorités et avec les cours de justice, tous les documents devraient être rédigés en langue anglaise, les documents présentés en hollandais n'étant plus recevables. Cette mesure irritante privait les Hollandais de toute participation à la vie publique et leur créait mille embarras.

Ils en arrivèrent à regretter le régime, pourtant bien peu libéral, de la Compagnie des Indes.

Alors, comme autrefois, les plus avides de liberté commencèrent de nouveau à jeter un regard vers les régions encore vacantes qui constituaient à cette époque la zone frontière de la colonie du Cap.

Au nord, le sol était peu fertile, la contrée presque déserte. Aussi les Boers qui allaient de ce côté rencontraient-ils peu de résistance de la part des indigènes, et y jouissaient-ils d'une sécurité relative.

Au delà du fleuve Orange, sorte de limite naturelle de la colonie, vivaient des tribus nomades, adonnées à la chasse et souvent en guerre les unes avec les autres : Zoulous, Betchouanas, Basoutos, Bushmen ou Boschimans.

Au début du XIXe siècle, leur place fut prise par les Griquas. Ceux-ci, visités par les missionnaires, en reçurent les premières notions de la vie civilisée : ils finirent par s'établir à demeure entre le fleuve Orange et son affluent, la Modder, dans une région bien arrosée, riche en pâturages et en terres arables.

Pendant l'été de 1825, une sécheresse extrême contraignit les Boers à franchir l'Orange avec leurs troupeaux. Bien accueillis par les Griquas, ils revinrent, et, peu à peu, quelques-uns se créèrent dans cette région des établissements durables. Le gouvernement britannique ne songea nullement à entraver ce mouvement d'expansion dont l'importance lui parut insignifiante.

C'était pourtant le commencement d'une émigration à laquelle de nouvelles mesures vexatoires prises par l'Angleterre vinrent donner une intensité extraordinaire.

Vers l'est de la colonie, les Européens, attirés par la bonne qualité des terres, s'étaient répandus peu à peu jusqu'à près de 1 000 kilomètres de la

ville du Cap. Les villes frontières de Graaff-Reinet et de Grahamstown étaient environnées par les Cafres, tribus belliqueuses, remuantes, dont le voisinage était une menace perpétuelle.

Après bien des incursions partielles, au cours desquelles les Cafres mettaient tout à feu et à sang, une véritable guerre éclata en 1834. Les indigènes se ruèrent, au nombre de 20 000, sur le district occupé par les Européens, brûlant les habitations, massacrant les colons, enlevant tout ce qu'ils trouvaient à leur convenance.

« Le gouvernement britannique, aidé par les Boers, se décida à châtier ces nègres. Eh bien! lord Glenelg, secrétaire d'État des colonies, rendit aux Cafres la région conquise sur eux, méconnut les services rendus par les Boers dans l'expédition, et même, prit à dessein les mesures les plus contraires aux droits des colons. Le bétail volé à ces derniers par les Cafres ne fut pas rendu aux légitimes propriétaires, mais vendu aux enchères, afin de solder les dépenses de la guerre. » (*Un Siècle d'injustice*, p. 10.)

C'est justement à cette époque que le grand mouvement d'émancipation des noirs provoqué par les philanthropes anglais fit proclamer l'abolition de l'esclavage dans toutes les possessions britanniques (1835).

Au Cap, les esclaves étaient au nombre de 40 000, et, représentant une valeur moyenne de 2 000 francs par tête, ils formaient, pour les colons, le plus clair de leur petit avoir.

D'ailleurs, comme en témoigne Froude dans son *Océana* (page 34), « les esclaves, au Cap, étaient attachés à la maison plutôt qu'au sol. Les abus qu'on réprouve dans les plantations des Indes y étaient inconnus ».

L'abolition de l'esclavage privait donc les Boers du travail de leurs meilleurs serviteurs. En outre, la somme de 30 millions de francs, que le Parlement de Londres affecta à l'indemnisation des Boers, ne représentait que les deux cinquièmes de la valeur vénale de leurs esclaves.

Mais ce n'est pas tout. Il fut stipulé que l'indemnité était payable non pas au Cap, mais à Londres, avec mille difficultés bureaucratiques voulues. Il en résulta que l'émancipation des esclaves ne profita qu'à des agioteurs anglais peu scrupuleux, qui s'offrirent comme intermédiaires aux propriétaires hollandais, et ceux-ci furent dépouillés deux fois.

Enfin, les esclaves libérés, mourant de faim, se jetèrent dans le vagabondage, volant le bétail des colons et les attaquant jusqu'à leur porte. Les plaintes étaient vaines : à l'instigation des missionnaires et de la *Clapham Sect* de Londres, toutes les cours, tous les magistrats prenaient fait et cause pour les indigènes et contre les Boers. Les rôles étaient intervertis : les nègres brutalisaient les colons, tandis que ceux-ci, humiliés devant leurs anciens esclaves, n'osaient guère lever la tête.

C'en était trop !

Plutôt que de subir semblable tyrannie, les Boers préférèrent abandonner leurs habitations héréditaires et se lancer dans le désert avec leurs familles et leurs troupeaux.

A partir de 1835, les émigrants franchirent en plus grand nombre le fleuve Orange, sans esprit de retour. Les Boers émigrèrent d'abord lentement, par groupes, puis leur nombre augmenta chaque jour. L'évaluation que l'on en fit à cette époque varie entre 5 000 et 10 000.

C'est ce que l'histoire a appelé « le Grand Trek » ou grand exode des Boers.

Les sentiments qu animaient ces derniers sont fort bien exprimés dans la déclaration que lança, au nom des fermiers réunis sous ses ordres, avant de quitter Grahamstown, Pieter Retief, descendant d'une vieille famille huguenote, qui avait tenu un certain rang dans la colonie.

« Nous désespérons, disait-il, de sauver la colonie des maux qui la menacent. L'avenir ne promet à nos enfants ni paix, ni bonheur. Nous ne savons à qui recourir pour que le flot d'outrages, d'injustices, lancé contre nous, soit endigué. Nous quittons donc cette colonie avec la conviction que le gouvernement anglais n'a plus rien à exiger de nous et voudra bien à l'avenir ne pas s'occuper de nous. Pendant notre voyage et lorsque nous serons arrivés sur le lieu de notre résidence définitive, nous ferons connaître aux natifs notre intention de vivre en paix. Où que nous allions, nous maintiendrons le principe de la liberté. Il n'y aura plus d'esclaves ; mais nous sommes déterminés à établir des relations convenables entre le maître et le serviteur.

« Nous allons chercher la tranquillité. Nous ne molesterons personne dans notre exode. Si nous sommes attaqués, nous nous défendrons, et, s'il le faut, nous mourrons. Nous quittons la colonie afin de n'avoir plus aucune relation avec le gouvernement britannique, afin de nous gouverner nous-mêmes, selon notre foi. Le pays que nous abandonnons est fertile. Nous ignorons ce que sera le pays de demain ; nous savons seulement qu'il est plein de dangers. Mais nous nous confions entièrement en Dieu tout-puissant, juste et miséricordieux. »

Une fois au delà du fleuve Orange, les Boers se dirigèrent vers les solitudes du Nord, afin d'éviter les Cafres. Ils traversèrent le territoire qui devait constituer plus tard l'État libre d'Orange, au milieu de tribus peu dangereuses.

Mais, lorsqu'ils arrivèrent dans le voisinage de la rivière Vaal, un chef zoulou, Moselekatze, les attaqua à l'improviste.

Il importe de signaler qu'au début de l'exode, chaque famille se dirigeait



Zoulous se disposant au combat.

un peu à sa fantaisie ; tout au plus s'en réunissait-il un certain nombre par petites bandes, chacune accompagnée de femmes, d'enfants, de troupeaux, de chariots. Chaque groupe se choisissait un chef avant de se mettre en route

La première de ces bandes qu'attaqua Moselekatze fut écrasée sans qu'âme vivante en pût réchapper. La deuxième donna l'alarme. Aussitôt les émigrants se concentrèrent afin de se trouver en force contre les natifs.

Il est digne de remarque qu'ils combattaient comme le faisaient jadis les Francs, nos ancêtres. Ils formaient, avec leurs chariots, un retranchement circulaire, ou *laager*, à l'intérieur duquel hommes et femmes se défendaient avec le même courage.

Les Boers avaient l'avantage d'être mieux armés que leurs adversaires, mais ces incidents prouvaient combien il était imprudent de leur part de marcher à l'aventure. Retief en profita pour les réunir tous sous son commandement et pour leur imposer une certaine discipline.

A quelques escarmourches près, l'exode se continua sans trouble ni désordre, quoique le lien social qui assemblait tant de familles fût purement volontaire. L'état sanitaire était bon. Soir et matin, les prières étaient dites en commun. Le pays fournissait en abondance des pâturages, de l'eau, du poisson et du gibier ; les indigènes ne refusaient pas de vendre des céréales en échange de porcs ou de moutons. Seuls les lions étaient gênants, et il fallut en tuer des centaines.

Les émigrants errèrent ainsi à l'aventure pendant six années dans les régions alors inconnues de l'Afrique australe comprises entre le fleuve Orange et la rivière Vaal, semblables aux Hébreux, dont la lecture de la Bible leur rappelait chaque soir les pérégrinations, et quelques-uns d'entre eux commencèrent à s'y établir.

Mais, dès 1837, les émigrants avaient entrevu, du haut de la chaîne du Drakensberg, le territoire de Natal, que Vasco de Gama avait dénommé *Terra Natalis* (Terre de Noël), parce que, lors de son premier voyage dans l'Inde, en 1497, il avait découvert sur ce point de la côte orientale d'Afrique, — le jour de Noël — une baie où il avait débarqué.

En 1824, après le voyage que fit à cette baie le lieutenant Farewell, de la marine britannique, une première tentative de colonisation anglaise avait été faite au Natal, et un comptoir avait été fondé à l'endroit où se trouve actuellement Durban. Mais le gouvernement du Cap ayant refusé de soutenir cet établissement, celui-ci avait dû être abandonné.

Donc, le vaste pays de Natal, malgré sa fertilité, n'était l'objet d'aucune occupation ou revendication anglaise, lorsqu'un certain nombre de Boers, sous la conduite de Pieter Retief, se rendirent au *Kraal* (village) de Dingaan,

le redoutable roi des Zoulous, pour traiter avec lui, contre rétribution, de la cession d'un territoire.

Le chef zoulou feignit de leur faire un accueil favorable, et profita des négociations pour entourer le camp des colons et faire périr Retief avec la plupart de ses compagnons — 66 Boers adultes et 30 enfants — le 6 janvier 1838.

Puis, Dingaan se lança à la rencontre du gros de l'expédition qui suivait à peu de distance l'avant-garde de Pieter Retief. Les Boers furent surpris sur le bord de la Boesman River, à l'endroit même où s'élève aujourd'hui le village de Weenen (les Larmes), et 282 blancs, ainsi que 250 serviteurs de couleur y périrent.

Dès la fin de la même année, un *commando* de 464 Boers, sous la conduite d'André Prétorius, dont il sera souvent question par la suite, pénétra sur le territoire zoulou, mit en déroute 10 000 nègres et prit la capitale de Dingaan. Ce fait d'armes, célèbre dans les annales des Boers, est encore fêté par eux le 16 décembre, qui porte le nom de *jour de Dingaan*.

Les émigrants qui avaient franchi le Drakensberg purent alors s'établir dans le pays conquis et y fondèrent la cité hollandaise de Pietermaritzburg, ainsi nommée en l'honneur des deux chefs, Pieter Retief et Gevriet Maritz, qui avaient succombé, comme Moïse, avant d'arriver dans la Terre Promise. C'est là que fut convoqué un premier *Volksraad* ou Parlement de la Société Sud-Africaine de Port-Natal, ou République de Natalia.

Dès que l'on connut à Londres, au ministère des colonies, ce résultat de l'exode des Boers, le gouvernement britannique s'avisa que ceux-ci lui causaient un préjudice, moins par leur fuite que par l'occupation d'une aussi belle contrée que le Natal. Il leur appliqua la doctrine en vertu de laquelle un sujet anglais ne peut rompre son allégeance, et fit savoir qu'il ne tolérerait pas l'érection d'un État indépendant sur la frontière de ses possessions.

En conséquence, le gouverneur du Cap, sir George Napier, reçut l'ordre d'envoyer une garnison à Natal, sous l'étrange prétexte de protéger les Zoulous contre les Boers. Quelques centaines d'hommes, sous le commandement d'un capitaine, y débarquèrent au mois de mai 1842.

Fort mécontents de cette intervention, les Boers reçurent les soldats anglais à coups de fusil et les bloquèrent dans leur camp. Un émissaire put en aller porter la nouvelle au Cap, d'où arrivèrent bientôt de nouveaux renforts anglais.

La ville de Pietermaritzburg fut occupée, le drapeau des Boers indépendants abattu, le Parlement dispersé, et les émigrants durent accepter la suprématie du plus fort.

Le district de Natal fut déclaré colonie de la Couronne d'Angleterre en

1843 et annexé à la colonie du Cap. Des magistrats furent chargés d'y faire observer les lois anglaises. Des planteurs anglais y vinrent, escortés de travailleurs hindous, pour cultiver les denrées tropicales et surtout la canne à sucre.

Comme au Cap, l'Angleterre s'emparait du pays, après que les pionniers boers en avaient assuré la conquête, et préparé le terrain à la colonisation. Comme au Cap, ils se mirent aussitôt à opposer l'élément indigène à l'élément hollandais.

De même que Levaillant visita la colonie du Cap en 1784, de même un autre voyageur français, le naturaliste Delegorgue, a rendu visite, de 1838 à 1844, à l'éphémère république fondée au Natal par les Boers.

Il a accompagné les envoyés boers en négociation avec Panda, chef zoulou hostile à Dingaan, et il décrit d'une façon assez pittoresque les principales scènes de l'émigration, le Trek, le campement, etc. (Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe*, 2 vol. Paris, 1847).

Ce qu'il y a de plus important, au point de vue de l'histoire morale des relations entre les Anglais et les Boers, c'est que ce témoin oculaire dévoile les manœuvres par lesquelles les prédicants de l'anglicanisme et du méthodisme, politiciens déguisés en apôtres, essayaient de bannir du Natal l'élément hollandais.

Un missionnaire répandait chez les Zoulous la circulaire d'un officier anglais, aux termes de laquelle la reine trouvait bien que ses noirs fidèles s'emparassent du bétail des Boers. Elle engageait les Cafres à ne point faire usage de leurs armes, *tant que leurs déprédations ne rencontreraient pas de résistance.*

Les Hollandais, au courant de tout ce qui se tramait contre eux, se tinrent sur leurs gardes.

Quant aux Zoulous, après avoir d'abord témoigné la plus entière confiance aux Anglais, ils finirent par suspecter la politique des missionnaires. Panda expulsa l'un de ces révérends de son royaume en disant :

— Le pays des Zoulous n'est pas fait pour deux rois !

En 1845, une décision impériale érigea le Natal en gouvernement particulier dépendant du Cap, avec un lieutenant-gouverneur pour chef et un conseil exécutif exclusivement composé des principaux fonctionnaires de la résidence. Cette organisation politique ne répondait nullement aux aspirations des Boers, qui avaient justement quitté leurs anciens domaines parce qu'ils n'y jouissaient pas d'assez de liberté.

Leur ancien chef, Prétorius, qui était rentré au Natal à la faveur d'une amnistie, reçut de ses compatriotes la mission de se rendre au Cap pour soumettre au représentant de la reine les réclamations de la communauté. Il par-

courut, à cheval, cette distance de plusieurs centaines de lieues, et ne fut pas même reçu.

Il revint donc sur ses pas, et dans le Drakensberg, rencontra une grande partie de la population boer en train de recommencer son exode vers l'inconnu. Sa propre femme, malade, était couchée dans le chariot à bœufs, dont sa fille, quoique blessée par un de ces animaux, conduisait, à pied, l'attelage.

« Jamais! avouait sir Harry Smith, alors gouverneur du Natal,... jamais je n'ai vu spectacle aussi douloureux que cette émigration ! »



Chariot boer dans les montagnes du Drakensberg.

III

Fondation des États d'Orange et du Transvaal.

Fondation de l'État d'Orange. — Les Anglais y suivent les Boers. — Tentative de révolte de Prétorius. — Bataille de Bloomplats. — Fondation de la République du Transvaal. — L'Angleterre reconnaît l'indépendance des deux Républiques.

Cette fois, ce ne fut pas sur le versant oriental du Drakensberg, envahi par les Cafres et par les Zoulous, qu'émigrèrent les mécontents. Ce fut vers les plaines qui, à l'occident du Drakensberg, s'étendent sur les deux rives du Vaal, et où déjà un certain nombre des *Vortrekkers* de 1836 s'étaient établis au lieu de descendre dans le Natal.

Les nouveaux émigrants s'unirent donc à ceux de leurs compatriotes restés auparavant à l'ouest du Drakensberg.

Les uns s'installèrent dans les plaines fertiles arrosées par les affluents du fleuve Orange, et y fondèrent l'État libre d'Orange, ainsi que sa capitale Bloemfontein.

Les autres s'avancèrent vers le nord, passèrent sur la rive droite du Vaal, et y fondèrent la ville de Potchefstrom. Mais, ayant été avisés que le Parlement britannique, dès 1836, avait promulgué, justement à l'intention des Boers, une loi soumettant à la juridiction anglaise tous les habitants de l'Afrique australe, résidant au sud du 25e degré de latitude méridionale, ils émigrèrent encore plus loin, et fondèrent, dès cette époque, Zoutpansberg et Leydenburg.

Entre le Vaal et l'Orange, les tribus indigènes des Griquas et des Basoutos, avec l'insouciance commune à toutes les peuplades sauvages, avaient vendu des terres aux Boers. Puis, le prix de leurs terres dissipé, ils voulurent les reprendre de vive force : d'où de sanglants et continuels conflits.

Ce fut pour l'Angleterre un nouveau prétexte d'intervenir, comme toujours, en faveur des indigènes.

Attachés avec acharnement aux pas des Boers, les Anglais arrivèrent à Bloemfontein, comme auparavant à Pietermaritzburg, pour revendiquer et rétablir leur droit de suzeraineté. Ils y installèrent une garnison et y envoyèrent des magistrats.

En 1848, André Prétorius crut que l'occasion était favorable pour affranchir ses compatriotes. Le bruit courait que l'Angleterre, menacée par les révolutions de l'Europe, rappelait les garnisons d'outre-mer.

Quelques centaines de Boers armés marchèrent sur Bloemfontein. L'officier anglais qui y résidait, n'étant pas de force à résister, accepta une capitulation en vertu de laquelle il se retirerait sur la rive gauche de l'Orange, avec tous les fonctionnaires britanniques.

Mais le gouverneur du Cap, averti de ce qui se passait, arriva bientôt à la tête d'une petite armée de 600 à 700 fusils, avec deux pièces de canon. Les chefs griquas, Waterboer et Adam Kok, s'étaient joints à lui avec un contingent d'indigènes.

La rencontre eut lieu à Bloomplats, le 28 août. Les Boers, vaincus, se dispersèrent, Prétorius se réfugia au delà du Vaal, et l'État d'Orange, après six semaines d'indépendance, redevint une province britannique.

Malgré la série d'insuccès auxquels avaient abouti leurs tentatives d'indépendance, les Boers ne se découragèrent pas.

Prétorius, dont les Anglais avaient mis la tête à prix, rassembla de nouveau ceux qui voulaient échapper au joug britannique. Ces irréconciliables fondèrent, en 1849, entre le Vaal et le Limpopo, la République du Transvaal et nommèrent Prétorius président.

Le nouveau territoire était moins riche, mais plus vaste et plus à l'abri des incursions anglaises que celui de l'Orange. Les premiers habitants avaient tellement de terrain à leur disposition que chaque Boer, à sa majorité, recevait un domaine. Les citoyens riches possédaient plusieurs fermes et souvent se rendaient de l'une à l'autre avec leurs chariots et leurs troupeaux, goûtant ainsi la jouissance du *trek* si cher à leur race.

Cette fois, les fugitifs ne furent pas inquiétés et voici pourquoi.

La victoire des Anglais et le départ des Boers avides de liberté vers les steppes de l'intérieur n'avaient pas suffi à rétablir la paix dans la province d'Orange. Diverses tribus y vivaient indépendantes, le plus souvent en lutte les unes contre les autres, mais s'attaquant aussi de temps en temps aux biens et à la vie des colons. Ceux de ces derniers qui étaient restés dans le pays considéraient comme trop onéreuse la tâche de se défendre eux-mêmes contre les déprédations des indigènes. L'antique usage du *commando* leur déplaisait.

Il fallut donc avoir recours aux forces régulières de la colonie du Cap et demander des renforts en Angleterre.

Tout cela était fort coûteux. Les conflits avec les noirs et avec les Boers occasionnaient à la colonie du Cap une dépense de près de vingt-cinq millions de francs par an.

Or, toucher Albion à la bourse, c'est toucher à sa corde sensible.



Bataille de Bloomplats, 28 août 1848 (D'après une ancienne gravure).

On trouva à Londres que toutes ces dépenses étaient loin d'être justifiées par des résultats économiques suffisamment palpables.

Poursuivre, sur tous les points du globe à la fois, la mission chevaleresque de protéger les races aborigènes contre les Européens, de civiliser les barbares, d'ouvrir les pays inconnus au commerce et à la religion chrétienne, c'est excellent... *lorsque cela rapporte*! Mais, lorsqu'on possède déjà tant de territoires, épuiser le trésor et l'armée de la Grande-Bretagne pour conquérir, par la force des armes, de nouvelles provinces coûteuses et improductives, — c'est pure folie !

Lord Grey, alors ministre des colonies, déclara donc au gouverneur du Cap que l'Angleterre se souciait fort peu de la province d'Orange ; elle n'en avait accepté la souveraineté que sur l'assurance donnée par ce gouverneur que les habitants, blancs ou noirs, la désiraient presque tous ; — du moment que le fait n'était pas exact, il valait mieux se retirer.

Comme consécration de cette nouvelle doctrine, le traité de Zandrivier, conclu, le 17 janvier 1852, avec les Boers du Transvaal, prouva que le cabinet britannique n'éprouvait plus aucun scrupule à laisser les sujets de la reine former une nation autonome en dehors des frontières de la colonie du Cap. Prétorius, amnistié pour la seconde fois, reparut à Bloemfontein, pour s'entendre déclarer que ses compagnons d'au delà du Vaal et lui-même étaient libres, que le gouvernement anglais ne se mêlerait plus désormais de leurs affaires et reconnaissait l'indépendance de leur république.

Prétorius mourut en 1853, et son nom fut donné à la ville nouvelle de Prétoria.

Le cabinet de Londres ne s'en tint pas à cette première mesure « d'économie ».

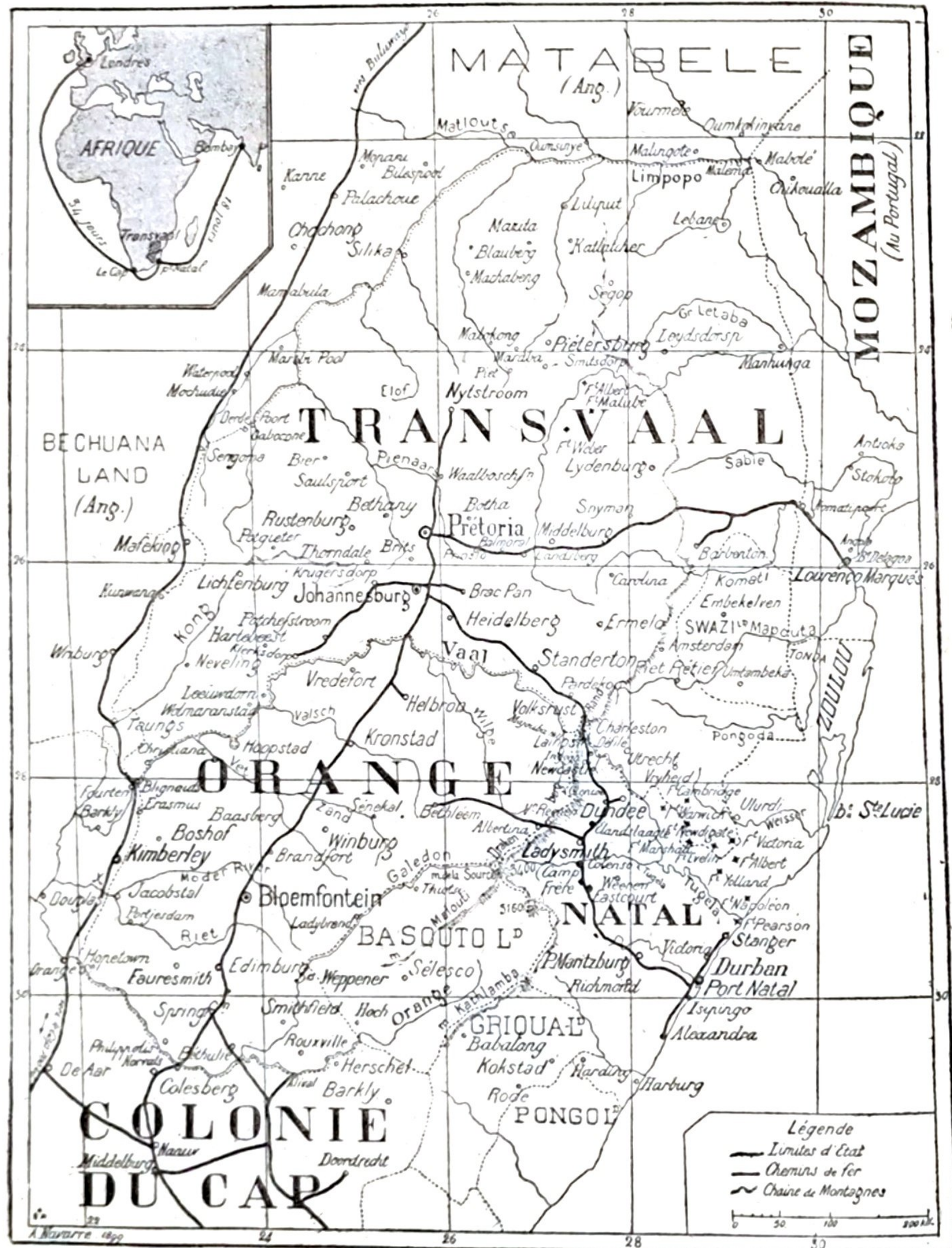
Au début de l'année 1854, le résident anglais de Bloemfontein réunit les notables de la province d'Orange pour leur apprendre que s'ils voulaient se gouverner eux-mêmes, le gouvernement britannique était disposé à leur abandonner tous ses droits de souveraineté.

Les Boers n'éprouvèrent pas la moindre hésitation, et, par la convention de Bloemfontein, du 22 février 1854, l'Angleterre reconnut l'indépendance de l'État libre d'Orange, comme elle avait reconnu, deux ans auparavant, celle de la République du Transvaal.

Une constitution républicaine fut mise aussitôt en vigueur. Le pouvoir suprême fut dévolu à un *Volksraad* (conseil du peuple), élu par le suffrage universel. Tout individu de race blanche, né dans la province ou y étant propriétaire, devenait *burgher*, c'est-à-dire citoyen.

Il est extrêmement intéressant de voir ce peuple, soumis jusqu'alors au pouvoir absolu d'un gouvernement lointain, reprendre avec si peu d'embarras,

du jour au lendemain, la direction de ses propres affaires. Il n'y avait rien



Carte spéciale des Républiques d'Orange et du Transvaal.

de prêt, ni administration, ni armée, ni finances. Cependant, pas plus dès le début que dans la suite, la moindre difficulté n'a surgi par suite des

dissensions intestines. Ce sont presque toujours les relations avec les indigènes qui, dans l'Orange comme au Transvaal, ont créé des embarras à ces gouvernements improvisés.

C'est également à la même époque que la métropole, tout en songeant à débarrasser la colonie du Cap des dépendances lointaines qui troublaient parfois sa sécurité, cherchait à lui donner une administration indépendante, de façon à ce qu'elle payât elle-même la plupart de ses dépenses. Elle répondait d'ailleurs ainsi aux vœux des habitants. Tous, qu'ils fussent d'origine anglaise ou d'origine hollandaise, réclamaient pour la colonie du Cap des institutions parlementaires.

Après examen des projets présentés par les autorités locales, le conseil privé élabora une constitution qui fut octroyée aux habitants du Cap par lettres patentes de la reine en date du mois de mai 1850.

Cette charte établissait qu'il n'y aurait qu'une législature pour toute la colonie et qu'elle se composerait de trois pouvoirs : le gouverneur, représentant la reine, et deux assemblées. Les deux Chambres seraient élues, mais la première serait nommée par d'autres électeurs que la seconde et pour un temps plus long.

Ce type de constitution n'était pas la reproduction exacte du statut qui régit les Iles Britanniques. La différence est insignifiante en apparence ; elle est considérable en réalité. Elle consiste simplement en ceci que les hauts fonctionnaires de la colonie ne pouvaient faire partie des Chambres électives, bien qu'ils eussent le droit d'y prendre la parole. Il en résulta qu'ils ne représentaient pas la politique du parlement, mais bien celle du gouverneur. Celui-ci restait maître de diriger sa politique suivant les instructions qu'il recevait de Londres. Il conservait, avec le commandement des troupes que la métropole mettait en garnison dans les villes de l'Afrique australe, le titre de commissaire royal pour le règlement des affaires indigènes. La colonie n'était qu'à moitié émancipée. Ce qui était équitable, puisqu'elle n'était en état ni de payer toutes ses dépenses, ni de se défendre elle-même contre ses turbulents voisins.

Un article final autorisait le gouverneur à régler par décret, avec l'assistance de l'ancien conseil législatif, les clauses accessoires, telles que le partage du territoire en circonscriptions électorales, la qualification des électeurs et des éligibles, toutes questions qu'il paraissait impossible de discuter à distance. Ce fut l'objet de longs débats entre le gouverneur et les colons.

Enfin, tout fut arrêté et, le 1er juillet 1854, le gouverneur put ouvrir la première session du premier parlement à Cape Town. Il souhaita la bienvenue aux députés, en se félicitant de voir en eux de fidèles sujets de la reine, et,

en effet, à ce moment, Anglais, Hollandais, Hottentots et Cafres ne manifestaient aucune envie d'échapper à la domination britannique.

Ici finit la première période de l'histoire de l'Afrique australe, qui est celle de l'enfantement de la colonie et de ses premiers développements. En dépit des guerres contre les indigènes, des guerres intestines, des migrations en masse, qui auraient dû produire l'anarchie, la ruine, la dépopulation ; — en dépit des hésitations incessantes du gouvernement métropolitain, adoptant à tour de rôle, pour une même question, des solutions opposées, le progrès a été constant.

En outre, tous les habitants de l'Afrique australe, quelle que fût leur origine, ont poursuivi avec persévérance un seul et même but : l'émancipation politique.

Cette phase se termine par un fait économique de grave importance. C'est l'ouverture du canal de Suez qui, en offrant au commerce européen une route plus courte pour aller aux Indes, amoindrit momentanément aux yeux des Anglais la valeur de la colonie du Cap.

Faut-il considérer comme une bonne fortune ou comme un grand malheur pour cette colonie la découverte qui y fut faite de richesses inouïes, au moment même où l'inauguration du canal de Suez lui faisait subir une sorte de déchéance dont elle fut aussitôt relevée ?

IV

Les mines de diamants de l'Afrique australe.

Découverte de mines de diamants dans l'État d'Orange. — Les Anglais s'en emparent. — Richesse considérable de ces mines. — Nature des gisements diamantifères et procédés d'exploitation.

Lorsque l'État d'Orange devint indépendant, la convention de Bloemfontein, conclue entre cet État et l'Angleterre, stipulait que le territoire de cette dernière puissance ne s'étendrait jamais au nord du fleuve Orange, du moins en amont de son confluent avec la rivière Vaal. En vertu de cette convention, le pays des Griquas, situé dans l'angle formé par ce confluent, devenait naturellement une possession de l'État libre d'Orange.

Quoi qu'il en soit, en fait, avant 1867, le canton connu sous le nom de Griqualand occidental n'était qu'un désert d'aspect stérile et certainement le district le plus pauvre de cette région. En dehors des Griquas, cette province, malgré son étendue, comptait à peine trois ou quatre fermes de Boers, que les indigènes avaient laissés s'y établir sans contestation, la terre y ayant trop peu de valeur pour appartenir à qui que ce fût.

L'État libre d'Orange revendiquait sur cette contrée un droit de souveraineté, tant en vertu de la convention de Bloemfontein, qu'en vertu d'un traité conclu en 1862, entre son ancien président Prétorius et le chef des Griquas Adam Kok ; — il est vrai que Waterboer, autre chef des Griquas, contestait ce droit.

La République d'Orange n'insista pas, trouvant sans doute que l'affaire n'en valait guère la peine, étant donnée l'incontestable aridité du sol. Cependant, la discussion resta en suspens.

Mais, soudain, les choses changèrent de face : une découverte merveilleuse vint donner à ce district une valeur inappréciable.

En 1867, un fermier boer de la colonie du Cap, van Niekerk, était venu visiter un de ses compatriotes, Jacobs, qui habitait sur les bords du Vaal, un peu en amont de son confluent avec la Modder. Il remarqua que les enfants de son hôte jouaient avec une pierre brillante, cristallisée, transparente, qu'un premier examen lui fit supposer être un diamant. Il voulut l'acheter,

mais son ami, qui était loin d'en soupçonner le prix, lui donna le caillou sans vouloir accepter aucune rémunération.

Van Niekerk emporta donc la pierre et la montra comme un objet de curiosité à diverses personnes. L'une de celles-ci se trouva être un certain docteur Atherstone, de Grahamstown, qui possédait quelques notions de minéralogie. Il reconnut sans hésitation que cette pierre était un diamant. Son affirmation fut contrôlée par des joailliers. Il s'agissait incontestablement d'un superbe diamant de 22 carats et demi, qui, finalement, fut acheté par le gouverneur de la colonie du Cap, sir Philip Wodehouse, au prix de 500 livres sterling (12500 francs). Il a figuré à l'Exposition Universelle de 1867, et certes personne ne pouvait soupçonner, à cette époque, qu'il représentait, dans une vitrine insignifiante du Champde--Mars, le germe de la plus gigantesque affaire des temps modernes.

Alléché par cette première aubaine, van Niekerk retourna l'année suivante sur les bords du Vaal, et apprit qu'un sorcier Cafre possédait, parmi ses innombrables amulettes, une pierre brillante d'un volume considérable. Il se mit à la recherche du sorcier, constata la beauté de cette pierre, et réussit à l'acheter moyennant cent moutons et trente chevaux.

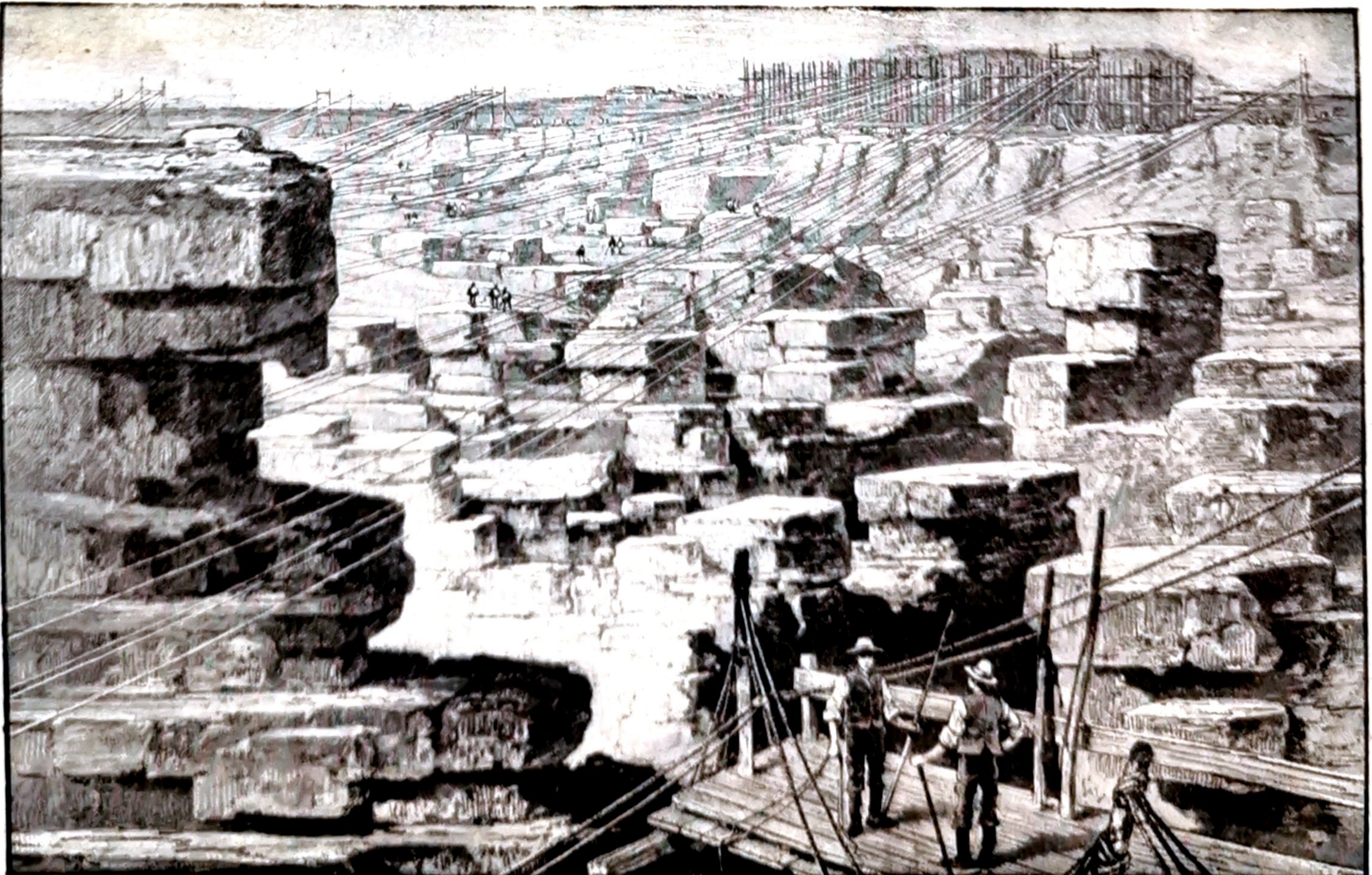
Le marché était avantageux, car le fermier entra ainsi en possession d'un diamant merveilleux, pesant 119 carats et de dimensions telles qu'il méritait de porter un nom spécial et de devenir célèbre. Il en reçut, de la maison Lilienfeld et frères, à Hopetown, la somme de 11 200 livres sterling (280 000 francs).

Après avoir passé de main en main, ce diamant fut taillé à Amsterdam, réduit au poids de 49 carats, et vendu pour 625 000 francs à la comtesse Dudley.

C'est la fameuse *Étoile de l'Afrique du Sud*, qui, sous le nom de ***Dudley***, celui de la grande dame à laquelle elle appartient et dont la collection de bijoux est sans rivale en Angleterre, est estimée actuellement à plus de 1 250 000 francs.

Les deux trouvailles de 1867 et de 1868 s'ébruitèrent rapidement et causèrent une sensation énorme. C'en était fait de la tranquillité du pays. Les terres désertes du Griqualand occidental devinrent le point de mire de toutes sortes d'individus désireux de s'enrichir rapidement. Des milliers d'aventuriers se précipitèrent vers ce pays, où il suffisait de trouver un caillou gros comme le bout du doigt pour avoir sa fortune faite.

Le voyage cependant était hasardeux. On ne pouvait l'accomplir qu'à l'aide de ces *treks* des Boers que nous avons déjà décrits, grands chariots couverts de toile, où l'on couchait la nuit. Il fallait, en outre, sous peine de mourir de faim, emporter avec soi tous les vivres nécessaires.



Aspect des mines de diamants de Kimberley.

On rencontrait bien quelques villes sur la route, mais ces villes étaient alors des bourgs de 600 à 700 âmes au plus, où il était difficile de se ravitailler.

Il fallait sept à huit semaines pour atteindre les bords du Vaal et de la Modder. Un grand nombre de ceux qui entreprirent le voyage n'arrivèrent jamais à destination : c'était le beau temps pour les vautours, car jamais ils n'avaient eu autant de cadavres pour se repaître : cadavres de chevaux, de bœufs, et même d'hommes qui avaient péri le long des routes.

Même une fois arrivés au pays des diamants, les chercheurs n'étaient pas au bout de leurs souffrances. C'était une contrée sans eau et sans ombrages, sans habitations d'aucune sorte pour se loger. Il fallut élever des tentes de toile pour s'abriter tant bien que mal contre les rayons brûlants du soleil. La déception était générale. Et pourtant, c'était bien réellement un pays de diamants qui ne devait pas tarder à devenir d'une grande valeur.

La qualité des émigrants qui se précipitaient vers cette terre promise était assez médiocre ; c'étaient des gens sans moyens d'existence, des aventuriers, pour la plupart. Il en vint de partout, du Cap et du Natal, bien entendu, — mais surtout d'Australie, où les chercheurs d'or qui n'avaient pas réussi au gré de leurs désirs s'empressèrent de se transformer en chercheurs de diamants. Il en vint aussi d'Angleterre, d'Amérique, de Russie, de Pologne. Les natifs s'y rendirent également, presque aussi nombreux que les Européens.

Les chercheurs, après avoir reconnu que les bords de la Modder étaient improductifs, s'établirent sur les deux rives du Vaal.

L'exploitation ne se réglementa que peu à peu. Les Australiens, qui étaient en majorité, avaient apporté dans ces régions le système de division de la propriété minière qu'ils avaient pratiqué sur les placers de l'Australie. On traçait, à la surface du sol, dans les endroits où l'on soupçonnait l'existence de gisements diamantifères, un réseau plus ou moins régulier de *claims*, c'est-à-dire de petites parcelles quadrilatérales de $9^m,50$ de côté, donnant une superficie d'environ 90 mètres carrés, et un mineur ne pouvait posséder, au plus, que deux *claims*.

Chacun délimitait, sur les bords de la rivière, un claim, qu'il abandonnait quand il voulait pour en créer un autre. On s'y logeait à sa guise, — et on vivait tant bien que mal, sous la tente.

L'exploitation des sables diamantifères du Vaal donna, au début, des résultats assez satisfaisants, et, même actuellement, elle n'est pas encore tout à fait abandonnée.

Telle fut la phase originaire.

La première ville fondée par les chercheurs de diamants sur les bords du Vaal, fut celle de Barkly-West, qui date de 1869.

En 1870, il y avait 8000 blancs sur les terrains diamantifères.

D'après les documents officiels, en un seul mois (du 14 septembre au 13 novembre 1870), on expédiait du Griqualand pour le marché européen, 2326 diamants, d'une valeur de 64135 livres sterling (1 603 375 francs). Encore n'était-ce là qu'une faible partie des trésors tirés des entrailles de la terre. Quatre associés, venus de Natal, accompagnés de travailleurs noirs, recueillirent en quelques semaines, dans un seul trou, 23 diamants, qui furent vendus en Angleterre 150000 livres sterling (3 750 000 francs). Le plus gros pesait 107 carats ; le suivant 37 carats.

De Pniel, autre ville fondée sur les bords du Vaal, un émigrant allemand, correspondant de la *Gazette d'Augsbourg*, écrivait au mois de juillet 1871 : « C'est une ville née d'hier : la population est d'environ 6000 habitants, qui logent sous des tentes ou dans des voitures, dans des maisons de bois, de fer ou de pierre, sous des huttes de paille ou de terre. Des magasins bien approvisionnés fournissent tout ce qu'on peut désirer ; on trouve un grand nombre d'hôtels et de débits de boissons.

« Si la ville ne compte encore que 6000 habitants, plus de 15000 colons, la plupart avec femmes et enfants, travaillent le long des deux rives du Vaal, sous un soleil brûlant, occupés à fouiller le sol pour en extraire la pierre précieuse. Les résultats sont merveilleux ; ils surpassent ce qu'on a raconté des mines de diamants du Brésil. Une succursale d'une banque anglaise, établie à Pniel, facilite les transactions commerciales, et fait des avances sur les diamants qui lui sont présentés. »

Déjà, dans cette même lettre, le correspondant annonçait la découverte de diamants dans deux autres localités : à Jaggersfontein (à 5 milles de Fauresmith), et à Coffeefontein, entre Fauresmith et la rivière Riet.

Les nouveaux venus, dont la plupart étaient Anglais d'origine ou d'éducation, s'étaient immédiatement organisés en société, comme l'avaient fait avant eux les chercheurs d'or de la Californie et de l'Australie, et quelques-uns de leurs compatriotes avaient été investis, par le consentement unanime, des pouvoirs nécessaires pour maintenir le bon ordre.

Tout ce monde était armé, et bien des questions se réglaient à coups de fusil et de revolver. Il se produisit des scènes telles, que ceux qui y ont assisté n'aiment pas à les raconter, soit qu'ils en aient souffert eux-mêmes, soit qu'ils y aient été mêlés d'une façon qu'ils préfèrent ne pas rappeler.

Une entreprise aussi fiévreusement installée avait forcément négligé un grand nombre de questions, et notamment celle de la souveraineté du territoire sur lequel on se trouvait.

Était-ce un territoire indigène, un territoire dépendant de l'État libre d'Orange ou du Transvaal, ou un territoire anglais ?

C'était là le moindre des soucis des chercheurs de diamants. Mais d'autres y songèrent pour eux.

Le président de la République d'Orange était alors M. Brandt, enfant de la colonie du Cap, qui, étudiant de l'Université de Leyde, avocat en Angleterre et professeur au Cap, avait été choisi, en 1863, par les *burghers* de l'Orange, et réélu par eux de cinq en cinq années.

En vertu des droits que son pays tenait, tant de la convention de Bloemfontein, que des traités avec les indigènes, il envoya un commissaire arborer le drapeau de l'État et représenter son gouvernement dans la partie de Griqualand située sur la rive gauche du Vaal, mais sans l'appuyer d'aucune force armée, — tandis que le Transvaal envoyait, de son côté, un délégué, dans le district de la rive droite dépendant de ses possessions.

Pendant tout le temps que l'État d'Orange avait été considéré par les Anglais comme une dépendance de la colonie du Cap, le Griqualand en avait fait partie intégrante. On possède, comme preuve indiscutable de ce fait, un grand nombre de lettres patentes au nom de Sa Majesté Britannique.

D'autre part, tant que ce pays ne fut qu'un désert, l'Angleterre ne songea pas à en contester la possession aux Républiques d'Orange et du Transvaal. Mais à partir du jour où la découverte des premiers gisements diamantifères vint montrer que la richesse de ce territoire dépassait dès le début celle des célèbres mines de Golconde, elle le convoita.

Lorsque l'État libre voulut faire valoir ses droits, la diplomatie britannique recommença à jouer son fameux air connu sur les droits des indigènes.

A son instigation, Waterboer et sa tribu adressèrent au gouvernement de Londres la demande de devenir sujets anglais. Naturellement, la reine accueillit favorablement cette demande, à la seule condition que le parlement du Cap approuvât l'annexion. Ce parlement, alors entièrement anglais, abonda dans ce sens et adressa même une requête au gouverneur du Cap, afin qu'il prît les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre sur les champs de diamants.

C'était tout ce que demandait Sir Hay, alors gouverneur par intérim. Le 7 novembre 1871, un magistrat et trente hommes de police apparurent dans le camp des chercheurs de diamants à New Rush, pour y exercer la juridiction ordinaire suivant les lois et coutumes de la colonie, et abattirent le drapeau de la République d'Orange, pour le remplacer par celui de la Grande-Bretagne.

La République d'Orange protesta vivement contre cet acte arbitraire, en contradiction avec la convention de Bloemfontein, par laquelle il était entendu que le territoire de l'Angleterre ne s'étendrait jamais au delà du fleuve Orange. Le gouvernement colonial reconnut qu'il pouvait y avoir une erreur dans la

délimitation de la frontière, mais il entendait bien ne pas perdre le bénéfice du fait accompli.

Le gouverneur du Cap vint lui-même sur les bords du Vaal, pour résoudre sur place cette question épineuse. Il confirma aux chercheurs de diamants l'ordre de ne payer l'impôt qu'aux autorités britanniques. Dans une entrevue qu'il eut avec le président du Transvaal, Prétorius, il fut convenu que le litige relatif aux revendications de cette République sur une portion du territoire de Griqualand, serait tranché par deux négociateurs, avec arbitrage, en cas de désaccord, par le lieutenant gouverneur du Natal.

Le président Brandt refusa d'adhérer à une solution analogue. Il réclama l'arbitrage d'un souverain européen, et, n'obtenant pas de réponse satisfaisante, il convoqua un *commando* d'un millier d'hommes avec quatre pièces de canon pour appuyer ses prétentions par la force des armes

Le gouverneur du Cap, sir H. Barkly, s'empressa de lancer une proclamation rappelant aux Boers qu'aux yeux de la loi, *ils n'avaient jamais cessé d'être sujets britanniques* (!) et que tout acte de violence serait considéré comme une déclaration de guerre à la Grande-Bretagne.

Les Boers, ne se sentant pas assez forts pour faire valoir leurs droits, durent se borner à protester.

Peu après, bien que les tribunaux anglais eux-mêmes eussent reconnu l'inanité des droits de Waterboer, et par conséquent, des droits dont la couronne avait obtenu la cession, le gouvernement britannique passa outre. Le ministre des colonies autorisa l'annexion aux possessions anglaises du territoire contesté, ainsi que de la tribu dont Waterboer était le chef, à la condition que le gouvernement du Cap se chargerait de pourvoir aux dépenses de cette nouvelle province, qui fut divisée en trois districts, administrés chacun par un commissaire civil : *Klipdrift*, *Pniel* et *Griquatown*.

« L'idée, dit l'écrivain anglais Froude, que la plus belle mine de diamants du monde pût échapper à la possession de l'Angleterre, fit taire tous les scrupules. C'est la plus honteuse page de l'histoire coloniale de l'Angleterre. »

Il continua à y avoir une longue correspondance sur cette affaire entre l'Orange et le gouvernement anglais, jusqu'en 1876, époque à laquelle lord Carnarvon, ministre des colonies, invita le président Brandt à venir en personne conclure un arrangement à Londres.

L'abus qui avait été fait de la force était si évident que le gouvernement britannique ne put soutenir longtemps sa thèse et proposa une indemnité de 90 000 livres sterling (2 250 000 francs), en compensation de l'abandon définitif de tous les droits de l'État d'Orange sur les terrains diamantifères.

Cette indemnité était ridiculement infime, puisque les mines produisent, certains jours, une valeur égale (1). M. Brandt, ne pouvant faire autrement, dut signer son consentement à cette spoliation, le 13 juillet 1876.

Depuis le moment où le premier policeman avait fait son apparition dans le Griqualand, le revolver avait cessé d'y être l'argument décisif. La nouvelle administration britannique se préoccupa tout d'abord de régler les questions de propriété ; mais, se trouvant alors (1871) en présence de 20 000 hommes armés et résolus à se défendre, elle dut se borner à enregistrer les faits acquis. Il fut donc entendu que la propriété minière était constituée par les claims, et que les claims appartenaient à ceux qui y étaient installés, sauf le droit de *jumping* (de *jump*, sauter) : c'était le droit qu'avait tout individu de s'emparer de tout claim qui n'avait pas été travaillé pendant sept fois vingt-quatre heures. Si un exploitant avait été malade pendant un pareil laps de temps, une personne quelconque (de race blanche, bien entendu) s'installait, au moment même où le délai expirait, sur le claim *vacant*, y plantait sa pioche, et se rendait au bureau d'enregistrement, où elle faisait constater qu'elle prenait possession du claim abandonné.

Quant au propriétaire du sol, il était simplement évincé, moyennant une redevance de quelques shillings pour chaque claim situé sur sa propriété, et ne conservait lui-même que le droit d'avoir un claim ou deux comme tout le monde.

Un de ces propriétaires ayant protesté énergiquement et réclamé la protection du gouvernement colonial, celui-ci ne trouva pas d'autre solution que d'acheter sa terre, et de se substituer à lui pour subir la loi commune.

Jusqu'en 1873, les chercheurs de diamants bornèrent leurs opérations aux sables du Vaal, où on avait découvert les premières pierres précieuses. Cependant, quelques mineurs soupçonnaient que ces diamants d'alluvion avaient été détachés et entraînés par les eaux en dehors de leurs gisements primitifs et que si l'on parvenait à découvrir ces derniers, il serait possible de réaliser des bénéfices beaucoup plus considérables. C'est avec cette idée préconçue que l'on se mit à faire, de divers côtés, des recherches qui obtinrent bientôt un plein succès.

L'histoire est très jolie et vaut d'être contée.

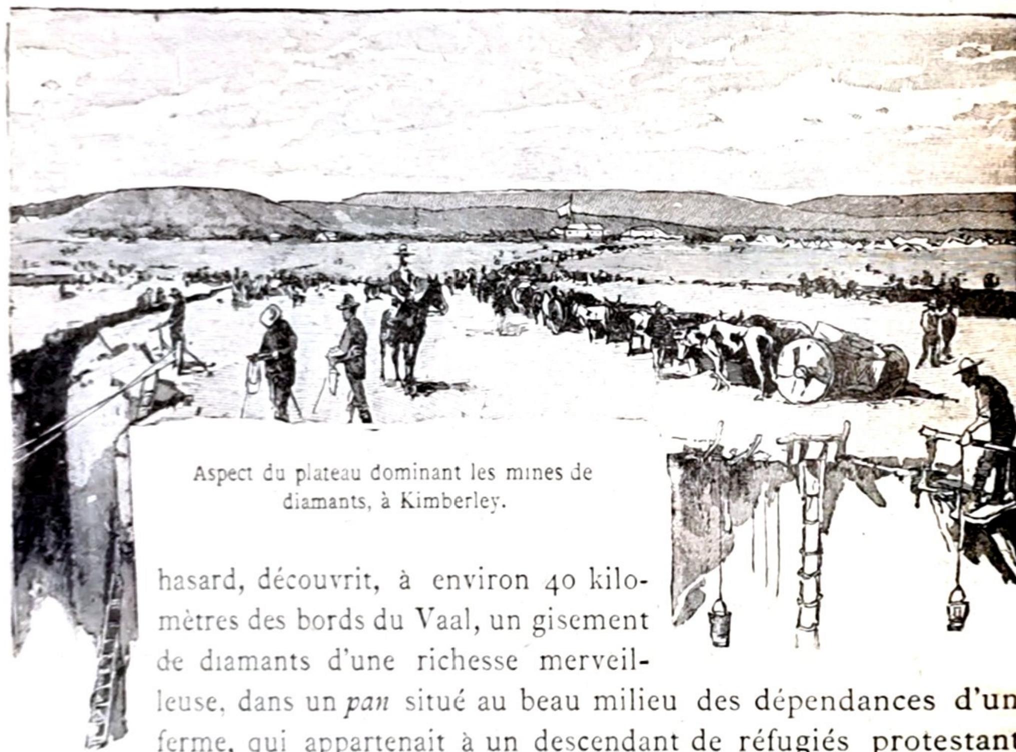
La topographie sud-africaine est caractérisée par un trait bien spécial. De distance en distance, le sol présente des dépressions, sensiblement circu-

(1) La production annuelle des diamants est montée jusqu'à 4 millions de livres (100 millions de francs.

laires, entourées de falaises peu élevées et à pentes adoucies. Ces creux de terrain, très circonscrits, ont une apparence extérieure tellement particulière, qu'elle les fait distinguer à première vue, et que, dès l'origine, les Boers leur donnèrent un nom emprunté à la langue courante, celui de *pan*, qui signifie « poêle à frire ».

Naturellement, les eaux pluviales s'amassent parfois dans un *pan*, ce qui a fait quelquefois traduire ce mot par celui d'*étang*.

Or, en 1873, un « prospecteur », qui pratiquait des fouilles un peu au hasard, découvrit, à environ 40 kilomètres des bords du Vaal, un gisement de diamants d'une richesse merveilleuse, dans un *pan* situé au beau milieu des dépendances d'une ferme, qui appartenait à un descendant de réfugiés protestants français, du nom de Du Toit.



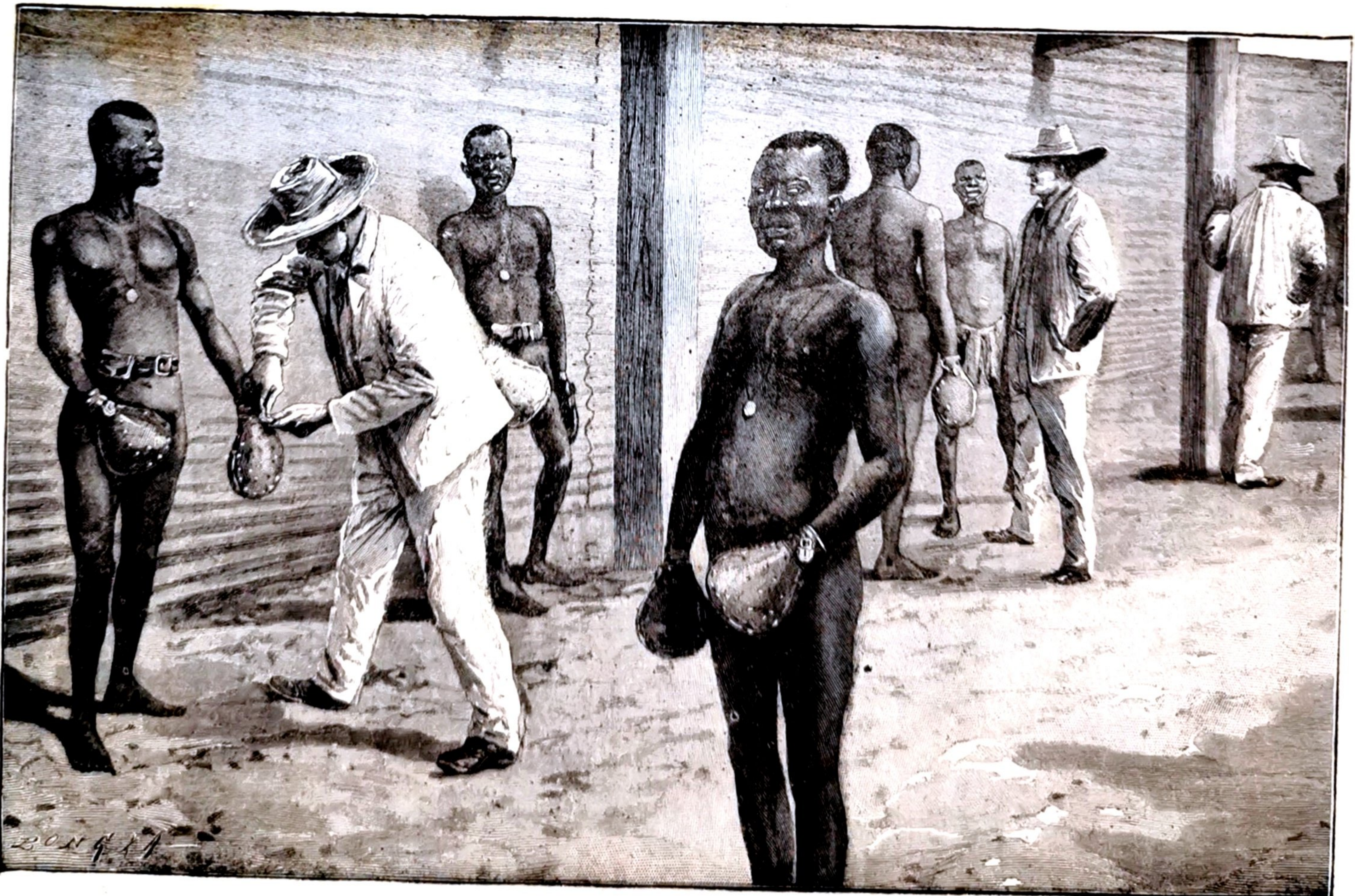
Aspect du plateau dominant les mines de diamants, à Kimberley.

Naturellement, les chercheurs de diamants accoururent et se mirent à fouiller. Du Toit, effrayé de voir sa propriété ainsi envahie, se cacha au fond de sa ferme, refusant absolument tout entretien avec ceux qui voulaient lui acheter ses terres. Persuadé qu'on en voulait à sa vie, il s'échappa pendant la nuit.

Alors, commença une inénarrable chasse à l'homme.

Du Toit fuyait de toute la vitesse de son cheval, s'arrêtant à peine quelques heures, pour manger et dormir, dans les fermes qui se trouvaient sur son chemin, — et les chercheurs de diamants le poursuivaient avec l'acharnement de gens qui voient la fortune s'éloigner devant eux.

Enfin, après cinq ou six jours d'une chasse effrénée, les poursuivants parviennent à rejoindre Du Toit qui, en se voyant sur le point d'être atteint,



Indigènes employés au triage des diamants.

s'était blotti dans un *kraal* (1) au milieu des chèvres et des moutons, et finissent par obtenir qu'il veuille bien signer un acte de vente de sa ferme en échange d'une somme de 125000 francs qu'ils lui remettent, — c'est-à-dire vingt fois plus que ne valait sa terre avant la découverte des diamants.

Tandis que les acquéreurs revenaient sur leurs pas à toute bride pour prendre possession de leur nouveau domaine, Du Toit, encore peu rassuré sur leurs intentions, — bien qu'ils ne lui eussent fait aucun mal, — au lieu de retourner dans le Griqualand, alla s'établir à Capetown avec sa petite fortune, et y vivait encore il y a quelques années.

On ne tarda pas à reconnaître que c'était dans ces localités très circonscrites connues sous le nom de *pans* que les diamants se trouvaient très strictement cantonnés. Les pans constituent, en effet, l'extrémité supérieure de sortes de cheminées volcaniques, remplies des matériaux suivants : au-dessous d'un sol superficiel, composé de sable fin, rouge, souvent imprégné de calcaire, on trouve une terre jaunâtre, friable, contenant déjà quelques pierres précieuses ainsi que beaucoup de cailloux et graviers durs. Plus bas, se trouve une boue de couleur bleuâtre, la « bleue », véritable gisement initial des diamants. La « bleue » constitue ce qu'on a appelé les *dry diggings* ou minerais secs. C'est au remaniement de ces derniers par les eaux de surface et au transport de leurs matériaux constitutifs dans le lit des rivières qu'il faut attribuer l'origine des *alluvial diggings* ou minerais d'alluvion, dont l'importance est tout à fait secondaire. Et, en effet, dès le début, un mètre cube du minerai des *pans*, écrasé à coups de maillet, fournissait plus de diamants que le même volume de sable des bords du Vaal.

En conséquence, les mineurs firent des fouilles dans les pans, partout où ils retrouvaient le même sol, et, dans un espace qu'eût enfermé complètement un cercle de 5 kilomètres de diamètre, ils découvrirent successivement, de cette façon, à côté de « Du Toit's Pan », les gîtes de Bultfontein, de De Beer's et de Kimberley.

Malheureusement, un fait matériel très gênant distinguait ces mines de celles du Vaal : il n'y avait point d'eau.

On était donc réduit tout d'abord à écraser, à vanner et à trier le minerai comme on pouvait. Au centre de la dépression du « Du Toit's Pan », les eaux pluviales avaient formé un étang assez grand : on y alla puiser. Alors une autre difficulté surgit : on n'eut plus d'eau pour boire, celle de l'étang étant souillée.

Les deux besoins étant aussi pressants l'un que l'autre, le prix de l'eau

(1) Corruption du mot portugais *corral*, parc à bestiaux.

monta à 30 ou 40 francs l'hectolitre, — le prix du vin en France. L'idée vint alors de creuser des puits, et l'on y trouva un peu d'eau vers 8 ou 10 mètres de profondeur. Aussitôt tout le monde se mit à creuser des puits, tellement rapprochés les uns des autres, que la nappe d'eau souterraine ne pouvait suffire à les alimenter tous.

Cette pénurie d'une des choses les plus indispensables causa une crise tellement grave qu'à ce moment l'industrie la plus rémunératrice consistait certainement dans la recherche et dans la vente de l'eau.

D'ailleurs, le commerce de toutes les denrées nécessaires à l'existence procura à tous ceux qui l'entreprirent des gains considérables.

Deux Polonais, dont l'un ne savait signer son nom qu'en hébreu, et l'autre savait lire tout juste, quittèrent la ville du Cap, où l'un d'eux gagnait sa vie comme petit marchand ambulant, et partirent pour les mines.

Ils eurent soin, en réalisant tout leur pécule, d'emporter des aliments, des boissons et autres denrées de première nécessité qu'on achète dans un pareil pays à un prix quelconque, parce que besoins ou jouissances veulent y être immédiatement satisfaits. Ces deux hommes, remarquablement intelligents, s'associèrent, exploitèrent des mines tout en continuant leur commerce, et arrivèrent ainsi à posséder une des plus grosses fortunes de l'Afrique australe.

Au bord du Vaal, de grosses roches gênaient l'implantation des claims. Dans les *pans*, au contraire, les mineurs pouvaient se placer les uns à côté des autres, et les claims contigus formaient sur le terrain un réseau plus ou moins régulier. Chacun se croyait assuré de pouvoir exploiter tranquillement son claim et de se transporter ailleurs, après épuisement de la terre diamantifère. Mais le plus souvent le terrain se montrait d'une grande épaisseur, et il fallait beaucoup creuser pour trouver le sol sous-jacent.

Chaque exploitant se trouva bientôt encombré de ses propres débris. On dut alors se résigner à transporter les débris et le minerai en dehors du périmètre des mines.

Pour cela, il fallait naturellement passer sur d'autres claims, et tous n'étaient pas exploités précisément à la même profondeur. Il en résulta une gène si considérable qu'on résolut de faire une réglementation.

La série des claims pairs fut momentanément sacrifiée et assujettie à une suspension d'exploitation. La moitié ouest de ces claims de rang pair fut nivelée tant bien que mal et transformée en une « route » de 5 à 6 mètres de largeur, réservée à la circulation des petites charrettes qui venaient enlever

le minerai pour le porter à l'extérieur. L'exploitation n'en devint que plus active, et, par conséquent, l'approfondissement. Les routes ne tardèrent pas à s'effondrer, et il fallut chercher un autre système.

Alors s'ouvrit la troisième phase de l'exploitation.

Tout autour du périmètre minier furent établies des charpentes assez hautes auxquelles étaient fixés des câbles en fil de fer; sur ces câbles roulaient des poulies à gorge portant des récipients suspendus destinés au transport du minerai; l'extrémité inférieure des câbles aboutissait aux claims, où elle était assujettie au moyen de sacs pleins de terre, de pieux, etc. Les récipients dont l'un descendait pendant que l'autre montait, étaient halés ou retenus par des cordes qui allaient s'enrouler en arrière sur de grandes roues horizontales, mues alternativement dans un sens ou dans l'autre par des bêtes de somme.

Seul, notre dessin de la page 41, reproduction exacte d'une photographie, peut donner une idée de l'aspect extraordinaire que présente le réseau de ces câbles innombrables, au-dessus du grand trou à ciel ouvert constituant la mine.

C'est surtout à Kimberley, la plus riche des quatre mines, que ce système a pris un grand développement. Dans les trois autres : Du Toit's Pan, De Beer's et Bultfontein, il y a toujours eu certains blocs de claims, considérés comme pauvres, qui ont pu servir de passage pour les voitures de charroi, et l'exploitation s'y est faite des deux façons.

L'application de ce système amena de grands changements dans les habitudes et créa de nouveaux besoins. De nouveaux règlements devinrent nécessaires.

En 1873, le droit de *jumping* fut aboli. En 1876, fut supprimée l'obligation de ne posséder que deux claims au plus : le *maximum* fut porté à dix claims. Encore était-il très facile de tourner la loi, en attribuant dix claims à sa femme, à chacun de ses enfants et de ses domestiques. On pouvait ainsi arriver à en posséder autant qu'on en voulait.

C'était un acheminement vers le régime actuel des mines, dont l'influence prépondérante sur la marche des événements en Afrique australe va nous amener à parler plus loin.

Bornons-nous à signaler ici le régime très dur, le quasi-esclavage auquel sont soumis les indigènes employés dans les mines de diamants.

Pendant toute la durée de leur engagement, ils sont enfermés dans des locaux spéciaux, et, avant leur libération, on leur fait absorber des purgatifs énergiques pour s'assurer qu'ils n'ont pas avalé de diamants.

Ceux qui sont employés au triage, complètement nus, sont de plus pourvus

de mitaines cadenassées qui leur donnent la facilité de travailler, mais ne leur permettent pas de fermer la main.

Enfin, les tables de triage sont constamment sous la surveillance d'inspecteurs qui ne perdent pas de l'œil les moindres mouvements des trieurs.



Table de triage des diamants

V

Première guerre du Transvaal (1881).

Les Boers du Transvaal. — Difficultés avec les indigènes. — L'Angleterre annexe le Transvaal par surprise (12 avril 1877). — Vaines réclamations des Boers. — Proclamation de l'indépendance (15 décembre 1880). — Victoires des Boers. — Majuba-Hill. — Traités de 1881 et de 1884.

Il y a beaucoup d'analogie entre l'histoire de la République du Transvaal et celle de l'État d'Orange.

Le Transvaal a été fondé par ceux des Boers qui étaient les plus résolus à ne point rester soumis à la domination britannique. Chez ces rudes pionniers, le gouvernement tenait moins de place que partout ailleurs. Leur organisation sociale était empruntée à la Bible.

La plupart des Anglais n'ont jamais compris tout ce qu'il y a d'avisé sous la rustique tournure des Boers du Transvaal, à la stature haute et osseuse, à la démarche lourde, à la physionomie impassible. Ils ont eu, et ils ont cherché à accréditer en Europe l'opinion que ces paysans ignorants, voués à une incurable paresse d'esprit, ne peuvent s'appliquer avec succès qu'à faire paître leurs bœufs ou à chasser le lion et le rhinocéros dans la brousse, et sont à peine supérieurs aux sauvages eux-mêmes.

Cependant, certains Anglais ont vu plus juste, et c'est à dessein que nous empruntons à des écrivains de cette nation les principaux traits du tableau de la vie du cultivateur boer.

C'est un type immuable. Tel il était dans la colonie du Cap en 1806, tel il est aujourd'hui dans les Républiques de l'intérieur. Il est sans culture et peu ami du progrès; mais il possède des qualités qui, même en Angleterre, seraient considérées comme n'étant point dépourvues de valeur.

Il a les vertus domestiques, plutôt que les vertus sociales.

Quand il s'établit, il choisit, à une distance de 10 milles environ du plus proche voisin, une plaine herbeuse et ondulée de 6 000 à 20 000 acres d'étendue. Il y arrive dans son grand chariot, avec femme et enfants, quelques ustensiles, sa bible de famille, qui est toute sa littérature, ses bœufs et ses moutons.

Le chariot, qui constitue une sorte de tente, sert de demeure, tant pendant le voyage que pendant la durée des travaux d'installation.

L'emplacement où doit s'élever la maison est toujours choisi à proximité d'un cours d'eau, ne fût-ce qu'un ruisseau ou une source, et la première chose dont s'occupe le Boer, c'est l'établissement d'une canalisation d'eau, tant en vue de ses besoins personnels que de l'irrigation de son jardin et de ses champs.

Le Boer construit sa maison lui-même; aussi est-elle très primitive. Elle consiste en un bâtiment central, avec une cuisine et trois à six chambres, le tout au rez-de-chaussée.

Des enclos sont établis pour les troupeaux, et les travaux de culture commencent aussitôt.

Une certaine étendue de terrain est bien nettoyée, débarrassée des broussailles, des mauvaises herbes et des pierres qui peuvent s'y trouver, puis les bœufs qui tiraient le chariot pendant le voyage sont attelés à la charrue et labourent le sol, sous la conduite de Cafres. Enfin le terrain est entouré d'une haie épineuse, précaution indispensable pour préserver les récoltes contre les déprédations du bétail qui erre partout librement.

Il est à remarquer que, sur le vaste haut plateau qui constitue, entre le Vaal et le Limpopo, la République du Transvaal, se rencontrent à peu près tous les avantages que recherche la colonisation européenne. L'homme blanc peut y vivre jusqu'auprès du tropique, partout où l'altitude du sol n'est pas inférieure à 1 000 mètres. La plupart des produits agricoles de l'Europe y sont cultivés. Le centre, ainsi que les parties orientales et méridionales conviennent admirablement au froment. Le maïs y donne de 60 à 100 fois le poids du grain semé. Le seigle, l'orge et l'avoine y viennent également bien, et la pomme de terre, ainsi que tous nos légumes, y pousse avec une vigueur inconnue chez nous.

Les blés, les avoines et les orges sont généralement semés en mai et juin. L'orge peut être récoltée environ quatre mois après la semaille, l'avoine, cinq mois, et le blé, six.

Après la récolte de l'orge et de l'avoine, on sème du maïs de septembre à décembre, pour le récolter vers la fin d'avril.

Pour battre le blé, on l'étale en cercle, et l'on fait marcher sur les épis les chevaux et les mules, dont les sabots font l'office de fléau.

Tous nos arbres fruitiers (pommiers, poiriers, pruniers, noyers, etc.), se sont acclimatés au Transvaal avec succès; la vigne y pousse et fructifie à merveille.

D'autre part, certaines régions sont assez chaudes pour les plantations sous-tropicales, telles que celles du tabac, du thé, du café, de la canne à sucre, de l'ananas, du bananier, etc.

Aussi, à côté de chaque ferme boer, un jardin soigneusement irrigué est-il toujours installé.

La végétation est si rapide sur ce sol et sous ce climat, qu'au bout de quatre ou cinq ans, le fermier jouit d'une abondante récolte d'oranges, de limons, de citrons, de pêches, d'abricots, d'amandes, de figues, de dattes, de pommes, de poires et de raisins.

L'élève du bétail est la première industrie des Boers. Le Transvaal compte près de deux millions de bêtes à cornes. Quelques Boers en possèdent 2 000 à 3 000, beaucoup n'en ont que 500 à 600, mais généralement le Boer le moins aisé a de 50 à 100 bœufs à lui.

L'élevage des moutons est également important. Ce sont les Cafres qui exercent la profession de berger : chacun d'eux peut surveiller un troupeau de 1 000 moutons. Chaque mouton donne près de 3 kilogrammes de laine par an.

Certains fermiers élèvent aussi des autruches, dont les plumes se vendent à Port-Élisabeth.

Le Boer vit ainsi dans une grande abondance. La vie de famille est patriarcale, l'autorité de l'âge étant absolue. Les fils grandissent ; les filles trouvent des maris. Si l'emplacement est avantageux, tous restent auprès du chef de famille. Pour chaque nouveau ménage, on bâtit une maison à quelques portées de fusil de la première ; on met quelques hectares de plus en culture. Une seconde génération survient. Les deux vieux époux sont les patriarches de ce hameau, les maîtres absolus du clan. Les enfants se réunissent autour d'eux pour le repas du soir, que précède une prière solennelle, de même que la journée commence par un psaume.

L'obéissance réclamée des enfants, est aussi exigée des serviteurs.

Dans ce milieu, il n'y a aucune hâte de s'enrichir, aucun désir de changement. Le Boer a peu de besoins en dehors de ceux qu'il peut satisfaire lui-même, et il ne demande pas autre chose que de vivre isolé.

Par suite même de cet isolement, il est obligé de connaître un peu tous les métiers, tels que ceux de forgeron, maréchal-ferrant, charpentier, boulanger, tailleur, boucher, bourrelier, etc.

C'est un strict calviniste. La seule connaissance qui ait à ses yeux quelque valeur est celle de ce qui est contenu dans la Bible. Il est constitutionnellement républicain, mais il n'a qu'une très vague idée de la liberté conçue dans le sens moderne. Il regarde le travail et la prière comme tout le devoir de l'homme, et les habitudes de travail comme la seule éducation utile. Il considère toutes choses à ce point de vue. Sans faiblesses comme sans enthousiasme, et avec un horizon intellectuel étroit, il a l'obstination pratique qui convient à son rôle de pionnier de la civilisation africaine.

Il est aisé de concevoir que dans un État dont les citoyens s'isolaient ainsi les uns des autres justement dans le but de vivre chacun à leur guise, il n'était guère besoin d'un gouvernement central : aussi n'y en avait-il pour ainsi dire pas.

Du vivant de Prétorius, il y avait au Transvaal presque trois provinces séparées, les fermiers se groupant autour de trois petites villes : Potchefstrom, Leydenburg, Zoutpansberg, les seules agglomérations qu'il y eût dans le pays.

Lorsqu'il mourut, en 1853, son fils fut élu président, et s'efforça de donner plus d'unité à la République, ce qui était nécessaire pour résister aux attaques des tribus indigènes.

Il y eut même dès lors une tentative pour réunir les deux États du Transvaal et de l'Orange en un seul, le second ayant élu Prétorius président en 1859.

Mais, naturellement, le gouvernement du Cap, intéressé à maintenir la division, intervint pour déclarer que la Grande-Bretagne considérerait toute union de ce genre comme une atteinte aux conventions de 1852 et de 1854.

Prétorius redevint donc président du seul Transvaal, dont il voulut du moins délimiter les frontières, de concert avec les tribus indigènes voisines. Son ambition était de procurer à son pays un accès à la mer.

Cette fois encore, le gouverneur du Cap s'empressa de signifier aux Boers que tout le littoral était possession anglaise jusqu'au point ou commençaient les possessions portugaises. C'était les condamner à n'avoir d'autres intermédiaires que les Anglais dans leurs rapports avec le monde extérieur.

Nous avons déjà indiqué brièvement comment, en 1871, le gouverneur du Cap enleva, bon gré, mal gré, au Transvaal, la partie du Griqualand que celui-ci revendiquait.

On avait eu recours à l'arbitrage, et, les votes s'étant partagés, le gouverneur du Natal, Keate, avait été accepté en qualité d'arbitre définitif. Naturellement, il donna tort au Transvaal. On apprit alors que l'arbitre anglais avait acheté, pour un prix dérisoire, 12 000 acres de terre au chef Waterboer et avait reconnu à celui-ci les droits de citoyen anglais. Cette conduite était contraire au texte et à l'esprit de la convention. Le Dr Moffat, qui cependant n'aimait pas les Boers, publia dans le *Times* une lettre protestant contre cette décision, et déclarant que le territoire en question avait toujours appartenu au Transvaal.

Pour avoir signé cette convention, Prétorius fut blâmé par le Volksraad, et remplacé, comme président, par le révérend Thomas Francis Burgers, ministre de l'Église réformée hollandaise, qui avait habité jusqu'alors la colonie du Cap.



Indigènes Basoutos de la région de Leydenburg.

C'est sous la présidence de ce dernier que les richesses minérales qui se montraient avec abondance un peu partout au Transvaal, — la houille et les minerais de fer auprès de Prétoria, ailleurs le cuivre et le plomb, les pépites d'or entre Leydenburg et la baie Delagoa, — commencèrent à y attirer une population hétérogène, parmi laquelle l'élément anglais dominait.

M. Burgers accomplit un certain nombre de réformes intérieures. Il mit de l'ordre dans les finances, institua des juges, ouvrit des écoles, et fit cadastrer les terres vacantes afin d'être en mesure d'accorder des concessions aux nouveaux arrivants. Enfin, il vint en Europe, en 1875, dans un double but.

En premier lieu, pour échapper, même au point de vue économique, à l'influence anglaise, le président du Transvaal allait en Portugal pour y négocier un traité relatif à la construction d'une ligne ferrée qui, partant de Prétoria, aboutirait au port portugais de Lourenço-Marquez, sur la baie Delagoa. De cette façon, le Transvaal se créait un débouché sur la mer, indépendant de l'ingérence britannique.

En second lieu, M. Burgers se rendait en Hollande pour y contracter un emprunt hypothéqué sur les terres vacantes.

Pendant son absence, les Basoutos qui résident dans les montagnes auprès de Leydenburg refusèrent de payer l'impôt et pillèrent les fermes du voisinage.

Dès le retour du président, en avril 1876, un message fut envoyé au chef Secocoeni pour lui demander réparation des dommages causés par sa tribu et pour l'engager à mieux surveiller ses sujets. Il répondit en réclamant la possession d'un territoire où les Boers s'étaient établis depuis longtemps.

Au reçu de cette réponse, le Volksraad déclara qu'il fallait soutenir par la force les droits des fermiers et le *commando* fut proclamé.

M. Burgers se mit à la tête d'une armée de 2 500 Européens, renforcée par un contingent à peu près égal de Souazis, et accompagnée d'un équipage de plus de cinq cents voitures.

Les premières escarmouches furent assez heureuses, mais l'attaque de la capitale de Secocoeni échoua, et l'expédition dut rentrer à Leydenburg.

Le gouvernement de Londres, toujours attentif aux événements qui s'accomplissaient dans les deux républiques boers, dont les progrès excitaient sa défiance, vit, dans les embarras momentanés du Transvaal en conflit avec les indigènes, une occasion d'intervenir.

Justement, en 1875, lord Carnarvon, ministre des colonies, avait réuni à Londres les délégués des diverses provinces de l'Afrique australe pour discuter un projet de confédération. Sir Théophilus Shepstone, qui représentait le Natal, fut délégué par le ministre des colonies en qualité de commissaire spécial près de la République du Transvaal, avec mission d'y examiner l'état

des affaires, et avec pleins pouvoirs pour annexer le pays à l'empire si la chose pouvait s'exécuter sans trop de difficultés.

Revenu en toute hâte au Natal, l'envoyé anglais partit aussitôt pour Prétoria, avec un nombreux état-major, mais avec une simple escorte de vingt-cinq soldats. Comme on ne pouvait voyager alors entre ces deux points qu'avec des chariots à bœufs, il n'arriva à destination qu'après trente-huit jours de route.

Voici quelle était la situation.

D'une part, les véritables Boers, c'est-à-dire la majorité de la population, établis surtout dans les districts de Prétoria et de Rustenberg, restaient animés d'une haine persistante contre la domination britannique, et étaient déterminés à poursuivre contre les indigènes la guerre à outrance, avec toutes ses chances bonnes ou mauvaises.

Mais d'autre part, les habitants des villes, négociants ou autres, ainsi que les pionniers des placers, presque tous Anglais, constituaient une minorité remuante, intrigante, sur laquelle sir T. Shepstone s'appuya aussitôt, et dont il sut obtenir aisément des pétitions en faveur de l'annexion.

Puis, brusquement, le 12 avril 1877, le Transvaal fut déclaré province britannique dans une « *Gazette Extraordinaire* » datée de Prétoria.

J'ai sous les yeux le texte anglais *in extenso* du factum officiel dans lequel sir Théophilus Shepstone prétendait justifier cette énormité. C'est un tissu de faussetés et de calomnies.

On annexait le Transvaal sous prétexte de réformer sa mauvaise administration et de punir sa dureté envers les noirs. On prétendait que le Transvaal n'avait pas répondu aux espérances que l'Angleterre avait fondées sur lui comme pionnier de la civilisation lorsque l'indépendance lui avait été généreusement octroyée en 1852, et qu'il n'était pas en état de se défendre contre les indigènes. Le commissaire spécial déclarait enfin aux Boers que « comme l'état de guerre permanent qui se réveille chez toutes les tribus voisines d'un État européen est un danger pour les races blanches et pour les colonies anglaises de l'Afrique australe, l'annexion est devenue une nécessité politique ».

Or, justement à cette époque, un Anglais, M. Aylward, dans son intéressant ouvrage : *Transvaal of To-Day*, faisait remarquer, au contraire, que, proportionnellement à leur nombre, les travaux qu'avaient réalisés les Boers étaient vraiment étonnants. « Il y a des routes — et de très bonnes routes — partout, disait-il. Il y a des églises, des cours de justice et des prisons en nombre suffisant... En matière d'éducation, les Boers, en dépit des calomnies de leurs ennemis, se sont montrés éminemment progressifs. Dans l'État libre d'Orange, les allocations pour les établissements d'éducation et les traite-

ments des maîtres sont plus élevés que dans aucune de nos colonies. Dans chaque village, et presque dans chaque quartier, il y a une école. »

Quant aux indigènes, Secocoeni venait de demander piteusement la paix et avait consenti à livrer 2 000 têtes de bétail en dédommagement de quelques déprédations; les Zoulous, de leur côté, se tenaient fort tranquilles.

Aussi, la proclamation de sir Théophilus Shepstone ne trompa-t-elle personne et le monde entier ne vit-il dans l'annexion du Transvaal qu'une impudente violation des traités.

Un bataillon d'infanterie campé sur les frontières du Natal fut appelé à la hâte pour prendre possession du pays.

Le président Burgers ne put que protester platoniquement.

« Les Boers, dit le Dr A. Kuyper, confondus d'une telle impudence, crurent avoir affaire à un coup d'audace du gouverneur du Cap, et, persistant dans la respectueuse confiance qu'ils avaient en la reine Victoria, ils se décidèrent à envoyer une députation à Londres. »

Les députés étaient Paul Kruger et Pierre-Jacques Joubert, dont nous allons maintenant retrouver les noms presque à chaque page de cette histoire. Parmi les documents qu'ils soumirent au secrétaire d'État, sir M. Hicks-each, le 10 juillet 1878, figurait un mémoire à l'appui de la protestation des Boers contre l'annexion, *signé par 6 800 électeurs sur 8 000.*

Non seulement la pétition fut repoussée, mais ce refus fut accompagné de paroles hautaines et blessantes.

Sir Bartle Frere, gouverneur du Cap, déclara sèchement :

— Le Transvaal est anglais et *reste* anglais.

Sir Garnet Wolseley s'écria emphatiquement :

— Tant que le soleil luira, le Transvaal restera territoire britannique! On verra la rivière Vaal remonter vers sa source plutôt que l'Angleterre renoncer au Transvaal!

A son retour, Joubert prononça les paroles suivantes :

— Maintenant, j'ai vu l'Angleterre. J'ai vu de mes yeux cette puissante nation ; laissez-moi vous dire que c'est une très puissante nation, et même la plus puissante de toutes. Mais, Dieu merci, elle n'est pas le Tout-Puissant.

Les Boers ne se lassèrent pas d'envoyer des pétitions en Angleterre, mais, que le Parlement fût conservateur ou libéral, ces pétitions restèrent inutiles.

Alors, ils se bornèrent à attendre patiemment que quelque imprudence de leurs oppresseurs leur permît d'entamer, dans des conditions moins inégales, la lutte pour la liberté.

L'accès d'*impérialisme*, d'avidité envahissante, que provoquèrent chez les Anglais les événements d'Orient de 1878, leur fit présumer beaucoup trop de leurs propres forces et de la solidité de leur domination. Ils s'engagèrent

à peu près en même temps dans la conquête de l'Afghanistan en Asie et dans la guerre contre les Zoulous en Afrique australe, guerre au cours de laquelle fut tué le prince impérial, fils de Napoléon III.

Pendant la guerre des Zoulous, les Basoutos se révoltèrent. Ainsi, par une bien instructive ironie du sort, ces mêmes indigènes, qui avaient servi de prétexte aux Anglais pour effectuer leurs perpétuelles spoliations, se retournaient contre l'Angleterre elle-même.

L'occasion que les Boers avaient attendue pour revendiquer leur liberté se présentait.

Déjà, à la réunion de Kleinfontein, en avril 1879, c'est avec une singulière autorité que Joubert, bravant en face la morgue du gouverneur du Cap, sir Bartle Frere, qui présidait l'assemblée, lui déclara :

J'égarerais Votre Excellence, si je lui disais que le peuple transvaalien se contenterait d'autre chose que d'une indépendance complète. Nous n'avons jamais consenti à la souveraineté de la reine. L'esclave, si bien traité soit-il, souhaite d'être libre, et échange son esclavage contre la liberté, même quand celle-ci ne lui apporte que la misère. Nous avons arrosé ce pays de nos sueurs et de notre sang. Nous périrons plutôt par l'épée des Zoulous, que de souffrir cette injustice faite à notre patrie, et que les Anglais ne souffriraient pas pour eux-mêmes. »

C'était presque une déclaration de guerre, d'une guerre avec la plus formidable puissance du monde.

Les premiers signes d'insubordination se manifestèrent à Potchefstrom, le 11 novembre 1880, à l'occasion de la vente par autorité de justice, pour non paiement de taxes, de tout un stock de bois d'œuvre.

Lorsque l'acheteur voulut en prendre livraison, 300 volontaires, en possession de deux canons, s'y opposèrent, et cette effervescence locale aboutit rapidement à la révolte générale des Boers et à la déclaration de leur indépendance.

La proclamation solennelle de l'indépendance du Transvaal, sous le nom de *République Sud-Africaine*, eut lieu le 15 décembre 1880, à Heidelberg. Après deux jours de délibérations, à Pardo-Kraal, les Boers procédèrent à l'organisation de leur gouvernement, qui fut confié à un triumvirat composé de Krüger, Prétorius et Joubert.

Aussitôt ce gouvernement fut installé à Heidelberg avec un conseil exécutif, composé de Joubert, Joussen et Mare, et le *Vierkleur*, le « Quadricolore », c'est-à-dire le drapeau hollandais, augmenté d'une bande verte le long de la hampe, fut arboré.

A l'unanimité du Volksraad, Joubert fut nommé commandant général des forces républicaines. Jusqu'alors, il n'avait été que fermier, avocat, homme

d'État, et diplomate. Néanmoins, il prépara et dirigea en personne toutes les opérations militaires, et, sur le champ de bataille, se révéla stratégiste et tacticien de premier ordre. Ce n'était pas seulement d'intuition ; en fait d'art militaire, Joubert était un érudit. Aussi infligea-t-il aux Anglais une série de sanglantes défaites, avec ses paysans armés, qu'il entraînait au chant des psaumes, et deux ou trois mauvais canons montés sur des roues de chariot, — grâce à une tactique appropriée au pays et à la manière de combattre des Boers.

Dès le 16 décembre, les hostilités avaient été ouvertement déclarées contre les Anglais. Elles commencèrent, le jour suivant, par l'attaque de Potchefstrom, où le colonel Bellairs, commandant du fort, sommé de se rendre, refusa, et repoussa l'assaut des Boers avec succès. Mais le 18, le major Clarke, qui avait été assiégé dans le Palais de Justice avec un faible détachement, capitulait.



Piet Joubert,
Généralissime des armées transvaaliennes

Pendant ce temps, le général Joubert avait envoyé une dépêche au colonel sir W. O. Lanyon, commandant des forces britanniques au Transvaal, pour l'aviser que la République était rétablie, et que tout mouvement de troupes ordonné par les autorités britanniques serait considéré comme une déclaration de guerre. Tandis que le messager était en route pour Prétoria, les Boers apprirent qu'un convoi de 300 hommes était parti de Leydenburg se dirigeant vers la capitale. Joubert part pour l'intercepter et le rencontre à Bronkhortspruit, à huit heures de distance de Prétoria : il adresse à l'officier un parlementaire, le priant de s'arrêter jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres du colonel Lanyon.

L'officier ayant refusé, Joubert attaque le détachement et le force à capituler en *l'espace de quinze minutes*. Il y avait plus de cinquante Anglais tués et un grand nombre de blessés ; le reste fut fait prisonnier. Les blessés furent envoyés à Prétoria. Les prisonniers furent dirigés, par détachements, sur les colonies anglaises.

Le triumvirat du Transvaal adressa à sir George Pomeroy Colley, au colonel Lanyon, et à M. Brandt, président de l'État libre d'Orange, des lettres établissant que c'étaient les Anglais qui avaient précipité le conflit, tant à Potchefstrom que près de Prétoria, en « tirant les premiers ».

L'armée boer se composait de trois divisions réparties comme suit :

1° Un corps d'observation placé à Meek, à deux milles de distance de la frontière du Natal.

2° Un second corps à Water-fall River, avec son quartier général à Heidelberg.

3° La troisième division à Potchefstrom.

Le général Joubert prit en personne le commandement du corps d'armée boer installé à Meek, avec ses avant-postes sur la rivière Ingogo, et attendit les événements.

En janvier 1881, le général Colley, un des meilleurs officiers de l'armée des Indes, arriva de la Natalie au secours des troupes anglaises du Transvaal, qui avaient déjà été deux fois battues par les Boers.

Son armée ne comptait au début que 1 000 hommes et quelques pièces de canon. Les Boers attendirent les Anglais dans le défilé de Laing's Neck, la seule passe franchissable en cet endroit des monts Drakensberg, et les repoussèrent, le 27 janvier, en tuant le colonel Deaney, qui commandait l'avant-garde.

Le général Colley se retrancha alors au mont Prospect, non loin de Laing's Neck, pour attendre les renforts venus du Natal. Après plusieurs défaites, notamment celle d'Ingogo, le 8 février, il se vit contraint d'abandonner ses retranchements.

Ici se place l'épisode de Majuba-Hill, qui présente certaines particularités des plus curieuses.

Le général sir George Colley, qui devait y succomber sous la fusillade des soldats de Joubert, était peut-être l'officier anglais qui avait su rendre le plus juste hommage aux qualités de ce rustique Burgher.

Il faut dire qu'envoyé en ambassade, à Prétoria, avant la campagne de 1880, il avait été reçu par Joubert, qui avait donné, en son honneur, une sorte de banquet. Le dîner avait été préparé par Mme Joubert elle-même, de ses propres mains. Pendant tout le repas, la digne ménagère resta à la cuisine, pour veiller à la confection des mets. De temps en temps, elle entr'ouvrait la porte pour voir si tout allait bien, et donner des ordres à son fils qui servait aux convives de son père les plats préparés par sa mère ! C'est presque une scène de l'Odyssée, rappelant celle de Nausicaa, la gentille blanchisseuse, à la cour du roi, son père !

Toutefois, l'accord intervenu fut bien précaire puisque, après le banquet, Joubert et Colley ne devaient plus se revoir que sur le champ de bataille.

Or, à l'aube du 27 février 1881, Joubert était assis devant son wagon, et Mme Joubert, cette excellente cuisinière, venait lui tenir compagnie, lorsque, jetant par hasard les yeux sur la colline de Majuba qui les dominait, elle remarqua au sommet des hommes qu'elle désigna à son mari.

— Ce sont les hommes de Prétoria qui viennent pour fortifier le laager (camp), dit celui-ci. Ils se seront égarés.

— Non, non, interrompit sa femme. Ce sont les *Rooinekke* (Anglais).

Elle passe une lorgnette à Joubert. Celui-ci saute à cheval.

— Joachim Ferreiro et Johannes Ross ! crie-t-il à ses lieutenants. Il y a là-haut quelque chose comme un millier d'Anglais. Prenez 150 hommes et allez les jeter en bas.

Les 150 hommes montent à la file indienne, en se dissimulant derrière les rochers. A midi, le sommet était nettoyé, le général sir George Colley, 4 officiers et 86 hommes tués, 134 blessés, 54 faits prisonniers. Tous les canons tombèrent entre les mains des Boers.

Joubert, ou plutôt sa digne compagne, avait sauvé le Transvaal à Majuba.

L'Angleterre, profondément humiliée, demandait vengeance, mais le ministre libéral, Gladstone, plus clairvoyant que ses successeurs actuels, avait conscience de toutes les difficultés que présenterait la continuation de la guerre contre les Boers.

En effet, dans la colonie du Cap, peuplée en majeure partie d'originaires hollandais, ceux-ci témoignaient pour leurs frères du Transvaal une sympathie inquiétante.

D'autre part, on apprenait que dans l'État libre d'Orange, — qui, lors de l'annexion du Transvaal par l'Angleterre, avait exprimé des regrets et des inquiétudes, — des *commandos* se mettaient en marche pour descendre dans la Natalie.

Il n'était que temps d'arrêter l'effusion du sang. Des ordres furent expédiés de Londres pour la conclusion d'un armistice. Les préliminaires en furent arrêtés à Laing's Neck, et, le 3 août 1881, par le traité de Prétoria, l'indépendance intérieure du Transvaal fut reconnue, sous la seule réserve de la suzeraineté de l'Angleterre.

Cette suzeraineté, quoique purement nominale en fait, inquiétait les Boers. Ils redoutaient, non sans quelque raison, que l'Angleterre n'en prît texte, à un moment donné, pour effectuer un retour offensif.

Une nouvelle députation, composée de Kruger, du Toit et Smidt, s'embarqua pour Londres. Cette fois, les délégués rencontrèrent dans la capitale un esprit plus conciliant que celui qui y régnait en 1878. Lord Derby signa, le 27 février 1884, la fameuse convention de Londres, par laquelle la suzeraineté fut virtuellement abolie, et la République Sud-Africaine reconnue comme État entièrement indépendant et libre, toute ingérence de l'Angleterre étant restreinte aux seuls points énumérés dans l'article 4, qui disait :

Que la République Sud-Africaine ne devait conclure aucun traité ni enga-

gement avec aucun État ou Nation autre que l'État libre d'Orange, ni avec aucune tribu indigène, à l'est ou à l'ouest de la République, jusqu'à ce que ce traité ou engagement ait été approuvé par Sa Majesté la Reine.

L'approbation dont il s'agit sera considérée comme ayant été donnée, si le Gouvernement de Sa Majesté n'a, dans les six mois qui suivront la remise de la copie du traité en question, notifié que la conclusion de tel traité est en « contradiction avec les intérêts de la Grande-Bretagne ou d'une des possessions de Sa Majesté dans l'Afrique du Sud ».

En somme, par la convention de Londres, la République Sud-Africaine devenait définitivement un État absolument indépendant, et dont la souveraineté n'était limitée que sur un point unique, spécial et bien défini par l'article 4.

Cependant, les Anglais ne devaient pas manquer d'abuser de cette restriction, comme nous ne tarderons pas à le voir.

VI

Le grand ennemi du Transvaal : Cecil Rhodes.

Les Afrikanders. — Les débuts de Cecil Rhodes à Kimberley. — Fondation de la De Beer's. — Fondation de la Chartered. — Cecil Rhodes isole les Républiques boers. — Découverte des Mines d'or du Transvaal. — Les Uitlanders.

Le jour où le gouvernement anglais introduisit au Cap le régime représentatif, un résultat était à prévoir. Dans la colonie et au Natal, la proportion des Hollandais et des Franco-Hollandais par rapport aux Anglais est de 3 contre 1.

Pendant quelque temps, l'élément anglais, malgré une infériorité numérique aussi marquée, a eu une omnipotence presque absolue, s'est trouvé presque seul représenté au Parlement de la colonie, et a pu garder la conduite des affaires.

Plus habitués aux institutions parlementaires, les Anglais devaient, en outre, ce privilège au groupement de la plupart d'entre eux dans les principales villes de la colonie et à la cohésion qui en résultait.

Les colons hollandais, bien que jouissant des mêmes droits politiques que les colons anglais, n'en faisaient pas usage. Outre qu'ils sont apathiques par tempérament, leur ignorance de la langue anglaise les tenait à l'écart de la vie générale, et leur dispersement, nécessité par leur vie mi-agricole, mi-pastorale, leur rendait presque impossible une commune entente. Il leur manquait un lieu de réunion, un organe pour défendre leurs intérêts, et ils laissaient le gouvernement aux Anglais.

Mais, un jour, les Boers se sont réveillés, et alors la situation a changé de face.

Ce qui a surtout contribué à ce réveil, c'est la faute commise par le gouvernement anglais, le 12 avril 1877, en confisquant la liberté des Transvaaliens. Cette spoliation n'aboutit qu'à grouper les éléments hollandais dans les quatre États du Sud africain. Blessés dans leurs frères du Transvaal, les Boers de la colonie du Cap commencèrent à se rendre compte de leur force et à vouloir en user. Il en fut de même au Natal, et à plus forte raison dans l'État libre d'Orange, pays presque entièrement hollandais.

La conscience de leur supériorité numérique, jointe à la communauté des

sentiments, inspira dès ce moment à tous les Boers le besoin de former un grand parti national, et ce sentiment aboutit à la fondation de l'*Afrikander Bond* (mot à mot : *ligue africaine*), en 1880.

Les fondateurs, dont les principaux furent, au Cap, le révérend S. J. du Toit, et dans l'État d'Orange, M. Reitz, se proposaient de faire naître un sentiment national sud-africain, destiné à contre-balancer l'impérialisme britannique.

Le Bond invitait à s'unir à lui, sous le nom d'*Afrikanders*, tous les hommes nés dans l'Afrique du Sud et tous ceux qui, établis dans le pays, en avaient fait leur patrie, *quelle que fût leur origine*. Mais, quoique ouvert en principe, comme on le voit, à tous les Africains, le Bond n'a néanmoins presque pas recruté d'adhérents parmi les colons d'origine anglaise. Aussi, son organisation, qui s'étend au delà des frontières de la colonie du Cap, son intention déclarée de réaliser l'unification de l'Afrique australe, et surtout son caractère hollandais, l'ont-ils fait accuser par les Anglais d'être une association non loyaliste. Ses chefs se sont toujours défendus contre cette imputation, et de fait, même s'ils ont songé à l'éventualité lointaine de la constitution possible d'une Afrique hollandaise, du Cap au Zambèze, en tout cas, leur attitude envers le gouvernement anglais a toujours été loyale.

L'action du Bond s'est surtout exercée dans l'intérieur de la colonie du Cap. Grâce à lui, les colons hollandais ont appris à connaître la communauté de leurs intérêts, et à faire usage des droits politiques que leur donne la loi. Dès 1882, l'usage de la langue hollandaise, ou plutôt du *taal* (1), était autorisé au Parlement et, deux ans après, dans les tribunaux.

En 1884, le Bond montra sa force dans les élections générales. Pour la première fois, on vit siéger un certain nombre de députés qui connaissaient à peine l'anglais, et le parti afrikander, ayant trouvé, en M. Hofmeyr (2), un chef doué de rares qualités politiques, devint une puissance considérable.

« Ce parti, dit M. Achille Viallate (3), n'était pas assez fort encore pour gouverner, mais le nombre de votes dont il disposait lui permettait, en se joignant à l'opposition, de mettre en minorité tout ministère qui lui

(1) Le *taal* est un idiome dérivé du hollandais, particulier aux Boers, et qui serait incompréhensible en Hollande.

(2) M. Hofmeyr, né dans la colonie, y a fait ses études, puis s'est lancé dans le journalisme. En 1878, il était envoyé au Parlement par la petite ville de Stellenbosch, du district de Paarl, le réduit des forces hollandaises dans la colonie, et il n'a cessé de la représenter jusqu'à sa retraite. C'est à lui que les colons hollandais doivent d'avoir conquis, dans le gouvernement de la colonie du Cap, l'influence à laquelle leur nombre leur donnait droit. Aussi M. Hofmeyr a-t-il été, durant les vingt dernières années, le personnage le plus puissant de la colonie.

(3) Dans une excellente étude sur Cecil Rhodes, parue dans la *Revue de Paris* (1er et 15 mars 1900) et à laquelle nous ferons de fréquents emprunts.

déplaisait. Très habilement, M. Hofmeyr, peu ambitieux du pouvoir pour lui-même, fit jouer au parti afrikander le rôle de tiers-parti, vendant son appui aux factions anglaises rivales qui se disputaient le ministère.

« C'est ainsi que, de 1884 à 1890, les ministères Upington et Sprigg, bien que composés uniquement de membres d'origine anglaise, durent céder plus d'une fois, pour se maintenir, aux exigences du Bond. »



M. Cecil Rhodes.

Enfin, le premier rôle incomba, sur la scène politique, à la puissante personnalité de M. Cecil Rhodes.

Cet homme a exercé une influence si considérable sur les événements qui se sont déroulés depuis vingt ans en Afrique australe, que sa physionomie et ses agissements méritent d'être mis en vedette.

Cecil Rhodes est né, le 5 juillet 1853, à Bishop-Stortford, non loin de Londres, dans le Hertfordshire. Il est le quatrième des neuf enfants du révérend F. W. Rhodes, qui a été longtemps recteur de la cure de cette ville.

Cecil n'avait que dix-huit ans lorsque, miné par la phtisie, il dut aller, deux années de suite, en 1871 et en 1872, pour rétablir sa santé chancelante, passer quelques mois auprès de son frère Arthur, qui exploitait une ferme d'autruches dans le voisinage de Port-Elisabeth (colonie du Cap).

A cette époque, la découverte toute récente des mines de diamants du Griqualand mettait en émoi toute l'Afrique du Sud. Dès qu'il fut un peu rétabli, le jeune Cecil prit le chemin des « champs de diamants ». Des difficultés d'exploitation commençaient à s'y produire ; à mesure que s'approfondissaient les excavations à ciel ouvert nécessitées par l'extraction de la « bleue », les parois menaçaient de crouler et exigeaient des travaux de soutènement tellement coûteux que des mineurs, découragés, abandonnaient la partie et vendaient leurs claims à de plus persévérants.

Rhodes examina la situation, et pensa qu'il était possible d'en tirer parti.

Pendant cinq années, désireux à la fois de s'enrichir et d'achever ses études, il partagea son temps entre Kimberley et Oxford, — préparant en Afrique les examens qu'il allait ensuite passer en Angleterre, — et achetant autant de claims que ses moyens le lui permettaient.

Grâce à cette fiévreuse activité, en 1881, il devenait *bachelor of arts*, et fondait sa première société financière, la « De Beers mining C° », qui accapara, petit à petit, tous les claims et toute la production diamantifère par

son « amalgamation » avec la « Kimberley central C° » de Barnato.

Le résultat de cette fusion était la fameuse « De Beers consolidated mines », constituée en 1888, la société financière la plus puissante de l'Afrique australe, dont Cecil Rhodes devenait président et administrateur à vie

Il avait exigé que les statuts de la « Consolidated » fussent rédigés de telle sorte, que jamais, sans doute, société de ce genre ne posséda de semblables pouvoirs. Elle a le droit de se livrer à toutes les entreprises imaginables; aucune limite n'est imposée à son activité. Peu de temps après sa création, un avocat du Cap déclarait que si elle obtenait une charte du ministre des colonies, il lui serait loisible d'annexer des territoires dans l'Afrique centrale de lever et d'entretenir une armée permanente, et d'entreprendre des opé-ations de guerre.

Cette prédiction ne devait pas tarder à se réaliser.

En effet, outre son but financier, Cecil Rhodes avait de hautes visées politiques. Il ne rêvait à rien moins qu'à étendre la puissance de l'Angleterre jusqu'au Zambèze, comme moyen de domination sur toute l'Afrique australe.

« Je crois, disait-il, que l'État qui possédera le Bechuanaland et le Matabeleland sera le maître de l'Afrique du Sud. »

Dans sa pensée, le plus grand obstacle à la réalisation de ce grand empire sud-africain, c'était la défiance des Républiques boers à l'égard de l'Angleterre. Mais il espérait qu'une fois arrêtées dans leur expansion et entourées de tous côtés par des possessions britanniques, il ne leur serait plus possible de résister longtemps.

Depuis 1881, Rhodes représentait à la Chambre basse du Parlement du Cap, la province du Griqualand occidental, qui avait été incorporée à la colonie en 1880.

Sir Hercules Robinson, alors gouverneur du Cap et haut commissaire pour l'Afrique australe, était un grand ami de Cecil Rhodes, et celui-ci avait su le convaincre de la nécessité d'étendre les possessions britanniques jusqu'au Zambèze. Aussi était-il partisan de toutes les mesures propres à empêcher des intrus de s'emparer des territoires encore vacants.

C'est à sa demande que la convention de Londres de 1884, qui réglait à nouveau les rapports de l'Angleterre avec la République du Transvaal, avait reporté quelque peu à l'est la frontière occidentale de cet Etat, telle que l'avait fixée la convention de 1881, afin de laisser en territoire britannique la voie de pénétration conduisant du Cap vers le Nord.

C'est également à son instigation qu'à la même époque le protectorat britannique fut établi sur le Bechuanaland.

Le Mashonaland restait la seule issue ouverte à l'expansion des Boers du

Transvaal, qui, en 1888, envoyèrent un agent auprès de Lo Bengula, le chef indigène qui régnait sur les tribus des Matabeles et des Mashonas, pour essayer de lui faire signer un traité politique.

Il était trop tard ! A l'instigation de Cecil Rhodes, sir Hercules Robinson avait envoyé M. Moffat, assistant commissaire du protectorat du Béchuanaland, trouver Lo Bengula, et, le 11 février 1888, avait été signé avec ce chef un arrangement, par lequel celui-ci s'engageait à ne céder aucune partie de son territoire sans le consentement des autorités britanniques.

Le 30 octobre de la même année, Cecil Rhodes obtenait de Lo Bengula le droit exclusif d'exploiter les richesses minières de son territoire, et le 29 octobre 1889, la reine Victoria signait la charte de la *British South Africa Company*, plus connue sous le nom de *Chartered*, compagnie au capital d'un million de livres sterling (25 millions de francs), ayant pour objet « le développement du protectorat du Bechuanaland et des contrées situées plus au nord », sans aucune limitation dans cette dernière direction.

Le premier soin de Cecil Rhodes fut d'assurer des moyens de communications rapides entre la colonie du Cap et les domaines de la Chartered. Le chemin de fer s'arrêtait alors à Kimberley. Dès le 2 novembre 1889, les travaux furent entrepris pour le prolonger, et, le 3 décembre 1890, la première section, de Kimberley à Vryburg, était inaugurée, — tandis que la ligne télégraphique atteignait déjà Mafeking.

La même année, le fameux chasseur Selous conquérait le Mashonaland, pour le compte de la Chartered, sans tirer un coup de fusil, tandis que Cecil Rhodes obtenait de Lewanika, chef des Barotsé, dont les territoires s'étendaient au nord du Zambèze, une concession analogue à celle qu'il s'était fait donner par Lo Bengula, — et rachetait les droits de l'*Afrikan Lakes Company*, établie dans la région des grands lacs.

Le Portugal, devant l'ultimatum brutal de l'Angleterre, dut renoncer à son rêve de jonction de ses possessions de la côte occidentale d'Afrique avec celles de la côte orientale, et par le traité de juin 1891, abandonna à la Chartered une grande partie du riche plateau de Manica, et le droit de construire un chemin de fer jusqu'à la côte, à travers le territoire portugais.

Cecil Rhodes avait ainsi accompli la première partie de son programme politique, dont le but principal, — en dehors de l'expansion britannique et des bénéfices financiers, — était d'isoler les républiques boers dans la masse des possessions anglaises, afin de les y absorber peu à peu.

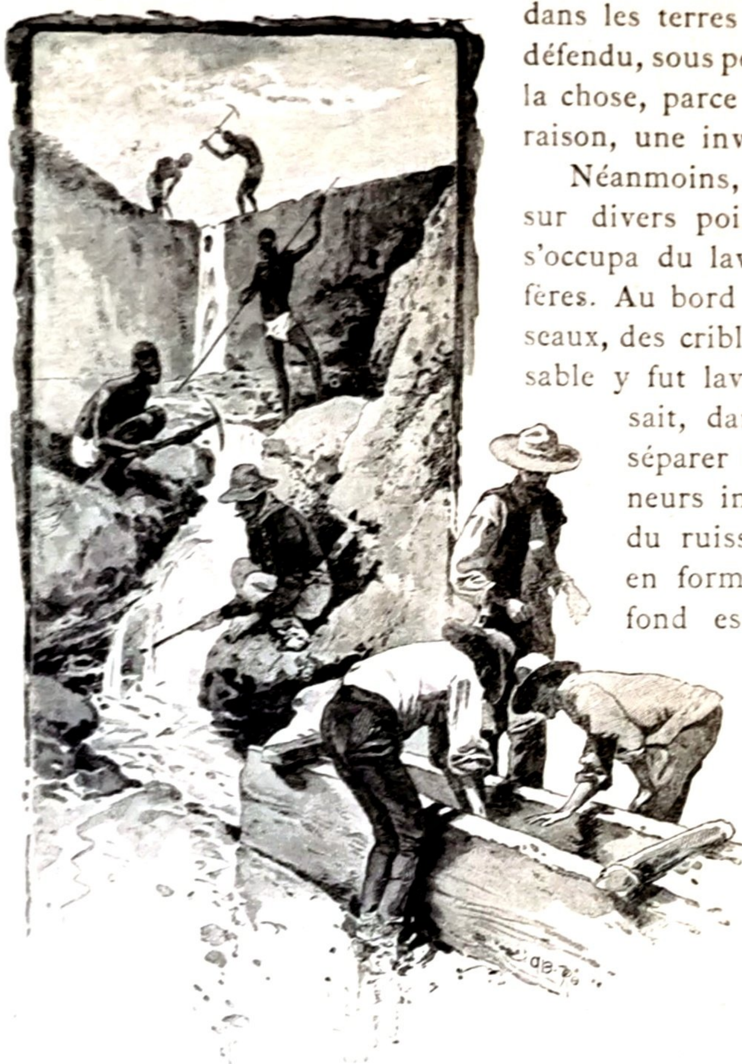
Pour arriver à ses fins, — peu scrupuleux dans le choix des moyens, — à mesure qu'il voyait croître la puissance du parti afrikander, il s'en rapprocha, espérant, grâce à l'intermédiaire du Bond, vaincre les résistances des

Républiques, et surtout du Transvaal, qui, ayant déjà senti les griffes d'Albion, se méfiait de sa patte de velours.

Il y avait, pour justifier cette défiance, de multiples et solides motifs.

Un grand malheur était arrivé au Transvaal.

Déjà, en 1854, on avait découvert, dans le Witwatersrand, un peu d'or dans les terres d'alluvion, mais il fut défendu, sous peine de mort, d'ébruiter la chose, parce que l'on craignait, avec raison, une invasion d'aventuriers.



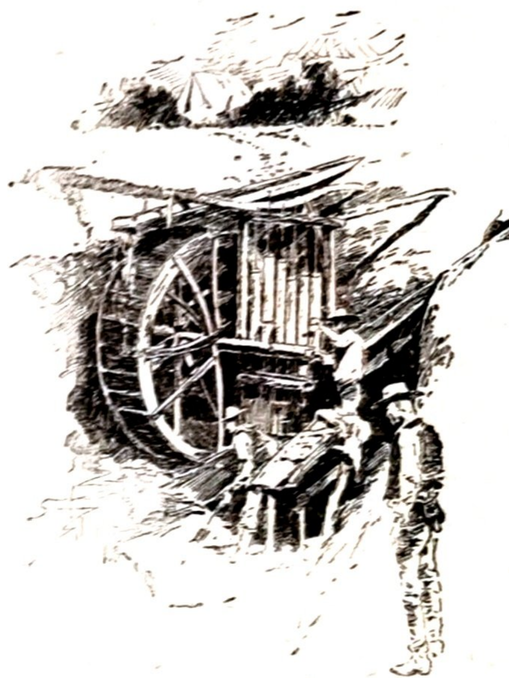
Lavage d'or au Transvaal.

Néanmoins, depuis cette époque, sur divers points du Transvaal, on s'occupa du lavage des terrains aurifères. Au bord des fleuves et des ruisseaux, des cribles furent installés et le sable y fut lavé. Il s'agit, comme on sait, dans cette opération, de séparer l'or du sable. Les mineurs installent dans le cours du ruisseau une boîte longue en forme de gouttière, dont le fond est pourvu de rainures transversales. Le sable du ruisseau est remué au-dessus de l'auge, l'eau bourbeuse passe, mais laisse déposer sur son passage les parcelles d'or plus lourdes et les échantillons de minerais. C'est là le procédé rudimentaire employé par les premiers chercheurs; il est simple, peu coûteux, mais laisse échapper une grande quantité de métal précieux et n'est rémunérateur que si la teneur du sable en or est très forte.

On découvrit bientôt que la montagne renfermait aussi de l'or, sous forme de minerai de quartz. On se mit à l'œuvre, mais là, il ne s'agissait plus de lavages. Pour extraire l'or du minerai, il fallait casser la pierre qui le renfermait

au moyen de batteurs ou concasseurs. On réduisait ainsi la roche en poussière et on lavait le sable qui en résultait.

Ce procédé fut abandonné parce qu'il laissait échapper les plus petites parcelles d'or. On se servit du mercure qui possède la propriété de s'amalgamer avec l'or. Le mercure était mélangé avec le sable qui sortait des concasseurs, puis lavé pour le débarrasser des pierres. L'amalgame qui restait était alors chauffé, le mercure se vaporisait et il restait l'or à peu près pur. Ajoutons que les résidus étaient encore traités par le lavage et les procédés chimiques, et donnaient eux aussi un revenu.


Moulin pour le concassage du minerai aurifère.

Toutefois, ce ne fut qu'après la guerre de l'Indépendance de 1881, que l'on découvrit au Transvaal de gros filons. Sur neuf points différents, en 1884, des gisements importants dont l'exploitation promettait d'être très lucrative, furent signalés. En 1885, de riches et puissantes compagnies s'occupèrent de la question avec les moyens les plus complets fournis par la science moderne, et les résultats commencèrent à dépasser toutes les prévisions. On découvrit le métal précieux partout, et des sociétés par action se fondèrent par centaines pour l'exploitation de ces richesses incomparables situées justement à côté de gisements de houille fournissant tout le combustible nécessaire pour actionner les puissantes machines destinées à extraire l'or de sa gangue. Le Transvaal fut aussitôt envahi par les étrangers, parmi lesquels dominait l'élément anglo-saxon.

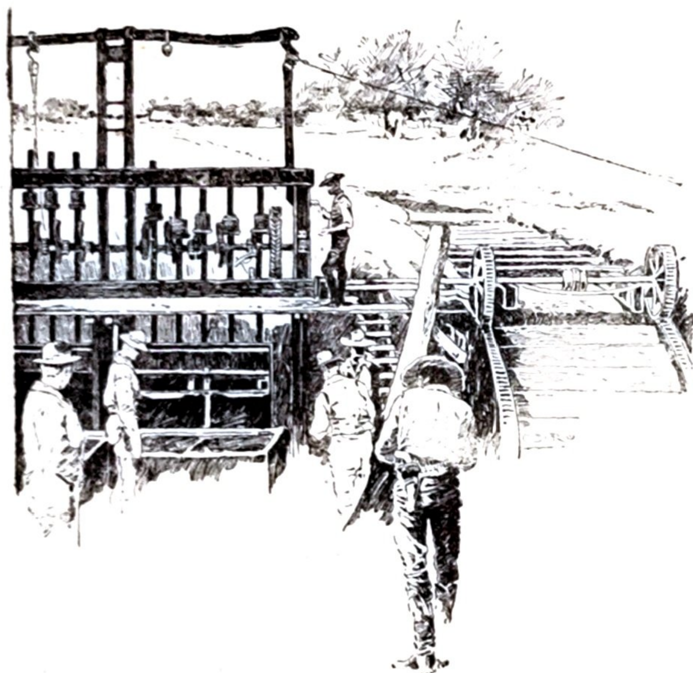
La zone aurifère (en anglais, *Gold Fields*, champs d'or) de Witwatersrand est située au sud-est de Prétoria. C'est un vaste plateau, dont l'altitude n'est pas inférieure à 2 000 mètres au-dessus du niveau de la mer et qui s'étend de l'est à l'ouest, au milieu de la partie méridionale du Transvaal, un peu au-dessous du 26e degré de latitude sud. Sa longueur est d'environ cinquante milles anglais et sa superficie de 28 000 hectares. Le pays est plat ; toutefois le sol se relève vers le nord en une rangée de monticules qu'on désigne sous le nom de « Collines du Rand ».

Le mot de Witwatersrand, lui-même, est une corruption des mots *White*

Waters Rand, ou rangée de collines des blanches eaux. Le versant septentrional de ces collines, faisant face à Prétoria, est escarpé.

Avant la découverte de l'or, les fermes du Rand, aujourd'hui bouleversées par les travaux miniers, étaient recouvertes de maigres prairies où les fermiers élevaient leurs bestiaux. On n'y voyait pas un arbre, ce qui rendait l'aspect du pays singulièrement aride. Depuis lors, on en a planté de toutes parts, surtout l'eucalyptus.

La découverte de l'or au Witwatersrand est attribuée à un fermier boer, du nom de Struben, qui, à la suite des découvertes aurifères faites par Moodie, en 1884, dans le nord du Transvaal, se livrait à une série de recherches opiniâtres.



Concasseur de minerai aurifère.

Il eut une chance merveilleuse, car rien ne décelait la présence de l'or sur ce plateau semé de petits monticules et présentant l'aspect d'une mer moutonneuse. Un valet de ferme, en creusant un trou, tomba sur une couche de cailloux roulés qui lui parut contenir de l'or. Il en prévint Struben : c'était sur la ferme Langlaagte. Struben ouvrit des tranchées du nord au sud et mit à jour une série de filons.

Cette découverte fut faite en avril 1886. Avant cette époque tout le Witwatersrand aurait pu être acquis pour 50 000 francs. Aujourd'hui, la valeur de toutes ses propriétés réunies, y compris la ville de Johannesburg bâtie au milieu des mines, est impossible à calculer.

Le 20 septembre 1886, le district de Witwatersrand fut proclamé par le gouvernement du Transvaal « Champ aurifère » ouvert au public. En même temps le gouvernement désigna pour l'emplacement d'une ville la ferme de Randjeslaagte, qui était sa propriété, et baptisa le nouveau centre du nom de « Johannesburg » (Bourg de Jean).

Nous empruntons ce qui suit aux rapports de M. Aubert, consul de France à Prétoria.

« Il n'existait alors sur la ferme de Randjeslaagte qu'une trentaine de

tentes et de maisons en fer et en roseaux, dont une dizaine de cabarets, et formant ce qu'on appelait le « Camp Ferreira », du nom du premier explorateur. La population pouvait être de 300 ou 400 mineurs, trafiquants et chercheurs d'or, dont la plupart n'avaient pour tout abri que leur charrette. Dans une autre ferme, celle de Langlaagte, une centaine de mineurs s'étaient établis, broyant, avec quelques batteries à bras appelées *dollies*, des morceaux de quartz aurifère recueillis aux environs.

« Peu de temps après, le gouvernement mit en adjudication, par parcelles



Le Transvaal : la ville de Johannesburg en 1889.

nommées *stands*, le droit d'occupation, pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans, des terrains de la ferme domaniale de Randjeslaagte, après y avoir tracé des rues et des places. Il y transporta en même temps tous les services publics : postes, télégraphes, commissariat des mines, douanes, tribunal, installés auparavant, tant bien que mal, dans le camp Ferreira. Les 700 premiers stands de la nouvelle ville de Johannesburg offerts à bail le 15 décembre 1886 furent adjugés à des prix variant de 1 fr. 25 centimes à 5 000 francs suivant leur situation. Ils se revendirent peu de temps après de 30 francs à 20 000 francs.

« Johannesburg devint dès lors le centre des affaires où vint se grouper toute la population éparse aux alentours.

« La ville s'accrut avec une rapidité extraordinaire. A la fin de décembre 1886, elle n'avait qu'une seule rue d'occupée. Quatre mois après, trois rues

principales traversaient la ville d'un bout à l'autre et il y avait deux hôtels et deux banques. Un théâtre et une salle de concert étaient en voie de construction... »

Mais, à Johannesburg, pullulaient les *Uitlanders*, étrangers cosmopolites, mineurs et commerçants, formant comme une sorte de peuple à part au beau milieu du Transvaal, et comme un État dans l'État.

Ces intrus étaient justement suspects aux vrais citoyens, les *burghers* cultivateurs, qui se souvenaient, avec appréhension, des agissements de l'Angleterre, lorsque ses convoitises avaient été excitées par les mines de diamants du Griqualand.

Les mines d'or du Transvaal, non moins riches, n'allaient-elles pas faire surgir le même péril !

Fort heureusement, la République Sud-Africaine avait maintenant à sa tête un homme parfaitement de taille à lutter contre l'Angleterre et contre Cecil Rhodes lui-même, ce « Napoléon du Cap » !

C'était le président Paul Krüger, dont Bismarck a dit que nul homme d'État en Europe ne le surpassait en sagacité et en rectitude de jugement.

Contre son énergie patiente, mais constante, sont venues se briser inutilement toutes les tentatives du grand brasseur d'affaires.

VII

Le Défenseur du Transvaal : Paul Kruger.

La jeunesse de Paul Krüger. — La lutte contre l'Angleterre. — Le raid de Jameson. — Armements secrets du Transvaal. — Les exigences et les menaces de M. Chamberlain. — Préparatifs de guerre. — L'ultimatum du Président Krüger. — La guerre éclate.

« La vie de Krüger, dit excellemment M. Achille Viallate (1), c'est la vie même de la République du Transvaal. »

Cet homme s'est élevé si haut dans l'admiration des peuples qu'un grand nombre de villes réclament l'honneur de lui avoir donné le jour, — ce que l'on n'avait fait, depuis trente siècles, que pour l'immortel Homère.



M. Paul Krüger,
Président de la République Sud-Africaine.

S'il fallait en croire les journaux américains, il serait né près de Kocksborough (Pensylvanie), apparenté à la famille Hayrood, et aurait épousé la sœur du général Willich, qui a pris part à la guerre de Sécession.

Mais, d'après l'ouvrage beaucoup plus autorisé de l'écrivain allemand T. F. Van Vordt, Paul Krüger est né le 10 octobre 1825, à Colesberg. Son père était Gaspard-Jean-Hendrik Krüger, marié à Francine Steijn. Gaspard Krüger descendait d'un certain Krüger qui vint au Cap en 1713, au service de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales, et qui était lui-même fils de Franz Krüger, de Berlin.

Quoi qu'il en soit, Paul Krüger a traversé pendant sa jeunesse la période la plus critique de l'histoire du peuple boer, celle des migrations, puisqu'il avait onze ans à peine, lors du grand exode de 1836.

C'était déjà un grand chasseur devant l'Éternel, comme Nemrod. A

(1) Dans l'article déjà cité précédemment.

sept ans, il avait tué son premier gros gibier; à onze ans, il abattit son premier lion; à partir de treize ans, il prit part à toutes les guerres contre les indigènes.

Les innombrables exploits de sa jeunesse font toujours l'objet d'interminables récits dans tous les foyers boers. M. Poultney-Bigelow a recueilli plusieurs de ces récits, que M. Louis Jadot reproduit dans un récent article consacré au président Krüger (1), et dont nous donnons quelques extraits.

« Un jour, il fut poursuivi par une bande de Cafres, qu'il parvint cependant à distancer. Le soir tombait, il était loin de toute habitation et mourait de faim, quand il crut distinguer une antilope couchée parmi les herbes. Il épaula et pressa la détente, mais le coup rata, et l'animal qu'il avait pris pour une antilope, troublé par le bruit sec de la détente, se redressa. C'était un lion. Ils se regardèrent face à face, puis le lion recula de quelques pas. Krüger avançait en même temps, mais, dès que le lion se fut arrêté, il essaya de battre prudemment en retraite, à petits pas : l'obscurité devenait profonde et nul secours à attendre. Le lion avançant sur lui au fur et à mesure, Krüger rechargea son fusil le plus discrètement possible, visa et tira. Le coup rata de nouveau. D'un bond, le lion fut sur lui et s'abattit si près que la poussière vola à la figure de Krüger. D'un geste désespéré, il brandit sa crosse comme une massue, et voici que le lion, étonné, se mit à reculer lentement en jetant sur Krüger un regard mécontent; puis, arrivé à 50 mètres environ, il s'enfuit au galop.

« Comme cavalier et comme tireur, Krüger était d'une adresse qui nous semble merveilleuse, mais qui n'avait rien d'extraordinaire pour ses compatriotes qui, avec leurs nombreux troupeaux, paissant sur d'immenses espaces, étant presque toujours à cheval, et, sans cesse exposés à la griffe du lion ou à la flèche du Cafre, étaient tous d'excellents tireurs. Un jour, il chassait le buffle; l'animal, devenu furieux, se mit à le poursuivre; le cheval de Krüger, fatigué par une longue journée, s'épuisait; le buffle gagnait du terrain. Krüger se retourne complètement sur sa selle, vise l'animal tandis que son cheval était lancé en plein galop et le tue net d'une balle au travers du front.

« A la course, il distançait un cheval au galop. Il paria un jour, avec son ami Jacobs, de parcourir 800 mètres plus vite que lui, monté sur son cheval, et gagna son pari. Son agilité allait même parfois jusqu'à l'acrobatie. Il se tenait très bien la tête en bas, sur la selle d'un cheval au galop, se retenant seulement aux étriers avec les mains.

« Un jour, à la chasse, son fusil éclate et lui enlève une partie du pouce. Krüger ne s'en inquiète pas autrement; mais, au bout de quelque temps, la

(1) *Nouvelle Revue*, 1er janvier 1900.

gangrène s'y met, et il va voir un chirurgien qui lui conseille de faire amputer la moitié du bras. Krüger refuse, car il ne pourrait plus se servir de son fusil. Là-dessus, le chirurgien déclare nécessaire au moins l'amputation du poignet. Sur le refus du patient, il s'en va, bien résolu à le laisser se tirer d'affaire tout seul. Krüger tire son couteau, l'aiguise jusqu'à ce qu'il soit tranchant comme un rasoir, met son pouce sur une pierre, et, d'un seul coup, se fait sauter la dernière phalange. Mais il était déjà trop tard; la gangrène avait avancé plus loin; la chair ne se guérit point. Krüger remet son pouce sur une pierre et enlève soigneusement toute la chair qui entoure la première phalange. L'opération réussit : il se sert maintenant de son index comme de pouce et saisit les objets avec les deux premiers doigts de la main gauche. »

A dix-sept ans, le jeune Krüger remplissait les fonctions de « veldt-cornet ». A vingt ans, il fut titularisé, puis parvint rapidement à de plus hauts emplois.

On ne se douterait guère, à le voir aujourd'hui, que cet homme fut l'un des plus aventureux du peuple boer. Avec l'âge, sa physionomie a pris un caractère de dignité qui ne rappelle en rien l'ancien *bushman* et, d'ailleurs, il n'aime guère lui-même à raconter ses anciens exploits. Seuls, des membres fort âgés du Volksraad, ou son ami intime, le Dr Leyds, ont conservé le souvenir exact de sa jeunesse. Sa biographie ne se trouve nulle part à Prétoria, et il met lui-même le moins d'empressement possible à faciliter la tâche de ses historiens. Cette répugnance vient surtout d'une modestie naturelle, dont les instances du Dr Leyds n'ont jamais pu triompher, mais peut-être aussi d'une vague défiance, en tout cas d'une profonde indifférence pour la chose écrite.

Krüger, en effet, n'est pas un lettré, et c'est là un des traits principaux qui le distinguent de son collègue de l'État libre d'Orange, M. Steijn. Non point qu'il eût répugné au travail intellectuel, mais, à vrai dire, les circonstances ne lui ont guère été favorables. A l'époque de sa jeunesse on ignorait, au Transvaal, ce que c'était que des maisons. On vivait dans d'immenses voitures, traînées par des bœufs, et les agglomérations étaient rares, provoquées seulement par la nécessité de former un « laager » temporaire pour se défendre contre un ennemi commun. On ne voyait de clergyman qu'à de bien rares intervalles; quant à un instituteur, il n'y fallait point songer. Aussi Krüger a-t-il appris tout ce qu'il sait d'un fermier voisin et, depuis lors, il n'a pas eu beaucoup le temps de compléter cette première éducation. « Je n'ai guère eu l'occasion de lire des livres, dit-il lui-même; j'ai été en guerre ou j'ai fait la chasse aux lions. » Et, comme on lui demandait s'il préférait les lions africains ou les lions anglais : « Cela m'est égal, dit-il, ils sont aussi mauvais les uns que les autres. »

Son livre de chevet, et le seul à peu près qu'il lise, est la Bible, qui lui sert de guide dans les plus graves circonstances. Krüger est, en effet, un esprit profondément religieux, par éducation, par tempérament, et peut-être aussi, oserons-nous ajouter, grâce à l'influence de cette existence dans de vastes solitudes où la mort, à chaque instant, se présentait sous la forme de Cafres, de Zoulous, ou de bêtes féroces. Il y a dans sa vie une crise religieuse dont il n'aime point à parler, mais qui a laissé en lui des traces profondes. C'était en 1857; Krüger avait alors trente-deux ans. Une nuit, il donna à lire à sa femme quelques chapitres de la Bible, puis disparut et resta plusieurs jours absent. On partit à sa recherche et, dans les montagnes, on entendit une voix qui chantait, mais on n'y prit point garde. Une fois de retour, ne l'ayant point trouvé, on songea que ce pouvait bien être lui, et, en effet, on le trouva mourant de faim et de soif, si faible que, pour revenir, il pouvait à peine se tenir sur son cheval. Depuis lors, la foi de Krüger devint plus profonde, et il déclara à ce moment que le Seigneur lui avait ouvert les yeux et lui avait montré toutes choses. Ses ennemis l'ont souvent raillé à la légère, sans comprendre la puissance énorme que donnait à cet homme une foi aussi profonde. Dans tous les périls qui l'ont menacé, lui ou les siens, Krüger a eu recours à la Bible et s'est inspiré du passage où il a trouvé quelque rapport avec sa situation. En cela, il est en parfaite harmonie de sentiments avec son peuple, profondément croyant et confiant en son Dieu.

Lorsque l'Angleterre annexa le Transvaal, en 1877, il fut un des plus ardents à organiser la lutte pour l'indépendance. Nous l'avons vu faire partie de la députation qui se rendit à Londres pour protester contre l'annexion, et du triumvirat qui fut chargé du gouvernement après la proclamation de l'indépendance de la République Sud-Africaine en 1880.

La paix rétablie, après Majuba-Hill, il fut nommé Président de la République, et sa popularité grandit encore lorsqu'il eut obtenu de l'Angleterre la convention de 1884, qui abolissait la suzeraineté britannique,

Lorsque la découverte des mines d'or et l'accroissement rapide du nombre des Uitlanders vint menacer de nouveau la sécurité du pays, le président Krüger, avec une parfaite entente de la situation, inspira l'adoption d'une série de mesures économiques et politiques de nature à conjurer le péril.

Il établit de nombreux monopoles qu'il confia autant que possible à des étrangers non anglais. Tel le monopole de la dynamite concédé à une Compagnie allemande. Il exagéra le prix des transports en chemin de fer. Le trajet insignifiant des mines de houille aux mines d'or augmenta sensiblement le prix du charbon. Les impôts donnèrent à la République une partie des bénéfices de l'extraction de l'or.

Le Transvaal constituait donc une sorte de place forte des Boers, beaucoup plus difficile à réduire que l'État libre d'Orange.

En effet, celui-ci, en 1888, conclut, avec la colonie du Cap, une union douanière partielle, pompeusement appelée « Union Sud-Africaine ».

Aucune voie ferrée ne mettait encore en communication le Cap avec les champs d'or du Rand. Krüger, plus clairvoyant que le gouvernement de l'État d'Orange, pour ne pas se trouver à la merci des colonies anglaises, avait résolu de ne laisser leurs lignes arriver au Transvaal qu'après l'achèvement de celle qui devait relier Johannesburg et Prétoria à Lourenço-Marquez, et lui assurer sur la mer un débouché situé hors du territoire britannique.

Au mois de mars 1889, il obtint même de l'État libre d'Orange, par le traité de Potchefstrom, qu'aucune ligne ne serait construite au nord de Bloemfontein sans le consentement de la République Sud-Africaine.

Mais, au sud de Bloemfontein, la colonie du Cap fut autorisée, en juin 1889, à prolonger jusqu'à cette capitale sa ligne de pénétration, qui fut achevée en six mois.

Sur ces entrefaites, au mois de juillet 1890, un vote hostile de la Chambre basse de la colonie du Cap amena la retraite du ministère Sprigg, qui avait déjà trois ans d'existence, et, à la demande du nouveau gouverneur et haut commissaire, sir Henri Loch, — Cecil Rhodes accepta les fonctions de premier ministre.

L'arrivée au pouvoir de cet adversaire acharné de l'expansion du Transvaal ne fit qu'augmenter la défiance de Krüger.

Rhodes était pressé de prolonger jusqu'au Vaal la ligne du Cap à Bloemfontein, pour concurrencer la ligne de Durban à Ladysmith qui avait été poussée jusqu'à la frontière du Transvaal. A la fin de 1891, en faisant agir, sur le président Krüger, l'État libre et l'*Afrikander Bond*, il finit par obtenir l'autorisation demandée.

Mais, au début de 1894, pour susciter une ligne rivale à celle du Cap, Krüger accorda à la colonie du Natal l'autorisation qu'il lui avait longtemps refusée, de prolonger jusqu'à Johannesburg la voie ferrée venant de Durban.

Cette même année, Rhodes eut une entrevue personnelle avec le président à Prétoria. « Il venait demander à Krüger, dit M. Achille Viallate, s'il voulait enfin marcher d'accord avec lui et abandonner sa politique d'isolement... Krüger fit ses conditions : il modifierait sa politique, si l'Angleterre laissait le Transvaal annexer le Souaziland, et lui permettait l'accès à la mer par un territoire sur lequel la République exercerait la pleine souveraineté. Mais Rhodes ne voulait pas relâcher l'étreinte dans laquelle il était parvenu à enserrer le Transvaal. L'entrevue finit, dit-on, au milieu d'une explosion de colère réciproque, et Rhodes partit, déclarant qu'il n'y avait plus le

moindre espoir d'arriver à une entente avec cet entêté de Krüger. »

Le « Napoléon du Cap » s'était créé des intérêts particuliers au Transvaal. Il avait été un des premiers à fonder, avec son ami Beit, une société minière, la *Golfields of South Africa C°*, qui fut bientôt parmi les plus importantes Les richesses du Rand excitaient au plus haut degré sa convoitise. Quelle prospérité financière et quelle puissance la Chartered n'atteindrait-elle pas si elle parvenait à s'en emparer !

Deux moyens pouvaient aboutir à ce but : les moyens constitutionnels et la violence.

La Constitution de la République Sud-Africaine repose sur les trente-trois articles votés le 23 mai 1849, et sur le *Grondwet* ou loi fondamentale, passée le 19 février 1858.

A la tête de la République se trouve un Président. Comme dans la plupart des pays à régime représentatif, il y a deux Chambres.

La Chambre haute, ou premier Volksraad, est une assemblée peu nombreuse, vrai Sénat ou Chambre des pairs, qui forme, avec le Président, juridiction d'appel. Pour en faire partie, il faut douze ans de résidence, l'acceptation du candidat à la haute naturalisation par les deux tiers des Boers de son district et un décret du Président.

Le second Volksraad, ou Chambre des députés, propose les lois qui doivent être approuvées par le premier. Il suffit de deux ans de résidence à ceux qui se font naturaliser pour en faire partie.

Semblable constitution convenait parfaitement aux Boers. Mais le développement de l'exploitation des mines d'or créait au gouvernement du Transvaal des difficultés inattendues, dont M Cecil Rhodes comptait bien se servir pour réaliser ses desseins.

Comme nous l'avons déjà signalé précédemment, le pays avait été subitement envahi par des étrangers de toutes nationalités qui venaient arracher à la terre l'or pour lequel les Boers avaient un si profond dédain.

En peu de temps, le Rand se trouva couvert d'usines, et le bruit des pilons rompit de son vacarme le tranquille silence du Veldt. Les propriétaires des fermes situées dans cette région vendirent un prix minime, parfois dérisoire, leurs riches propriétés aux acquéreurs étrangers. Ils attelèrent leurs bœufs au lourd chariot pareil à celui qui avait amené leurs pères du Cap sur les rives du Vaal, et ils s'acheminèrent vers le nord, à la recherche de territoires où ils pussent vivre en paix leur vie patriarcale. Mais le peuple entier ne put se déplacer et les inextricables difficultés commencèrent.

Presque du jour au lendemain, une population pastorale, depuis plus d'un siècle isolée de la civilisation contemporaine, se vit obligée de faire des lois

pour une population industrielle, contre laquelle elle avait une répugnance instinctive.

Dans le premier élan qui suivit la découverte, les étrangers, les *Uitlanders*, occupés à rechercher les gisements de minerai et à commencer l'exploitation, n'avaient prêté que peu d'attention aux défectuosités de la loi transvaalienne, mais lorsque leur nombre s'accrut, lorsque, surtout, on eut reconnu la possibilité de travailler les mines à une profondeur où l'on croyait d'abord ne pouvoir atteindre, ils demandèrent qu'on supprimât les entraves qui gênaient leur industrie.

Leurs principaux griefs étaient : le taux élevé des droits perçus à l'importation sur l'outillage industriel et sur les articles d'alimentation ; l'exagération des tarifs de la Compagnie néerlandaise des chemins de fer du Transvaal, et l'existence d'un monopole de la dynamite qui faisait payer aux mines leurs explosifs un prix exagéré. Les sociétés minières réclamaient aussi une réglementation sévère de la vente de l'alcool aux indigènes, que l'abus de la boisson rendait souvent incapables de remplir leur contrat d'engagement. La « Chambre des mines » fut créée, dès 1889, pour défendre les intérêts de l'industrie minière. En 1892, une autre association était fondée : la *Transvaal National Union*. La première représentait les capitalistes, la seconde les classes moyennes.

L'Union nationale réclama principalement la constitution, pour Johannesburg, d'une municipalité où les étrangers auraient la prépondérance, et l'abaissement des droits d'entrée sur les articles d'alimentation. Parmi ses chefs se trouvaient des avocats venus de la colonie du Cap. Ceux-ci, naturellement, voulurent jouer un rôle politique au Transvaal, et ce furent eux qui se firent les porte-paroles de la revendication de droits politiques pour les étrangers. Ils protestaient contre la pratique du président Krüger, de recruter en Hollande ses principaux fonctionnaires, et ils demandaient une réforme libérale des lois de naturalisation, pour permettre aux Uitlanders de prendre part au gouvernement.

Les Uitlanders demandaient au Président et au gouvernement de la République Sud-Africaine, des modifications à la Constitution leur permettant de faire partie du premier Volksraad. Cela leur aurait donné la facilité de renouveler la fable de *la Lice et sa Compagne* et de livrer le Transvaal à la Chartered.

Naturellement le gouvernement transvaalien refusa toutes modifications de la Constitution en ce sens, qui auraient équivalu à un véritable suicide pour les Boers.

M. Cecil Rhodes, s'il n'était pas le principal instigateur des griefs et des plaintes des Uitlanders, les connaissait du moins parfaitement. Il a raconté

que, lors de son voyage à Prétoria en 1894, il avait constaté l'extrême mécontentement auquel étaient arrivés les Uitlanders, et avait entendu parler de la possibilité d'une révolution, surtout par le directeur de la Compagnie des Goldfields, M. John Hays Hammond.



Lord Salisbury,
Premier ministre britannique.

Il a été prouvé que Cecil Rhodes avait songé à un coup de main contre le Transvaal dès 1894. L'entreprise avait une base financière et les richesses minérales de la République devaient servir d'enjeu. A son instigation, une campagne de presse fut commencée dans toute l'Afrique australe, contre le gouvernement du Transvaal et sa politique rétrograde. Au mois de juin 1895, il fit proposer, aux capitalistes du Rand, de l'argent pour organiser la révolution, des armes pour la population de Johannesburg, et le concours des troupes de la Chartered stationnées sur les frontières du Transvaal.

En Angleterre, lord Salisbury venait de reprendre le pouvoir, avec M. Chamberlain comme ministre des colonies. Des négociations eurent lieu à Londres entre le ministre et les agents de Cecil Rhodes, pour faciliter à celui-ci la tentative d'un coup de force. Il n'est plus possible de douter aujourd'hui de la complicité du gouvernement impérial.



M. Joseph Chamberlain,
Ministre des colonies britanniques

L'exécution en fut confiée au Dr Jameson, ami intime de Rhodes, administrateur principal de la Chartered depuis 1892, qui s'était fait, en 1894, dans la guerre contre les Matabélés, la réputation d'un héros.

A la fin d'octobre 1895, les forces de police de la Chartered, et celles du protectorat du Bechuanaland se concentraient à Pitsani, près de Mafeking, sur la frontière occidentale du Transvaal.

Le 20 novembre, le docteur Jameson se rendait à Johannesburg pour fixer la date de la révolution : on choisit celle du 28 décembre. Jameson

devait se tenir avec ses troupes à Pitsani, mais il était entendu qu'il ne partirait que sur un avis exprès de Johannesburg. Pour le dégager vis-à-vis de la Chartered et des autorités impériales, il reçut une lettre signée par les chefs du mouvement; ceux-ci, après avoir exposé la situation critique de Johannesburg et le danger d'une émeute, lui demandaient son aide pour assurer l'ordre dans la ville et « pour protéger ces milliers d'hommes sans armes, de femmes et d'enfants, qui vont se trouver à la merci des Boers bien armés ». La lettre était sans date; Jameson devait la rendre publique et la dater au moment de son départ.



Le docteur Jameson.

Des difficultés s'élevèrent alors à Johannesburg. La plupart des capitalistes avaient accepté sans trop de déplaisir l'entente avec Rhodes, et se sentaient rassurés par la communication de télégrammes envoyés de Londres, qui paraissaient promettre aux conjurés l'appui du gouvernement impérial. Un grand nombre d'entre eux, cependant, désapprouvèrent l'appel adressé aux troupes de la Chartered. Cette mesure, disaient-ils, dénaturait le complot et transformait la révolution en une attaque combinée avec des forces étrangères contre le gouvernement du Transvaal. Au dernier moment, la mésintelligence éclata. Le bruit courut qu'à son arrivée Jameson hisserait l'*Union Jack*. Si cette mesure n'était pas pour déplaire aux Anglais, les nationaux d'autres pays, en particulier les Américains, s'y montraient absolument opposés. Le 20 décembre, on décida donc de reculer encore la date primitivement fixée pour la révolte, et M. Charles Leonard fut envoyé à Capetown pour demander à Rhodes de s'expliquer sur la question du drapeau.

Le 28, il était à Capetown, où Rhodes lui affirmait que ses idées n'avaient nullement changé et qu'il laissait aux événements le soin de résoudre cette délicate question. Mais M. Ch. Leonard avait apporté une nouvelle inattendue : à Johannesburg on n'était pas prêt, les armes et les munitions n'y étaient encore qu'en quantités insuffisantes. Une dépêche fut envoyée à Jameson, lui disant de patienter et d'attendre de nouveaux ordres.

C'était trop exiger de la patience du bouillant flibustier.

Le 30 décembre, le Dr Jameson, avec 700 ou 800 hommes de troupe, 6 canons Maxim et 4 autres pièces, franchissait la frontière du Transvaal pour se porter sur Johannesburg. Il était accompagné de sir John Willoughby

major des Horse Guards, commandant des forces militaires de la Chartered, et de plusieurs autres officiers de Sa Majesté Britannique.

Rien, dans l'attitude du gouvernement du Transvaal, n'avait donné à soupçonner aux conjurés que les autorités fussent au courant de ce qui se tramait. Le président Krüger faisait le mort, et observait en silence les indices précurseurs de la crise qui allait éclater.

A des amis qui l'avertirent de se méfier et de se préparer, il avait répondu sentencieusement : « Nous devons attendre que la tortue ait bien passé la tête hors de sa carapace, et c'est alors que nous pourrons la lui trancher. »

En réalité, dans le plus grand secret, il avait pris les précautions nécessaires pour arrêter net toute tentative violente, soit du dedans, soit du dehors.

Un commando de 400 Burghers, commandés par le général Joubert, le vainqueur de Majuba-Hill, s'élança au-devant des envahisseurs et, le matin du 1er janvier 1896, les rencontra près de Krugersdorp, à 24 kilomètres de Johannesburg.

La position des Boers étant très forte, Jameson essaya, après deux ou trois assauts infructueux, de la tourner, en gagnant Roodeport, *via* Randfontein, mais il fut arrêté à Doornkop. C'est là que, dans l'après-midi du 2 janvier, eut lieu la seconde bataille et la plus meurtrière. Les Anglais étant affamés et les chevaux en mauvais état, ils se rendirent dans la soirée, au commandant Cronjé, ayant perdu 80 des leurs, et comptant 30 blessés, au nombre desquels le capitaine Grey et le capitaine Coventry (1).

Les pertes de Boers se chiffraient par 5 morts et une dizaine de blessés.

Les Uitlanders de Johannesburg, qui devaient se soulever à l'approche des envahisseurs, ne tentèrent aucun effort sérieux. Un nommé Bettington effectua une sortie avec une trentaine d'hommes dans la direction de Krugersdorp, mais lui et ses compagnons furent immédiatement saisis, désarmés et emprisonnés.

Jameson, White et Willoughby furent transférés à la prison de Prétoria. Les autres prisonniers furent internés à Johannesburg.

Tout le monde civilisé s'émut de cette expédition de flibustiers, véritable acte de piraterie sur terre, brigandage international au premier chef.

Ce « mauvais coup » britannique ne fut désavoué à Londres, que parce qu'il avait été raté, et parce qu'il souleva une réprobation universelle.

L'empereur Guillaume, petit-fils de la reine d'Angleterre, dès que la

(1) Voici les paroles que Cronjé adressa à ses soldats, encore tout échauffés de leur victoire « Dieu vous a donné de vaincre et j'ose ajouter que votre conduite n'a pas été indigne de cette grâce. Mais n'allez pas croire que nous ayons vaincu la race britannique, parce que nous avons capturé ces envahisseurs. Il faut que tout le monde s'efforce de cultiver les bonnes relations avec nos voisins et d'assurer la pacifique coopération de toutes les nationalites, pour le bien-être de la République. «

nouvelle de la victoire de Krugersdorp lui fut connue, adressa au président Krüger le télégramme suivant :

« Je vous félicite sincèrement, parce que, avec votre peuple, sans recourir à l'aide des puissances amies et en n'employant que vos propres forces contre les bandes armées qui avaient fait irruption sur votre territoire en perturbateurs de la paix, vous avez réussi à rétablir la situation pacifique et à protéger votre pays contre les attaques provenant du dehors.

« GUILLAUME. »

Ce télégramme était d'autant plus important qu'il avait été expédié après un véritable conseil de gouvernement auquel avaient pris part les plus hauts personnages de l'Empire.

Les mots « sans recourir à l'aide des puissances amies » étaient fort significatifs et laissaient entendre que l'Allemagne ne saurait tolérer la mainmise de l'Angleterre sur le Transvaal.

Après la victoire, les Boers se montrèrent pleins de bonté, de sollicitude même, pour les envahisseurs, partageant leurs vivres avec leurs prisonniers et soignant les blessés.

Tous les prisonniers furent remis à sir Hercules Robinson, gouverneur du Cap, le président Krüger s'en remettant à l'Angleterre du soin de les châtier, et réclamant seulement de la Chartered une indemnité de 125 000 livres pour chaque Boer qui avait été tué.

On sait que les coupables furent acquittés après une détention passagère et que l'indemnité n'a jamais été payée.

Cecil Rhodes fut bien obligé de donner sa démission de premier ministre du Cap et de directeur de la Chartered, mais il fut maintenu comme membre du conseil privé.

L'enquête parlementaire sur le *raid* de Jameson fut arrêtée dans sa force, au moment même où les pièces décisives devaient être produites.

Grande avait été la curiosité soulevée par cette enquête. Le comité parlementaire du Cap avait bien fait au préalable la lumière sur les antécédents du raid, mais le principal accusé, Cecil Rhodes, qui, à ce moment précis, était allé, comme par hasard, en Rhodésia, n'avait pu être interrogé. En conséquence, il avait été impossible d'élucider la question qui était certainement la plus importante de toutes, savoir : le rôle qu'avaient joué dans cette ténébreuse affaire le Colonial Office et surtout M. Chamberlain.

On espérait qu'à Londres, le voile qui couvrait cette incompréhensible flibusterie serait enfin levé.

Le comité d'enquête commença à tenir ses séances le 5 février 1897, et elles furent closes le 13 juillet.

Son rapport blâmait Cécil Rhodes « d'avoir profité de sa position pour organiser et stimuler une insurrection armée contre la République Sud-Africaine, et d'avoir employé les forces et les ressources de la Chartered pour soutenir cette révolution... ». Quant aux autorités impériales, à l'exception d'un personnage secondaire, sir Graham John Bower, secrétaire impérial au Cap, elles furent toutes absoutes par le comité. Pour le haut commissaire de l'Afrique du Sud, sir Hercules Robinson, *ami de Cecil Rhodes*, le rapport déclara qu'on n'avait pu « relever le plus léger témoignage permettant de soupçonner qu'il avait eu connaissance des plans de Rhodes ». En ce qui concerne M. Chamberlain, que l'opinion publique désignait comme le complice du directeur de la Chartered, le rapport concluait : « Ni le secrétaire d'État pour les colonies, ni aucun des fonctionnaires du Colonial Office ne reçurent quelque information qui aurait pu leur donner l'éveil du complot pendant sa préparation. »

La procédure du comité avait, d'ailleurs, fait prévoir, bien avant la fin de ses séances, qu'il était loin de chercher honnêtement la vérité sur le raid de Jameson. Les questions qui auraient pu apporter quelque lumière sur la part prise par le Colonial Office, et particulièrement par M. Chamberlain dans cette entreprise de piraterie, ne furent pas posées. Un seul membre, M. Labouchère, cet enfant terrible du Parlement, eut l'audace de se montrer indiscret : il scandalisa ses collègues. Sir William Harcourt, le chef de l'opposition, questionna, certes, énormément, mais il se garda bien de pousser les témoins sur les points délicats. Il s'inspirait de la raison d'État. Le comité, d'ailleurs, ne put obtenir — y tenait-il beaucoup ? — l'ensemble des télégrammes envoyés par Harris, et quelques autres personnes, à Cecil Rhodes, pendant la seconde partie de l'année 1895 ; et lorsque, au dernier moment, on eut besoin de ce même Harris, l'Éminence grise de Rhodes, pour éclaircir un point important, on apprit qu'il avait quitté l'Angleterre. Le comité se hâta de conclure, avant que ce témoin, qui eût pu être gênant, sans doute, eût eu le temps de revenir.

Enfin, M. Chamberlain, qui aurait dû être un accusé, comme Rhodes, figurait, en sa qualité de secrétaire colonial, parmi les membres du Parlement qui dirigeaient l'enquête. Il daigna, à la vérité, fournir au comité quelques explications sur certaine conversation qui avait eu lieu au Colonial Office, en août 1895, entre lui et Harris ; les deux interlocuteurs en avaient conservé un souvenir différent, mais on se garda bien de les confronter. Le président remercia de ses brèves explications M. Chamberlain, qui, satisfait du devoir accompli, retourna s'asseoir auprès de ses collègues.

Rhodes fut interrogé six séances durant. Il prit sur lui la responsabilité du complot et fit le moins possible allusion au secrétaire colonial. Celui-ci,

quelques jours après avoir signé le rapport du comité qui flétrissait Rhodes, coupable de mensonge et de mauvaise foi vis-à-vis du gouvernement impérial, déclarait à une séance de la Chambre des communes que « l'enquête ne pouvait rien contre l'honneur de M. Cecil Rhodes ».

Est-il vrai que cette déclaration fut exigée par Rhodes, qui menaça M. Chamberlain de prouver qu'en fait d'honneur, il valait bien le secrétaire colonial ? On ne saura jamais sans doute la pleine vérité sur la comédie qui se joua, sous des airs odieux de gravité et de respectabilité, au parlement britannique. Mais on n'a pas réussi à tromper l'opinion publique, et les révélations récentes de l'*Indépendance belge* sont venues confirmer ce qu'on savait déjà de la complicité de M. Chamberlain dans la criminelle tentative dirigée contre le Transvaal.

Tout cela ne laissa aucun doute au président Krüger sur la véritable origine du coup de force tenté contre son pays. Il avait trop de fine expérience pour ne pas comprendre que le projet qui avait été ainsi tramé ne serait pas abandonné, et que la perte du Transvaal avait été définitivement résolue à Londres.

En homme d'État prévoyant, il commença sans retard à se préparer silencieusement et secrètement à la guerre que l'impérialisme intransigeant de M. Chamberlain ne pouvait manquer de rendre inévitable.

Le 17 mars 1897, il conclut avec l'État libre d'Orange un traité par lequel les deux États s'engageaient à se secourir mutuellement en cas d'attaque contre leur indépendance.

Puis, avec les plus-values que fournissaient à son budget les impôts prélevés sur l'or du Rand, il accumula peu à peu dans les arsenaux des approvisionnements considérables d'armes et de munitions de toute espèce, et notamment une puissante artillerie.

L'essentiel était d'effectuer ces armements sans éveiller l'attention de l'Angleterre, qui se serait empressée de mettre le holà avant que tout fût prêt. Aussi furent-ils dissimulés avec le plus grand soin.

Des vaisseaux allemands, français et anglais, prenaient en charge à Hambourg, au Havre, à Anvers, d'énormes colis soigneusement emballés et que des étiquettes désignaient sous le nom de : « Machines agricoles ».

Ces navires amenaient à Lourenço-Marquez, à Durban, à Port-Élisabeth et même à Capetown, les prétendus appareils aratoires, qui voyageaient ensuite par les voies ferrées portugaises et anglaises jusqu'à Prétoria.

Ces envois réguliers n'attirèrent l'attention des actionnaires britanniques des différentes compagnies de transport que pour leur faire admirer la puissance grandissante de l'industrie transvaalienne et pour leur faire désirer de mettre au plus tôt la main sur une contrée promise à un bel avenir commercial.

Krüger, lui, riait dans sa barbe et ne dépaquetait ses canons que lorsqu'il les avait mis en lieu sûr.

Il les envoyait sans retard dans la région septentrionale du pays, vers le Zoutpansberg, et, sans bruit, les Burghers étaient convoqués aussitôt pour une période d'exercices, loin de toute ville, de toute ferme, afin que leurs évolutions et leurs écoles à feu ne fussent ni vues ni entendues.

Au bout de quelque temps, le Transvaal, grâce à ces prudentes précautions, avait une artillerie et des artilleurs, cependant que les agents britanniques, multipliant leurs tournées dans le modeste arsenal et dans les forts de la capitale, écrivaient à M. Chamberlain :

« Les Boers en sont encore à compter sur leurs canons de 1881 ; ils n'en ont pas d'autres. »

L'artillerie a été importée intégralement sous la rubrique : « Pièces de machines », et tous les canons étaient tellement bien emballés, que de vraies poutres servaient en même temps à les cacher et à les garantir

On peut se figurer ce que représentait une pièce de 155 millimètres comme poids et comme volume.

La besogne la plus ardue était celle du transport des pièces ainsi emballées, du chemin de fer au champ de tir.

Les Anglais étaient parfaitement au courant des armements des Boers en ce qui concerne Johannesburg, et ce qu'ils en ont appris n'a eu d'autre but que de leur masquer les armements réels.

Les Républiques du Transvaal et d'Orange s'approvisionnèrent ainsi en matériel de guerre (canons et fusils) un peu de tous les côtés.

D'après un document trouvé à Prétoria et publié par le *Times*, les Boers ont commencé à faire leurs premières commandes de canons en 1894, l'une à Essen pour 2500000 francs et l'autre en Autriche pour une somme égale. Les canons Krupp leur sont parvenus en 1895, dont deux du modèle le plus récent. Ces deux canons ont 48 pieds de long, pèsent 120 tonnes et peuvent lancer des bombes de 2300 livres. Chaque coup nécessite une charge de poudre de 904 livres. Tous les deux sont amplement pourvus de schrapnels contenant 3000 balles d'un poids de 3 onces et demie chacune, ainsi que de bombes en acier et en fer. Leur calibre est de 13 pouces 38.

En 1895, M. Krüger fit à M. Krupp une seconde commande de canons de campagne à longue portée et de canons de brousse, convenant spécialement au sol montagneux du Transvaal. Une nouvelle somme de 2500000 francs fut dépensée. En 1896, les Boers firent fabriquer six grands canons au Creusot.

Le Creusot leur en a fourni 16 autres depuis. Les canons du Creusot sont pourvus de ressort et de freins qui les ramènent dans leur position première, deux secondes après que le coup a été déchargé

La vitesse initiale est de 1 800 pieds et la portée d'un peu moins de 5 milles anglais. La charge de poudre pèse 2 livres et le canon en pèse 3 400. Ces canons peuvent tirer 8 coups à la minute sans s'échauffer et chacun est approvisionné de 144 charges. Pendant les années 1897 et 1898, les Boers ont continué à renforcer leur artillerie et à fortifier un grand nombre de collines sur la frontière. Pendant cette période, ils ont acheté à la maison Schneider Canet 48 canons à tir rapide pouvant lancer par minute 200 schrapnels, chacun contenant 234 balles.

Tous ces canons tournent sur un axe et peuvent être dirigés dans toutes les directions sans qu'on soit obligé de les changer de position, et on peut leur donner toutes les inclinaisons qu'on veut.

La portée effective des maxims et des autres canons à tir rapide est de 4 000 mètres. Les Boers se sont également procuré auprès des manufactures d'armes ci-dessus un certain nombre de canons a tir rapide et à longue portée dont il n'existe encore aucun modèle dans aucune armée.

En outre les Boers ont également acquis quatre batteries de Vickers-Maxims à tir rapide d'une portée de 5000 mètres. Ils ont en outre quatre canons qui portent à 12 kilomètres. En tout, les Boers avaient de 220 à 230 gros canons et canons de campagne des plus récents modèles, munis de tous les perfectionnements modernes et supérieurs sous presque tous les rapports à ceux que possèdent les Anglais, avec un approvisionnement de cinq cents projectiles environ par pièce.

Il faut y ajouter quelques mitrailleuses Maxim, des mêmes modèles que celles adoptées par les armées anglaise, allemande, suisse, etc. Ce sont de terribles engins qui, lorsqu'ils sont habilement maniés, peuvent tirer plus de 700 cartouches à la minute.

Quant aux fusils, les deux républiques avaient près de 50 000 mausers (1), avec près de 1 000 cartouches par fusil.

Il était important de ne pas faire figurer au budget, sous leur véritable affectation, les dépenses considérables que nécessitaient ces armements.

Ce n'est que depuis que ces armements sont connus que l'on a remarqué les différences extraordinaires qui existent entre les sommes qu'il a fallu certainement dépenser pour les constituer et celles qui figurent sous cette mention dans les comptes publics.

(1) C'est le fusil Mauser modèle 93-95, du calibre de 7 millimètres et pesant 3 kilog. 900. La fermeture est à verrou, la hausse est graduée jusqu'à 2 000 mètres et la hausse fixe est de 300 mètres. Ce fusil est à chargeur (5 cartouches). La cartouche pèse environ 50 grammes. La vitesse initiale est de 730 mètres et la portée maxima de 4 000 mètres. A 12 mètres de distance, la balle de ce fusil pénètre dans le hêtre à 76 centimètres et dans le sapin à 1 m. 40. Sa précision est extrême : à 800 mètres, 50 p. 100 des coups sont groupés dans un rectangle de 17 centimètres de hauteur sur 27 de largeur.

« Depuis des années, dit le journal anglais *le Globe*, les Boers ont dû cuisiner leurs comptes publics pour nous jeter de la poudre aux yeux et il est parfaitement possible qu'ils aient à la disposition un trésor de guerre qui leur permet de continuer la lutte. En effet, depuis quelques années les budgets transvaaliens n'ont accusé que de faibles excédents. Or, depuis 1889 plus de 750 millions de francs ont passé entre les mains du président Krüger. Il s'agirait donc de savoir ce qu'est devenu cet argent. »

De là, les outrages sans nombre qu'Uitlanders et Anglais ont dirigés contre la probité financière du président Krüger et du gouvernement transvaalien.

Ceux-ci ont supporté en silence ces humiliantes calomnies, faisant le sacrifice de leur honneur, en vue de l'accomplissement d'un devoir patriotique.

Ces précautions n'étaient pas vaines.

Après avoir été un des chefs de l'*Afrikander Bond*, et s'être servi de ce parti jusqu'au jour où sa conduite à l'égard du Transvaal fut désavouée, Cecil Rhodes, au commencement de 1896, fonda la *South African League* (Ligue Sud-Africaine), pour faire échec au Bond et s'en servir comme d'un nouvel instrument pour ses ambitions.

Il est facile de comprendre que cette nouvelle ligue eut tout de suite pour adhérent le groupe cosmopolite de Johannesburg qui avait aidé Jameson dans son coup de main et en avait espéré la réussite.

Il ne fut pas non plus difficile de provoquer de la part de ces Uitlanders, dont on grossissait le nombre pour la circonstance, une pétition dont M. Chamberlain annonça la réception, le 2 mai 1899, à la Chambre des Communes, dans les termes suivants :

« Le haut commissaire du gouvernement britannique au Cap a reçu et transmis au gouvernement de Sa Majesté une pétition de vingt et un mille sujets anglais au Transvaal, qui se plaignent des exactions, des traitements injustes dont ils sont victimes, et particulièrement de leur exclusion du droit de franchise. J'ignore s'il y a des précédents à une semblable pétition, mais j'ignore aussi s'il y a des précédents à un semblable état de choses, qui nous a conduits là où nous sommes aujourd'hui. J'ajoute qu'en conséquence il ne saurait, selon moi, y avoir le moindre doute sur la légitimité d'une pareille pétition, étant donné la situation dans laquelle ce pays-ci se trouve vis-à-vis de la République Sud-Africaine. »

C'était le point d'aboutissement de la querelle odieuse poursuivie depuis cinq ans par l'Angleterre contre le Transvaal.

M. Chamberlain s'était dérobé devant toutes les occasions de conciliation. Alors même que le gouverneur du Cap, sir Alfred Milner, au nom du ministre des colonies, faisait ses propositions à M. Krüger et que celui-ci exposait les

siennes, M. Chamberlain commençait contre le Transvaal les préparatifs de guerre, sachant d'avance que les négociations n'aboutiraient pas.

Il menait, en même temps, dans la presse de Londres, une campagne ardente contre les Boers, essayant de préparer l'opinion à une éventualité sur laquelle il refusait, d'ailleurs, de s'expliquer quand on l'interrogeait au Parlement.


Sir Alfred Milner.

Le 2 septembre 1899, M. Hector Depasse résumait parfaitement la situation dans la *Revue Bleue* en ces termes :

« Le président Krüger et les autorités légales du Transvaal, depuis que ce débat est engagé avec la Grande-Bretagne, ont cédé pas à pas, avec autant de dignité qu'on peut en mettre, quand on est petit devant un ennemi doué d'une force colossale ; avec autant de dignité que le Petit Poucet devant l'Ogre, ou la chèvre et la génisse devant le tigre et le léopard : « Comment pourrais-je « troubler ta boisson, puis que je vais me désaltérant à cent pas au-dessous de « toi dans le courant ? — Tu la troubles », répondit cet animal plein de rage. Le Boer descend encore le long de la rivière à cent pas plus loin, puis à cent pas encore, mais toujours M. Chamberlain s'avance dans la même mesure et crie de sa voix de stentor, qu'on entend jusqu'aux extrémités de la terre, que le méchant Transvaal trouble l'existence de l'Angleterre, et qu'on doit comprendre enfin qu'il n'y a pas de place pour les deux sous le soleil !

« Il n'est rien de plus touchant que l'appel du peuple hollandais au peuple anglais, revêtu de plus de cent mille signatures d'hommes et de femmes des Pays-Bas. « Nous, Néerlandais, vos alliés par une commune origine, par les « traditions et par l'analogie du développement historique, pas la similitude « des mœurs et des institutions, nous sommes fiers de ce parentage, et « c'est lui qui nous donne la hardiesse de vous dire : Ne commettez pas « une effroyable injustice à l'égard du peuple de la République Sud-Africaine, « rejeton de notre commune lignée germanique, un peuple faible en nombre, « mais fort par les vertus... Désistez-vous des efforts que tentent quelques-« uns de vos financiers et de vos hommes d'État pour soumettre ce peuple et « entraver le développement régulier de ses dispositions naturelles... » Et les Hollandais terminaient cet éloquent appel en disant : « Nous vous deman-« dons cela, non seulement parce qu'une politique contraire mènerait à la « violence, à l'effusion du sang et au fratricide, mais aussi parce que le droit « serait profané et le renom britannique flétri... »

« Cette guerre fratricide paraît s'avancer avec rapidité jusqu'à ce point fatal où, en une minute, la rupture se fait et les abîmes s'ouvrent; l'inquiétude est grande dans le Sud africain, elle commence à gagner l'Europe, car dans l'état présent du monde, on ne sait si une guerre quelconque pourra être maintenue sur le terrain de ses origines et n'arrivera pas jusqu'à nos portes. Les arsenaux de l'Angleterre flamboient jour et nuit et, non seulement on embarque dans les ports de la Grande-Bretagne, mais le gouvernement de l'Inde, mais l'Australie, envoient déjà ou promettent des troupes et de l'artillerie afin que, de tous les points de l'immense empire britannique, convergent sur le petit Transvaal les forces de destruction. »

Le gouvernement néerlandais a communiqué, depuis cette époque, aux États généraux, le texte de trois dépêches confidentielles qu'il avait adressées au président Krüger avant la déclaration de guerre :

Le 13 mai 1899, il signala au Président le danger d'une guerre et l'engagea à se montrer conciliant et modéré. Le Président Krüger répondit qu'il ne désirait pas la guerre et ajouta qu'il pouvait bien accorder le droit de suffrage, mais qu'il ne pouvait pas tolérer que les Anglais restassent sujets de la reine d'Angleterre, tout en recevant le droit de suffrage dans la République.

Le 4 août, le gouvernement hollandais conseille au président de ne pas refuser la proposition anglaise de réunir une commission internationale.

Le président Krüger répondit que cette commission n'aurait pas un caractère international, mais qu'elle serait une commission anglo-transvaalienne.

Enfin, le 15 août, le ministre fait savoir au Transvaal que le gouvernement allemand était convaincu comme lui que toute demande faite auprès d'une grande puissance à ce moment critique n'aurait aucun résultat et serait très dangereuse pour la République.

La réponse du président Krüger fut que la proposition anglaise aurait pour résultat une immixtion très directe des Anglais dans les affaires intérieures de la République. Il déclarait qu'il n'avait pas l'intention de faire appel à la médiation d'une grande puissance.

Ces dépêches, d'ailleurs, ne nous apprennent rien, sauf le double jeu de l'Allemagne.

En réalité, M. Chamberlain essayait de *bluffer*, comme si le *bluff* pouvait avoir quelque action sur une nature comme celle du président Krüger, et comme si un homme semblable pouvait être accessible à la crainte.

Certes, dit le Dr A. Kuyper, la menace de la guerre eût sans doute suffi au ministre des colonies, si elle avait été efficace; et, si Krüger se fût laissé intimider jusqu'à accepter toutes ses exigences, la paix lui aurait paru préférable. Seulement, le but qu'il poursuivait était clair comme le jour. Par sa menace d'une occupation militaire, il a voulu contraindre le Transvaal

à se faire dicter par les bureaux de Downing-Street les conditions de naturalisation et de droit électoral, afin de donner aux Uitlanders une chance de supplanter les Boers, et d'angliciser de cette façon la République sans coup férir.

Mais son adversaire n'est pas tombé dans ce piège. Il a prolongé les négociations entamées, pour bien sonder les projets de M. Chamberlain, et pour faire preuve devant toute l'Europe de ses intentions conciliatrices. Mais du moment où il a eu en main les preuves indéniables que M. Chamberlain le leurrait et cherchait à gagner du temps pour être à même de le surprendre avec une force supérieure, il a lancé contre lui l'accusation « de guetter la vigne de Naboth » ; et l'ultimatum a été adressé à Londres. Attendre patiemment jusqu'à ce que l'agresseur eût fini d'aiguiser sa lame aurait équivalu au suicide.

A la dernière réunion du Volksraad, le 3 octobre 1899, le Président de l'Assemblée prononça les paroles suivantes :

« Ce n'est pas la franchise électorale qui est la cause de nos maux, c'est la richesse du sol du Transvaal. Tout ceci est une répétition de l'histoire de la vigne de Naboth. La République combattra pour conquérir définitivement l'indépendance que le Seigneur nous accordera certainement, et nous nous réunirons bientôt dans cette même salle.

« — La cause de la République est juste, dit à son tour Krüger, et Dieu la défendra. »

Et la séance se termina par une imposante prière en commun.

Aujourd'hui, lorsqu'on demande à des Anglais quelle fut la cause de la guerre, il est rare que deux personnes fassent la même réponse.

Pour les uns, la cause de la guerre, c'est la nécessité de redresser les griefs des Uitlanders ; pour les autres, celle de venger Majuba-Hill ; pour d'autres encore, l'Angleterre a fait la guerre parce qu'il existait en Afrique un vaste complot pour chasser les Anglais du Cap et du Natal.

Il est certain que les griefs des Uitlanders ont été l'objet des négociations auxquelles a mis fin l'ultimatum du 11 octobre 1899, et dernièrement encore, le ministre de l'intérieur, dans son discours de Blagson Park, et lord Georges Hamilton, dans celui qu'il a prononcé à Weston-Park, nous ont parlé de l'égalité de droits dont jouiront tous les blancs dans le Transvaal et l'État d'Orange devenus possessions anglaises. M. Chamberlain, ses collègues et tous les orateurs et journalistes qui défendent la nouvelle diplomatie et la guerre qui en a résulté, n'ont cessé de nous dire que le but de la magnanime Angleterre est tout simplement d'étendre à tous les blancs les mêmes droits, les mêmes privilèges de cette égalité de traitement que leur refusait M. Krüger.

Donc, si la guerre n'a pas été entreprise exclusivement dans l'intérêt des

Uitlanders, cet intérêt est, avec la revanche de Majuba et le complot anti-britannique, une des causes du conflit.

Nous verrons plus loin, en effet, que la conquête britannique a assuré à tous les Uitlanders l'égalité des mauvais traitements.

C'est le 9 octobre 1899 que le gouvernement du président Krüger envoyait à sir Alfred Milner, gouverneur du Cap, l'ultimatum enjoignant à l'Angleterre de retirer, dans les quarante-huit heures, les troupes qu'elle avait concentrées sur les frontières de la République Sud-Africaine.

Le 10, l'agent à Prétoria recevait l'ordre de demander ses passe-ports.

Le 11 octobre, à 5 heures du soir, expirait l'ultimatum, et l'état de guerre était proclamé entre le Royaume-Uni et le Transvaal.

VIII

Première période de la guerre; sir Redvers Buller.

L'enrôlement de tous les Boers valides. — Le généralissime Joubert. — Premières opérations de la guerre. — Bataille de Dundee. — L'épisode de Nicholson's Neck. — Investissement de Ladysmith. — Arrivée de sir Redvers Buller.

Voici quelle était la situation respective des deux partis au début de la guerre.

A l'heure même où M. Balfour saisissait la Chambre des Communes d'une demande de crédits de 250 millions de francs, il n'y avait en Afrique australe, disséminés en Natalie et au Cap, que 11 000 soldats de la reine, et même dans la dernière semaine d'octobre, en dépit des diligences faites par le War-Office pour puiser dans les garnisons de l'Inde, ce contingent n'atteignait pas 20 000 hommes.

Pendant ce temps, en vertu du traité signé en 1897, les Boers de la République d'Orange se joignaient à ceux de la République Sud-Africaine, et l'effectif des fédéraux, s'élevant de 50 000 à 60 000 hommes l'emportait beaucoup sur celui de l'ennemi.

Tous les *Burghers* s'étaient levés comme un seul homme dès la proclamation du *commando*, vieillards, adultes et jeunes gens, presque des enfants.

Les femmes boers poussaient elles-mêmes leurs fils dans le rang dès qu'ils pouvaient porter une arme.

A la gare de Prétoria, un commando de volontaires partait, acclamé par la foule. Une femme aperçoit, au milieu des soldats qui montaient en wagon, son fils âgé de dix-sept ans, qui la quittait sans l'avoir avertie :

— J'aurais dû partir tôt ou tard; mieux vaut partir plus tôt! dit-il à sa mère comme pour s'excuser.

La mère lui dit simplement :

— Va, tu fais bien!

D'ailleurs, pendant toute la durée de cette guerre, les femmes boers ont

fait preuve d'un patriotisme et d'une énergie de caractère vraiment admirables.

Dans les ambulances, elles soignaient avec un égal dévouement toutes les victimes de la guerre : tous ces malheureux, eussent-ils été cent fois Anglais, étaient également leurs frères. Mais en dehors de ces soins charitables, où tout se pardonne et s'oublie, elles tenaient à honneur de participer comme elles pouvaient à la défense de la République. Tandis que leurs frères et époux chassaient les Anglais, elles s'acharnaient, elles, à chasser l'*anglais* : elles ne voulaient plus se servir de l'idiome de leurs oppresseurs.

« Tous mes enfants ont jusqu'ici appris l'anglais, écrit en novembre 1899 une dame de Prétoria ; mais je me promets bien que ma fille cadette n'en saura jamais un traitre mot. Ce n'est pas quand les Anglais nous donnent la chasse que nous nous servirons de leur langage. Ou bien ils l'emporteront et alors ils proscriront notre langue, ou bien en les chassant nous chasserons jusqu'au dernier tous les mots anglais et de nos lèvres et des lèvres de nos enfants. »

Le salon de « Mevrouw » Krüger, dans la longue maison basse, véritable ferme, qui est l'Élysée de Prétoria, était chaque jour témoin de conversations analogues, tandis que dans le salon faisant vis-à-vis, de l'autre côté de la véranda, « Heer » Krüger fumait silencieusement sa pipe en regardant du coin de l'œil le reporter ou le diplomate qui lui faisait visite.

Beaucoup de femmes boers accompagnaient la plupart des commandos en marche. Si elles ne demeuraient pas en permanence dans les camps, partageant la tente de leurs fils ou de leurs époux, elles y faisaient de fréquentes apparitions.

C'est grâce à cette levée en masse que les Boers ont eu, tout d'abord, la supériorité du nombre. Certains écrivains leur ont reproché de n'avoir pas suffisamment profité de cet avantage marqué. Ces écrivains, à notre avis, en parlent trop à leur aise, et ne se rendent pas suffisamment compte des difficultés de tous genres, et notamment de celles du ravitaillement, qui accompagnent la marche rapide en avant de grandes masses d'hommes.

Nous trouvons, au contraire, que les Boers ont très habilement profité de toutes les circonstances qui se sont offertes d'affirmer leur supériorité.

Ils avaient d'ailleurs à leur tête un homme qui avait déjà fait maintes fois ses preuves sur les champs de bataille et dont le nom est venu souvent sous notre plume dans les pages précédentes, le général Joubert.

Pierre-Jacques Joubert était né à Tango, dans la colonie du Cap, en 1831. Ses ancêtres étaient d'origine française et habitaient l'ancienne province du Maine. Lors de la révocation de l'édit de Nantes, ils émigrèrent en Hollande et allèrent plus tard se fixer au Cap.

Dès sa première enfance, Joubert entendit sa mère et les siens parler des Anglais avec un accent de haine. A l'âge de cinq ans, en 1836, il vit sa famille et toute la population hollandaise de Tango, marcher à la suite de Piet Retief pour passer la frontière, pour se soustraire à une domination qui, sans protéger les fermiers, les désarmait systématiquement contre les attaques incessantes des indigènes. Sa mère prit l'enfant par la main pour fuir, elle aussi, dans l'inconnu, vers le *Veldt* immense qui s'étend de l'Orange au Vaal et qui, à cette époque, fourmillait de fauves ou d'indigènes plus féroces encore. Dans les grands wagons recouverts de toile et traînés par douze ou seize paires de bœufs, où les *Vortrekkers* (émigrants) entassaient vieillards, femmes et enfants, — leurs vaillantes compagnes d'aventures, feuilletant la grande Bible de famille, répétaient aux enfants, entre deux citations des prophètes :

« Vous êtes libres. Tâchez de garder et de défendre votre liberté. »

C'est là toute l'éducation que Joubert reçut. Il passa son enfance et sa prime jeunesse avec ses compagnons du grand *trek*, sur les deux bords de l'Orange ou dans le nord de la Natalie, menant l'existence errante et cahotée des nomades, tantôt chassant, tantôt combattant les Matabélés : il avait sept ans lorsqu'une partie des siens fut massacrée par le féroce Dingaan. En vengeant les victimes sur le chef noir, dans une magnifique défense à laquelle prirent part leurs femmes et leurs enfants, les survivants fondèrent en fait la république transvaalienne, qui reçut en ce *Dingaansdag* ou jour de Dingaan (16 décembre 1838), son baptême de feu et de sang.

C'est ainsi que la vie du plus noble champion des libertés transvaaliennes est étroitement unie à la vie même de la petite république : ils naquirent et grandirent ensemble. Dans ces contrées où il devait un jour commander en chef les forces des deux républiques hollandaises du Sud africain, il apprenait à connaître toutes les collines, tous les *kopjes*, tous les défilés, tous les replis d'un terrain si propice à la guerre de partisans où ses hommes devaient exceller un jour.

A défaut d'autre éducation, cette rude école de la vie... et de la mort lui trempa supérieurement le corps et l'âme ; de taille moyenne, large d'épaules et de formes athlétiques, il joignait à cette robustesse d'un chasseur de souche hollandaise toute la vivacité du sang huguenot qui fermentait encore dans ses veines ; son regard pétillant, la surprenante agilité de ses mouvements, qu'il sembla communiquer plus tard à sa solide petite armée, témoignait encore mieux que son nom de son origine française.

Mais, en 1847, sa famille, lasse de cette existence roulante et cahotée où, fuyant les Anglais, on poussait devant soi les troupeaux, avait fini par quitter la Natalie pour se fixer à Gatirand, dans le Transvaal. Le jeune Joubert, devenu maître de ses actions, se tailla en plein pays neuf, comme tant d'autres

Boers, une vaste ferme de 7000 arpents, carré de terre mesure au pas moyen d'un cheval marchant une heure durant dans les quatre directions. Il épousait, en avril 1852, Mlle Johanna Botha. Cette digne compagne d'un *Vortrekker* devait suivre son mari, quatre mois plus tard, dans sa première campagne contre les Cafres, comme aussi dans toutes ses guerres contre les Anglais.

A la tête de quelques centaines de nègres qu'il avait affranchis de son propre mouvement, mais qui préféraient demeurer et le servir dans sa ferme de Wakerstroom, Joubert aurait pu, comme tant d'autres fermiers boers, mener une vie matérielle à la fois large et assurée. Mais il se sentait appelé à des destinées plus hautes : la famille Joubert était l'une des plus considérées du pays, soit par son ancienne origine, soit par une supériorité intellectuelle qu'elle devait à cette origine même. Son beau front, son œil clair, sa physionomie ouverte et franche prouvaient d'ailleurs que le jeune Joubert saurait vite combler les lacunes d'une éducation forcément négligée, qui ne lui avait pas permis d'aller trois jours à l'école.

En effet, tout en dirigeant les travaux de sa ferme, il se mit à apprendre à lire dans des livres d'histoire qui, bien qu'il n'eût suivi le cours d'aucune école militaire, lui donnèrent vite des connaissances stratégiques remarquables. Il étudia et médita toutes les campagnes des grands généraux de l'antiquité et des temps modernes, depuis Annibal et César jusqu'à de Moltke. Notamment, pas un seul des ouvrages qui ont été publiés sur les campagnes de Napoléon ne lui demeura étranger.

Mais il ne borna pas là ses travaux intellectuels. Il s'adonna également à l'étude du droit, ce qui lui permit d'ouvrir, à Prétoria, un office d'*attorney* ou d'avoué et de se faire nommer, en 1860, membre du Volksraad.

Il y fit apprécier le libéralisme de ses opinions, l'impeccable droiture de son caractère, et il en devint président en 1877, ce qui l'appelait à jouer un grand rôle dans la vie politique de son pays.

Ainsi, au moment où, son apprentissage de la vie terminé, Joubert arrivait à cette belle maturité morale qui fut celle des fondateurs des États-Unis, des *self made men* comme lui, il se voyait investi d'une des magistratures les plus en vue d'un peuple encore très jeune, qu'une grave crise financière et le voisinage menaçant des indigènes Basoutos allaient faire tomber dans une redoutable défaillance. Après avoir fait le grand *trek* de 1836 pour recouvrer leur indépendance à l'égard des Anglais, les Boers étaient sur le point de voir leur indépendance confisquée par sir T. Shepstone, commissaire spécial de S. M. la Reine auprès du Volksraad.

La grande majorité de cette assemblée redoutait, avec raison, la mainmise de l'Angleterre sur le Transvaal. En effet, le commissaire anglais affirmait que, de tous côtés, les pétitions affluaient demandant l'annexion.

« Je ne crois pas à vos pétitions, lui dit Joubert. C'est vous qui les avez préparées et données à signer à des illettrés. Vous serez responsable devant Dieu du sang qui sera versé. »

Sir T. Shepstone devint tout rouge et lui cria :

« Les Cafres vous dévoreront!

Oui, avec des dents anglaises », répliqua Joubert. Et il lui tourna le dos.

Quelques jours après l'annexion, tous les fonctionnaires du Transvaal durent prêter serment de fidélité à la reine. Joubert, en sa qualité de juge de paix à Wakerstroom, vit arriver chez lui le juge Coetzee, qui était passé au service des Anglais.

« Dois-je vous lire le serment en anglais ou en hollandais? lui demanda ce dernier.

— Quel serment? Et à qui?

— Le serment de fidélité à Sa Majesté la Reine.

— Quelle reine? Nous sommes en République.

— Vous savez bien que le Transvaal est annexé et que Sa Majesté règne ici.

— Je ne connais pas de reine et ne prêterai pas de serment. »

C'était briser sa carrière officielle; mais la voix du protestataire sans autre mandat que celui de sa conscience devint celle de tout un peuple, lorsque, las des empiétements incessants que l'Angleterre faisait sur leurs droits locaux, les Boers se repentirent d'un moment de défaillance.

Pendant l'annexion, Joubert ne cessa pas de travailler, de concert avec Krüger, à l'indépendance et à la prospérité de son pays. Nous l'avons vu faire partie des députations envoyées à Londres pour traiter avec l'Angleterre des intérêts du Transvaal : il fit preuve de brillantes qualités de diplomate dans les entrevues qu'il eut avec Gladstone et avec sir Bartle Frere, commissaire du gouvernement britannique.

Nous avons vu aussi comment, en 1881, Joubert, qui avait reçu le commandement de l'armée transvaalienne, prépara et dirigea en personne toutes les opérations militaires, écrasa à plusieurs reprises les Anglais et leur fit mettre bas les armes à Majuba-Hill.

Aussi, peu s'en fallut qu'il ne fût nommé président de la République Sud-Africaine aux élections qui suivirent.

D'ailleurs, il fut par trois fois candidat à la présidence de la République, concurremment avec Krüger. Chaque fois celui-ci le battit par des citations bibliques qui formaient tout son programme. Chef des *doppers* ou ultra-calvinistes, ce paysan illettré et mal dégrossi, qui allait se jouer des plus habiles diplomates de l'Angleterre, devait nécessairement l'emporter sur son rival, qui n'avait l'énergie et le coup d'œil du chef que sur les champs de bataille, et ne s'appuyait que sur les libéraux des villes.

Quoi qu'on en ait dit, jamais cette compétition politique ne laissa à l'un ou à l'autre amertume ou rancune au cœur.

Associé au gouvernement comme vice-président de la République, et gardant ainsi une assez belle part dans les affaires du pays, Joubert resta toujours inaltérablement l'ami dévoué, le collaborateur et le conseiller loyal, fidèle et zélé de son concurrent plus heureux. Krüger et lui se complétaient admirablement l'un l'autre et communièrent jusqu'au bout dans l'amour de la patrie.

Tous, même ses adversaires et ses ennemis, respectaient et admiraient Joubert. On cite de lui ce trait magnifique. En 1884, les Boers firent campagne contre les Bechuanas. Joubert les mena, comme toujours, à la victoire. Un fort courant se manifesta dans le Transvaal en faveur de l'annexion du Bechuanaland. Joubert s'y opposa. Le gouvernement de Prétoria avait pris l'engagement de ne pas faire une guerre de conquête. « Je donnerai ma démission, déclara Joubert, si le gouvernement ne respecte pas ses engagements. » Et le Bechuanaland fut annexé... par les Anglais. Lord Salisbury peut méditer cet exemple.

Joubert ne fut pas moins admirable lors du raid de Jameson, non seulement par la rapidité avec laquelle il frappa l'aventurier et mit fin à l'aventure, en prenant dans une souricière le lieutenant de MM. Rhodes et Chamberlain, mais encore par sa conduite ultérieure. Emprisonné à Johannesburg, Jameson était en grand danger d'être lynché. Joubert harangua la foule qui poussait des cris de mort. « Si des chiens appartenant à votre voisin venaient pour mordre vos moutons, que feriez-vous? Prendriez-vous votre fusil pour les tuer et vous attirer ainsi des dommages plus forts que la perte de vos moutons? Non. Vous rendriez ses chiens à votre voisin, et vous lui diriez : « Fouettez-les et payez-moi le dommage qu'ils m'ont causé ! » C'est par cet apologue que Joubert sauva la vie de Jameson. M. Chamberlain ne lui en fut pas reconnaissant.

D'ailleurs, le général n'eut pas un moment d'illusion.

Dès lors il s'occupa d'organiser sérieusement l'armée. Le pays fut partagé en dix-sept subdivisions correspondant à nos brigades, et il mit à leur tête des officiers dont il avait pu apprécier la valeur. Chaque subdivision comprend une vingtaine de compagnies, unité primordiale du contingent : les compagnies sont, sur le pied de guerre, de cent hommes environ.

Il créa, en outre, les services de l'intendance, des renseignements et des états-majors, en s'inspirant de l'organisation de ces services telle qu'elle existe en Europe. Ne voulant rien laisser au hasard, il indiqua à tous les chefs le rôle qu'ils auraient à remplir en cas de guerre, les heures de départ, les

points de rassemblement, et réduisit à deux jours la durée nécessaire pour effectuer la mobilisation de l'armée tout entière, y compris ses réserves.

Dès le début de la guerre actuelle, la perfection à laquelle il avait poussé son système de mobilisation, lui permit, grâce à l'envoi de dix-sept télégrammes, lancés dans les dix-sept circonscriptions militaires du Transvaal, de mettre sur pied, en quarante-huit heures, toute la nation.

C'est ce qui explique que, dès le 12 octobre, les Boers, en armes, débordaient déjà hors du Transvaal sur toutes leurs frontières, et faisaient essuyer aux Anglais leurs premiers échecs.



Le général Symons.

Du côté de l'ouest, ils bombardaient et faisaient dérailler un train blindé à Kraiipan, à 60 kilomètres au sud de Mafeking, le détruisaient et capturaient tous ses défenseurs.

A l'est, ils envahissaient le Natal.

C'est là que les Anglais avaient concentré toutes leurs troupes, dont le commandement venait d'être donné à un divisionnaire, le général White. Ne se sentant pas néanmoins assez forts pour tenter une résistance efficace à une trop grande distance de leur base d'opération, ils avaient évacué les villes frontières avant même que le premier commando boer eût débouché par les passes du Drakensberg.

Aussi, le 15 octobre, les Boers occupaient-ils Newcastle sans coup férir.

Le général Symons, qui commandait l'avant-garde anglaise, forte de 4 000 à 5 000 hommes, attendait l'ennemi entre Glencoe et Dundee, où il avait établi un camp fortifié.

Dundee n'est qu'un village situé au centre d'un district où sont exploitées des mines de charbon.

Ce village est environné de collines, dont la principale, Talana-Hill, qui présente une falaise abrupte du côté de Dundee, descend au contraire en pente douce du côté du Transvaal. De bons chemins en rendent l'accès des plus faciles.

Le général Symons, pour défendre le village contre les Boers, s'était contenté d'élever, en travers de ces chemins, des retranchements en terre munis de canons, — retranchements qu'un Hollandais qui a visité

depuis lors les champs de bataille de la Natalie, qualifie d'*enfantins* (*kinderachting*).

Puis, il avait bravement dressé son camp au milieu de la petite plaine de Dundee, sans paraître se soucier le moins du monde de l'éventualité possible qui, rendant l'ennemi maître des hauteurs, le rendrait infailliblement maître de la place.

Le camp se distinguait de loin par ses tentes d'un blanc de neige, et ses installations luxueuses. Il y avait là des conduites d'eau et des écuries. Bref, un camp à la Xerxès!

C'était une merveilleuse cible pour les bons tireurs du Transvaal, qui, le 20 octobre, s'emparèrent facilement de la colline de Talana-Hill, et prirent position à son sommet. Aussi, quand les balles commencèrent à lui siffler aux oreilles, Symons comprit-il qu'il était perdu s'il ne s'emparait de la colline à tout prix.

C'était le général boer Lucas Meyer qui la défendait, à la tête de 600 hommes seulement.

L'artillerie anglaise fit rage. Les Anglais, profitant de chaque arbre, de chaque pli de terrain, s'avancèrent en tirailleurs, par une pluie battante. Au pied de la colline se trouve la ferme d'un certain M. Smith, très belle plantation d'arbres qui furent d'une très grande utilité aux Anglais en leur servant de couvert. Néanmoins, malgré leurs précautions, 250 des leurs tombèrent sous les balles des Boers. Le général Symons, atteint lui-même d'une balle dans l'estomac, fut emporté sans connaissance.

Après douze heures de résistance, les Boers se trouvèrent à court de munitions, et durent battre en retraite.

Un escadron du 18e hussards et un détachement d'infanterie montée, au total 220 hommes, qui s'étaient mis à leur poursuite, furent capturés le jour suivant, par le général boer Erasmus.

D'une lettre particulière écrite par le Hollandais dont nous avons déjà cité plus haut l'appréciation, nous extrayons les détails suivants relatifs à la visite qu'il a faite à Talana-Hill et à Dundee, un mois à peine après la bataille.

« Sur la colline où les Boers ont tenu tant qu'ils ont pu, gisaient un très grand nombre de douilles de cartouches, de gargousses, d'éclats de bombes. Le sol était encore horriblement et profondément labouré par les boulets. Quant aux cadavres, ils avaient été jetés dans la fosse commune.

« La petite ville de Dundee semble reposer dans une paix profonde et que rien n'aurait jamais troublée. Les rues sont désertes, la ville quasi abandonnée. Ici et là, un Boer qui va et vient, l'air dépaysé.

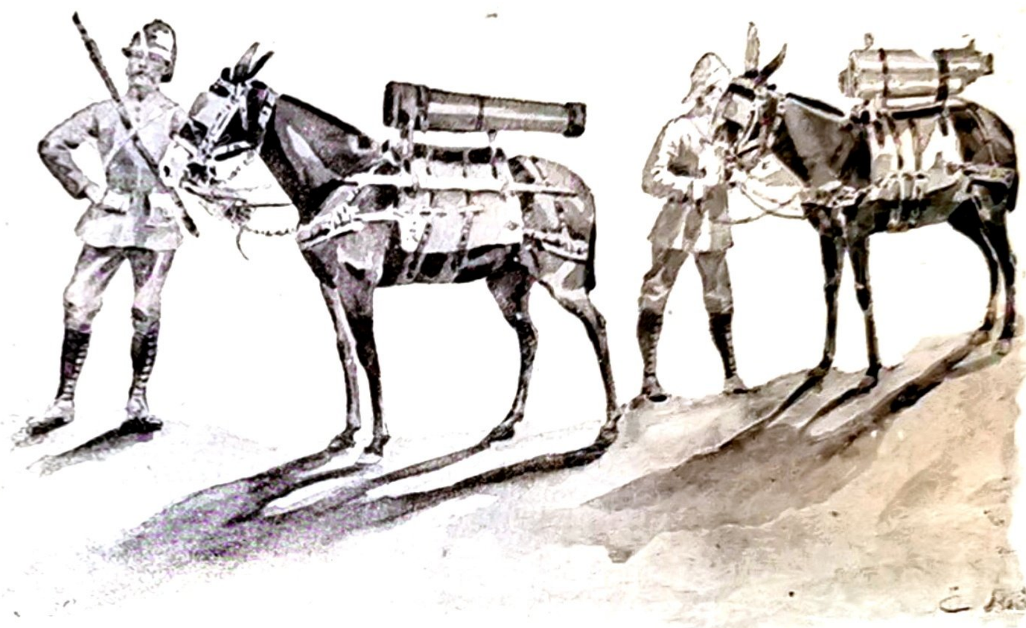
« En novembre, la plupart des maisons étaient encore ouvertes et vides.



Combat d'Elandslaagte. Les hussards attaquant le camp boer.

Dans l'une d'elles, qui avait appartenu à de riches Américains, étaient encore suspendus dans la salle à manger les portraits du propriétaire et de sa femme. Dieu sait ce que ceux-ci étaient devenus !

« Çà et là, dans les diverses pièces, on découvrait des malles encore pleines de linge, des livres, des débris de vases. Sur le lit reposait un casque percé d'une balle et largement taché de sang : un soldat blessé s'était sans



Mules portant l'artillerie de montagne.

doute étendu là, pour y rendre le dernier soupir. D'ailleurs tout dans la maison était l'image même du chaos. »

Pendant que quelques commandos boers attaquaient Dundee, d'autres menaçaient ses communications avec Ladysmith.

C'est pour les maintenir que le général White livra, le 21 octobre, le combat d'Elandslaagte, le seul qui, pendant longtemps, ait constitué une réelle défaite pour les Boers, qui infligèrent néanmoins aux Anglais une perte de 260 hommes.

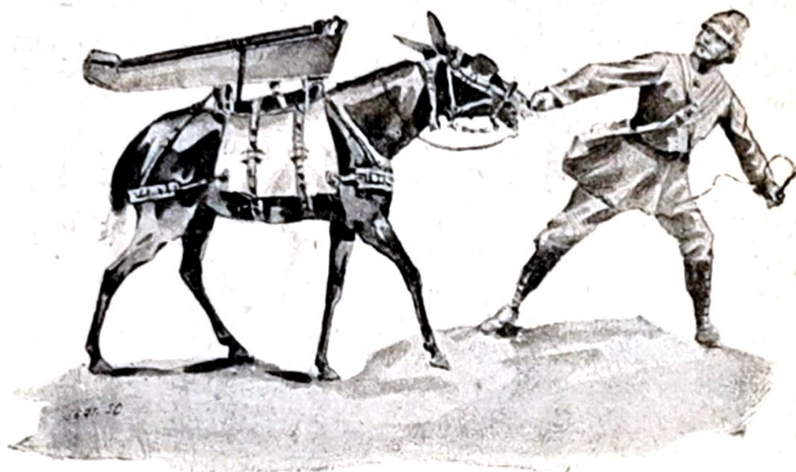
C'est à ce combat que fut grièvement blessé le général Kock, le meilleur et le plus noble des officiers boers, un vieillard, un saint, auquel les Anglais, qui l'avaient fait prisonnier, firent subir les plus mauvais traitements.

Moribond, il se vit refuser un médecin et la tasse de lait que demandait pour lui son neveu, fait prisonnier avec lui. Confondu avec de grossiers mercenaires anglais, plus ou moins blessés, couché dans une tente par une chaleur tropicale, le vieillard ne tarda pas à expirer.

Sa tombe récente, dans le cimetière de Prétoria, est un monument de vengeance dont la vue même excite la population et renouvelle dans les cœurs l'âpre rancune contre l'envahisseur.

Mais la défaite d'Elandslaagte n'était qu'un incident : elle n'arrêta pas la marche en avant des Boers.

Le colonel Yule, qui avait pris le commandement de l'armée d'avant-garde, menacé d'être cerné, évacua en toute hâte sa position, le 23 octobre, abandonnant entre les mains des Boers, son camp, une immense quantité d'approvisionnements, et même ses blessés, parmi lequels le général Symons lui-même, qui succombait peu après à l'hôpital de Dundee.



Mule portant l'affût d'une pièce de montagne.

Le correspondant du *Matin* à Londres, dans une visite à l'hôpital de Woolwich, où 130 hommes rapatriés par le *Sumatra* avaient été transférés, a recueilli les impressions d'un soldat anglais qui, atteint de dysenterie la veille de la bataille de Dundee (20 octobre), avait été également transporté à l'hôpital de cette dernière ville.

« C'est de là, dit-il, que le lendemain, j'ai entendu le grondement du canon ; quand les Boers ont attaqué Dundee, j'étais cloué dans mon lit. Je n'oublierai jamais ce que j'ai vu, ce jour-là.

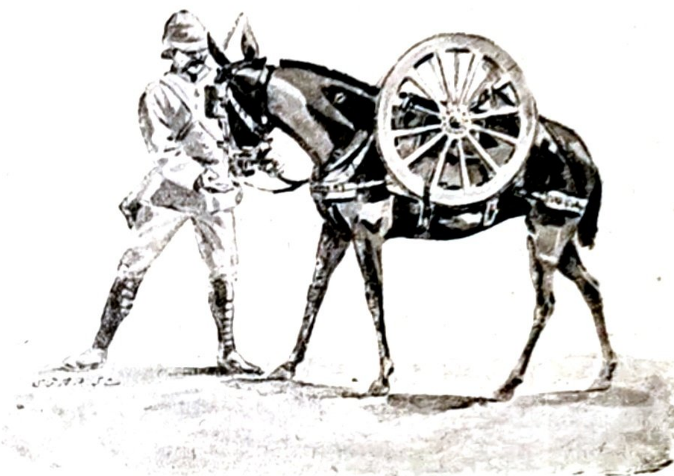
« Le matin, dans la salle de l'hôpital, nous étions deux. L'après-midi, les lits se remplirent et, le soir, le parquet était jonché de blessés et de mourants. Il y avait des lits sur lesquels on déposait jusqu'à trois hommes. C'était horrible ! Trois jours après, le camp et la ville étaient évacués et on nous laissait sous la garde des médecins.

« Le soir, on entendait dans les rues une galopade de chevaux, des roulements de fourgons, de caissons. C'étaient les Boers qui venaient prendre possession de la ville.

« Ah! ce qu'il y en avait! Jamais je ne les aurais crus aussi nombreux. Leurs médecins vinrent s'aboucher avec les nôtres. Ils ne voulurent pas qu'on nous changeât de place, bien qu'eux aussi eussent des blessés; mais ils prièrent nos médecins de les aider, parce que les leurs étaient en nombre insuffisant. »

La retraite du colonel Yule était loin d'être aisée : les commandos boers occupaient toutes les routes. Les Anglais durent faire un long détour par l'est, tandis que le général White, pour occuper l'ennemi, livrait la bataille de Rietfontein où il perdait 120 hommes.

Ce n'est que le 26 octobre que le colonel Yule arrivait à Ladysmith avec sa brigade dont la plupart des hommes, par suite de cette longue marche ininterrompue sous une pluie battante, étaient dans un état pitoyable.


Mule portant les deux roues d'affût d'une pièce de montagne.

Dès lors les événements se précipitent.

Les Boers enserrent Ladysmith dans un cercle infranchissable, et, le 30 octobre, la bataille commence tout autour de la ville.

Les Anglais sont repoussés de toutes parts et perdent 300 hommes.

A Nicholson's Neck, le combat est signalé par une de ces nombreuses et inconcevables surprises, qui semblent être la caractéristique de cette guerre, où s'est effondrée la réputation de la plupart des généraux anglais.

« Par suite d'une panique des mules qui portaient l'artillerie de montagne », télégraphiait White, le bataillon du Royal fusiliers irlandais, le bataillon du régiment de Gloucester, et toute une batterie d'artillerie se font cerner et déposent les armes après avoir subi de grosses pertes.

Le *Volkstem*, de Prétoria, a publié la lettre suivante adressée du camp devant Ladysmith par un jeune infirmier boer, après cette bataille :

« Je reviens de Nicholson's Neck, qui est à plusieurs milles de la ville. Nous y avions été envoyés pour ramasser les morts tombés dans le combat de l'autre jour, où un bataillon anglais a été fait prisonnier.

« J'ai trouvé d'abord un Anglais blessé qui avait réussi à s'appuyer contre un roc. Quand il me vit, il m'appela, mais d'une voix si faible! J'allai vers

lui, sans aucun retard, et je vis qu'il avait les deux bras cassés par des balles et qu'il ne pouvait les soulever. A environ 2 mètres de lui brillait un étui à cigarettes en métal que quelqu'un avait perdu pendant la bataille.

« T'inquiètes pas de moi, mon vieux, dit le blessé. Maintenant que tu m'as « vu, ça va bien. Il y en a des tas par là tout autour qui ne peuvent pas at- « tendre. Colle-les sur les brancards. Moi, je durerai bien encore quelques « heures... »

« Puis il me rappela :

« Sais-tu pourtant ce que tu pourrais faire? Tiens, tu vois cette boîte de « sèches » (« *fags* » : le mot d'argot anglais pour cigarettes). Eh bien, prends- « en une et mets-la-moi dans le bec. Voilà des heures que je la regarde, mais « je n'ai pas pu la ramasser. Je peux bien dire que je donnerais ma vie pour « une bouffée de tabac, et ce ne serait pas cher pour ce que j'en ai !

« Je lui allumai alors sa cigarette avec mon briquet. Cela vous aurait fait pleurer de voir comme il la fumait avec délices. Il avait l'air parfaitement heureux.

« Je vis cette inscription à l'intérieur de la boîte de cigarettes : « Donné « par Alice à Fred en souvenir de jours plus heureux. »

L'affaire de Nicholson's Neck, désastreuse pour les Anglais, eut également pour résultat de les priver du concours des « Lanciers de la Nouvelle-Galles du Sud », s'il faut en croire l'*Allgemeine Zeitung* du 1er décembre 1899.

L'article est trop intéressant pour que nous ne le reproduisions pas ici en entier :

« Les *New South Wales Lancers* sont ces mêmes troupes qui, il y a quelques semaines à peine, avant leur départ pour le Cap, ont été fêtées comme cela ne s'est encore jamais vu en Angleterre, même pour les soldats victorieux qui venaient du Soudan. Leur passage d'alors à travers la cité fut une marche triomphale à laquelle plusieurs centaines de mille personnes, enthousiasmées jusqu'au paroxysme, formaient la haie ; les hymnes de louanges qui furent alors chantées au fier régiment d'élite laissèrent voir quelles espérances on fondait sur ces vaillants militaires. Les lanciers n'ont pas répondu à ces espérances, mais ils ont fait voir, une fois de plus, au monde stupéfié, ce qu'est la discipline anglaise.

« Lorsque les cavaliers arrivèrent à Capetown et entendirent parler du sanglant échec de Nicholson's Neck, ainsi que de la justesse du tir des Boers, leur cœur altier tomba dans leurs culottes (*sic*), et ils déclarèrent à leurs officiers, avec une touchante unanimité, qu'ils n'avaient aucun goût pour une guerre ainsi conduite. Ils s'étaient autrement représenté la chose, et comme ils ne connaissaient les Boers que d'après les feuilles jingoïstes, c'est-à-dire comme une lâche et sale racaille, ils croyaient que leur tâche dans l'Afrique

australe consisterait simplement à donner à la marche triomphale sur Prétoria un proéminent relief et à jouir d'une légère suite du contentement au whisky des jours du départ de Londres.

« Les longues listes des pertes de l'armée anglaise paraissent leur avoir donné un frisson. Les *New South Wales Lancers* sont des volontaires, et, s'ils n'y consentent, on ne peut pas les forcer à aller en guerre.

« Maintenant ils ont quitté à nouveau l'Afrique, et tous les essais pour étouffer ce cas de scandaleuse lâcheté, unique dans l'histoire de toutes les guerres, ont échoué devant l'indiscrétion des feuilles autraliennes qui, à l'occasion de l'arrivée des Lanciers à Melbourne, ont donné des détails circonstanciés.

« Malgré tout, on essaie de présenter le fait autrement, et quelqu'un du quartier général anglais a eu la malheureuse idée de baser le refus de ces héros d'aller au feu, sur une question de solde. C'est lamentable ! »

Le 31 octobre 1899, sir Redvers Buller, désigné pour remplir les fonctions de généralissime de toutes les troupes anglaises en Afrique australe, débarquait à Capetown et y apprenait que la situation militaire était loin d'être brillante.

L'assaut britannique par l'est avait totalement échoué.

Depuis trois semaines seulement que la guerre était commencée, tout le nord de la Natalie était au pouvoir de l'ennemi, qui en avait proclamé l'annexion. Sir George White, écrasé devant Ladysmith le 30 novembre, s'était enfermé avec 10 000 hommes dans cette ville, que les Boers avaient investie et dont ils avaient commencé le bombardement.

A l'ouest, Mafeking était assiégé depuis le 14 octobre, et Kimberley, — où Cecil Rhodes était allé s'enfermer, on ne sait pourquoi, — depuis le 15. Les Boers, en même temps qu'ils investissaient ces deux villes, s'étaient répandus dans toute la région intermédiaire et s'en emparaient presque sans combat, accueillis partout en frères, en libérateurs. Le drapeau du Transvaal avait été arboré à Vryburg le 19 octobre, et depuis lors sur tous les autres villages du Griqualand occidental et du Bechuanaland méridional. Naturellement, la voie ferrée longeant les Républiques avait été détruite.

Enfin, la Colonie du Cap elle-même commençait à être envahie à son tour par le sud de l'État libre d'Orange.

Lorsque sir Redvers Buller avait quitté l'Angleterre, au milieu des acclamations enthousiastes de tout un peuple, le cri : *Remember Majuba!* poussé par la foule, indiquait que l'orgueil britannique comptait sur lui pour effacer de l'histoire l'humiliation de Majuba-Hill, — et il avait promis qu'il célébrerait la Noël à Prétoria.

En effet, sir Redvers Buller avait un plan : refouler les commandos orangistes, envahir l'État libre et piquer droit sur Prétoria.

En attendant les renforts envoyés par l'Angleterre, il préparait ce plan.

Quels ordres mystérieux le lui firent abandonner?

On le saura peut-être un jour.

Dans tous les cas, il devint bientôt évident que le plan primitif était laissé de côté, et que le généralissime ne songeait plus qu'à secourir à tout prix, et le plus rapidement possible, Kimberley et Ladysmith.

En effet, le général sir Redvers Buller part pour Durban, où l'un de ses divisionnaires, le général Cléry, est déjà arrivé, et où il massera le corps principal, une armée de 20000 hommes, avec laquelle il marchera sur Ladysmith, pour délivrer sir George White.

A l'ouest, lord Methuen ira débloquer Kimberley et Mafeking, puis, ces opérations terminées, pénétrera dans l'Orange.

Enfin, au sud, sir William Gatacre se chargera de purger le Cap des Orangistes, essaiera de forcer la frontière de l'État libre et s'avancera vers Bloemfontein.

Mais, pour réaliser ce nouveau plan, il faut attendre l'armée que le généralissime a précédée et dont le premier détachement débarque le 9 novembre. Les transports se suivent. Cinquante mille hommes sont jetés sur le sol de l'Afrique du Sud dans le courant de novembre.

Le cabinet de Londres, qui a pu, dès ce moment, apprécier la valeur de ses adversaires, a décidé de porter l'effectif de l'armée anglaise en Afrique australe, — qui, entre temps, avait atteint 60000 hommes, — à 120000 hommes, et en novembre, le total dépasse déjà 80000 hommes.

L'Angleterre va prendre sa revanche, en attaquant à la fois par l'ouest, par le sud et par l'est.

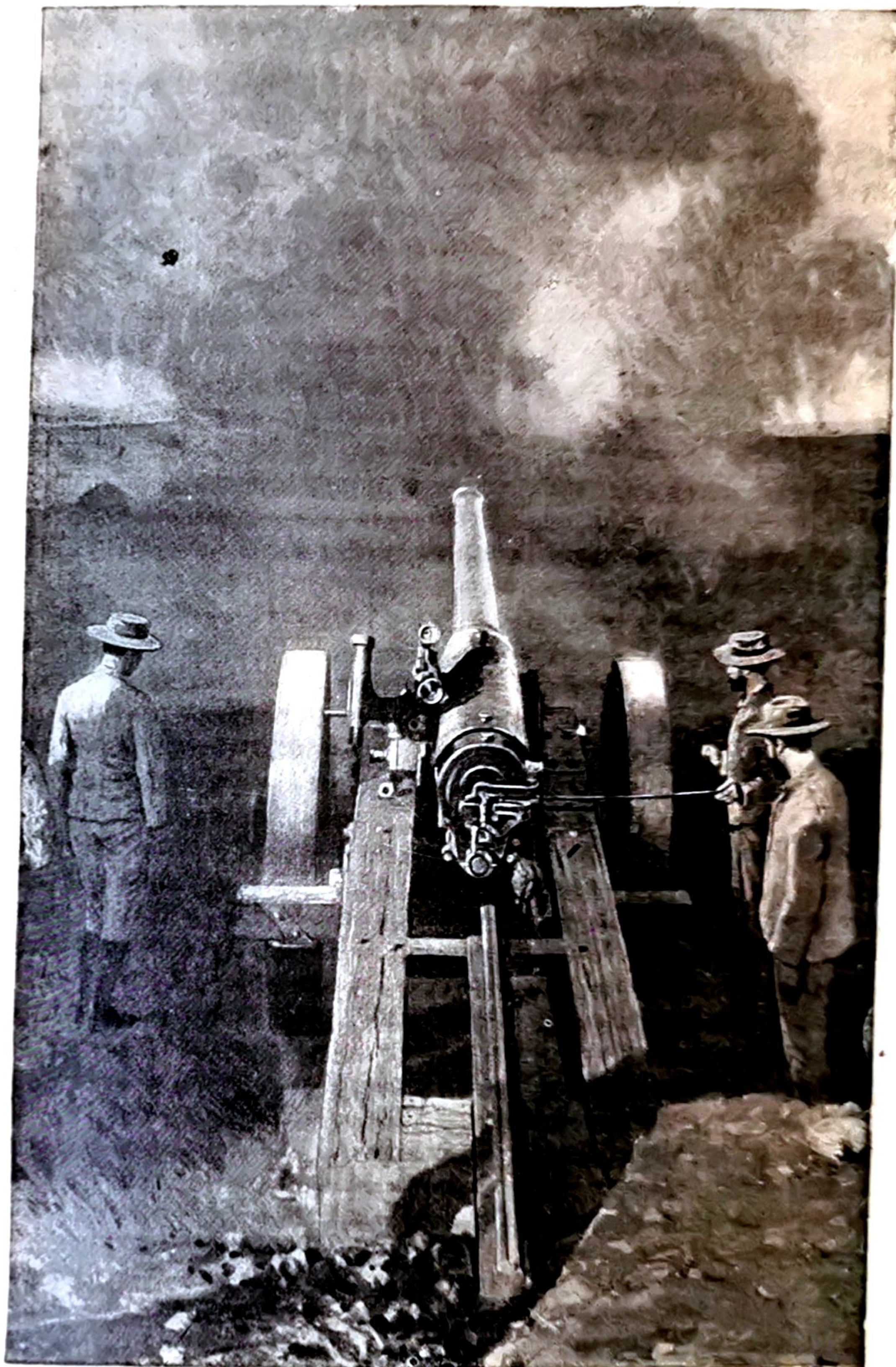
Mais ce triple projet est déjoué par les généraux boers.

Lord Methuen entre en scène le premier. Il est d'ailleurs chargé de la besogne la plus pressée : dégager Kimberley et la précieuse personne de Cecil Rhodes, cause première de cette guerre.

L'armée qui doit exécuter ce mouvement a été concentrée au camp d'Orange-River, près de l'endroit où la ligne ferrée du Cap à Kimberley franchit le fleuve Orange sur un pont métallique que reproduit notre dessin (page 117).

Il se passe là une scène terrible naïvement racontée par le canonnier Alfred Bendmall, de Scarborough (Angleterre), qui y assistait et dont le *Weekly Lloyd's* a publié la lettre.

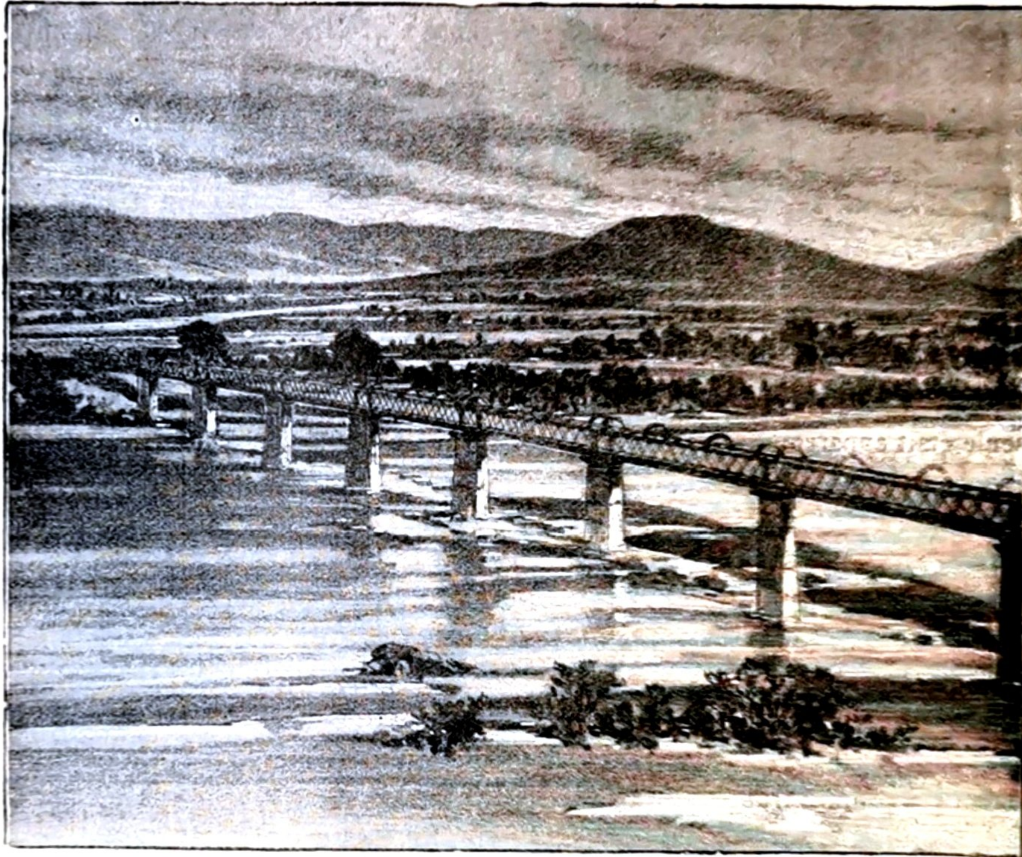
« Au camp d'Orange-River, un fermier hollandais, ami des Boers, est convaincu d'avoir essayé d'empoisonner les chevaux d'une batterie d'artillerie anglaise. On l'arrête; on le juge. Il est condamné à mort. Mais, comme les



Le canon de marine « Joe Chamberlain » bombardant les positions boers de Maggersfontein.

Anglais craignent qu'une vengeance terrible ne soit exercée contre les exécuteurs, ils prennent leurs précautions.

« Le condamné est contraint de creuser sa propre fosse, dans le sol dur du *veldt*. Il y passe toute une journée. A l'aube, on le ramène au bord du lit qu'il s'est fait pour dormir l'éternité, et il est placé sur le talus de la fosse. Puis un peloton de douze soldats est commandé pour le fusiller. Mais il y a foule



Vue du pont d'Orange-River.

autour du lieu de l'exécution. Il ne faut pas qu'on sache jamais qui l'aura tué. Douze fusils, dont six chargés à balle et six à blanc, sont donc en tas sur le sol. Chaque soldat saisit un fusil au hasard. Puis, sans qu'il ait dit un mot, sans que son visage ait frémi, l'Afrikander reçoit dans le corps six balles et tombe les bras en croix, dans sa propre fosse. Le peloton d'exécution se retire et ce sont les spectateurs qui rejettent la terre fraîche sur le cadavre. »

Une fois les hommes et les approvisionnements réunis en nombre suffisant, lord Methuen entame les opérations et marche de succès en succès : c'est du moins lui qui le dit.

Le 23 novembre, bataille de Belmont. Les Boers se replient sur Graspan, après avoir infligé à l'ennemi une perte de 494 hommes (1).

Le 25 novembre, bataille de Graspan. Les Anglais perdent 197 hommes (2) et les Boers se replient sur Modder-River.

Le 28 novembre, bataille de Modder-River. La division Methuen perd 475 hommes (3). Les Boers se retirent de quelques kilomètres en arrière, dans la position de Maggersfontein, qu'ils fortifient formidablement.

C'était là le traquenard dans lequel ils voulaient attirer l'ennemi : celui-ci ne manqua pas d'y tomber le 11 décembre.

Le chef des forces républicaines sur ce point était le général Cronjé, celui-là même que nous avons vu, en 1896, recevoir la capitulation du docteur Jameson. Avec une habileté consommée, il avait tiré parti de toutes les ressources du terrain au point de vue de la défense. Les sommets des hauteurs étaient garnis de tirailleurs munis de fusils employant les cartouches à poudre ordinaire, tandis qu'au bas des pentes se trouvaient dissimulés, dans des tranchées, des tireurs faisant usage de poudre sans fumée. De cette façon, même lorsque les deux lignes tiraient en même temps, la première seule était apparente pour l'ennemi, qui ne soupçonnait pas la présence de la seconde.

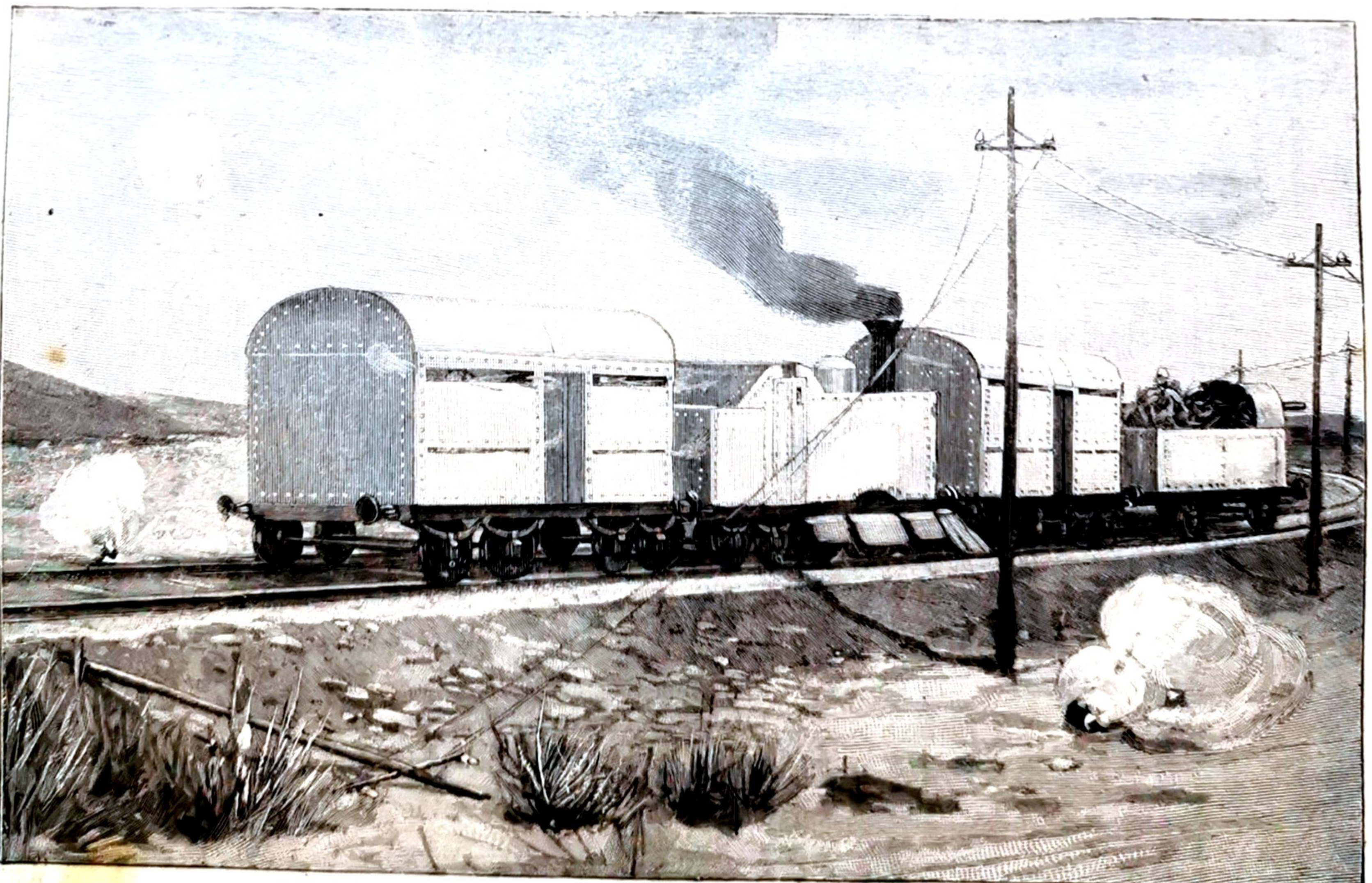
Cronjé s'était payé le luxe de repérer toutes les distances avec soin et de les marquer, de place en place, par des amas de chaux, dont la blancheur était visible de très loin pour ses tireurs, — de telle sorte que la marche en avant de l'ennemi se trouvait mesurée avec une précision donnant au tir une sûreté parfaite.

C'est cet ingénieux adversaire que lord Methuen fit attaquer le 11 décembre, dès l'aube, dans ses positions de Maggersfontein, espérant le surprendre. Ce furent ses propres troupes qui éprouvèrent une surprise, et qui subirent une défaite complète, presque déshonorante pour le général qui n'avait pas su la prévenir. Les Anglais perdirent là 152 tués, 607 blessés et 139 prisonniers. Lord Methuen fit inutilement massacrer une brigade de highlanders, qui, à elle seule, laissa 703 hommes sur le terrain. L'un des plus beaux régiments de la garde, le Black Watch, était décimé. Le général Wauchoppe, qui commandait la brigade, tombait mortellement frappé à 15 mètres des tranchées ennemies.

De nombreux récits ont été faits de cette horrible hécatombe.

Aucun d'eux peut-être n'est plus instructif que ce fragment d'une lettre adressée à sa famille par un soldat anglais :

(1) 4 officiers tués, 23 blessés. 101 sous-officiers et soldats tués, 351 blessés, 15 prisonniers.
(2) 4 officiers tués, 5 blessés. 20 sous-officiers et soldats tués, 161 blessés, 7 prisonniers.
(3) 4 officiers tués, 19 blessés. 71 sous-officiers et soldats tués, 374 blessés, 7 prisonniers.



Train blindé attaqué par les Boers

« Les régiments écossais étaient fauchés par la mitraille; les morts gisaient littéralement par monceaux (1); les cris des mourants vous fendaient le cœur et beaucoup, avant de rendre le dernier soupir, *maudissaient Cecil Rhodes, la cause de leur perte* (2). »

Comme on le voit, ces pauvres gens, que l'on ne peut s'empêcher de plaindre, tout en admirant et en respectant leur courage, allaient à la boucherie sans murmure, mais sans illusions patriotiques, et mouraient en sachant l'injustice de la cause à laquelle on les sacrifiait.



Le général Gatacre.

D'ailleurs, ce sentiment se retrouve partout.

Témoin l'histoire de ce petit groupe d'infirmiers boers qui, étant à la recherche de brancards disparus, vinrent à rencontrer une patrouille anglaise.

Les Boers, ayant très soif, demandèrent aux hommes de la patrouille s'ils ne pourraient pas leur donner un peu d'eau à boire.

— Volontiers, leur fut-il répondu, mais à une condition, c'est que vous crierez : « Dieu protège la reine ! »

Les Boers, après un moment d'hésitation, se consultèrent, et l'un d'eux, s'avançant, cria à haute voix :

— Eh bien, soit ! Dieu protège la reine !... mais qu'il damne Cecil Rhodes.

Tout le monde rit, et les infirmiers boers obtinrent l'eau qu'ils demandaient.

Et ce n'est pas seulement là l'opinion des combattants de l'un et de l'autre pays.

L'opinion des individualités les plus éminentes de l'Angleterre est exactement la même.

Que dit M. John Burns ?

« La guerre est l'œuvre détestable de financiers sans scrupules. C'est une affaire colossale et malsaine. La colère de mes compatriotes sera grande quand ils se rendront compte combien ils ont été dupés, trompés. Terrible, affreuse chose, que tant de nobles et braves existences aient été sacrifiées à la cupidité de quelques tripoteurs, à l'avidité de quelques juifs ! L'héroïsme de tant de soldats gaspillé pour des fins ignobles ! Je ne suis pas un antisémite, dans

(1) « In veritable banks ».
(2) « Cursing Rhodes, who had brought that trouble upon them ».

le sens que certaines personnes donnent, chez vous, à ce mot. Je proteste tout simplement contre le monstrueux pouvoir de quelques spéculateurs. Et, ces spéculateurs étant juifs, je le dis ! Quand j'entends M. Cecil Rhodes parler de la civilisation britannique, du drapeau britannique, et quand je songe qu'il n'est que le porte-paroles d'une poignée de juifs, je ris avec amertume, et je dis, comme votre Mme Roland : « O drapeau britannique, que de crimes on « commet en ton nom ! » Un si noble drapeau, pourtant : maintes fois il a accompagné des hommes qui ont fait de belles et grandes choses dans le monde !

« Et cette détestable guerre est loin d'être finie. A mon avis, nous n'avons pas encore vu la moitié de sa durée. Elle ne se terminera pas avant de nous avoir coûté 30 000 hommes et 150 millions de livres (3 750 millions de francs). Quelles pertes ! »

Quoi qu'il en soit, lord Methuen fut long à se relever du désastre de Maggersfontein, et n'osa, pendant un mois, reprendre sérieusement le contact avec l'ennemi. On affirme même que s'il avait donné à ses hommes l'ordre d'avancer, il n'aurait pas été obéi.

Au sud du fleuve Orange, le général Gatacre n'avait pas été plus heureux. Le 10 décembre, il avait voulu surprendre l'ennemi par une attaque de nuit, et il était allé se jeter dans un guêpier boer, à Stormberg. Il subit un désastre complet, et, après avoir perdu 800 hommes, dont 700 prisonniers, il fut obligé de fuir, en pleine déroute, sur Molteno. Il avait cependant avec lui plus de 3 000 hommes, alors que les forces de l'adversaire n'atteignaient pas le tiers de cet effectif.

On ne comptait plus, en Angleterre, que sur le général Buller pour tout réparer.

Au Natal, tandis que le bombardement de Ladysmith continuait, les Anglais avaient dû évacuer Colenso, le 4 novembre.

Le 15 novembre, les Boers avaient détruit un train blindé près de Chieveley, tuant ou blessant vingt-deux Anglais et faisant une centaine de prisonniers. Ils s'étaient avancés jusqu'à Estcourt, et menaçaient la capitale de la colonie.

Mais, à Pietermaritzburg se concentrait chaque jour l'armée qui devait délivrer Ladysmith.

Les Boers ne l'attendirent pas et se retirèrent à Colenso. Le camp anglais fut porté à Frere.

On savait en Angleterre que sir Redvers Buller était enfin en marche. Tout le monde était plein de confiance : les Boers étaient vaincus d'avance, Ladysmith délivrée.

La dépêche arrive : elle annonçait un nouveau et terrible désastre !

C'est que sir Redvers Buller avait eu affaire à forte partie.

Depuis la fin d'octobre, le général Joubert avait établi son camp devant Ladysmith, à Modderspruit, non loin de la longue colline plate de Rietfontein-Hill, située à 3 ou 4 milles de la ville et où était braqué le *Long Tom.*

Le camp de Joubert présentait un contraste absolu avec celui de Symons à Dundee, dont nous avons donné précédemment la description. Ici, sous la tente du général, régnait la plus complète simplicité. Joubert lui-même se trouvait là, assis au milieu de ses aides de camp, et, malgré ses souffrances physiques, il tenait tête aux multiples devoirs et aux exigences sans nombre du commandement en chef. Il donnait des ordres, que ses aides de camp, sautant à cheval, couraient transmettre aux divers commandos ; — il discutait, avec ses *veldtkornetten*, telle mesure à prendre sur-le-champ, pour parer à un danger subit, à une sortie des assiégés ; — il s'occupait de la distribution des vivres, des ambulances, de l'administration, des finances, du service des renseignements ou de la publicité, du recrutement, aussi bien que des opérations du siège. Il voulait tout diriger ou contrôler par lui-même : rien ne lui était étranger ; il réglait tout, réparait tout, prévenait, prévoyait tout.

Mme Joubert partageait la tente du général, faisant le ménage et la cuisine avec l'aide de jeunes filles cafres. On la voyait aller et venir, la tête couverte d'un immense bonnet plat comme les bérets que portent chez nous les enfants. Elle avait même une basse-cour !

Tout autour de la tente du général, étaient alignées celles de l'état-major et de l'administration. Les divers commandos avaient dressé les leurs sur chacune des collines qui entourent Ladysmith, et, fortement retranchés, ils cernaient toute l'armée du général White.

Le Hollandais dont nous avons déjà reproduit les impressions à Dundee, après avoir présenté ses respects au général Joubert au camp de Modderspruit, se rendit sur la colline la plus proche, d'où il découvrit dans le lointain, mais assez visibles pour qu'il pût les compter, une dizaine de maisons : c'est tout ce qu'il pouvait voir de Ladysmith. Les hauteurs avoisinant la ville étaient occupées par les Anglais, dont le camp restait invisible. Tout autour de ces collines et de la ville, un vaste cercle de hauteurs, séparées par des défilés que balayaient les boulets, étaient au pouvoir des Boers. Une multitude de points blancs, sur les kopjes les plus voisins du belvédère où le voyageur était monté, marquaient la position de quelques-uns des camps boers : à gauche, c'étaient les commandos de Wakkerstroom, de Middelbourg, de Heidelberg ; à droite, c'étaient ceux de Prétoria et des Vrijstaters (Orangistes). Plus loin, les collines se confondaient dans les brumes de l'horizon et les commandos qui y campaient n'étaient pas visibles.

Toutefois, de ces hauteurs s'élevait toutes les dix minutes un nuage de fumée; un autre nuage semblable s'élevait alors du camp anglais; une demi-minute s'écoulait, puis une double détonation roulait comme un tonnerre le long des collines ; c'étaient les assiégés qui répondaient aux assiégeants.

Les impressions des assiégés de Ladysmith ont été rendues d'une façon saisissante par le jeune et infortuné correspondant du *Daily Mail,* M. S.-W. Steevens, le plus distingué représentant de la presse anglaise, qui est mort dans cette ville pendant le siège (1).

Il s'y était laissé enfermer avec l'armée du général White. Il avait loué une maison basse, entourée d'une véranda, et meublée d'un lit de camp, d'une table, de deux chaises et d'un portrait de sa jeune femme.

La chaleur molle d'un été du Natal s'est appesantie sur la nuit striée d'éclairs, bruyante de détonations, qui entoure la petite ville. Il y a, dans l'air, des vols grinçants de moustiques. Et, sur son carnet de notes, au mois de décembre, le jeune homme écrit ce qui suit :

« Je suis réveillé à minuit par ces mots : « Ah ! les bougres ! » Les Boers bombardent le campement de la cavalerie légère. Sous ma véranda, quelques-uns des cavaliers écoutent le bzzz... boum !... des obus. Dit une voix : « En plein dans les chevaux ! » Un autre dit : « Juste à travers la tente du mess ! » A chaque coup, le clair de lune d'argent sur la muraille de ma chambre se mue en or par la vibration. J'entends une vingtaine de coups, mais personne n'est atteint. Alors les Boers se taisent, mais les cavaliers sous ma véranda causent encore pendant une heure des effets de la bombe. Je dors jusqu'à trois heures et demie et suis de nouveau réveillé. Une grosse voix enrouée crie sous ma fenêtre : « Tout l'escadron à cheval ! »

« Les hommes se lèvent bruyamment, pendant une demi-heure, et je me rendors. Toutes les mouches de la localité sont réveillées à cinq heures. Je sens un bourdon dans mon oreille et une piqûre au nez. Je mets le drap sur ma tête, mais les mouches du Tropique sont persévérantes. Elles montent maintenant le long de mes jambes.

« Enfin, il fait jour, mais il y a de l'aigre dans cet air pesant. La haute forteresse rocheuse de Lombard's kop baigne dans un brouillard stagnant. Je sors sous le soleil déjà haut et mon cheval grimpe en trébuchant à travers les cailloux jusqu'au sommet de la colline. Les highlanders y mettent la dernière main à un nouveau camp.

(1) Les lettres adressées de l'Afrique du Sud au *Daily Mail* par M. Steevens, ont été réunies récemment en un volume intitulé : *From Capetown to Ladysmith*. La *Review of Reviews* dit, à propos de ce livre « Le compte rendu, par M. Steevens, de la nuit qui suivit la bataille d'Elandslaagte, et les pages où il nous montre la colonne Yule vagabondant à travers Ladysmith après la marche forcée de Glencoe, sont certainement les plus vivants tableaux des réalités de la guerre que nous ayons eus depuis longtemps... »

« D'actives formes enjuponnées se distinguent dans le brouillard, empilant des sacs de terre, coupant des fourrés, et entassant le tout pour en faire une *zériba*. Je redescends au galop de l'autre côté, qui est herbeux, à travers les grands troupeaux noirs de bestiaux paresseux gardés par des nègres paresseux. C'est la zone neutre entre nous et l'ennemi. Quelques coins sont écorchés par des obus partis des endroits où les Boers montent en rampant durant la nuit. Ils reculent en ce moment devant nos patrouilles, dont les coups de fusil ont un son mat, terne, étouffé, dans l'air sans vie.

« Je rentre dans nos lignes, après avoir passé la sentinelle, aux yeux immuablement rivés sur la colline de l'autre côté de la plaine. Voici les rangées de couchettes faites de sacs vides et de couvertures où dorment nos officiers en plein air. Voici le camp fumant où les cuisiniers préparent le déjeuner.

« Après le déjeuner, reprend le paresseux bombardement de la ville. Tantôt c'est « Billy Bouffi » hurlant et tapageur. Tantôt c'est « Suzon Silence » avec son froufrou cinglant. Tantôt c'est le détonant et soufflant obus. Nous reconnaissons au son toutes les pièces des Boers. Une fois sur douze, le rauque aboiement de nos canons de marine répond.

« Une courte interruption de cette bruyante activité me donne la tentation de monter au sommet de la colline où la brigade des fusiliers est au travail. Quelques-uns creusent à la pelle des maisons dans la terre rouge, chaude comme du feu. D'autres sont en train de dormir dans des grottes fraîches e sombres, où l'on entre par des lucarnes en formes d'écoutilles. Le général de brigade travaille dans son bureau, un de ces réduits : plancher de bambous, plafond de bois de construction.

« Au dehors, le coup de fusil rare et sûr des meilleurs tireurs boers reçoit une réponse de notre ligne de tirailleurs. Elle se compose seulement de six excellents tireurs dont l'un vient précisément de démolir des Boers à 2050 yards. Bientôt, avec un boum ! et un bruit d'éclats, un obusier lance son projectile par-dessus nos têtes jusque sur les tentes qui sont en bas.

« Puis une balle bruissante et à moitié morte fait tressauter, à côte de moi, un grand papillon noir et crème et bientôt un petit obus passe tout pétillant et fusant à travers le toit des huttes de fer, et éclate à l'intérieur avec un bruit de chaudronnerie.

« Le feu se ralentit, comme une grosse voix qui bégaierait, dans le courant de l'après-midi. C'est que des rafales de poussière qui ardent et girent annoncent l'orage de chaque jour. Le ciel est d'un noir bleu tant les nuages s'y épaississent. Quelques gouttes commencent à tomber dans le fracas du tonnerre. Puis un jet soudain de pluie. Et tout se dissipe et s'éclaire pour un coucher de soleil merveilleux ; oreillers de flamme sur lits de roses !

« Bonsoir ! » disent les obus. Allons, au lit !

« Multipliez ceci par un million et vous aurez le siège de Ladysmith. »

Ce même soir, celui qui écrivait cette page chaude et gaie, exacte et colorée, épuisé de fatigues, nourri de privations et de viande de cheval, se mit au lit avec la fièvre, et ne se releva plus. Il avait trente ans.

Si les assiégés n'étaient pas à la noce, les assiégeants ne s'amusaient guère, comme on pourra en juger d'après la lettre suivante d'un volontaire, qui contient le récit des impressions d'une sentinelle boer pendant les longues nuits du siège :

« Quand le soir tombe, écrit le volontaire à sa famille, notre korporal crie : « Avancez, les enfants ! »

« Alors, nous sortons de nos tentes, notre fusil à la main et deux ou trois bandoulières de 60 cartouches chacune. Nous n'avons garde d'oublier notre manteau imperméable. C'est chose curieuse de voir ces longues rangées d'hommes qui s'avancent, la pipe à la bouche, en se dandinant, et finissent par former une interminable ligne continue, que le korporal passe en revue, en comptant les hommes. A la fin, il crie :

« Première garde !... Seconde garde !... » Et ainsi de suite jusqu'à la quatrième. Chacune de ces gardes est composée de six hommes qui sont ainsi appelés à veiller une partie de la nuit. Le korporal les place deux à deux, chaque paire de sentinelles éloignée de 100 pas de sa voisine. Ceux que le korporal n'a pas désignés pour monter la garde rentrent dans leurs tentes pour se coucher.

« Veiller ne serait encore rien ; mais il pleut six nuits sur dix ; et alors, il fait noir comme dans un four : on ne voit pas même ses propres mains. Il faut tendre l'oreille, car elle seule nous permet de surveiller ce qui se passe autour de nous. Mais les moindres bruits nous paraissent suspects ; on retient son haleine, on entend battre son cœur, nos oreilles nous bourdonnent, il nous semble entendre les ennemis qui s'approchent, se glissent... Alors, les fausses alarmes se multiplient : un coup de feu part, tiré au jugé par une sentinelle hallucinée; vingt-trois coups lui répondent; ce sont les vingt-trois autres sentinelles qui tirent parce que la première a tiré, et la première a tiré sans raison ; et des centaines de coups de feu succèdent, lâchés par tout le camp effaré, réveillé en sursaut. C'est un concert infernal, et c'est dangereux, non pour des ennemis imaginaires, mais pour nous-mêmes ; car les balles tirées au hasard atteignent parfois un camarade : la semaine dernière encore, nous avons eu deux hommes blessés de la sorte.

« Enfin, l'erreur reconnue, tout le monde se retire, sauf les malheureux plantons : le silence les reprend, avec ses cauchemars, ses angoisses et ses

hallucinations. Pourtant, voici du nouveau, et une redoutable réalité cette



Les assiégés de Ladysmith. — Pièce servie par les marins.

fois ; deux bombes anglaises tombent et éclatent non loin de nous. Nous montons la garde auprès d'un canon, dont les assiégés ont calculé à peu près

l'emplacement, et ils essayent de l'atteindre en nous surprenant nous-mêmes, à la faveur de la nuit. Alors, les bombes se succèdent, font rage, et nous n'avons pas le moindre rocher où nous abriter. C'est ainsi que, le 31 décembre, à minuit, un camarade Liebenberg, en montant la garde près d'un canon, fut tué par le premier coup de feu qui ouvrit l'année 1900! L'ennemi ne se contente pas d'ailleurs de nous attaquer de loin. Les surprises de nuit sont fréquentes. Dans une de ces sorties, il nous a enlevé deux canons. Depuis ce jour-là, personne ne ferme plus l'œil, et les sentinelles ne sont plus deux à deux. Chacune a son poste isolé des autres. Et c'est horrible : être là, tout seul, si visiblement seul au monde! Se dire, dans cet épouvantable silence qui nous oppresse, que de chacun des obstacles qui se dressent là, à quelques pas, peuvent partir des coups de feu, peut surgir l'ennemi, se dresser une forêt de baïonnettes ; à chaque minute, nous sommes exposés à entendre un officier anglais lancer un commandement à ses hommes... Des nuits pareilles sont longues comme des siècles ! »

Donc, sir Redvers Buller s'approchait de Ladysmith avec l'armée de la délivrance.

Avec une habileté merveilleuse, Joubert fit établir par les Boers, autour de la ville, ces formidables retranchements contre lesquels devaient venir se briser l'un après l'autre tous les assauts des forces britanniques.

Ce ne fut pas Joubert, néanmoins, qui eut à soutenir le premier choc du généralissime anglais. Trop malade pour diriger en personne les opérations, il dut se faire suppléer par Louis Botha, le plus jeune général de l'armée boer.

Louis Botha est un homme de trente-cinq ans, à l'apparence douce et modeste. Né à Greytown, dans le Natal, il s'est, depuis de longues années, fixé au Transvaal, et s'occupe uniquement d'agriculture, dans le district de Vryheid. Il a quitté sa ferme pour prendre rang dans l'armée boer ; mais son influence sur ses compatriotes est telle que, dès les premiers jours de la guerre, un des plus hauts commandements lui fut confié.

Ce n'était pas, d'ailleurs, un soldat novice. Il avait, sous les ordres du général Lucas-Meyer, son maître et son modèle, soutenu de rudes combats contre les indigènes, et s'était signalé, non seulement par une incomparable bravoure, mais encore par de réelles qualités de tacticien. Dans la présente guerre, son ascendant sur les officiers et sur les soldats boers est considérable : on le qualifie de magnétique. Les hommes ne jurent que par lui ; un ordre de Louis Botha leur semble un ordre de Dieu. Quoi qu'il ordonne, nul ne questionne, chacun obéit, résolu à vaincre ou à mourir.

Nous ne saurions mieux faire que de laisser à ce jeune héros lui-même le soin de raconter comment il reçut sir Redvers Buller. C'est le 2 février

dernier que étant de passage à Johannesburg, il a bien voulu donner à un interviewer les détails qu'on va lire.

« Chargé de la défense des positions de la Tugela qui faisaient face à l'ennemi, je remarquai, le 10 et le 11 décembre, que les Anglais se massaient en grand nombre à Chieveley et aux environs ; un engagement important était imminent. Je résolus de fortifier de façon très sérieuse les trois points que je supposais devoir être attaqués, et, les Burghers et moi, nous commençâmes sans retard à nous mettre en état de résister vigoureusement à l'ennemi. Un point essentiel était de dérober à nos adversaires la vue des travaux de défense que nous exécutions. Mes prévisions, quant à la position des lignes de l'ennemi, se trouvèrent absolument justifiées, et lorsque le combat fut engagé je n'eus pas besoin de modifier en quoi que ce soit les mesures défensives que j'avais prises.

« De fait, la surprise de l'ennemi fut si complète, qu'au début du combat, la cavalerie légère impériale (*Imperial Light Horses*) et les réguliers britanniques (*British Regulars*) s'avancèrent, les fusils négligemment jetés sur l'épaule, en ordre irrégulier, jusqu'à 60 yards de mes hommes et de mes canons qui occupaient la colline de Hlangwani. Ce n'est que lorsqu'ils ne furent plus qu'à cette faible distance que nous ouvrîmes le feu, et, comme vous pouvez l'imaginer, cette partie du combat ne fut qu'un horrible massacre ; la déroute de l'aile droite britannique était complète.

« L'aile gauche devait nous attaquer à Bridge Drift, à environ 6 milles de Hlangwani. Sous les ordres d'un général, des forces anglaises considérables s'avançaient contre les commandos de Zoutpansberg et de Swaziland. Lorsqu'elles ne furent qu'à 200 yards de mes hommes, ceux-ci ouvrirent le feu et leur causèrent des pertes sensibles. Les Anglais firent preuve de la plus grande énergie et du plus grand courage pour tâcher d'atteindre nos lignes. Je dois dire que je n'ai jamais rien vu de plus héroïque que les charges qu'ils firent en cet endroit, sans cependant que cette énergie leur servît à quoi que ce soit. Ils furent repoussés plusieurs fois, et tous ceux qui avaient traversé la rivière furent faits prisonniers, tandis que le corps d'armée principal était complètement repoussé.

« Le troisième point d'attaque, au centre de l'armée anglaise, se trouvait près de la voix ferrée ; l'artillerie ouvrit d'abord sur nous un feu assez violent, mais j'avais donné des ordres formels à cet égard, et nos canons, comme nos fusils, restèrent muets. Ce silence obligea les Anglais à avancer davantage, et ils se dirigèrent sur les points qu'occupaient les commandos de Krugersdorp et de Vryheid : dès que ceux-ci ouvrirent le feu, l'infanterie anglaise se trouva littéralement fauchée. Cinq fois, elle tâcha de traverser l'ouragan de mitraille qui s'abattait sur elle ; aussitôt qu'un rang d'hommes

était renversé, d'autres s'avançaient pour le remplacer, mais sans jamais gagner un pouce de terrain.

« Je ne crois pas, comme on l'a prétendu, que les derniers rangs anglais tiraient sur les premiers afin de les faire avancer ; mais j'ai vu leurs officiers, galopant sur les flancs de leurs troupes, les harceler sans cesse, afin de les exciter à charger encore. Mais c'était plus que ne pouvait supporter la nature humaine, et finalement l'infanterie lâcha pied. Pendant ce temps, les artilleurs de la batterie Armstrong avaient été tués sur leurs pièces et celles-ci étaient tombées en notre pouvoir.

« Un officier tomba en cet endroit, et des efforts désespérés furent faits par les Anglais pour reprendre son cadavre. Je crois que le mort était le lieutenant Roberts, fils du maréchal.

« Mon artillerie comprenait quatre canons et un maxim, sous les ordres du capitaine Prétorius, qui se distingua tout particulièrement dans cette affaire et y fit preuve d'un courage sans égal. Commencée au point du jour, la bataille dura jusqu'à quatre heures de l'après-midi ; à ce moment, les Anglais se retirèrent et nous laissèrent maîtres du champ de bataille. J'estime que l'armée anglaise engagée s'élevait à 8 000 hommes.

« Je n'ai jamais vu personne mieux préparé que les Burghers au dur devoir qui leur était assigné : froidement résolus et absolument conscients de l'importance et de la grandeur de la tâche qui leur incombait, ils étaient animés du plus grand courage, et, même sous le feu le plus violent, la moindre de mes instructions fut ponctuellement obéie. Leur idée prédominante était qu'avec l'assistance du Tout-Puissant la victoire serait à eux ; ils étaient si pleins d'espoir et de confiance qu'ils renvoyèrent leurs chevaux à 4 milles en arrière, afin d'exclure toute possibilité de retraite si leurs positions venaient à être prises. Leur conduite est au-dessus de tout éloge, et il est merveilleux que pas un de ces hommes n'ait songé à reculer d'un pouce à la vue des immenses colonnes d'ennemis qui se dirigeaient vers eux, et alors qu'ils croyaient (ce qu'on a su plus tard n'être pas tout à fait exact) n'être qu'un contre vingt.

« Le courage de l'ennemi fut également remarquable : des hommes s'avançaient parfois comme à la promenade, et quand leurs rangs avaient été fauchés par la mitraille, ceux qui restaient debout se laissaient tomber dans l'herbe et attendaient dans cette position d'être rejoints par de nouvelles troupes avec lesquelles ils se remettaient en marche.

« Après la bataille, je reçus une lettre du commandant anglais me demandant un armistice de vingt-quatre heures afin de pouvoir enterrer ses morts ; j'y consentis volontiers, mais je dois ajouter que les Anglais accomplirent fort mal cette partie de leur besogne ; en plusieurs endroits, les

morts furent enterrés si précipitamment et si imparfaitement que, quelques jours plus tard, le champ de bataille présentait un aspect pitoyable : des bras des jambes et même des corps tout entiers émergeaient du sol. »

Tel est le récit de la bataille livrée à Colenso, le 15 décembre 1899, fait par celui-là même qui y remporta la victoire.

Il y a lieu de rapprocher de ce récit, celui d'un officier de la brigade Hilddyard qui a assisté à la perte des canons du général Buller :

« Il y avait une demi-heure que les douze canons avaient dû être abandonnés dans la fournaise, tous les hommes, un à un, ayant été tués, et tous les chevaux éventrés, lorsque sir Redvers Buller accourut au galop avec le général Clery et donna l'ordre qu'on tentât un effort suprême pour les sauver.

« Une pluie de feu, de mitraille et de plomb tombait des retranchements de Fort-Willie où les Boers étaient retranchés, *à moins de 300 mètres* de l'endroit où gisaient les canons. Néanmoins, trois officiers, sortant du *donga* plongèrent immédiatement dans cet enfer : c'étaient le lieutenant Roberts, le capitaine Congreve et le capitaine Schofield. Ils s'élancèrent au galop, dans le terrain découvert, suivis d'une équipe de chevaux frais et immédiatement les collines opposées s'illuminèrent d'éclairs et la tempête de feu s'abattit sur eux.

« Roberts fut le premier à tomber. Soudain, on le vit se dresser sur sa selle, perdre l'équilibre et s'affaisser sous son cheval. Lorsque, le jour même, on le releva, on constata qu'il avait reçu pas moins de cinq balles, mais la cinquième seule l'avait mortellement atteint ; les quatre autres avaient à peine entamé le tissu des chairs.

« Quant à Schofield et à Congreve, ils semblaient environnés d'un charme : les balles les atteignaient, mais ne les frappaient point. Schofield, qui fut légèrement blessé à la jambe, eut ses vêtements mis en lambeaux par les balles ; on eût dit qu'il se fût battu à coups de sabre. Congreve, qui parvint à ramener deux canons, n'eut même pas une égratignure, et pourtant, il retrouva *sept* balles éparses dans ses vêtements, qui, toutes, avaient traversé son uniforme, mais avaient respecté son corps comme une cuirasse... »

C'est à Colenso que l'on vit des femmes et des enfants ravitailler en munitions les tirailleurs boers, au plus fort de la bataille.

Un soldat colonial raconte qu'avant une charge à Colenso il entendit des cris de femmes et d'enfants dans les tranchées boers. Surpris, il écouta. Il se croyait le jouet d'une illusion. Il se demande encore s'il n'a pas été trompé... Mais, à la suite de sa lettre en arrivent d'autres démontrant que ses sens ne l'égaraient point. Au plus fort de la bataille, un tambour des Borderers qui battait en vain la charge en tête de son bataillon a vu des femmes qui apportaient de pleines bandoulières de cartouches à leurs maris. Elles traversaient

avec leur charge le terrain découvert et criblé de balles en arrière de la première tranchée. Des gamins couraient derrière elles avec de petits sacs. Beaucoup tombaient.

Quand les femmes ressortaient, en gravissant péniblement le talus des tranchées, avec un paquet de bandoulières vides, le feu des troupes anglaises, placées plus loin en arrière, redoublait d'intensité... Un sergent des rifles écossais écrit qu'après la bataille les Boers enterraient leurs morts dans des sortes de puits. Or, parmi les cadavres, il a vu beaucoup de corps de femmes et d'enfants qui avaient été tués pendant qu'ils portaient les munitions.

Quand les femmes et les enfants font la guerre, c'est une guerre qui ne finit qu'avec le dernier soldat.

La tentative du général Buller pour franchir la Tugela avait complètement échoué. Il était repoussé en perdant 145 tués, 775 blessés, 235 prisonniers, et en laissant 12 canons aux mains de l'ennemi.

Le premier acte de la guerre était terminé.

IX

Deuxième période de la guerre : les débuts de lord Roberts.

Bataille de Colesberg. — Batailles de la Tugela et de Spion-Kop. — Ce que pense le généralissime de la tactique de sir Redvers Buller. — Bataille de Vaal-Krantz. — Marche de lord Roberts sur Kimberley. — Bataille de Paardeberg. — Capitulation de Cronjé. — Occupation de Bloemfontein. — Mort du général Joubert.

La deuxième phase de la guerre commence à la fin du mois de décembre 1899.

L'émotion avait été grande en Angleterre à la nouvelle du désastre de Colenso, mais le gouvernement britannique était résolu à tous les sacrifices pour ressaisir l'avantage.

L'envoi de nouveaux renforts est décidé. On fait appel aux derniers réservistes, aux volontaires, aux appoints coloniaux, et l'effectif est porté à 190 000 hommes.

On nomme de nouveaux chefs. Le maréchal Roberts, le héros de l'Afghanistan, est mis à la tête de cette grande armée, avec lord Kitchener, le conquérant de Khartoum et du Soudan, comme chef d'état-major. Buller ne conserve que le commandement du corps de la Natalie.

Généraux et soldats partent sans retard.

Il semble que cette fois, et sur-le-champ, les Anglais reprendront le plan d'attaque qui primitivement avait été élaboré : l'invasion de l'État d'Orange par le sud.

Il n'en est rien ! De nouveau, la délivrance de Kimberley et de Ladysmith prime toute autre considération et accapare toute l'attention, tandis que, sur la frontière méridionale, les généraux French et Gatacre restent à peu près immobiles ou piétinent sur place.

A signaler cependant la bataille de Colesberg livrée au commencement de janvier par les troupes du général French.

Ici encore, nous avons la bonne fortune de posséder un récit dû à un témoin oculaire, un soldat boer. Ce soldat sait écrire ; il a un crayon à côté de ses cartouches, car il est correspondant des *Standard and Diggers's News*, journal de Johannesburg. Il était dans Colesberg même sous les ordres du général Schœman.

Écoutons-le :

« Le mois de janvier, dans cette région de l'Afrique australe, tombe en été. Le soleil était très gai, mais très chaud. Le jour de l'An, il n'y eut guère, pour faire bombance, que du biscuit et de la viande séchée au soleil, ce « biltong » que les romans de Mayne-Reid, dont fut nourrie notre jeunesse, nous ont appris à connaître. Mais on se battit beaucoup, ce qui fut une distraction : car on était attaqué de trois côtés à la fois, depuis les positions du commandant du Toit, à l'ouest, jusqu'à celles du commandant van Vuuren, qui étaient au nord. Et l'on dit tout à coup au veldtcornet Gravett :

« — Allez porter secours au commandant du Toit, avec tous vos hommes !

« Et on y alla ! A toute vitesse, car les poneys boers galopent, et les hommes à pied courent pour les suivre. Il y avait à traverser une petite plaine qui se rétrécissait en forme de V jusqu'à une passe, à travers laquelle, tirées à 1 200 mètres, les balles anglaises faisaient rage. Mais les Anglais visaient fort mal et n'atteignaient personne. Seulement, tandis que, sur la gauche, ils occupaient ainsi leurs adversaires, ils envoyaient deux canons sur la droite, hors de vue, derrière un pli de terrain, et les pointeurs de ces canons étaient beaucoup plus adroits. Et derrière les canons il y avait des lanciers, qui devaient profiter de l'hésitation des défenseurs de Colesberg pour se porter sur les hauteurs commandant la ville du côté de l'État libre, où l'on croyait qu'il n'y avait point de Boers. C'était une erreur : un quart d'heure auparavant, un détachement de Burghers s'était placé là, sous les ordres du commandant Naudé. Les éclaireurs des lanciers furent reçus à coups de fusil, tandis que les hommes de van Vuuren et de Gravett tiraient également, mais à longue distance. Les assaillants eurent alors l'impolitesse de tourner le dos.

« Des chevaux sans cavaliers galopaient. L'un d'eux, avec sa selle neuve, son harnais fin, l'épée et le fusil de luxe qui y étaient attachés, devait avoir appartenu à un officier, et l'animal était magnifique. Un Boer, Bragell, dit Cœur-de-Lion, eut envie de l'animal. Il fit une sortie à lui tout seul. Sous les balles des lee-metfords et des maxims, il ramena la bête.

« Ceci s'était passé le 1er janvier. Le 4, les Anglais bombardèrent, tiraillèrent, chargèrent, marchèrent, sans autre résultat que d'éprouver des pertes assez sensibles. Deux jours après, eut lieu un engagement plus important qui se termina par une nouvelle victoire.

« Sur un petit kopje dont le sommet était plat, étaient une centaine de Boers dont la moitié, appartenant à la police de Johannesburg — quelque chose comme notre garde municipale — était commandée par un officier d'origine française, le lieutenant Maré. Le 12e régiment des Suffolks, commandé par le colonel Suffolk, tenta de s'en emparer avant l'aube. Les Anglais eussent ensuite attaqué en force les passes de l'ouest, et poussé, à travers les

troupes boers, jusqu'à la ville. Rampant sur le ventre, vêtus de khaki, les pieds dans de silencieuses chaussures caoutchoutées, les soldats de Suffolk atteignirent le haut du kopje, élevèrent de petites pyramides de pierre, à la mode boer — des *schantze* — et ouvrirent le feu.

« La petite troupe attaquée résista opiniâtrément, faisant feu à coup sûr, ne jetant le coup de fusil que sur un but visé, pendant trois heures et demie! On se tirait dessus à bout portant, c'était un duel. Le colonel Watson s'était juré de tuer le lieutenant Maré. Maré voulait tuer Watson. Il le couchai en joue quand Watson l'abattit raide mort d'une balle de revolver. Au même moment il sautait en l'air et tombait mort à son tour sous le feu de deux Boers de la police de Johannesburg. Il avait une balle dans la joue gauche et une balle dans la joue droite, qui lui avaient fait sauter le crâne. Les Anglais survivants se rendirent.

« On les conduisit à Bloemfontein. Les officiers prisonniers étaient sombres, mais leurs hommes mâchaient gaiement des morceaux de biscuit. C'était fini! Ils ne se battraient plus! Ce sentiment perçait dans leur aspect et leurs paroles, et on les traitait avec douceur.

« A l'hôpital, un des blessés anglais dit avec un sourire : « Je suis rude- « ment content d'en être sorti! » Un officier, blessé également, disait : « Je suis « parfaitement satisfait. On ne me traiterait pas mieux en Angleterre. » Quelques-uns des simples soldats prisonniers, recevant de leurs vainqueurs du tabac et le contenu de leur gourde, versaient des larmes. Alors ils racontaient leurs misères et leurs ennuis. Une chose surtout leur semblait amère : c'est que le matin même, ils avaient essuyé, par erreur, le feu de leur propre artillerie. Et puis, n'y avait-il pas de quoi pleurer : treize tonneaux de rhum contenus dans un train défoncés, la précieuse liqueur coulant à flots, sur le sol! Le hardi Bragell, le même qui avait pris un si beau cheval au péril de sa vie, avait mis le feu aux caisses de provisions et au fourrage. Les canons boers avaient achevé l'œuvre. »

Pendant que ces épisodes et d'autres escarmouches semblables se succédaient au sud de l'État d'Orange, le général Buller se préparait à recommencer, avec 30000 hommes, l'expérience manquée avec 20 000, et marchait de nouveau au secours de sir George White.

Laissons encore la parole à Louis Botha :

« Après Colenso, les Anglais se tinrent tranquilles pendant quelque temps; puis ils dirigèrent quelques portions de leur camp vers la petite Tugela, et finalement tentèrent un grand mouvement, d'abord vers Bridge Drift, ensuite vers Trichardt's Drift. Leur premier mouvement sur Bridge Drift fut interrompu aussitôt qu'ils se furent aperçus des retranchements formidables que nous y avions élevés; pendant cette première partie de leur marche en avant,

les Anglais nous avaient offert plusieurs occasions de les attaquer, mais nous n'osâmes pas en profiter, la crue de la rivière étant tellement forte qu'un échec sur l'autre rive nous eût exposés aux plus grands dangers. Ce fut alors que les Anglais se dirigèrent à l'ouest, vers Trichardt's Drift, où ils construisirent un pont de bateaux, sur lequel ils traversèrent la rivière, se dirigèrent ensuite au nord-ouest, vers Acton Holme's Farm, où ils atteignirent la grand'route vers Ladysmith.

« Ce jour-là, raconte le général Botha, je devais quitter Colenso pour me rendre en congé à Prétoria; mais, au moment de partir, je reçus du président l'ordre de me rendre à l'ouest, sur la Tugela supérieure, et de prendre le commandement en chef des troupes. Ceci se passait à sept heures du soir. Je montai sans retard à cheval et j'arrivai vers trois heures du matin au camp du général Schalk-Burgher. En compagnie de ce général et du général Cronjé, ainsi que de quelques commandants, je repartis aussitôt pour inspecter tous les points menacés. La vue des positions anglaises nous fit comprendre qu'il fallait nous préparer à un combat imminent; aussi, dès le lever du jour, nos troupes fondirent-elles sur les points les plus vulnérables des positions anglaises, et le combat qui suivit, et qui fut des plus furieux, dura cinq jours entiers. Il s'étendit sur un large plateau à la droite de Spion-Kop et je m'emparai de différents points, mais sans jamais les occuper longtemps. Je faisais continuellement mouvoir mes hommes, augmentant ici leur nombre, le réduisant ailleurs, de façon à masquer mes réelles positions. Pendant tout ce temps, les forces anglaises tâchaient de se frayer un chemin, et le combat fut rude, vous pouvez m'en croire.

« Le soir du cinquième jour, l'ennemi se retira soudain dans la direction de Trichardt's Drift; mais au lieu de retraverser la rivière, il occupa Spion-Kop (23 janvier 1900). Le général Burgher et moi résolûmes alors de faire, dans la matinée, un vigoureux effort pour reprendre le kop, dont la valeur stratégique était considérable. L'attaque devait se faire de deux côtés, l'une des troupes étant sous mes ordres, l'autre sous les ordres du général Burgher. Nous fîmes aussitôt choix d'hommes d'élite et, dans la nuit profondément obscure, commença la rude et périlleuse ascension; 350 hommes seulement furent engagés, les autres occupant différentes positions, de façon à pouvoir appuyer leurs camarades en cas de besoin. Le commandant Prinsloo avec les Burghers de Carolina marchaient en tête, et ils eurent à supporter tout le poids du premier contact avec l'ennemi; en tués et blessés, ils perdirent plus de la moitié de leur effectif. Les détachements des autres commandos firent preuve d'une même bravoure, grâce à laquelle, et Dieu lui-même aidant, la victoire de Spion-Kop fut remportée (24 janvier). Malgré la grande supériorité numérique de l'ennemi, nos troupes, après s'être



Le camp du général boer Schalk-Burgher devant Ladysmith.

emparées de la position de Spion-Kop, s'y maintinrent pendant toute la durée de la bataille. Les paroles sont impuissantes à rendre un suffisant hommage à l'extraordinaire vaillance de ces hommes.

« Pour vous donner une idée de ce combat, je vous dirai que lorsque se dissipa le brouillard qui, pendant l'ascension, avait couvert la montagne, les Burghers se trouvèrent face à face avec les sentinelles ennemies, et plusieurs d'entre eux saisirent les fusils des soldats anglais au moment où ceux-ci allaient tirer. Les combattants étaient si rapprochés que la fumée de leurs fusils se mêlait, et une certaine confusion régna pendant quelque temps.

« La victoire nous resta, et, à la tombée de la nuit, nous avions fait environ 200 prisonniers. Lorsque le jour se leva, des 3 000 Anglais qui occupaient Spion-Kop, les morts seuls n'avaient pas disparu.

« Telle est la franche et loyale histoire de la bataille de Spion-Kop.

« Nos pertes furent de 50 tués et 120 blessés ; nous trouvâmes 650 cadavres de soldats anglais et 350 hommes grièvement blessés ; ceux dont les blessures étaient légères avaient été emmenés par leurs camarades. La partie gauche de la montagne contenait encore environ 150 cadavres, mais il nous fut impossible de nous y rendre pour nous assurer de leur nombre, à cause du feu violent que les renforts anglais ne cessaient de diriger sur ce point.

« Mon artillerie comprenait cinq canons et deux maxims.

« Nous offrîmes au général anglais d'enterrer ses morts, mais il refusa et ses hommes se chargèrent eux-mêmes de la triste besogne — qu'ils ne firent, d'ailleurs, pas mieux qu'à Colenso. Nombre de cadavres ne furent même pas enterrés du tout.

« Le résultat de la bataille de Spion-Kop, conclut le général, est que l'ennemi s'est retiré à 15 milles du champ de bataille, entre la petite et la grande Tugela, et que j'ai saisi avec empressement cette occasion de venir voir ma famille et mes amis. »

Il faut reconnaître que le général Botha avait bien mérité ce petit congé.

Un des plus étonnants épisodes de la bataille de Spion-Kop mérite d'être rapporté ici.

Deux héros, les Hollandais Roos et Slegthamp, du corps des éclaireurs du commandant Edwards, occupèrent et défendirent, *à eux seuls*, un kopje important de la ligne de bataille. Ils avaient déployé, au sommet de la colline, l'étendard des Républiques, *qui devint la cible de plus de trente pièces d'artillerie*. Quant à eux, établis tranquillement sur le versant inférieur, ils entretinrent, à l'aide de leurs mausers, un feu continuel et des plus meurtriers pendant plus de quatre heures. L'étendard fut criblé de projectiles, mais eux ne reçurent aucune atteinte. L'épisode romanesque du bastion de Saint-Gervais, d'Alexandre Dumas, se trouve donc dépassé au Transvaal par la réalité

A côté de la version du général boer, il n'est pas sans intérêt de donner l'impression d'un volontaire français, qui a adressé la lettre suivante à son oncle, M. Martin, propriétaire à Bayeux :

« Modder Spruit, 5 février 1900.
« Commando Joubert, camp irlandais

« Mon cher oncle,

« Depuis que je t'ai écrit, la guerre est entrée dans une nouvelle phase.

« Une grande bataille a été livrée les 22, 23, 24 et 25 du mois passé; les Anglais ont été complètement battus, ils ont subi des pertes effrayantes; il reste encore des morts non enterrés sur le champ de bataille.

« J'ai passé au conseil de guerre pour avoir tué un officier anglais. J'ai été acquitté. Cet officier, en apprenant que nous appartenions à la légion irlandaise, avait craché sur un des hommes de ce corps et l'avait en même temps souffleté; me trouvant là, je n'ai pu maîtriser ma colère, et je lui ai tiré à bout portant un coup de revolver : il est tombé raide mort. Le général Joubert m'a fait passer au conseil de guerre pour la forme, mais d'avance je savais que je serais acquitté.

« Mon meilleur ami a été tué à mes côtés, il a été décapité par un obus. Le même obus m'a blessé légèrement à la main. J'ai versé beaucoup de larmes sur le cadavre de mon pauvre camarade, dont on a retrouvé la tête à 50 mètres du corps. On aurait dit que le malheureux sentait sa fin prochaine, car cinq minutes auparavant il me disait : « Je sais bien que je ne « sortirai pas vivant de cette bataille ! »

« Les quelques pertes que les Anglais nous ont fait éprouver ont été payées cher, car 650 des leurs ont succombé sur Spion-Kop. De notre côté, nous avons eu 50 morts et 300 blessés. Nous avons fait 173 prisonniers, dont un capitaine, et nous avons capturé 140 caisses de munitions et plusieurs centaines de fusils.

« Nous avons eu ici la visite du colonel Gourko, attaché militaire russe.

« Chacun de nous est libre de faire ce qu'il veut. Tandis que les bataillons anglais s'avancent en rangs serrés, nous choisissons chacun notre abri et nous tirons à couvert sur l'ennemi sans qu'il sache d'où viennent les balles. A la dernière bataille de la Tugela, les Anglais nous ont lancé 9 000 obus sans que nous tirions un coup de canon.

« Nous n'avons également pas tiré un seul coup de fusil avant qu'ils soient arrivés à 500 mètres, mais, à cette distance, la tuerie commença.

« L'ennemi s'était avancé tout confiant, croyant que nous nous étions retirés. Aussi quelle surprise pour les Anglais lorsqu'ils reçurent notre pluie

de mitraille; ils tombaient comme des mouches et se formaient des abris avec les cadavres de leurs camarades.

« Une odeur épouvantable règne sur les lieux du carnage. Les Anglais, dans leur hâte, ont mal enterré leurs morts; on voit ici des mains, là des pieds ou des têtes qui sortent de terre. C'est un spectacle effrayant.

« Il y a certains endroits où une douzaine de cadavres sont entassés pêle-mêle et recouverts seulement d'une légère couche de terre. Les corps sont tout noirs et on est obligé de les regarder de bien près pour reconnaître qu'ils appartiennent à des blancs; à 10 mètres, on dirait des Cafres.

« M. Davies, sous-secrétaire d'État des États-Unis, est venu nous voir; il nous a dit que le président Mac-Kinley était de cœur avec nous.

« Le président Krüger a promis une récompense à tous les volontaires étrangers. J'ignore en quoi elle consistera.

« J'oubliais de dire que je suis caporal depuis le 25 janvier, mais caporal ici et caporal en France, ce n'est pas la même chose.

« J'ai cent hommes sous mes ordres... sans les avoir, car le commandement n'existe guère ; seulement le grade de caporal me donne le droit de siéger comme conseiller aux débats de guerre, le droit de voyager où je veux et aussi quelquefois de manger à la table du président.

« Je dois ajouter que le président, dans sa vie privée, reçoit et invite tout le monde à dîner avec lui, à prendre le café et fumer une pipe. Tout se passe en famille, au Transvaal ; c'est un pays idéal.

« Et dire que les Anglais voudraient le rendre semblable à leurs colonies ! Ah ! non, ils ne l'ont pas encore ! »

Le signataire de cette lettre est tellement enthousiaste du pays pour lequel il se bat, *et où il réside depuis deux ans*, qu'il se promet, une fois la guerre finie, de revenir en France faire son service militaire, pour retourner ensuite au Transvaal et s'y établir.

Enfin, il est intéressant de mettre en parallèle avec le récit des Boers et de leurs amis, les appréciations de lord Roberts lui-même sur les opérations du général Buller, telles qu'elles résultent du Rapport officiel adressé au War Office par le généralissime, et publié le 17 avril par la *Gazette de Londres*, qui est le journal officiel de l'Angleterre.

Ce rapport n'est, d'un bout à l'autre, qu'une critique très vive, et parfois même très dure, de la façon dont sir Redvers Buller a conduit les opérations militaires dans le Natal, et de la façon dont il a été secondé par sir Charles Warren.

En voici les extraits les plus importants :

« *Au Secrétaire d'État à la Guerre.*

« Quartier général de l'armée,
« Piet-River, 13 février 1900.

« Milord,

« J'ai l'honneur de vous transmettre les dépêches reçues du général sir Redvers Buller, relatives aux combats de la Tugela des 17 et 18 janvier 1900, et à la prise, ainsi qu'à l'évacuation de Spion-Kop les 23 et 24 janvier 1900.

« Le plan des opérations ne ressort pas très clairement des dépêches elles-mêmes, mais on peut le comprendre en parcourant les documents qui les accompagnent.

« L'intention première paraît avoir été de traverser la Tugela près de Trichardt's Drift. Toute la colonne, moins une brigade, avait été placée sous les ordres de sir Charles Warren, qui avait reçu des instructions secrètes de sir Redvers Buller, pour opérer un grand mouvement de flanc.

« Au dernier moment, sir Charles Warren, après s'être consulté avec son état-major, arriva à la conclusion que le mouvement de flanc ordonné par sir Redvers Buller était impraticable, par suite du défaut d'approvisionnements. En conséquence, il décida d'avancer par la route beaucoup plus directe de Three Tree Hill.

« Dans ces conditions, sir Charles Warren aurait pu prévenir immédiatement son supérieur hiérarchique de sa décision. Rien ne dit s'il l'a fait ou non, mais il n'est que juste, à la décharge de sir Charles Warren, de dire que sir Redvers Buller paraît avoir été au courant de ce qui allait se passer. Il a plusieurs fois assisté aux opérations. Il a, à chaque instant, donné des avis à son subordonné et, le lendemain de l'évacuation de Spion-Kop, il a repris le commandement en chef.

. . . .

« En ce qui concerne l'évacuation de Spion-Kop qui, occupé presque sans opposition dans la matinée du 24 janvier, fut ensuite défendu sous un feu extrêmement violent, et dont la détention était essentielle à la délivrance de Ladysmith, je regrette de ne pas être de l'avis de sir Redvers Buller, et de ne pas pouvoir dire, comme lui, que le lieutenant-colonel Thorneycroft a sagement agi en ordonnant aux troupes de se retirer.

« Même en admettant que les préparatifs nécessaires n'ont pas été faits pendant la nuit pour fortifier la position (et ici le rapport de sir Charles Warren ne concorde pas avec celui de sir Redvers Buller), je suis d'avis que la responsabilité que le lieutenant-colonel Thorneycroft a cru devoir assumer est entièrement inexcusable.

« Le feu de l'ennemi ne pouvait pas avoir été bien violent pendant la nuit

et, lorsqu'à neuf heures et demie du soir, le général Coke a quitté Spion-Kop pour se consulter avec sir Charles Warren, il n'avait pas été question du tout d'évacuation.

« Or, presque immédiatement après son départ, le lieutenant-colonel Thorneycroft a, sans en référer à l'autorité supérieure, donné un ordre qui a renversé tout le plan des opérations et rendu inutiles les sacrifices consentis.

. . . .

« Il y a lieu aussi de regretter que sir Charles Warren n'ait pas visité lui-même Spion-Kop dans l'après-midi ou la soirée, sachant comme il le savait que la situation y était des plus critiques, et que la perte de la position impliquerait l'échec des opérations.

« Il a fait appeler le général Coke à son quartier général, et le colonel Thorneycroft a pris le commandement en haut de la cime, alors que le général Coke croyait que c'était le colonel Hill auquel le commandement était dévolu.

« Des omissions ou des erreurs de ce genre peuvent être triviales en elles-mêmes, mais elles exercent une influence considérable sur le cours des événements, et je trouve que sir Redvers Buller a raison lorsqu'il dit qu' « il « y a eu un défaut d'organisation et de système qui a été aussi défavorable « que possible à la défense de Spion-Kop ».

« Le plan pour délivrer Ladysmith, tel qu'il est décrit dans ces dépêches, avait été bien conçu, et je suis d'accord avec sir Redvers Buller qu'il aurait dû réussir. S'il a échoué, c'est peut-être dû en partie aux difficultés du terrain et aux positions occupées par l'ennemi, mais c'est probablement aussi dû aux erreurs de jugement et au manque de capacité administrative de sir Charles Warren.

« Cependant, quelques fautes que sir Charles Warren ait commises, l'échec doit être aussi mis sur le compte de l'officier qui avait le commandement suprême et qui ne paraît pas avoir été enclin à affirmer son autorité.

« Enfin, l'échec doit être également mis sur le compte d'un officier subordonné, qui a cru devoir assumer une responsabilité injustifiable et inutile. Le fait satisfaisant, dans ces dépêches, est la conduite admirable des troupes pendant toutes les opérations.

Croyez-moi, etc.

« Roberts,

« *Maréchal de Camp, Commandant en chef dans le Sud de l'Afrique.* »

Au commencement de février, sir Redvers Buller renouvela sa tentative, qui aboutit à la bataille de Vaal Krantz, laquelle dura trois jours, du 5 au 7 février.

Son début fut signalé par un épisode caractéristique, amusant et authentique.

Le soleil n'était pas levé à l'horizon que déjà les Boers faisaient pleuvoir une grêle de balles sur le camp anglais.

Or, sir Charles Warren est un fanatique du tub, qui, même sur le champ de bataille, entend procéder à ses ablutions quotidiennes. Voyant qu'il ne pouvait quitter son poste, il ordonne à son domestique de lui apporter en plein champ son tub portatif, de l'eau et du savon. Et là, tandis que les troupes prenaient leurs emplacements et que les canons se mettaient en batterie, sir Charles Warren s'épongeait et se savonnait.



Lord Kitchener.

Au beau milieu de l'opération, arrive au grand galop une estafette disant que sir Redvers Buller demande d'urgence sir Charles Warren. Celui-ci prie l'estafette de dire qu'il est très occupé. Arrive une deuxième estafette, puis une troisième. Même réponse.

Enfin, sir Redvers Buller arrive lui-même, ventre à terre, et le camp tout entier, ainsi que les Boers, du haut de leurs retranchements, purent assister à ce spectacle peu banal : deux généraux tenant un conseil de guerre, l'un à cheval, et l'autre dans son tub.

Pendant cette même journée du 5 février, il se passa un fait inouï, sur lequel les dépêches officielles ont observé le silence, mais qui n'en est pas moins véritable. Après un violent feu d'artillerie, les Anglais construisirent un pont de bateaux et 2 000 hommes d'infanterie le traversèrent pour donner l'assaut au commando de Viljoen, qui occupait les collines opposées. Mais, accueillis par une terrible fusillade, les fantassins anglais reculèrent et vinrent se cacher derrière le talus de la rivière. L'artillerie anglaise reprit alors le tir, et, par ordre supérieur, son feu fut dirigé non sur les Boers, mais sur cette infanterie qui avait cherché à se soustraire à la lutte. Les canons Maxim en firent un grand carnage et la Tugela fut bientôt toute rougie. C'est ainsi que les généraux anglais traitent leurs propres troupes.

Enfin, les Boers furent obligés d'évacuer la position de Molendrift, sous le terrible feu de l'artillerie anglaise, et ne purent reconquérir cette position que quarante-huit heures après.

Un affreux spectacle s'offrit alors à leurs yeux ! Les cinquante-cinq Boers

tués ou blessés qu'on avait dû abandonner étaient restés étendus sur le sol dans les positions où ils étaient tombés. Les Anglais ne leur avaient donné ni secours, ni nourriture, ni même une goutte d'eau. Quarante-huit étaient morts ; sept seulement étaient encore vivants, mais n'en valaient guère mieux.

Le général Louis Botha a adressé à ce sujet au gouvernement de Prétoria un rapport officiel indigné, et, en effet, on ne saurait trop flétrir un pareil manque d'humanité.

A côté des leurs, les Boers trouvèrent nombre de cadavres anglais abandonnés. Or, pendant qu'ils les enterraient, les Anglais les canonnèrent. Le général Botha ayant fait déclarer qu'il enterrerait les morts anglais à la condition qu'on ne tirât pas sur ses troupes, le général anglais répondit :

— Soit. Et, après l'inhumation, envoyez-moi votre note de frais.

Cette tentative de sir Redvers Buller n'avait d'ailleurs pas été plus heureuse que les précédentes. Ladysmith restait étroitement investie.

Mais, pendant ce temps, lord Roberts, secondé par Kitchener, avait concentré les puissants effectifs reçus d'Angleterre au sud de l'Orange, où les troupes anglaises, réparties en trois groupes différents, séparés par des distances de 130 à 150 kilomètres, maintenaient trois rassemblements de Boers devant Modder-River, Colesberg et Stormberg.

Le généralissime, réunissant, aux troupes qu'il amenait de la base d'opérations, les groupes de Methuen et de French, s'élança droit au nord pour débloquer Kimberley, soutenant de nombreux combats contre l'armée de Cronjé, qui battait successivement en retraite sur ses renforts.


Sir Charles Warren.

La guerre avait changé de face : elle était devenue une vaste et savante partie stratégique, dans laquelle les qualités de Cronjé, son intrépidité, sa ténacité, ses ruses d'Indien à l'affût, n'étant plus adaptées aux circonstances, devinrent les plus fatales causes de sa perte.

On aurait pu le prévoir. Les Boers eux-mêmes, qui lui témoignaient auparavant la plus aveugle confiance, ont reproché depuis avec amertume à leur grand homme déchu de n'avoir pas su tirer parti de sa victoire de Maggersfontein, le 11 décembre. Depuis cette date jusqu'à l'arrivée de lord Roberts, le 6 février, il ne sortit pas d'une inaction où ses Burghers se démoralisèrent dans leurs tranchées et devinrent incapables de se battre. Et pourtant il avait la partie belle : la défaite de Maggersfontein avait mis lord Methuen dans une position si embarrassée que ses hommes refusaient de com-

battre et allèrent jusqu'à se rebeller. L'inertie du général boer leur permit de se remettre de leur échec.

L'infériorité numérique de Cronjé (6 000 hommes et 8 canons) était encore aggravée par l'état de désarroi et de découragement des commandos laissés trop longtemps oisifs, opposés à des troupes fraîches, impatientes de combattre, que le prestige du triomphateur de l'Afghanistan, le talent d'organisation et l'habileté stratégique de lord Kitchener, la souplesse d'intelligence et de mouvements du général French allaient transformer en admirable instrument de combat. La nécessité s'imposait à Cronjé de transformer du tout au tout sa tactique traditionnelle, ou du moins d'ajouter à la mobilité de ses commandos et à ses qualités personnelles l'observation des plus élémentaires principes de la tragédie européenne.

Au lieu de cela le général boer attendait, enfoncé dans ses formidables retranchements de Maggersfontein, une attaque de front des Anglais.

Pourtant, Robert et Kitchener étaient arrivés ; on parlait d'une grande concentration de troupes anglaises à Ramah, le 10 février, de mouvements vers Koffijfontein. Le major allemand Albrecht, dans une de ses reconnaissances, avait vu la division de cavalerie de French s'enfoncer dans l'État libre. Il courut avertir Cronjé :

— Les Anglais vont vous prendre de flanc !

Cronjé, du fond de ses retranchements, répondit avec dédain :

— Ils ne s'éloigneront jamais du chemin de fer.

D'autres avertissements lui arrivèrent coup sur coup, entre autres, de la part du colonel de Villebois-Mareuil, auquel il répondit :

— Je commandais avant que vous fussiez né !

Le comte autrichien Sternberg lui dit, le 11 février, qu'il avait vu toute une division anglaise passer la Riet-River, et qu'elle se dirigeait sans aucun doute sur Jacobsdal. Cronjé et ses Burghers haussèrent les épaules : jamais, à leur avis, l'infanterie anglaise n'était capable de dessiner en masse un mouvement pareil, si loin du chemin de fer.

Le 12, Sternberg, dans une pointe à cheval sur Jacobsdal, voit passer vers l'est, à l'horizon, toute l'armée anglaise. Il accourt vers Cronjé à bride abattue; à son récit, du fond des tranchées, s'éleva un rire moqueur.

Et pourtant tous ces renseignements étaient exacts. Par son inertie, le général boer avait donné à lord Roberts le temps de jeter, entre Jacobsdal et Kimberley, 70 000 hommes et 120 canons !

Jacobsdal était occupé par les Anglais, French avec sa cavalerie atteignait déjà Kimberley, virtuellement débloquée, et Cronjé, ignorant par sa faute qu'il était tourné, attendait toujours, dans ses retranchements, l'attaque de front de l'ennemi.



Le siège de Kimberley. — Les Boers surpris dans leurs tranchées.

Quand il comprit son erreur, cinq jours trop tard, la confusion, le désordre, l'anarchie régnèrent dans son camp. Il avait donné aux Burghers l'ordre de battre en retraite vers Bloemfontein ; mais ses soldats, s'obstinant à leur tour à ne pas quitter des retranchements qui ne leur servaient plus à rien, ne reconnaissaient plus la voix de leur vieux général. Un conseil de guerre qui fut convoqué, fut orageux : les Orangistes, inquiets pour leurs fermes, insistaient pour partir, tandis que les Transvaaliens voulaient rester.

Un second conseil, le lendemain, donna enfin le signal du départ. Mais les lourds fourgons, attelés de douze paires de bœufs, menaçaient de gêner la marche.

— Il faut se hâter ! criait le major Albrecht.

— Je ne peux pas aller plus vite que mes fourgons, répondit Cronjé.

— Eh bien ! Laissez là vos fourgons.

— Je n'abandonnerai jamais mes fourgons.

Rien ne saurait exprimer l'incroyable obstination d'un chef qui ne parut jamais plus admirable que lorsqu'il se vit perdu, perdu par sa faute.

Or, après avoir levé le blocus de Kimberley, le 16 février 1900, le général Roberts avait fait poursuivre l'armée en retraite du général Cronjé, que l'on supposait être suivi d'un corps de 10 000 à 12 000 hommes. Serré de près par des troupes fraîches et des chevaux bien nourris, Cronjé, au lieu de faire route vers Bloemfontein, se réfugia sur une série de montagnes, au sud-est de Jacobsdal.

Un des aides de camp du général boer a raconté de la manière suivante comment il put s'échapper, ainsi que le colonel de Villebois-Mareuil, avant que les Anglais eussent complètement investi la colonne.

« Nous avions fait halte, dans notre retraite, à Paardeberg. Vers dix heures du matin, je montai à cheval avec Villebois-Mareuil pour faire une reconnaissance. Il n'était pas difficile, dans ce pays accidenté, de s'égarer, et c'est ce qui nous arriva. Pour nous orienter, nous montâmes sur un kopje, et nous constatâmes que les Anglais s'avançaient de tous les côtés et que le camp de Cronjé était cerné. Il ne nous restait plus qu'à gagner Petrusburg, et, de là, Bloemfontein, où enfin nous arrivâmes morts de fatigue. »

D'ailleurs, avant même que Cronjé ait été cerné à Koodoosrand par le feld-maréchal Roberts et quatre généraux anglais avec autant de corps d'armée, des tentatives avaient été faites pour le dégager.

C'est ainsi que, dès le 11 février, le commando de Heidelberg, au complet, partait de Springfontein. Il rencontrait en route le commandant Dewet et le général Botha avec cinq cents hommes, et les deux troupes réunies marchaient sur Paardeberg.

Les forces boers furent alors divisées en deux colonnes. La première, avec

le général Botha, prit d'assaut Stinckfontein, où elle fit de nombreux prisonniers. La seconde, sous les ordres du commandant Dewet, occupa les kopjes qui faisaient face aux lignes du général Cronjé.

Les Anglais essayèrent alors de bombarder les positions conquises, mais les Boers ripostèrent par une fusillade si efficace que leurs adversaires durent prendre la fuite.

Le 19 février, on communiquait librement avec le camp du général Cronjé, que plusieurs groupes de Burghers purent quitter sans être inquiétés. Vers midi, les Anglais chargèrent les troupes de secours, mais ils furent constamment repoussés. Le soir, cependant, ils réussirent à reprendre les positions, mais pour les évacuer une troisième fois le lendemain matin.

Pendant ce temps, le général Cronjé se trouvait dissimulé avec ses troupes dans quelques crevasses des bords de la rivière Modder, qui assuraient aux Boers un excellent abri. Il y a, en effet, à cet endroit, de nombreux *dongas* (lits de torrents desséchés), qui s'étendent à angle droit et qui forment des sortes de tranchées naturelles, d'où les Boers pouvaient tirer, tout en étant assez bien abrités.

Toutes les hauteurs avoisinantes étaient couvertes par l'artillerie anglaise, de sorte que le général Cronjé était attaqué par devant et par derrière, sur les deux rives du fleuve, tandis que le général French opérait en avant du flanc de l'armée anglaise pour empêcher les renforts boers d'intervenir.

Dès les premiers jours, la plupart des Burghers pressaient le général de se rendre. Le 18, quelques-uns d'entre eux se constituèrent prisonniers de leur propre mouvement; ils racontèrent aux Anglais que Cronjé avait fait la sourde oreille à leurs supplications.

Et pourtant, ce jour-là, l'artillerie anglaise faisait rage dans les positions boers. L'effort, des deux côtés, fut si violent que, le soir les deux adversaires cessèrent le feu de bonne heure, et se jetèrent sur le sol, où ils dormirent, accablés de fatigue, à quelques pas l'un de l'autre. Les déserteurs boers affluaient dans les camps anglais : ils étaient, disent les dépêches, « très ébranlés et épouvantés ».

Le 20 février, troisième jour de l'investissement, lord Roberts offrit à Cronjé tous les moyens de se rendre. Les parlementaires revinrent avec une réponse négative.

Les soldats anglais du Shropshire occupaient le lit de la rivière depuis le 18 février. Pendant la nuit du 20 au 21, ils parvinrent à conquérir 200 yards de terrain. Après ce mouvement, qui les avait rapprochés de l'ennemi, ils occupèrent pendant vingt-quatre heures une situation des plus dangereuses, et il fallut les relever. On envoya les Gordon highlanders pour prendre leur place.

« Le remplacement, écrit au *Times* le correspondant que ce journal avait à Paardeberg, se fit de la façon ordinaire dans cette guerre extraordinaire. Les soldats rampant sur le ventre, se postent derrière quelque bloc de rocher. Ou bien ils construisent autour d'eux une petite *schantze* ou talus de pierre sèche avec les cailloux ramassés à longueur de bras ou déterrés du sol avec la baïonnette. De *schantze* en *schantze* ils gagnent le poste qui leur est assigné. Mais les Gordons, en arrivant à plat ventre derrière les soldats du Shropshire, trouvèrent la situation si dangereuse qu'ils ne purent faire autrement que s'allonger derrière les Shropshires déjà postés, au fond de la rigole que chacun d'eux avait creusée, à l'abri de la *schantze* déjà érigée. Puis les Shropshires à reculons se glissèrent par-dessus les Gordons et, toujours à plat ventre, rampèrent jusqu'en dehors de la zone la plus dangereuse. »


Le général Cronjé.

Le 21 février, l'armée de secours des Boers entendit une forte canonnade dans la direction du laager de Cronjé, et les Anglais tentèrent une nouvelle attaque contre le général Botha. Ils furent encore une fois repoussés.

La quatrième journée de la résistance du général Cronjé avait chaudement débuté.

Peu après le lever du jour, une fusillade terrible avait éclaté, réveillant tout le monde. Cette fusillade présageait du nouveau. Et, en effet, on apprit bientôt que les régiments de Gloucester et d'Essex s'étant égarés, avaient établi leurs bivouacs par erreur tout près d'un laager boer situé au nord du fleuve, et dès que les Boers les avaient aperçus, ils avaient ouvert un feu nourri sur eux. Cependant, les pertes des Anglais furent presque nulles. Le feu continua au nord et au sud du fleuve, la brigade Knox couvrant la ligne au sud, tandis qu'au nord le général Smith Doriens attaquait le laager.

En même temps, le général French s'avançait assez loin dans la direction de l'est, vers un kopje défendu par des forces importantes de l'armée de Cronjé, renforcée par le contingent de Ladysmith.

Le général French s'avançait, son artillerie canonnait le kopje de face pendant que la brigade d'artillerie montée du général Boadwoods le bombardait en arrière et sur la gauche. Soudain, les Boers se précipitèrent sur les troupes du général French qui les canonnèrent vigoureusement. Une centaine de Boers furent faits prisonniers. Le kopje était merveilleusement situé pour constituer

la clef du terrain de la lutte, si les Anglais avaient eu à se défendre contre des renforts boers venant de l'est. Les Anglais prirent beaucoup de fourrages et d'objets d'équipement.

Les Boers emportaient leurs morts en les attachant par deux rênes autour du corps et en les plaçant entre deux cavaliers qui les enlevaient ainsi au grand galop

Un médecin anglais, qui visita les lignes des Boers, trouva les retranchements voisins du fleuve remplis de blessés ; il vit également beaucoup de morts.

La situation restait la même. Les Boers renforçaient leurs tranchées autour du laager. Tout le monde admirait la magnifique résistance du général Cronjé, mais la considérait comme absolument désespérée.

Le jeudi 22, les troupes de secours, menacées d'être cernées, durent abandonner leurs positions, en se frayant un chemin à travers les rangs anglais. Elles allèrent occuper Poplar Grove et le général Botha envoya un émissaire avertir Cronjé qu'il tiendrait jusqu'à la dernière extrémité. Il lui proposa en même temps de se frayer un chemin pour le rejoindre. Cronjé approuva le plan qu'on lui proposait et promit de venir.

Mais lord Roberts s'était déterminé à écraser une fois pour toutes la résistance de son adversaire. Laissons-lui la parole :

« Les informations fournies tous les jours par mon service de renseignements montrèrent bientôt clairement que l'armée de Cronjé se décourageait de plus en plus, et que le mécontentement parmi les soldats et le désaccord parmi les chefs se manifestaient.

« Il est hors de doute que ces sentiments s'accentuèrent à la suite du désappointement causé par la défaite, par nos troupes, des renforts boers qui essayaient de porter secours au général Cronjé.

« Je résolus donc, le 23 février, d'exercer une pression sur l'ennemi.

« Toutes les nuits, les tranchées anglaises furent poussées graduellement dans la direction du campement de Cronjé, de manière à resserrer peu à peu sa position.

« En même temps, je bombardais vigoureusement avec mon artillerie, qui s'était trouvée naturellement renforcée par les gros obusiers que j'avais fait venir de De Aar. »

Pour qu'on puisse se rendre compte de ce qu'était ce bombardement, résumons les dispositions qui avaient été prises à cet égard. Sur la rive gauche de la Modder, lord Roberts avait fait placer, à 2 000 mètres du camp de Cronjé, les 18e, 75e, 62e batteries de campagne, et deux canons de marine de 12. Sur la rive nord, les 65e (obusiers), 76e, 81e, 8e batteries de campagne et trois canons de marine de 47 millimètres enfilaient tous le lit de la rivière.

Le 25 février 1900, à cinq heures du matin, fut ouvert le feu concentré de ces cinquante canons et obusiers, et, à deux heures de l'après-midi, il durait encore.

Un officier anglais, témoin oculaire, écrit :

« C'est la scène la plus tragique, le spectacle le plus terrifiant auquel j'aie assisté de ma vie. Le feu de nos pièces était tout entier concentré sur un espace d'un kilomètre carré. Les shrapnels éclataient sur les bords de la rivière. Les projectiles anglais fouillaient chaque buisson, chaque ravin... C'était assourdissant et aveuglant !

« Tous les quarts d'heure, nous étions contraints de cesser le feu, parce qu'au-dessus du campement de Cronjé, la fumée verte de la lyddite montait en grands nuages qui obscurcissaient complètement l'air et empêchaient nos pointeurs de vérifier leur tir. Les attachés militaires qui étaient présents à ce bombardement le déclarent tous sans précédent. »

— Rendez-vous ! criaient les Burghers eux-mêmes à leur général, impassible au milieu des gémissements des femmes et des blessés, de ses fourgons en flammes et de monceaux de cadavres.

Il répondait invariablement :

— Je tiendrai bon jusqu'à la mort.

Le lendemain de ce terrible bombardement, le 26 février, on télégraphiait encore de Paardeberg à l'Agence Havas :

« C'est aujourd'hui le huitième jour de la résistance du général Cronjé La brigade Smith Doriens est maintenant à 300 yards du laager boer, serrant les républicains dans un espace encore plus restreint. Ce n'est pas Cronjé qui oblige les Anglais à retarder le moment final ; mais il est absolument nécessaire de donner du repos aux hommes et d'attendre le ravitaillement.

« L'arrivée quotidienne de convois permet maintenant de distribuer des rations entières aux troupes. Celles-ci ont été très incommodées ces trois derniers jours par les grandes pluies qui sont tombées par intermittence ; mais les Boers ont dû en souffrir plus encore. Le vent froid qui soufflait dans la plaine a causé la mort de beaucoup d'animaux.

« Hier soir, la crue du fleuve a rejeté un grand nombre de cadavres de Boers et de chevaux. »

Le 27 février, *jour anniversaire de Majuba*, à trois heures du matin, le régiment canadien et quelques soldats du génie, appuyés par le 1er régiment des highlanders de Gordon et le 2e régiment du Shropshire, se portant résolument en avant, conquirent une position à 500 mètres environ plus près de l'ennemi, et poussèrent une tranchée jusqu'à 50 mètres des tranchées boers. Les Canadiens, continuant la marche en avant, occupèrent le rebord des

retranchements boers, au bord de la rivière, d'où ils pouvaient prendre à revers toutes les autres tranchées.

« Cela détermina, *évidemment*, la solution ! » écrit lord Roberts.

Ce n'est pas absolument évident.

Nous savons, en effet, de façon certaine, que les Boers se rendirent parce que les caisses qui contenaient leurs approvisionnements, n'ayant pas été garées à temps dans les tranchées-abris, furent réduites en miettes ; — parce que la crue subite de la rivière vint inonder les dongas et déposer à l'entrée du camp une cinquantaine de cadavres de chevaux morts, et parce qu'il s'exhala de ces cadavres une odeur tellement nauséabonde que l'atmosphère en fut empoisonnée et que l'air du camp devint irrespirable.

Même alors, il fallut la pression morale de tous les siens et l'unanimité de son conseil de guerre pour décider Cronjé à se soumettre : menacé d'être abandonné de tous, il se rendit.

Le 27 février, à la pointe du jour, le feu cessa des deux côtés ; le silence ne fut interrompu que par un coup de feu isolé. Tout à coup, le régiment anglais posté au sommet de la colline, apercevant le drapeau blanc arboré par les Boers, éclata en acclamations et la nouvelle se répandit rapidement que Cronjé avait capitulé.

Quelque temps après, un parlementaire apportait, aux avant-postes anglais, une lettre du général Cronjé déclarant qu'il se rendait sans conditions. Le général Prettyman fut aussitôt délégué auprès du chef des Burghers, auquel lord Roberts répondait qu'il pouvait se présenter au camp anglais, et que sa troupe devait déposer les armes et quitter son campement.

Vers sept heures, on aperçut un petit groupe de cavaliers qui traversait la plaine, se dirigeant vers le quartier général anglais où l'on avait annoncé l'arrivée de Cronjé.

Lord Roberts, se promenant de long en large devant la modeste voiture qui lui servait de chambre à coucher, fit ranger un détachement de highlanders.

A mesure que le groupe de cavaliers approchait, on distinguait, à la droite du général Prettyman, un vieillard coiffé d'un chapeau de feutre à larges bords, vêtu d'un court pardessus d'étoffe grossière, d'un pantalon de serge ordinaire, et chaussé de souliers de cuir jaune. C'était le redoutable Cronjé, le visage noirci par le hâle, les cheveux bouclés semés de fils d'argent. Le visage de Cronjé était absolument impassible ; on ne pouvait même pas y distinguer une trace de tristesse.

Lord Roberts et son état-major restèrent debout, attendant le général Prettyman. Celui-ci, présentant au généralissime anglais le chef des Boers, dit :

— Le commandant Cronjé, monsieur !

A ces mots, le commandant Cronjé fit le salut militaire. Le général Roberts rendit le salut et tout le groupe de cavaliers mit pied à terre.

Alors, le général Roberts, s'avançant, serra la main au vieux commandant boer.

— Monsieur, lui dit-il, vous avez fait une vaillante défense.

Dès ces premiers mots, le général anglais semblait avoir conquis l'estime du chef boer. Puis lord Roberts invita courtoisement l'héroïque vieillard à prendre quelque nourriture.

« Au cours de la conversation, télégraphiait lord Roberts le matin même du 27 février, le général Cronjé demanda à être traité convenablement. Il demanda aussi à être accompagné, partout où il serait envoyé, par sa femme, son petit-fils, son secrétaire particulier, son officier d'ordonnance et ses domestiques. Je le rassurai et je lui dis que sa demande serait accordée.

« Je l'informai qu'un officier général l'accompagnerait au Cap, afin de veiller à ce qu'il fût traité avec respect en cours de route.

« Il partira cet après-midi, sous la conduite du major-général Prettyman, qui le remettra aux mains du général commandant au Cap.

« Les prisonniers sont environ 3 000. Ils seront groupés en commandos, sous les ordres de leurs propres officiers. Ils partiront d'ici aujourd'hui. Ils arriveront demain à la station de la Modder.

« De là, ils prendront le train pour le Cap, détachement par détachement. »

A une heure de l'après-midi, lord Roberts envoyait de Paardeberg ce nouveau télégramme, complétant ses premières informations :

« Les canons qui ont été pris sont les suivants : quatre canons Krupp de 75 centimètres, dont un appartient à la République d'Orange ; deux canons Maxim, dont un à la République d'Orange ; neuf canons à projectiles d'une livre.

« Les prisonniers sont au nombre de 4 000 environ, sur lesquels il y a 1 150 Orangistes. Il y a parmi eux 47 officiers, dont 18 Orangistes.

« Parmi les prisonniers se trouvent le général Cronjé et son petit-fils, le commandant Walverans, le major allemand Albrecht, le lieutenant Dewitz, un officier scandinave. Puis on trouve dans cette liste d'officiers des noms boers à désinence française et italienne comme Duplessis, de Villiers, Villiers, Marcé, Terblanche, Arnoldi. »

L'extraordinaire résistance de Cronjé à Paardeberg a excité l'étonnement et l'admiration du monde entier. Il n'est pas jusqu'au *Standard*, un des organes attitrés du ministère britannique actuel, qui, avant la capitulation, n'exprimât, dans un leader article, l'opinion suivante :

« La résistance de l'armée de Cronjé est, dans tous les cas, un exemple

extraordinaire d'endurance indomptable. On va jusqu'à dire que le chef boer mérite d'être blâmé pour exposer ainsi la vie de ses hommes, puisqu'il doit savoir que la lutte est inutile. Cela se peut; mais, même si nous frissonnons à l'idée de ce cruel sacrifice, nous ne pouvons refuser notre admiration à ce sublime héroïsme. Cet épisode de la guerre nous donne une idée de la résolution des Boers. Cette fois, à n'en pas douter, nos ennemis ont à lutter contre des forces incomparablement supérieures. On suppose que Cronjé n'a avec lui que huit mille hommes ; il en a même probablement moins. Ils étaient épuisés par une marche accablante, puisqu'ils sont allés sans s'arrêter de Maggersfontein à Paardeberg. Ils sont cernés par une armée nombreuse qui comprend les meilleures troupes d'infanterie et de cavalerie du monde, et qui sont commandées par deux des meilleurs généraux de notre temps. La position des Boers est, nous dit-on, un cul-de-sac, pris en enfilade par nos batteries, dominé par des positions plus élevées. Cependant, malgré tout, ils ont accepté cette lutte inégale, sans fléchir un seul instant, pendant plusieurs jours... »

Le 28 février, lord Roberts télégraphiait :

« Le général Cronjé et sa famille sont partis hier sous la conduite du général Prettyman, avec une escorte de volontaires de la Cité de Londres et d'infanterie montée.

« Plus tard, le même jour, les autres prisonniers ont été évacués. Les femmes et les enfants ont été renvoyés chez eux.

« J'apprends que les Boers sont très mécontents de ce que le commandant Cronjé ait refusé d'accepter des Anglais l'offre de secours médicaux pour leurs blessés et de sauf-conduits pour les femmes et les enfants.

« Environ 170 Boers se trouvent dans nos hôpitaux, la plupart dans un état très grave, parce que les premiers soins leur ont manqué.

« J'ai inspecté hier le campement des Boers ; j'ai été frappé de l'habileté et de l'énergie qui avaient rendu cette position presque inexpugnable. »

Empruntons maintenant, à une lettre familière d'un soldat anglais, écrite au Cap le 20 mars, quelques détails sur l'arrivée des prisonniers dans cette ville.

« Ce matin, raconte-t-il, j'étais de garde aux docks du Cap, lorsque sont arrivés les 1 200 Boers faits prisonniers à Paardeberg, et de ma vie je n'ai vu pareil spectacle.

« Ils marchaient quatre par quatre, et il y avait parmi eux au moins quatre générations d'hommes, car le plus jeune avait quatorze ans et le plus vieux en avait soixante-quinze. Il n'était pas rare de voir un père avec son fils, et, dans un même rang, il y avait le grand-père, le père et le petit-fils.

« Chacun était surchargé d'ustensiles les plus divers, contenus dans une

malle : on aurait dit qu'ils avaient emporté avec eux tout leur mobilier ! Le grand-père, le père et l'enfant dont je parlais avaient en effet chacun sur leur dos une malle noire et, lorsqu'ils ouvrirent leur malle, on vit qu'elle contenait des couverts en argent, une saucière, une théière, un sucrier en vermeil, des chaînes et une montre : c'était tout ce qu'ils avaient de plus précieux, dirent-ils.

« Un autre, un grand gaillard d'environ quarante ans, avait un sac fixé par des courroies à ses épaules et où une petite plaque en argent avait été apposée. On lisait sur la plaque : « G. Y. Steijn, Bloemfontein ». Le prisonnier était parent du président de l'État libre. Il emportait avec lui deux couvertures, quelques serviettes, un peu de linge personnel, et un petit paquet de café.

« Les officiers prisonniers formaient un groupe à part et avaient tous une excellente tournure. A la différence des hommes qui, presque tous, étaient Orangistes, les officiers appartenaient aux nationalités les plus diverses. J'ai personnellement causé avec un Américain arrivé il y a trois mois de Chicago, avec un Suédois et un Autrichien. Tous portaient l'uniforme de khaki comme nos officiers et nos soldats.

« Les prisonniers étaient des plus silencieux et des plus taciturnes. Leur figure ne trahissait aucune émotion. Seul, le petit garçon de quatorze ans essuyait des larmes sur sa figure, et comme on lui demanda pourquoi il pleurait, il répondit que c'était parce qu'il pensait à sa mère qui, ne l'ayant point vu revenir à la ferme, devait le croire mort.

« Un officier anglais prit immédiatement son nom et son adresse et promit qu'il écrirait, le jour même, à sa mère pour la rassurer... »

Les vainqueurs assignèrent comme demeure à Cronjé la villa de *Kent Cottage*, à l'île Saint-Hélène.

En revanche, le général Cronjé a eu, en Angleterre, ce qu'on appelle une mauvaise presse. On ne paraissait point lui garder trop de rancune d'avoir infligé à lord Methuen de sanglantes défaites ; mais ce qu'on ne lui pardonnait pas, c'était son inélégance : « Cronjé, écrit un reporter qui l'a vu à Capetown, Cronjé a été décrit pittoresquement comme un héros vaincu, mais il a l'apparence d'un typique Boer, trapu et barbu. Je regrette de le dire, car, par suite de nos premiers revers, nous avons traité ce batteur d'estrade comme un autre Napoléon. Nous l'avons amené, lui et sa femme, à Modder-River dans une charrette traînée par six chevaux d'artillerie. Son bagage était dans un sac, la garde-robe de sa femme dans une taie d'oreiller et l'article principal de cette garde-robe de Mme Cronjé était une robe de soie confisquée à lady Sarah Wilson. » Pourrait-on éprouver autre chose que du mépris pour un général dont le bagage tient dans un sac et une taie d'oreiller ? Et les Boers, qui sont

tous taillés sur ce modèle, méritent-ils la moindre estime? « J'ai connu, dit le même reporter, un officier anglais, un seul, qui se sentait de la sympathie pour eux. Il vit les 4000 prisonniers allant à Modder-River et vint me voir ensuite : « Je ne défendrai plus les Boers, dit-il; je suis guéri : je les ai vus enfin. — Eh bien? — Ce sont les plus laides gens que j'aie jamais vus. Ils ont le regard sauvage, ils sont barbares, pauvres d'esprit, mal bâtis; ceux qui ont l'air d'avoir un cerveau paraissent déséquilibrés; si vous en voyiez deux venir le long d'une route, vous vous empresseriez d'enlever le linge mis à sécher; les différentes parties de leur corps ne s'ajustent pas les unes aux autres : les jambes de celui-ci ne vont pas avec son torse; l'autre a une tête grosse comme un pois sur les épaules d'un bœuf. Un guardienne (*sic*) a des bras d'orang-outang. Personne ne peut soutenir une cause à laquelle de tels hommes sont liés. » Et c'est ainsi que la presse anglaise s'efforce de représenter au public les Boers comme des sauvages, sous prétexte qu'ils ne rappellent que de loin l'*Apollon* du Belvédère. Elle paraît oublier que ces gens mal vêtus peut-être ou mal bâtis ont, sur les champs de bataille, fait assez bonne contenance, et que les gens élégants, bien habillés et dont l'ambition est de ressembler à des jeunes Grecs, n'ont pas toujours été fort brillants.

On se rappelle que les généraux Botha et Dewet attendaient, à Poplar Grove, une sortie de Cronjé. Après trois jours et trois nuits d'anxiété, la triste nouvelle de sa capitulation parvint au camp, le matin du quatrième jour. Les deux généraux battirent alors en retraite sans être inquiétés.

En Angleterre, la capitulation de Paardeberg fut surtout acclamée parce qu'elle effaçait, aux yeux des Anglais, la désastreuse capitulation du général Colley à Majuba-Hill, qui avait eu lieu dix-neuf ans auparavant, à pareille date.

Mais elle produisit un autre résultat qui ne laissa pas d'exciter l'étonnement universel. L'empereur d'Allemagne Guillaume II, — oubliant sa fameuse dépêche au président Krüger, au lendemain de l'invasion Jameson, dont nous avons donné le texte et signalé l'importance, — adressa à la reine d'Angleterre et au prince de Galles un télégramme de félicitations, dans lequel il parlait, en termes très élogieux, de la victoire de lord Roberts.

Les succès du généralissime anglais dans l'ouest de l'État libre d'Orange devaient avoir leur contre-coup au Natal. En effet, une certaine partie des forces boers entourant Ladysmith avait été détachée pour se porter au secours de Cronjé.

Le général Buller chercha, pour la quatrième fois, à se frayer un passage vers Ladysmith à travers les fortifications boers. S'étant encore heurté contre des barrières insurmontables au nord de Colenso, il fut obligé de retraverser la Tugela et de prendre un chemin plus à l'est, se servant comme point d'appui de la ligne démantelée du chemin de fer.

A l'est de Colenso, se trouve une crête de montagnes, d'où émergent deux grands kopjes. L'un d'eux, le plus considérable, Hlangwana-Kop, fut, pendant onze jours, la centre de combats furieux.

Les hostilités débutèrent par une marche forcée des troupes anglaises, qui se dirigèrent vers l'est, montèrent une pente escarpée, et traversèrent une longue bordure boisée qui courait parallèlement aux positions boers. Cette partie de bois était occupée par les commandos de Béthulie et de Middelburg, sous les ordres du général Faurie. Les Anglais furent repoussés



La vallée de la Tugela.

Quelques jours après, un kopje fut occupé par les Boers commandés par les généraux Meyer et Botha. Bombardés par de gros canons anglais, les Boers évacuèrent le kopje. C'est alors que les fédéraux de l'Ermelo furent dépêchés pour occuper Hlangwana. Cette opération fut terminée en un clin d'œil.

Un conseil de guerre se tint, composé des généraux Lucas Meyer, Botha et Faurie dans le but d'élaborer le plan de bataille pour le lendemain.

Dès l'aube, le lendemain matin, les bombes à la lyddite asphyxiante commencèrent à tomber dru sur la hauteur de Hlangwana. A sept heures du matin, l'attaque était générale : les masses anglaises se mettaient en mouvement et grimpaient à l'assaut.

Les gros canons boers, aidés par les maxims tirant de plein fouet des obus

à balles, causaient des ravages effroyables dans les rangs anglais, qui durent suspendre leur marche en avant.

Après vingt-quatre heures de repos, nouvelle tentative. Cette fois, les fusils boers entrèrent en ligne, étant à bonne portée, et firent rage. Les Anglais battirent en retraite et tentèrent alors une diversion du côté de Pieter's hill, dont la petite gare devint le pivot de leurs combinaisons stratégiques.

Narrer par le menu tous les combats qui suivirent serait oiseux. Battus en détail, perdant beaucoup de monde, les Anglais tentèrent un gros coup.

Le 20 février, toutes à la fois, les pièces anglaises se mirent à bombarder les positions boers. La canonnade était effroyable. Puis, simultanément, toutes les troupes anglaises se mirent en mouvement, ayant à leur tête les meilleurs régiments : les Dublin-fusiliers, les Connaught Rangers, etc., furent chargés d'enlever les positions boers à la baïonnette. Ces braves obéirent à l'ordre de... mourir. Cet effort sublime échoua complètement. Deux régiments entiers furent fauchés comme blé mûr, deux autres perdirent la moitié de leur effectif. Le champ de bataille se couvrit de sang et de débris de toute sorte.

Le régiment des Dublin-fusiliers périt tout entier, à l'exception du lieutenant Best, qui se rendit avec vingt-trois hommes.

Le général Buller repoussé pour la quatrième fois, deux régiments de la reine disparus, mille morts et blessés anglais : tel fut le bilan de la bataille de Pieter's hill.

Ce fut cependant cette bataille qui ouvrit aux Anglais la route de Ladys mith, car les Boers, en présence des succès de lord Roberts dans l'Orange, jugèrent prudent de se retirer.

D'ailleurs, la retraite était éventuellement préméditée depuis longtemps. Toutes les opérations du siège de Ladysmith avaient été conçues suivant un plan stratégique, et le général Joubert avait vite compris que la garnison ne pouvait être réduite que par la famine. La modification de la situation sur la frontière ouest rendait impossible la continuation du siège.

C'est par le chemin de Pieter's hill que les troupes anglaises firent leur entrée dans la ville assiégée, au nombre de 2 000 hommes : volontaires du Natal, réguliers et police à cheval, sous le commandement de lord Dundonald.

C'est à six heures du soir, le jeudi 1er mars, que ce fait s'accomplissait.

Les assiégés étaient si loin de se douter que les secours étaient à leurs portes que les troupes se portèrent à la rencontre de la colonne, le doigt sur la gâchette, ne sachant si c'était — la nuit commençant à se faire — un assaut des Boers qui se produisait ; ils furent vite rassurés à ce sujet. La joie fut à son comble parmi les défenseurs de Ladysmith, dont les rations venaient encore d'être diminuées la veille, car la ville en était à ses dernières ressources, après cent dix-neuf jours de siège

Un correspondant du *Standard* a donné le récit suivant des souffrances de la garnison de Ladysmith :

« Ce n'était plus qu'une ombre d'armée qui a été contrainte de se retirer devant les Boërs, après la bataille de Lombard's-Kop, le 30 octobre. Il n'y a pas un homme qui ne porte sur le visage la trace des souffrances physiques et des tortures morales qu'il a endurées pendant ces terribles semaines.



Vue de Ladysmith

« Depuis l'investissement, nous avons perdu au combat 16 officiers et 162 hommes ; le bombardement a tué 35 officiers et hommes et a blessé 200 officiers et 168 hommes ; 47 officiers, 360 hommes, parmi lesquels 94 sont morts, ont été blessés au combat et la maladie en a enlevé 476 ; ce chiffre montre que la maladie a fait plus de victimes que tous les assauts, batailles et sorties depuis Talana-Hill jusqu'à la délivrance.

« La fièvre entérique et la dysenterie ont sévi parmi nous, conséquence

ordinaire des eaux mauvaises, des privations et de la poussière fétide qui s'élevait d'une ville occupée par 21 000 habitants mourant presque de faim. 8 424 passèrent par les hôpitaux et la moyenne des personnes en traitement, chaque jour, était de 1 500 à 2 000. Il y a eu, pour la fièvre entérique seule, 1 710 cas. »

Le correspondant ajoute :

« Après l'attaque malheureuse de Colenso, les rations furent diminuées; après Spion-Kop, elles furent plus réduites. Les trois quarts de livre de bœuf de trait furent convertis en une demi-livre de viande de cheval.

« C'était pitié de voir ces soldats de la garnison, pâles, accablés, loqueteux, débris de la splendide troupe qui avait tenu la campagne dans les dernières semaines d'octobre. Dans quelques régiments, il n'y avait plus le quart de l'effectif qui répondît à l'appel.

« La brigade de cavalerie, autrefois si brillante, a presque cessé d'exister. Ce fut certainement la plus regrettable erreur de retenir la cavalerie dans une ville assiégée où elle était inutile et encombrante. »

La statistique officielle des pertes subies par la garnison de Ladysmith donne les chiffres suivants :

« Au mois de novembre, il y avait à Ladysmith 572 officiers et 12 092 hommes ; au mois de mars, il n'y avait plus que 403 officiers et 9 761 soldats.

« En novembre, il y avait à Ladysmith 5 309 chevaux et 4 539 mulets ; à la fin du siège, il ne restait plus que 2 900 chevaux, dont 500 seulement disponibles, pouvant rendre quelques services.

« Le nombre des mulets était réduit à 3 713.

« Au commencement du siège, il y avait dans les divers dépôts 566 obus pour pièces de marine de 47, 1 036 obus de marine de 12 livres, 887 obus pour les obusiers, et 11 437 pour les pièces de campagne. Au 1er mars, ces chiffres étaient réduits respectivement à 42 — 252 — 107 et 7 200. »

Si aux pertes de la garnison, on ajoute celles de l'armée de secours, on trouve que, quoique le siège de Ladysmith ait duré cinq jours de moins que celui de Kimberley, il a coûté la mise hors de combat de 6912 hommes, dont le total se décompose comme suit :

Tués : 1 046 ; — blessés : 3785 ; — manquants : 1 568 ; — morts de maladie : 513. Ce dernier chiffre est même incomplet.

Comme terme de comparaison et comme document, voici d'intéressants extraits d'une lettre écrite par une Française après la délivrance de Kimberley, où elle avait passé toute la durée du siège.

« Kimberley, le 21 avril 1900.

« ... Je commence seulement à me remettre du siège qui a duré cent vingt-quatre jours.

« Le pis était le bombardement, qui, cependant, nous a fait plus de peur que de mal. Sur 40 000 habitants, une vingtaine ont été tués ou blessés. Les troupes de la garnison n'ont perdu qu'une quarantaine d'hommes et une centaine de blessés en faisant des sorties.

« Mais les obus ont causé baucoup de dégâts matériels, et, pour nous



L'hôpital de Ladysmith.

mettre à l'abri, nous avons creusé des tranchées en biais dans la terre en les recouvrant de poutres et de planches et en entassant sur ce toit des sacs remplis de la terre extraite de la tranchée. Malheureusement, nous n'étions qu'à l'abri des éclats d'obus et des schrapnels ; si un obus entier avait fait sa percée à travers le revêtement, ma lettre ne vous serait jamais parvenue. Plusieurs éclats sont tombés sur mon toit et dans ma cour ; mais les dégâts sont insignifiants.

« Notre ami V..., lui non plus, n'a pas été exempt de crainte ni d'ennuis des schrapnels sont venus tomber sur les sacs de terre qui recouvraient son abri, et un éclat est tombé dans sa cour à côté de son fils aîné, qui a été obligé de se coucher de tout son long pour ne pas être atteint.

« La ville aurait été bien plus endommagée si elle possédait des édifices et des maisons de pierre. Mais, ici toutes les maisons sont en briques ou en zinc galvanisé. Un obus tombe-t-il sur une de ces maisons à murailles de briques sèches, à toit de zinc galvanisé, elle s'affaisse comme un château de cartes, s ns projeter autour d'elle, ainsi que feraient les maisons de pierre, les matériaux dont elle est construite.

« D'ailleurs, en gens sages, nous n'attendions pas que nos maisons nous tombassent sur la tête, et dès que le bombardement commençait, nous courions à notre terrier. Nous avons aussi dû subir les horreurs de bombardements de nuit, ce qui nous épouvantait beaucoup, vu que nous étions obligés de rester sous terre, où il ne faisait pas si bon que dans notre lit. Et puis, la crainte d'un de ces obus de gros calibre, qui pouvaient détruire notre maison ou pénétrer à travers notre toiture de sacs, rendait la situation terrible et l'on dormait difficilement.



Le général White.

« Enfin, Dieu soit loué ! nous sommes maintenant au bout de nos craintes et Kimberley a repris son aspect d'autrefois, avec la seule différence qu'il y a un va-et-vient continuel de troupes, qui sont campées un peu partout.

« Cette guerre, hélas ! n'est pas sur le point de se terminer. D'après le dire des prisonniers, *les Boers ne se rendront jamais.*

« Jusqu'ici, ils ont fait preuve d'une tactique incomparable... »

Aussitôt après la délivrance de Kimberley, eut lieu une réunion de la Compagnie de Beers. M. Cecil Rhodes, qui présidait, tint les propos suivants, qu'il n'est pas inutile de consigner ici :

« Les deux Républiques n'existent que depuis une génération, et le droit de premier occupant appartient aux indigènes. Arguer d'une occupation temporaire datant de vingt-cinq ou trente ans avant l'arrivée des Uitlanders, c'est de l'insolence et de la présomption. Voilà la réponse à faire aux misérables bêtises (*sic*) débitées sur la priorité d'occupation ; car toute dispute serait réglée par la reconnaissance de droits égaux à tous les hommes civilisés au sud du Zambèze. Ce principe est la clef de voûte de la lutte actuelle, et, quand la guerre sera terminée, beaucoup de Hollandais se joindront à nous sur cette base.

« Le Transvaal et l'Orange ne sont pas des républiques ; ce sont des oligarchies qui depuis longtemps complotaient contre l'Angleterre pour lui en-

lever tout le sud de l'Afrique. Les gouvernements de ces deux républiques se composent d'une petite bande de politiciens qui se partagent les dépouilles et se moquent des pauvres Boers, en faisant appel à leur patriotisme. Voilà vingt ans que le parti afrikander travaille à faire du sud de l'Afrique un État indépendant. M. Reitz a avoué, il y a déjà bien des années, que la seule ambition de sa vie était de chasser l'Angleterre de l'Afrique. »

Et l'orateur a conclu par cette phrase monumentale :

« Nous devons faire notre devoir en protégeant *le plus grand actif commercial du monde, c'est-à-dire le drapeau britannique.* »

Pendant ce temps, les présidents de l'État libre d'Orange et de la République Sud-Africaine, en vue d'arrêter l'effusion du sang après les premiers succès des Anglais, adressaient au marquis de Salisbury le télégramme suivant, expédié de Bloemfontein le 5 mars, et qui fut reçu à Londres le lendemain :

« Le sang et les larmes de milliers d'êtres qui ont souffert de cette guerre et la perspective de la ruine morale et économique dont l'Afrique du Sud-Est est actuellement menacée, font une nécessité aux deux belligérants de se demander sans passion et comme s'ils étaient en présence de la Trinité divine, pourquoi ils combattent et si le but poursuivi par chacun d'eux justifie tous ces maux terribles et cette dévastation.

« Dans ce but, et étant données les assertions de divers hommes d'État anglais tendant à établir que cette guerre a été déclarée et poursuivie dans le but préconçu de saper l'autorité de Sa Majesté dans l'Afrique du Sud et de créer une administration indépendante du gouvernement de Sa Majesté sur toute l'Afrique du Sud, nous considérons de notre devoir de déclarer solennellement que cette guerre a été entreprise seulement comme mesure défensive pour maintenir l'indépendance menacée de la République Sud-Africaine, qu'elle est continuée uniquement dans le but d'obtenir et de maintenir l'indépendance incontestable comme États jouissant d'une souveraineté internationale, des deux Républiques et d'obtenir l'assurance que ceux des sujets de Sa Majesté qui ont pris part avec nous à cette guerre ne seront molestés en aucune façon dans leurs personnes ou leurs propriétés.

« A ces conditions, mais à ces conditions seules, nous sommes actuellement, comme dans le passé, désireux de voir la paix rétablie dans l'Afrique du Sud et de mettre fin aux maux qui sévissent actuellement sur l'Afrique du Sud.

« D'autre part, si le gouvernement de Sa Majesté est décidé à détruire l'indépendance des deux Républiques, il ne nous restera, à nous et à notre peuple, qu'à persévérer jusqu'au bout dans la voie où nous sommes déjà engagés, en dépit de la prépondérance écrasante de l'empire britannique

ayant confiance que Dieu, qui a allumé l'inextinguible feu de l'amour de la liberté dans nos cœurs et dans ceux de nos pères, ne nous abandonnera pas, mais qu'il accomplira son œuvre en nous et en nos descendants.

« Nous avons hésité à faire plus tôt cette déclaration à Votre Excellence parce que nous craignions qu'aussi longtemps que l'avantage serait de notre côté sans interruption et qu'aussi longtemps que nos forces occuperaient des positions défensives dans l'intérieur des colonies de Sa Majesté, une déclaration de cette nature pourrait froisser les sentiments d'honneur du peuple britannique; mais à présent que le prestige de l'empire britannique peut être considéré comme affirmé par la capture d'une de nos forces par les troupes de Sa Majesté, et par le fait que nous avons été obligés, par suite, d'évacuer d'autres positions précédemment occupées par nos forces, cette difficulté n'existe plus, et nous ne pouvons plus hésiter à informer clairement votre gouvernement et votre peuple, en face du monde civilisé, pourquoi nous combattons, et à quelles conditions nous sommes prêts à rétablir la paix. »

A cet appel si légitime, le marquis de Salisbury répondit par le télégramme suivant, expédié du Foreign Office le 11 mars :

« J'ai l'honneur d'accuser réception du télégramme de Vos Honneurs, portant la date de Bloemfontein, 5 mars, dont le but est principalement de demander que le gouvernement de Sa Majesté reconnaisse « l'incontestable indépendance » de la République de l'Afrique du Sud et de l'État libre d'Orange comme États jouissant d'une « souveraineté internationale » et de nous offrir, dans ces conditions, de mettre fin à la guerre.

« Au mois d'octobre dernier, la paix existait entre Sa Majesté et les deux Républiques, sur la base des conventions en vigueur. Une discussion s'était poursuivie pendant plusieurs mois, entre le gouvernement de Sa Majesté et la République de l'Afrique du Sud; son but était d'obtenir le redressement de certains griefs très sérieux dont souffraient les résidents anglais dans l'Afrique du Sud. Au cours de ces négociations, la République de l'Afrique du Sud avait fait, au su du gouvernement de Sa Majesté, des armements considérables, et ce dernier avait, en conséquence, pris des mesures pour donner aux garnisons anglaises du Cap et du Natal des renforts correspondants. Aucune infraction aux droits garantis par les conventions n'avait eu lieu jusqu'à ce moment du côté anglais.

« Soudainement, à deux jours de notice, la République de l'Afrique du Sud, après avoir lancé un ultimatum insultant, a déclaré la guerre à Sa Majesté, et l'État libre d'Orange, avec lequel il n'y avait même pas eu la moindre discussion, agit de même. Les territoires de Sa Majesté ont été immédiatement envahis par les deux Républiques. Le siège a été mis devant trois villes à l'intérieur des frontières britanniques. Une large portion des deux colonies a

été ravagée ; une grande destruction d'existences et de propriétés s'en est suivie, et les républiques ont voulu traiter les habitants de parties considérables des territoires de Sa Majesté, comme si ces territoires avaient été annexés à l'une ou à l'autre d'elles.

« En prévision de ces opérations, la République de l'Afrique du Sud avait accumulé, pendant un grand nombre d'années, du matériel de guerre sur une échelle énorme, et ce matériel, par son caractère, ne pouvait être destiné qu'à servir contre la Grande-Bretagne.

« Vos Honneurs font quelques observations d'un caractère négatif sur le but dans lequel ces préparatifs ont été faits. Je ne crois pas nécessaire de discuter les questions que vous avez soulevées, mais le résultat de ces préparatifs effectués dans le plus grand secret a été que l'empire britannique s'est vu obligé de faire face à une invasion et que cela a entraîné pour l'empire une guerre coûteuse et la perte de milliers d'existences précieuses. Cette grande calamité a été la pénalité que la Grande-Bretagne a eu à supporter pour avoir, dans les dernières années, acquiescé à l'existence des deux Républiques. En présence de l'usage que les deux Républiques ont fait de la situation qui leur avait été accordée, et des calamités que leur attaque non provoquée a infligées aux territoires de Sa Majesté, le gouvernement de Sa Majesté ne peut que répondre au télégramme de Vos Honneurs, en disant *qu'il n'est pas disposé à consentir l'indépendance soit de la République du Sud de l'Afrique, soit de l'État libre d'Orange.* »

Cette correspondance, communiquée à la Chambre des Lords et à la Chambre des Communes, y fut accueillie par de vifs applaudissements.

La guerre allait donc continuer.

Depuis la capitulation du général Cronjé, plusieurs commandos boers étaient retranchés à une quinzaine de kilomètres du front de l'armée anglaise, à l'est de Paardeberg. Ils occupaient un grand nombre de kopjes isolés. Leur position était coupée en deux par la Modder, mais s'étendait davantage sur la rive gauche. Au nord, elle était limitée par une colline haute et plate, où les Boers avaient hissé leurs canons. Au sud, se déroulaient les ondulations plus ou moins accidentées de la plaine, qui se terminaient par une autre colline où les Boers étaient solidement retranchés.

L'état major de lord Roberts estimait au début que les forces ennemies ne dépassaient pas 4000 hommes, mais comme les tranchées couvraient un espace de près de 25 kilomètres, ils finirent par supposer que ce chiffre était plus élevé. Les Boers avaient en face d'eux les 9e, 7e et 6e divisions anglaises, c'est-à-dire environ 30000 hommes. Le général French, avec la cavalerie, se porta, au dernier moment, de l'extrême gauche anglaise à l'extrême droite, de façon à menacer l'extrême gauche ennemie.

Le matin du 7 mars, de bonne heure, toute la cavalerie et l'artillerie à cheval, renouvelant ce qui avait été fait pour la délivrance de Kimberley et pour la capture de Cronjé, exécutèrent sur la droite un immense mouvement enveloppant. La 6e division suivait à distance. Mais, dès que les Boers s'aperçurent qu'ils allaient être tournés et peut-être coupés de leurs communications avec Bloemfontein, ils battirent en retraite en évitant d'engager le combat.

Les quelques milliers de Boers qui occupaient le terrain depuis dix jours étaient tous des soldats de l'État libre, sous les ordres des généraux Dewet et Delarey, et faisaient partie des renforts qui n'avaient pu délivrer le général Cronjé. Ils n'avaient jamais eu l'intention de s'opposer résolument, dans cette position, à la marche de l'armée anglaise. Leur but était simplement de masquer le point réel de concentration, ou d'obliger les Anglais à déployer complètement leurs forces. Dans ces deux cas, ils avaient complètement réussi.

Le quartier général de lord Roberts se trouva, de ce fait, transporté à Poplar Grove, c'est-à-dire à une trentaine de kilomètres à l'est de Koodoosrand.

La poursuite des Boers ne pouvait être bien active et poussée pendant longtemps, car les chevaux des troupes montées étaient complètement épuisés.

Néanmoins la marche sur Bloemfontein ne tarda pas à être reprise. Voici la narration qu'ont publiée les journaux anglais du combat de Drietfontein, un des engagements les plus sanglants qui aient eu lieu au cours de cette marche :

« Après avoir quitté son dernier camp à Poplar Grove, lord Roberts divisa son armée en trois corps qui s'avancèrent sur Bloemfontein.

« Sur la droite, la division Tuckers, avec les gardes et une brigade de cavalerie, prit la route de Pétrusburg. La colonne du centre, sous le commandement de lord Roberts, se composait de la division Colville, de la brigade des gardes et de la brigade de cavalerie Broadwood. Le général French avait pris le commandement de la colonne de gauche, qui s'avançait parallèlement à la Modder. Elle se composait de la brigade de cavalerie Porter et de la division Kelly-Kenny.

« Le 12 mars, vers dix heures du matin, la brigade Broadwood, qui marchait en tête de la colonne du centre, prit contact avec les Boers, qui occupaient une ligne demi-circulaire de kopjes.

« L'artillerie anglaise commença immédiatement à bombarder les kopjes, rejetant les Boers sur les arêtes inférieures qui se projetaient sur le centre de leur position. Le colonel Broadwood lança ensuite son infanterie montée contre la position évacuée par les Boers, et où elle se maintint jusqu'à l'arrivée de renforts.

« Pendant ce temps, le colonel Porter, qui avait lui aussi pris contact avec les Boers sur leur aile droite, fit prévenir French, qui fit opérer un mouvement de diversion vers le centre à toute sa division d'infanterie. La division arriva devant la position boer vers une heure de l'après-midi, après une marche de plus de 20 milles.

« L'arrivée de l'infanterie ayant soulagé le colonel Broadwood, il lança sa cavalerie sur le derrière de la gauche des Boers, où les Anglais avaient déjà pris possession d'un kopje.

« En arrivant sur le flanc de la position, la cavalerie anglaise fut vigoureusement bombardée par un canon boer de 9 livres. A l'endroit d'où partait le feu, on vit apparaître quelque temps après un drapeau blanc, mais lorsque les Anglais s'avancèrent pour occuper la position, ils s'aperçurent que les Boers l'avaient déjà évacuée. A la tombée de la nuit, le colonel Broadvood avait parcouru 8 milles sur le flanc des Boers.

« Pendant les opérations de la brigade Broadwood, un vif engagement se déroulait au centre de la position boer, qui ressemblait à un 3 renversé, et qui se composait d'une ligne de kopjes bas, s'avançant assez loin dans le milieu de la plaine. S'étant assuré un point d'appui à cet endroit, Kelly-Kenny contint les Boers, pendant qu'il exécutait une attaque directe au nord du centre de la position boer, où un kopje bas, isolé, situé à quelque distance de la ligne de kopjes occupée par les forces boers, permit aux troupes de s'approcher à l'abri, à quelque distance des Boers.

« Ceux-ci, s'apercevant du mouvement, dirigèrent contre la colonne anglaise une vigoureuse canonnade, mais ils ne purent cependant arrêter l'élan du régiment gallois, qui constituait la première ligne. Les Boers, bien qu'ils ne possédassent pas de retranchements naturels, occupaient une forte position parfaitement sûre, où de gros rochers leur offraient d'excellents abris.

« A deux heures, une batterie montée commença à bombarder la position, afin de préparer la marche en avant de l'infanterie anglaise. A ce moment, les maxims boers ouvrirent un feu violent sur l'artillerie anglaise, tuant deux hommes et plusieurs chevaux. Une autre batterie montée, après avoir bombardé le centre de la position boer, vint se joindre à la batterie du centre, pendant qu'une batterie de campagne prenait position à proximité de la position boer, d'où elle put diriger un feu violent sur l'arête vers laquelle marchait le régiment gallois. Les servants anglais étaient exposés à une vigoureuse fusillade.

« Le régiment gallois, renforcé d'un autre bataillon, réussit enfin à gagner la crête de l'arête, où les deux bataillons prirent une position sûre.

« Un duel de mousqueterie commença alors à une distance de cinq cents

yards. Deux bataillons anglais, qui occupaient un kopje au centre, se joignirent au feu des autres bataillons pour éteindre la fusillade des Boers, mais ces derniers offrirent une résistance acharnée. Quelques instants avant la chute du jour, le régiment gallois enleva la position boer à la pointe de la baïonnette, capturant un kopje, et déblayant une partie considérable de l'arête.

« Lord Roberts put assister à l'assaut au moyen de sa jumelle, et il vit les Boers s'enfuir.

« Le matin du 13 mars, on avait déjà trouvé cinquante cadavres boers et près de cent cadavres de chevaux.



Lord Roberts de Candahar, généralissime de l'armée anglaise.

« La position centrale boer qui a donné tant de mal aux Anglais, a la forme d'un S. La division Kelly-Kenny s'est particulièrement distinguée dans cet engagement. Après une marche de vingt milles à travers la plaine, et sous un soleil tropical, elle a combattu pendant six heures.

« Vers la chute du jour, les colonnes de gauche et du centre, accompagnées de l'état-major de lord Roberts, se concentrèrent près d'une ferme située dans le bassin des plus pittoresques constitué par le demi-cercle de la position boer

« On voyait les différentes colonnes anglaises, accompagnées des transports, apparaître sur le sommet de l'arête, et venir à tour de rôle remplir le bassin. »

Dans leur retraite savante, les Boers suivaient les instructions précises de Piet Joubert.

Dès l'entrée en campagne de lord Roberts, le généralissime boer avait compris que la situation allait se modifier. Sa science profonde de la guerre et la sûreté de son coup d'œil ne le laissèrent pas au dépourvu.

A la nouvelle de la capitulation de Cronjé et de la marche heureuse du maréchal Roberts sur Bloemfontein, il se rendit immédiatement compte que ce serait folie de chercher à s'y opposer sérieusement. Les commandos boers reçurent l'ordre de résister seulement assez longtemps pour permettre aux forces républicaines de choisir leur point de concentration.

Bien qu'à bout de forces, il se multiplia, volant du Natal à Prétoria, de Prétoria à Kroonstadt, pour organiser, sinon la victoire, du moins la résistance acharnée, comme il avait organisé l'attaque.

Toutes les armées boers échappèrent aux Anglais avec armes et bagages.

Dans cette série de retraites savantes, leurs longs convois passèrent comme des anguilles entre les filets de l'armée anglaise, sans perdre un seul canon un seul fusil, une seule caisse de cartouches.

Joubert permit à Buller d'entrer à Ladysmith, mais sans éprouver aucun échec. Il exécuta librement sa dernière opération stratégique, une magnifique retraite de Ladysmith à Dundee, pendant laquelle les Boers ne perdirent ni un homme ni un canon.

Il laissa de même lord Roberts entrer à Bloemfontein, sans coup férir, le 13 mars.

Pendant ce temps, le vieux général concentrait vingt mille hommes à Kroonstadt, et y faisait élever de formidables retranchements. Il venait d'inspecter l'avant-garde de l'armée des Burghers, et était rentré à Prétoria pour arrêter, avec le président Krüger, les résolutions à prendre, lorsque le 27 mars 1900, à onze heures et demie du soir, — un mois, jour pour jour, après la reddition de Cronjé, il rendit le dernier soupir, en poussant ce cri suprême : « Mon pauvre pays! » Ce héros de l'indépendance du Transvaal, ce vainqueur des Anglais qui n'avait jamais connu la défaite, succombait à la fois aux fatigues accablantes d'une campagne de près de six mois et au mal implacable dont il était atteint. Ce vieillard de soixante-neuf ans souffrait d'un cancer à l'estomac; c'était presque un moribond qui commandait l'armée boer dans l'admirable campagne de cinq mois de la Natalie.

La photographie a popularisé la figure de ce guerrier-citoyen, remarquable par sa longue barbe blanche, par les lignes énergiques du visage, par le regard fixe et tranquille du lion au repos. Sa haute taille était légèrement voûtée, mais sa démarche était alerte et hardie.

A son enterrement, le président Krüger a déclaré qu'il perdait en lui « sa main droite » et les Anglais eux-mêmes ont rendu hommage à leur chevaleresque vainqueur.

Dans cette guerre désespérée, il déploya, avant de s'éteindre, comme en un éclat suprême et exaspéré, tous ses talents de capitaine, toutes ses qualités d'homme et toutes ses vertus de chrétien. Sa tête, maintenant couronnée de cheveux blancs, sa barbe blanche descendant jusque sur sa poitrine faisaient ressembler ce général de paysans soldats à quelque roi patriarche, à la fois prêtre et chef d'armées. Et cependant, son œil entouré de plis douloureux, son visage traduisant la souffrance, montraient que le vrai courage n'est pas celui dont on fait preuve sur les champs de bataille.

Mais cette souffrance, qu'il surmontait comme un stoïque et acceptait comme un chrétien, en mettant son empreinte sur sa belle et intelligente physionomie, y ajoutait je ne sais quel caractère auguste. Il était moins le chef que le père de ses soldats, et le souvenir de ses victoires vivra moins sans

doute que celui de ses bontés. Ses victoires? leur nom paraît bien modeste à côté de tant d'autres noms inscrits sur les arcs de triomphe; en tout cas, l'irrémédiable infériorité de ce général, qui ne connut jamais la défaite, fut de n'être à la tête que de petites armées.

On lui reprochait d'abord sa circonspection, son manque d'audace, et l'on doit avouer que, de gré ou de force, sa tactique était strictement défensive, ce qui rendit stériles ses plus heureux succès. Mais il répondait aux impatients qu'il était avant tout avare de la vie de ses hommes. Tout capitaine, sans doute, doit être ménager du sang de ses hommes; mais dans la bouche de Joubert, c'était moins un principe de stratégie qu'une de ces grandes paroles qui font honneur à l'humanité : il était en effet aussi soigneux des ennemis que de ses soldats. « Joubert, dit le correspondant du *Daily Telegraph*, M. Bennett Burleigh, a été maintes fois extrêmement généreux pour nos blessés, et quand ses hommes étaient incapables de les traiter, il nous les renvoyait en mettant toute sa bonne volonté à ce qu'ils fussent aussi bien traités que possible. » Voilà un témoignage entre bien d'autres, que lui décernèrent ses ennemis. Avant de bombarder Ladysmith, il proposa au général White de cantonner les malades dans un hôpital, les femmes, les enfants et les vieillards dans un camp en dehors de la ville. Qu'on se rappelle la brutale réponse de Bismarck au plénipotentiaire suisse qui lui demandait la même faveur pour les non-combattants de Strasbourg, en 1870, et qu'on voie où se trouve le caractère chevaleresque et la supériorité morale : du côté de l'Afrikander ou du côté de l'Européen ?

Il est vrai que ces vertus sont devenues chez les Boers, à certains égards, des vertus nationales ; mais à qui le doivent-ils, sinon à celui-là même qui leur en a donné le premier l'exemple, comme il leur a inspiré l'indomptable amour de leur liberté ?

X

Les Français au Transvaal : le Colonel de Villebois-Mareuil.

Les volontaires étrangers au Transvaal. — Les ingénieurs du Creusot : MM. Grunberg et Léon. — Le colonel de Villebois-Mareuil. — Ses lettres. — M. Léon blessé à Kimberley. — La légion étrangère. — Le combat de Boshof. — Mort du colonel de Villebois-Mareuil.

La cause des deux Républiques boers de l'Afrique australe luttant héroïquement pour leur indépendance a suscité des sympathies universelles. Les unes n'ont été et n'ont pu être que platoniques. Mais d'autres ont été plus efficaces. Un peu partout, des souscriptions ont été organisées en faveur des ambulances boers, et en faveur des familles des Burghers victimes de la guerre. Un peu partout aussi, des volontaires sont résolument partis pour le Transvaal, en vue de s'enrôler dans les rangs des combattants.


Le colonel de Villebois-Mareuil.

En France, notamment, ce mouvement de sympathie a été très accentué. Il s'est fondé un Comité d'action de la jeunesse française en faveur du Transvaal, qui a facilité le départ d'un certain nombre de volontaires ; — des officiers ont donné leur démission pour aller prendre du service dans les armées boers, et parmi eux le colonel de Villebois-Mareuil.

Le moment est venu de signaler la part prise par les Français dans la glorieuse épopée de l'Afrique australe.

Cette intervention de nos compatriotes a commencé à se produire bien avant la guerre, puisque ce sont deux ingénieurs français, MM. Léon et Grunberg, qui ont organisé l'artillerie des Boers et fabriqué les projectiles dont les Anglais ont si durement éprouvé la bonne qualité.

Sur ce sujet, nous ne saurions mieux faire que de reproduire les détails très intéressants qui ont été fournis aux journaux par MM. Grunberg et Léon eux-mêmes.

« Je suis arrivé là-bas il y a cinq ans, a raconté M. Grunberg, en qualité de représentant de la Compagnie du Creusot. C'était quelques mois avant l'affaire Jameson. Lorsque ces derniers événements, précurseurs de la guerre actuelle, se produisirent, je venais de faire la connaissance de M. Léon, ingénieur, avec qui je ne tardais pas à m'associer et à me lier d'une affection très étroite. Aussitôt, abandonnant l'un et l'autre nos missions respectives, nous nous mîmes en mesure d'organiser le service de l'artillerie des Boers.

« Nous nous occupâmes tout d'abord de la mise en place des canons, des batteries, de la construction et de l'armement des fortifications.

« Quand la guerre fut officiellement déclarée, les républicains se trouvèrent ainsi en état de se défendre. Malheureusement, il faut bien le dire, peu habitués au maniement des engins de destruction modernes, ils ignoraient complètement le réglage du tir des canons dont ils étaient munis. C'est à ce propos que nous dûmes, mon ami et moi, fabriquer des projectiles spéciaux.

« En Europe, on se sert successivement de projectiles percutants et fusants. Ces derniers doivent éclater à un moment donné prévu par l'artilleur. Mais le peu d'expérience des Boers ne leur permettant pas d'employer de pareils obus, nous fabriquâmes des projectiles mixtes qui donnèrent d'excellents résultats. Les premières victoires remportées par eux sont là pour en témoigner.

« Notre besogne a été singulièrement difficile, car, malgré un outillage insuffisant, nous avons dû fabriquer, avec une grande rapidité, des engins pour les canons Krupp, Maxims ou des pièces autrichiennes, italiennes, prises aux Anglais. »

Lorsque la maison Schneider-Canet effectua la livraison des pièces de siège de 155 millimètres, un certain nombre d'ingénieurs-mécaniciens de la Société furent envoyés à Prétoria, pour diriger les épreuves de réception de ce matériel et donner aux Boers toutes les indications nécessaires.

Lorsque la guerre fut devenue inévitable, la mission de nos compatriotes n'était pas terminée; le gouvernement boer eut l'idée de leur offrir de rester au Transvaal pour diriger, pendant la durée de la guerre, le tir des grosses pièces du Creusot. Un grand nombre acceptèrent et furent nommés officiers d'artillerie dans l'armée boer. C'est dans ces conditions que furent exécutés les tirs admirables de précision du Long-Tom et des autres grosses pièces de siège.

A côté de ces utiles techniciens, bien d'autres Français vinrent mettre au service des Boers leur bonne volonté, leur courage ou leurs talents militaires. Parmi eux brille d'un vif éclat le nom du colonel de Villebois-Mareuil.

Ce héros est né le 22 mars 1847.

La guerre de 1870 l'avait trouvé lieutenant d'infanterie de marine. Elle le fit capitaine de chasseurs à pied. Il servit dans l'armée de la Loire et fut grièvement blessé à la reprise de Blois. Décoré sur le champ de bataille, maintenu dans son grade par la commission de revision instituée après la signature de la paix, il avait la perspective du plus brillant avenir.

Aux titres qu'il avait déjà acquis en combattant, il tint à joindre ceux que donne le savoir. Il entra donc à l'École de Guerre, d'où il sortit avec le brevet d'état-major. A trente-cinq ans, il était chef de bataillon. Dix ans après, il devenait colonel.

Entre temps, il s'était marié, mais pas en prose, en poésie, dit si justement M. Masson Forestier, qui l'a connu, dans une étude publiée par la *Revue Bleue*, — il s'était marié comme on ne se marie que dans les romans de chevalerie, déployant, pour parvenir à ses fins, une force de volonté telle qu'elle emporta tous les obstacles. Même la note dramatique n'avait pas fait défaut à cette union, car on y rattache un suicide sensationnel qui eut lieu quelques jours après le mariage.

Les difficultés que rencontra sa passion, il les a racontées dans des nouvelles autobiographiques, car il se piquait de littérature, et il a beaucoup écrit, soit sous le pseudonyme de « Jean Simmy », soit sous son propre nom : études militaires, romans, pamphlets, chroniques, — en tout la valeur de dix volumes.

Une de ses nouvelles, intitulée *Au-dessus de tout*, parue dans le *Correspondant* en 1897, est considérée par certaines personnes comme une satire des choses et des gens, où il a cherché à tirer vengeance d'une injure cruellement ressentie. La femme qu'il avait épousée, une riche Marseillaise, d'une excellente famille et d'une incomparable beauté, mais quelque peu excentrique, avait été froidement accueillie dans certains salons des villes où il avait tenu garnison. Mécontent de cette hostilité, il trouva un âpre plaisir à ridiculiser dans son récit les personnes dont il croyait avoir à se plaindre et qu'il prit à peine le soin de déguiser sous des masques très transparents. On a reproché à son œuvre d'être méchante, presque mauvaise ; j'avoue ne point y avoir trouvé trace de ces rancunes haineuses ; l'inspiration m'en parait haute et dégagée de préoccupations personnelles malveillantes. Si elle est hostile à quelqu'un, c'est surtout aux mauvais serviteurs du pays, aux officiers indifférents ou vils. En tous cas, même s'y mêlât-il le souvenir de griefs d'ordre intime, il convient de ne pas oublier qu'il venait de perdre celle qu'il avait tant aimée, et quoi d'étonnant alors à ce que son âme fût pleine d'amertume ?

Tant par chagrin que par désir d'agir, il fut des premiers à demander la

faveur de prendre part à l'expédition de Madagascar. Il rappela les services rendus et obtint la promesse d'être emmené. Hélas! un autre officier plus heureux prit au dernier moment la place qui lui était promise...

Alors Villebois-Mareuil, voyant que c'était surtout à la légion étrangère que le ministre demandait des hommes, réussit à troquer le commandement du 67e de ligne, qu'il aimait et dont il était arrivé à faire un des meilleurs régiments de l'armée, contre celui de la légion. Hélas! compagnie par compagnie, tout le régiment étranger partit pour Madagascar, tout le régiment sauf lui!

Il en fut désespéré. On lui fit entrevoir pour le consoler les étoiles de général. Il répondit : « Bah! pour finir au coin du feu, dans ses pantoufles, pas besoin d'être général. »

Déçu de ce côté, il donne sa démission, en 1895.

Lorsque survinrent les événements du Transvaal, les descendants des huguenots envoyèrent demander au catholique Villebois l'aide de son épée. Quarante-huit heures plus tard, le colonel, qui justement se trouvait à Marseille, s'embarquait pour l'Afrique, sans prendre le temps de retourner embrasser les siens.

Il laissait une vieille maman presque octogénaire et une fillette de dix-sept ans, qui n'avait que lui, puisque la pauvre enfant a perdu sa mère.

A l'annonce du départ, la fière aïeule dit : « Il a bien fait, c'est sa place, puisque ces Anglais se mettent dix contre un! » Ce fut tout.

Quant à la fillette, elle eut d'abord un grand coup au cœur. Les larmes lui vinrent, puis elle se reprit : « C'est bien, ce que mon père fait là. Quel dommage que je ne sois pas un garçon, j'irais le rejoindre! »

Arrivé là-bas, le colonel de Villebois-Mareuil, aussi fin lettré que bon officier, a écrit plusieurs lettres, dont le fond aussi bien que la forme méritent que nous en donnions ici quelques extraits, puisqu'elles constituent des pages vibrantes d'émotion de cette histoire de la guerre du Transvaal que nous avons entrepris de peindre aussi fidèlement que possible.

. . . .

« Si l'on prend ici les hommes comme les choses, disait-il, c'est un mélange curieux d'usages très anciens et de procédés nouveaux. La concentration s'est faite par chemins de fer avec la plus grande aisance, sans un accident, comme avec des troupes exercées. Les transports par terre sont assurés par des wagons massifs, bâchés de toile à voiles, traînés par seize paires de bœufs. Emplis de moyens de couchage et de provisions susceptibles de subvenir au plus long voyage, ils constituaient les seuls véhicules avant le chemin de fer. Aujourd'hui, ils sillonnent les routes du Natal, campant au bord des rivières gonflées par les pluies, tant qu'il ne leur est pas permis de les

franchir à gué. Il en existe de plus légers qu'on attelle de mules fort gracieuses et qui s'enlèvent aux allures vives, entre les claquements des fouets géants et la cacophonie hurlante des noirs.

« L'on trouve dans les camps un kriegs-commissariat qui assure les distributions avec une libéralité à laquelle nos intendants ne m'ont pas habitué. La viande est admirable, digne des beaux pâturages qui tapissent cette terre d'élection. Le pain est confectionné à Glencoe, par un Français, M. de Sainte-Croix, à l'aide de fours pris aux Anglais, augmentés d'autres en suffisance pour approvisionner les laagers de Ladysmith. Une section de la boulangerie va être poussée à Colenso. A défaut de pain, on a le biscuit boer, infiniment supérieur au nôtre, en ce sens qu'on ne s'en lasse pas, qu'il rappelle à très peu près le pain et qu'on n'y use pas ses dents. L'administration vous assure encore le thé, le café, le riz, les pommes de terre, les épices. Elle vous assure presque tout, l'administration : le vêtement, l'équipement, le harnachement, la chaussure, et tout cela avec un grand repos d'esprit, car les choses se font sans casse-tête d'écritures ; sur un simple bon du veldt-cornet, responsable dans sa conscience envers l'État du bien fondé des demandes qu'il approuve.

« Avec ses tentes marabouts ou en bonnet de police, ses cuisines en plein vent, ses ratas de bœuf aux légumes, le laager boer donnerait l'illusion d'un camp algérien, sans les énormes wagons formés en lignes ou en carré, sans la multiplicité d'animaux rentrant du pâturage à la nuit et parqués sur le front de bandière, sans ce silence et ce calme des hommes boers en contraste avec la vivacité assez tapageuse de notre troupier français. Il n'y a pas de sonneries, le service se prend par petits groupes successifs ; du lever du soleil à la nuit close la tente du général, du commandant ou du veldt-cornet sert de club à qui veut en user. La vie des chefs est pour moi un mystère de résistance physique et intellectuelle, au milieu de cet envahissement continu. Il n'y a ni punitions, ni récompenses, ni altercations, ni coercitions ; tout se fait librement, aux heures dites, comme un devoir de conscience. Aucune contrainte, mais pas un acte répréhensible. Pour comprendre, il faut revenir en arrière, se dégager du point de vue technique, aborder l'idée morale.

« Ces laagers ont un service télégraphique et postal comme nos armées modernes, des projecteurs électriques, des ambulances perfectionnées, une station tête d'étapes de guerre, qui fonctionne aussi régulièrement que possible dans ce trop libre va-et-vient des expéditions d'objets. Ils sont pourvus de tout ce luxe nouveau, ces laagers manipulés par des étrangers, parce que les Boers sont gens de sens, et que ce progrès même, au-dessus de leurs moyens, leur a semblé justifié. Mais ces laagers restent surtout intéressants par l'esprit qui les anime. Il y passe un souffle religieux très haut qui rap-

porte tout à Dieu : le sort du Transvaal, comme la défense de la liberté et des droits d'un peuple opprimé. Le général qu'on complimente répond : « Dieu l'a permis ». Le boer qu'on encourage dans ses secrètes aspirations tourne vers le ciel un regard chargé de confiance. Et plus impérieux que les passions humaines, plus fort que la guerre, ce souffle victorieux emporte aux heures graves, dans l'envolée des psaumes, une puissance de prière où s'exalte la croyance d'un peuple vraiment fait pour les grands espoirs. Les pasteurs sont parmi leurs Boers, vivant leur vie, assistant leur mort, simples comme tous, quoique entourés d'un respect très à part.

« Il y a aussi une volonté chevaleresque, en contradiction de nos égoïsmes pratiques, qui s'observe en tout chez ces Boers, depuis la concession du général Joubert accordant l'évacuation des femmes et des enfants dans Ladysmith assiégée, jusqu'à la simple délicatesse de leur accueil à l'égard d'un étranger. Que de preuves touchantes ne m'est-il pas arrivé d'en recevoir ! Que de cadeaux de fruits, de légumes, de lait, que de distributions de choix, que d'invitations, que d'hospitalité affectueuse lorsque la nuit me surprenait loin de mon laager. Je n'y puis penser sans une très douce reconnaissance pour mon pays qui me vaut ces témoignages d'égards et d'affection, sans une grande admiration pour ce peuple boer qui a su garder si intacts les vestiges de son sang français qu'il suffise d'un simple officier pour les raviver si impressionnants ! Tous ces noms français, les Joubert, les Malan, les Cronjé (Crosnier) les du Toit, de Villiers, Malherbe, du Plessis, sonnent aussi français que chez nous, parce que l'air de famille s'est conservé et que les cœurs ont gardé toute leur fierté, tout leur élan français.

«... De quel côté penchera donc la balance ? Lorsque je suis venu ici, je croyais marcher au sacrifice et j'attendais le commencement des opérations du général Buller pour la fin de janvier. Sur la côte de Mozambique, j'étais déjà moins sûr de sir Redvers Buller. Après la bataille de Colenso, depuis que j'ai vu comment s'improvisait ici un général comme Botha, je me demande si lord Roberts lui-même saura passer, fût-ce avec la dernière réserve et toute la *yeomanry* de la vieille Angleterre ? Il y a ici quelque chose d'inexpugnable ; c'est Dieu qui a pris fait pour les Boers.

« Quiconque les a vus chaque soir, par groupes, les uns à cheval, les autres à pied, gagner leurs emplacements de nuit, ponctuels, quelque temps qu'il fasse, s'incline devant la force supérieure qui transforme ces existences si libres et les plie aux exigences d'une discipline guerrière. Ils s'avancent souvent sous l'averse cinglante, courbant le dos en leur vêtement trop mince. La pluie est lourde, la nuit vient ; ils passent, stoïques, sans s'en apercevoir. Et tous les jours, jusqu'à l'aube, blottis au long de la pente parmi les rochers, ou encore trempés dans l'herbe inondée, ils veilleront ou reposeront sous le ciel

austral, en incessante offrande de leur vie pour la patrie transvaalienne.

« Quiconque les a vus combattre, prudents et l'œil aux aguets, le fusil rapide et meurtrier, habiles à se déplacer, alertes à se multiplier, inflexibles et quand même bienfaisants, suspendant leur feu dès qu'il a produit son effet, refusant de poursuivre dès que la retraite de l'ennemi est obtenue, comprend, à les voir si graves et si maîtres de leur force, qu'ils sont vraiment des êtres à part, ces Boers extraordinaires, sûrs de leur œil comme de leurs nerfs, et de leur résolution comme de leur endurance, des soldats à coup sûr, mais d'une élite depuis longtemps disparue.

« Autour de ces hommes, le monde a pu marcher ; eux sont restés ce qu'étaient leurs pères, depuis deux cents ans qu'ils avaient apporté, sur ce cap africain, leurs pénates et leur foi. Nobles ou de bonne race pour la plupart, ils vivaient sur leurs fermes comme aux castels de jadis, libres et isolés, chasseurs et cavaliers, soldats par hérédité autant que gentilshommes, chevaleresques par nature, de manières dignes et de mine décidée par atavisme. C'est une belle résurrection du passé, que ces gens d'autrefois dressés en pleine lumière d'à présent, pour lancer un défi aux déclins de nos civilisations trop avancées. Il est juste qu'à la nation la plus enfoncée dans les égoïstes contemplations et les matérialités pratiques, ils aient jeté le gant. Quoi qu'il doive arriver, ils l'ont humiliée, vaincue, affolée. »

Tirons de la lettre d'un Français au Transvaal, l'impression qu'il éprouva en rencontrant le colonel de Villebois-Mareuil à Prétoria, chez le consul général de France, M. Aubert, le 26 novembre 1899 :

« M. Aubert m'invite à déjeuner avec le colonel de Villebois-Mareuil, qui vient d'arriver et auquel il me présente. Cet officier très distingué, doublé d'un parfait homme du monde, est, en outre, doué d'un esprit extrêmement fin ; sa physionomie agréable, ses allures franches et aisées, sa parole, tour à tour brève ou enveloppante, font du colonel de Villebois-Mareuil un ensemble inoubliable, sympathique au plus haut degré.

« Auprès de lui, le souvenir me revient de l'admirable officier et de l'irrésistible charmeur que fut l'infortuné général Gustave Munier, brûlé au Bazar de la Charité ! »

Des volontaires de tous les pays affluent à Prétoria pour se battre. Le spectacle est des plus curieux, à en juger par ces impressions d'un Parisien, que le *Figaro* a publiées :

« La ville est pleine d'exotiques arrivés le 25 janvier 1900. D'abord toute l'ambulance russe, blouse blanche et ceinture verte ; le colonel Gourko, attaché militaire, envoyé par le tsar, uniforme gris-fer, casquette blanche.

« Puis, une foule de gens qui viennent pour se battre. J'entends dans la rue, à un moment : « Tu as le tempérament rouspéteur ». C'étaient deux des

Français arrivés la veille. Ils sont vingt-cinq, dont quatre lieutenants, qui ont démissionné pour venir ici. Ils partent demain pour le front. Venus avec une couverture et un mackintosh, on leur donne un fusil et ils filent sans plus de formalités.

« A Lourenço, ils ont eu des histoires suscitées par les Anglais. Ils n'ont été autorisés à passer qu'après avoir signé qu'ils allaient à Johannesburg pour des affaires personnelles. Plusieurs n'ont pas attendu la fin des pourparlers et ont franchi à pied la frontière.

« En dehors de ces Français, il y a de tout, des Russes en uniforme. On voit, sur la grande place de Prétoria, un lieutenant de cosaques, grand manteau noir doublé de rouge, bottes et bonnet d'astrakan ! Cette toque de fourrure sous notre soleil fait un effet ! Un petit sabre tartare recourbé lui tape dans les jambes. »

Le colonel de Villebois-Mareuil avait été accueilli avec considération, mais on n'écoutait guère ses conseils, inspirés par l'esprit d'offensive et par les règles de l'art militaire européen.

« Je suis sous le coup d'un conseil de guerre, écrivait-il le 10 février avec un mélange de mélancolie et de plaisanterie, non pour y être jugé, mais pour y exposer mes vues sur une attaque de Kimberley pour laquelle je bataille depuis cinq jours, sans pouvoir passer de l'acceptation en principe à l'exécution.

« Les Boers sont les meilleures gens du monde ; leur tir est exceptionnel; ils ont une conception remarquable de l'attitude défensive ; mais ils sont d'une tranquillité inébranlable. Cependant leur indolence se dégourdit devant l'imminence de la situation, et, comme leur sens est droit, leur foi vive et leur patriotisme indomptable, ils réalisent de grandes choses.

« Ces improvisations rentrent peu, malheureusement, dans le service d'état-major et laissent mon intervention souvent très platonique. Il n'en reste pas moins qu'ils me traitent avec une déférence et une sympathie qui me touchent profondément. »

Au moment où il écrivait cette lettre, le colonel de Villebois-Mareuil se trouvait donc devant Kimberley, en même temps que M. l'ingénieur Léon, qui dirigeait depuis quatre mois, avec une habileté extraordinaire, le tir d'une des pièces du Creusot.

Le 12 février, M. Léon était à son poste quand il fut frappé d'une balle qui lui traversa le front, et il tomba sur l'affût même du canon de 155 long dont il dirigeait le feu. Le colonel de Villebois-Mareuil se trouvait à ses côtés et le reçut dans ses bras. M. Léon fut transporté à l'hôpital de Rivertown, où il fut admirablement soigné.

Le lendemain, le colonel écrivait à la mère de l'ingénieur la lettre suivante :

« Sous Kimberley, 13 février.

« Madame,

« J'ai été le compagnon de campagne de monsieur votre fils depuis que je suis au Transvaal, et hier matin j'ai eu la douleur de le recevoir dans mes bras au moment où il tombait frappé d'une balle à la tête.

« A présent que nous espérons fermement le sauver, je puis vous dire que je l'ai cru perdu et que j'ai passé par une des plus cruelles émotions de ma vie. Il avait conservé toute sa présence d'esprit et il n'oubliait personne dans ses adieux. Avant tout, il me parla de vous, madame, et me demanda de vous écrire. Il était alors aussi ferme devant la mort que je l'avais connu vaillant en face de la vie. L'on saura un jour ce qu'il a dépensé ici d'intelligence et d'énergie ; je l'écrirai peut-être moi-même, heureux de présenter cet exemple aux jeunes Français qui ambitionnent de grandir au loin le renom de la France.

« Je sais que, dans sa sollicitude filiale, il vous cachait, madame, les fatigues et les risques qu'il courait, mais il sentait au fond que vous seriez fière de lui lorsque vous sauriez qu'il s'est conduit en soldat, avec une endurance et une vaillance toutes françaises. Il m'appartient, à moi, vieux soldat, de lui rendre ce témoignage, et c'est avec la profonde sympathie admirative qu'il a su m'inspirer.

« Dieu vous le rendra guéri et grandi encore par cette souffrance aux yeux des Boers, qui l'aiment et le respectent profondément. Demain, j'irai le voir à l'hôpital pour juger par mes yeux de son état. Mais déjà, par le docteur qui le soigne, je sais qu'il est sans fièvre, plein de force, et que tout s'annonce bien. Ces lignes, bien tardives lorsque vous les recevrez, auront au moins le mérite de vous dire ce qu'on pense de votre fils ici et comment il s'y est montré.

« Veuillez agréer, madame, mon très respectueux hommage et l'expression de ma sympathie dans cette cruelle anxiété.

« Colonel de VILLEBOIS-MAREUIL. »

Tant d'héroïsme de la part des Boers et de leurs collaborateurs étrangers n'empêcha pas lord Roberts de débloquer Kimberley. Nous avons vu comment Cronjé, sourd aux avertissements des officiers européens, aboutit à une fatale capitulation, à laquelle le colonel de Villebois-Mareuil n'échappa que par hasard, comme nous l'avons déjà raconté.

Le 27 février, un volontaire français, un jeune officier, écrivait de Prétoria :

« Le colonel de Villebois-Mareuil est à Kimberley et cherche en ce moment à organiser une légion d'éclaireurs français. J'en ai vu le règlement : on ne prête aucun serment, la discipline est française et la seule punition est l'exclusion. La légion serait de cent hommes, divisée en quatre pelotons, fractionnés eux-mêmes en *tribus* de cinq. Ce corps est destiné à agir en partisans contre les convois et les avant-postes anglais. »

Ce projet ne put être réalisé immédiatement. Ce n'est que le 9 mars que le président Krüger donna au colonel de Villebois-Mareuil le grade de général et lui confia le commandement des contingents étrangers au service du Transvaal.

Il semble que le premier acte du nouveau général ait eu pour but de montrer d'après quels principes il fallait mener la guerre. Au lieu de se confiner dans une résistance passive et inerte, dans ce qu'on appelle justement une attitude morte, il voulait qu'on tentât des opérations bien vivantes. Il pensait que des bandes peu nombreuses, mais légères et hardies, pouvaient exécuter des raids rapides sur les derrières de l'ennemi, pour le harceler, pour l'inquiéter, pour détruire ses convois, pour couper ses lignes de communications. La guérilla lui semblait le moyen le meilleur pour triompher de la disproportion des forces.

La légion devait se former à Kroonstadt, d'où le colonel a écrit à M. Maurice Spronck, le 13 mars, la lettre suivante, la dernière qu'on ait reçue de lui :

« Sous Kroonstadt, 13 mars.

« Cher monsieur et ami,

« J'ai été très reconnaissant de votre lettre si intéressante, qui m'a mis un peu au courant, car je ne vois jamais un journal et reçois bien mal mes lettres dans ces allées et venues qui me promènent sur tous les théâtres de la guerre, très éloignés comme vous savez. Ce qui m'étonne, c'est que mon cheval et mon attelage de mules aient résisté à cette vie errante. Moi, je suis d'un tempérament qui n'a jamais senti la fatigue, qui se passe de sommeil et de nourriture, et, sauf une fois où je suis resté quarante-huit heures à cheval et où je suis resté un brin fiévreux, je trouve naturelles des situations qui semblent excessives aux autres. Par exemple, la correspondance m'est interdite. Quoique ayant tenu à vous répondre spécialement, j'ai laissé passer bien du temps avant d'y pouvoir réussir. Voici douze jours que je viens de passer avec mon cheval dans le Veldt, sans me laver et presque sans manger, couchant la tête sur ma selle, sous la rosée nocturne, et ne dormant que d'un œil par suite des circonstances. Les Anglais se sont décidés à agir en masse et à tourner les positions boers, mal choisies et trop étendues, et ils sont

entrés dans le Free State comme ils l'ont voulu. Mes avis, facilement prophétiques, après des reconnaissances où je courais de gros risques et où j'ai été tiré comme un lapin et couru comme un lièvre, n'ont pu obtenir de ces généraux sans commandement qu'ils sortissent de leur inertie.

« J'ai suivi la retraite, coopéré de nouveau à des opérations ou plutôt à des prises de position que je désapprouvais et vu fondre les Boers comme neige au soleil, au point que j'aurais cru tout perdu si je n'avais trouvé chez les présidents Steijn et Krüger une volonté indomptable de résister et de réformer leurs troupes. Seulement, cette fois, bien tard, hélas ! c'est la tactique de guérilla et de partisans, que je préconisais, qui a l'assentiment général. Chacun, d'ailleurs, m'en fait honneur, et les témoignages d'affection et d'estime que j'ai reçus des deux présidents et du général Joubert m'ont forcé de mettre mes conseils en pratique. Je prends le commandement d'une légion européenne renfermant tous les étrangers en corps constitués ou non, et avec les pleins pouvoirs et le titre de général du Transvaal. Je suis en train de procéder à l'organisation de cette légion assez hybride, dont j'espère tirer pourtant quelque chose. C'est une lourde mission, mais je suis venu ici pour jouer toute la partie contre l'Angleterre et, tant qu'il me restera un moyen de lui faire du mal, je ne remettrai pas l'épée au fourreau.

« Je sais que mon projet m'exposera pour ainsi dire à chaque instant. Mais j'ai foi dans mon étoile et surtout dans la justice de la cause que je sers, foi encore dans la protection de Dieu.

« Bien cordiale poignée de main,

« Villebois-Mareuil. »

La légion étrangère que commandait M. Villebois-Mareuil avec le grade de général, était composée de quatre sections : française, hollandaise, allemande et russe.

Les principaux officiers étaient les suivants : les lieutenants Galopaud, Bréda et d'Edgegoyen pour la section française ; — lieutenants Smorenberg et Goldman, pour la section hollandaise ; — capitaine Lorentz et lieutenant Reincke, pour la section allemande ; — capitaine Hassel, pour la section russe.

L'état-major était composé de quatre officiers, un de chaque nation : général de Villebois-Mareuil (Français) ; — colonel Eugène Maximoff, chef d'état-major (Russe) ; — lieutenant von Wrangel, officier d'ordonnance (Allemand) ; — Brujon Prince, secrétaire (Hollandais).

Mais, avant que les différents corps eussent eu le temps de se réunir à Kroonstadt, M. de Villebois-Mareuil constitua une petite colonne volante, dont il prit lui-même le commandement, bien qu'elle eût un effectif fort au-dessous de l'importance de son grade. Il avait avec lui 32 Hollandais,

29 Français, quelques autres Européens et 9 Orangistes : en tout, moins d'une centaine d'hommes.

C'est avec cette poignée de soldats qu'il partit de Kroonstadt à la fin de mars.

Laissons parler le lieutenant Galopaud, qui était, nous venons de le voir, un des officiers de la section française placée sous les ordres du colonel :

« Le but de la mission était secret. Il m'avait télégraphié, avant mon départ de Prétoria, d'où j'allais le rejoindre avec le corps français que j'ai formé et dont j'ai le commandement depuis que je suis ici, de lui faire expédier une voiture de dynamite et de venir le retrouver le plus rapidement possible. Quand j'arrivai à Kroonstadt, il était parti. J'insistai auprès du président pour savoir le point exact sur lequel il marchait, et ce fut le deuxième jour que je fus prévenu confidentiellement qu'il était à Hopstadt, à 90 milles à l'ouest de Kroonstadt.

« Je me mis en route immédiatement avec mon petit corps. Le troisième jour, à quelques heures d'Hopstadt, j'appris le malheur par seize hommes de la brigade hollandaise qui avaient pu s'échapper par miracle.

« C'est alors seulement que je sus quel but il avait poursuivi.

« Il voulait prendre Boshof, qu'il croyait occupée par 500 Anglais seulement. Avant d'arriver à Boshof, il fut averti que la garnison était beaucoup plus forte et que 5 000 Anglais marchaient sur cette place.

« Il avait décidé de frapper un grand coup, et comme tous les hommes de sa trempe, il voulait se tenir parole.

« — Que ceux qui ne veulent pas se faire tuer restent en arrière », dit-il à ses hommes.

« Et il repartait le soir même, tournant Boshof dans le but de faire sauter la voie ferrée au sud-ouest. C'était une folie ; il devait la payer de sa vie. »

M. Raoul Martin, ancien brigadier de dragons, parent de M. Louis Brunet député de la Réunion, fut fait prisonnier par les Anglais après l'engagement du 5 avril dans lequel Villebois-Mareuil a trouvé la mort. Il a écrit de Kimberley, 9 avril, la lettre suivante :

« Je suis prisonnier des Anglais depuis le 5 de ce mois, à la suite d'un violent combat dans lequel ce pauvre général de Villebois-Mareuil a trouvé la mort.

« Cette mort a été pour lui la digne fin d'une vie faite toute d'honneur et de courage, et la plus belle preuve que l'on puisse invoquer en sa faveur est l'émotion poignante ressentie par nous tous, surtout quand, par une marque de sympathie de lord Methuen, nous avons pu assister à l'enterrement de notre regretté chef.

« Lord Methuen et les officiers anglais ont été on ne peut plus bienveillants

pour nous et ne nous ont laissé manquer de rien. En un mot, nous n'avons à nous plaindre sous aucun rapport.

« Nous quittons Kimberley demain et sommes dirigés sur Capetown.

« Dans l'engagement du jeudi 5 avril, nous avons eu 7 tués, plus le général, et bon nombre de blessés, et ce n'est qu'après un combat de trois heures, où nous avons lutté 55 contre 1 200 Anglais, que nous avons été obligés de nous rendre.

« Lord Chesham, parlant de nous à un de ses amis, a fait notre éloge, disant que nous étions des braves d'avoir osé accepter le combat dans de semblables conditions, n'ayant pas même de canons pour répondre aux six pièces de campagne et aux dix maxims de l'armée anglaise.

« Quant à moi, j'ai fait mon devoir en gardant jusqu'à la fin une position que le pauvre général m'avait confiée. Je ne me suis rendu avec mes hommes que lorsque les soldats anglais n'étaient plus qu'à 10 mètres de nous. A ce moment, notre chef bien-aimé n'était plus; son âme de soldat et de vrai Français avait quitté la terre.

« Enfin, remerciez Dieu de m'avoir épargné, car c'est un vrai miracle que je n'aie pas trouvé là une mort que j'envierais, c'est-à-dire une mort de vrai soldat. »

On croit au Transvaal, — M. Grunberg l'a entendu dire, — que le secret de la marche du colonel avait été trahi. Avisés que ce chef, accompagné d'une poignée d'hommes, se disposait à tenter un coup de main du côté de Boshof, les Anglais, au nombre de plusieurs milliers, sont arrivés et ont écrasé les héroïques alliés des Boers.

En effet, le lieutenant Galopaud signale ce fait :

« Deux hommes de l'arrière-garde s'étaient perdus dans la marche de nuit. Plusieurs de leurs camarades se mirent à leur recherche. A la pointe du jour, ils étaient coupés de la colonne par une forte patrouille de cavalerie; c'est à cette circonstance seule qu'ils doivent de n'être pas morts ou prisonniers. »

Il semble donc que les Anglais avaient été prévenus et cherchaient à surprendre dans le Veldt la petite troupe. Toujours est-il que leur attaque paraît avoir causé au général une véritable surprise. Mais son courage ne subit aucune défaillance.

A la vue des forces considérables de l'ennemi, ses hommes parlèrent de se rendre sans tirer un coup de fusil. Il ne les écouta pas, et, déclarant qu'il combattrait jusqu'à la mort, il prit ses dispositions en conséquence.

Un kopje voisin était occupé par des cavaliers anglais, tandis que d'autres, en grand nombre, exécutaient un mouvement tournant.

Le colonel de Villebois-Mareuil plaça les Français sur un kopje faisant face à celui des Anglais; les Afrikanders et les Hollandais sur un second

kopje à droite du premier. La position qu'occupaient les Français n'était pas très bonne : leur kopje n'avait guère que 5 mètres de hauteur, d'un côté abrupt, et de l'autre en pente douce, mais il pouvait permettre de résister pendant quelque temps.

« Vers deux heures et demie, écrit l'un des héros de ce drame, un canon maxim commence à tirer et ses multiples détonations nous effraient peu, car son pointage est défectueux et ses projectiles passent en sifflant au-dessus de nous. Il n'en est pas de même de l'infanterie montée, qui a mis pied à terre et s'avance, abritée par un kopje et par un repli de terrain.



Lord Methuen.

« A trois heures et demie, les Afrikanders et les Hollandais font dire au colonel qu'ils ne peuvent pas résister et demandent à se rendre. Le colonel leur dit de faire ce que bon leur semble, mais que, quant à lui, il sait qu'il peut compter sur son monde et qu'il tiendra jusqu'au bout. Un instant après, les hommes placés sur le kopje qui protège les derrières de la position font dire qu'ils ont un mort et deux blessés. Le colonel donne l'ordre de renforcer ce kopje pour remplacer les pertes.

« Les Anglais dirigent une fusillade extrêmement nourrie de ce côté, et à quatre heures, leurs canons commencent à tonner. Les shrapnels tombent sur le kopje principal. En même temps, les Anglais se glissant de kopje en kopje, atteignent le sommet de l'intervalle entre les kopjes occupés par la petite troupe, et alors c'est la fusillade à bout portant.

« Le colonel tombe, frappé mortellement par un shrapnel qui l'a atteint en pleine poitrine. »

Ce qui survivait du détachement renonça alors à la lutte.

Lord Methuen fit enterrer le colonel de Villebois-Mareuil avec les honneurs militaires. Il eut la délicate pensée de faire déployer sur son cercueil le drapeau tricolore et fit ériger à ses frais, sur sa tombe, un monument portant l'inscription suivante :

« A la mémoire du comte de Villebois-Mareuil, colonel de la légion étrangère de France et général au Transvaal, mort au champ d'honneur près de Boshof, le 5 avril.

« *Requiescat in pace!* »

Lord Methuen a agi en digne gentilhomme et en digne soldat (1).

La mort du colonel de Villebois-Mareuil a causé une vive émotion et de sympathiques regrets, non seulement au Transvaal et en France, mais même à l'étranger.

Toute la presse allemande, notamment, a enregistré dans des termes très sympathiques sa fin héroïque et a déploré sa perte dans l'intérêt des vaillants Boers. Non seulement elle a rendu hommage à son courage, mais aussi à ses hautes qualités. Un officier du grand état-major a publié une étude remarquable sur la tactique employée par notre compatriote. Il arrive à cette conclusion que le système des positions avancées appliqué par le colonel est une véritable révélation pour la méthode à employer dans les guerres futures. Ce système, qui a toujours été en vogue dans l'armée française, a été porté jusqu'à la perfection par les Boers sous la conduite du colonel français.

Le colonel de Villebois-Mareuil avait défini lui-même le devoir moral de l'officier en une page qui mérite d'être transcrite ici :

« La première condition du commandement est l'exacte connaissance de ceux qu'on commande ; le même ordre ne peut pas se donner de la même manière à tout le monde et dans toutes les circonstances. Bien commander suppose avant tout un grand acquis de notions individuelles. Il n'est permis de généraliser qu'à ceux qui occupent une haute situation ; particulariser, au contraire, est le lot de tout le monde. Un capitaine, par exemple, aura bien plus de chances d'obtenir un grand effet moral en invoquant l'honneur du régiment qu'en discourant sur le salut de la patrie.

« De même, en donnant un ordre, on doit rappeler que l'exécutant n'aime pas à rester anonyme. Dans un moment solennel, le chef qui s'adresse à un subordonné doit l'appeler par son nom, et, s'il l'ignore, doit, avant toute explication sur la mission qu'il lui confie, le lui demander. C'est bien le moins qu'on reconnaisse l'identité de celui qui va jouer sa vie. Sentimentalité si l'on veut ; mais, depuis que le monde est monde, le particularisme et l'individualisme sont restés le plus puissant levier pour la direction des hommes.

« Nous établissons donc que, dans la mesure du possible, tout chef doit avoir une connaissance exacte et suffisamment approfondie de ses subordonnés. Dès qu'on entre en campagne, il devient leur providence, il n'a cure que de leurs besoins, qu'il doit prévoir, satisfaire ou partager. Il faut que l'officier s'oublie pour le soldat au delà même du nécessaire, afin que celui-ci

(1) On ne peut en dire autant des officiers qui ont à leur actif le fait suivant signalé par les journaux :

« Le projectile qui tua le colonel de Villebois-Mareuil est « exposé » dans une boutique de Londres. Il est monté sur un socle en bois d'ébène.

« Ce sont les officiers des « Sherwood Rangers » qui offrent ce « souvenir » à lord Galway pour célébrer la mémoire de son premier engagement. »

en soit pénétré. Le chef qui se reposerait avant d'avoir assuré le repos de ses hommes ne serait pas un chef, celui qui s'attablerait avant d'avoir assuré leurs vivres ne serait pas un chef; car en vertu de quel prestige oserait-il demander à sa troupe de se sacrifier à l'heure du danger, puisqu'il n'a même pas su lui sacrifier ses aises? Le chef qui se laisserait abattre une seule fois par une circonstance quelconque, fatigue ou danger, ne serait plus un chef, car, pour avoir droit à commander, il faut être fort entre les forts.

« Donc, oubli de soi-même jusqu'à la souffrance, force d'âme jamais démentie, énergie physique prouvée surabondamment, tout cela fait partie de l'essence même du chef susceptible d'exalter la confiance du soldat et par conséquent de produire un grand effet moral.

« En campagne comme en paix, la tenue conserve son influence morale, non plus peut-être la tenue astiquée, fignolée du temps de paix, mais cette uniformité martiale qui consiste dans la régularité du paquetage, dans l'ajustage correct de l'équipement, dans le bon entretien de l'arme, dans toute l'apparence de ces soins nécessaires qui ôtent à des effets, même usés, l'air sordide et débraillé, l'air de la déroute ou de la débandade...

« L'intelligence habituelle des faits et des choses contribue aussi à donner un grand crédit à un chef, le contraire le lui enlève rapidement. La critique dénigrante et la non-compréhension systématique des actes du grand commandement sont des dissolvants moraux dont la plus élémentaire réflexion devrait faire justice, tandis que le chef que rien n'embarrasse, qui semble au courant de tout et paraît toujours confident du secret des dieux, même lorsqu'il n'en est rien, retient plus qu'un autre la confiance de ses subordonnés. Plus surtout la situation se fait dangereuse, moins il faut paraître en être étonné, plus on doit, coûte que coûte, imposer sa manière de voir et faire croire que tout arrive suivant ses prévisions. L'effet moral est à ce prix. »

Nous terminerons ce chapitre par de nouveaux extraits de la lettre que le lieutenant Galopaud adressa au *Matin* le 13 avril :

« La nouvelle de cette mort a dû causer en France une bien vive émotion, si j'en juge par l'effet produit sur ma petite troupe. D'après les renseignements recueillis auprès des Hollandais, ils avaient quitté Hopstadt, le matin même, par ordre du landrost (maire ou faisant fonction) pour se diriger sur Kroonstadt. Au moment de leur départ, les Anglais avaient été signalés par les Cafres à deux heures de la ville. Je donnai l'ordre de la retraite et nous arrivions le soir même à Wonderfontein, que nous avions quitté le matin.

« Tous mes hommes étaient très affectés, autant par la triste nouvelle que par la nécessité de reculer.

« Cette nuit au camp est une de celles qui me laisseront le plus impressionnant souvenir.

« Wonderfontein est une ferme, avec une grande mare, quelques saules et, tout autour, la plaine immense, la plaine sans fin. Quelques cases de Cafres en font un petit village.

« La mare devient, au coucher du soleil, l'abreuvoir de la plus curieuse variété d'animaux qu'on puisse imaginer.

« A côté d'une quantité considérable de bœufs, de moutons par milliers, d'oies, de canards, de pintades, de poules, tous les autres animaux de la plaine, à cette heure-là, se donnent rendez-vous : bisons, antilopes, gazelles, etc., etc.

« Dès que le camp fut installé, les feux allumés, pour remonter un peu le moral de mes hommes, je fis communiquer l'ordre suivant :

« Wonderfontein, 9 avril 1900.

« Le commandant du détachement a la douleur de faire part à tous de la perte que nous venons de faire en la personne de M. le général de Villebois-Mareuil, mort au champ d'honneur.

« Loin de nous décourager, cette mort doit nous servir d'exemple. Elle doit être pour nous, Français, un lien de plus pour nous unir et nous aider à continuer notre tâche, en marchant la main dans la main vers un même but, pour une même cause.

« Les événements ont changé la marche de la colonne ; une force anglaise, au-devant de laquelle il serait fou d'aller se heurter, est arrivée ce matin à Hopstadt. Cette force est d'environ 5 000 hommes.

« Le commandant de la colonne a cru prudent et a pensé agir dans l'intérêt de tout le monde en donnant l'ordre de la retraite, avant d'être poursuivis par une cavalerie d'exploration qui, vu la marche lente de notre convoi, pourrait s'en emparer et nous obliger à nous retirer en désordre.

« Nous devons rentrer rapidement à Kroonstadt. De là, et d'après les renseignements recueillis, des dispositions seront prises pour rejoindre le front au plus tôt.

« Lieutenant Galopaud.

« J'envoyai le soir même un exprès porteur d'une dépêche pour le gouvernement.

« Le 11, nous étions à Kroonstadt.

« J'y reçus la réponse suivante du gouvernement de Prétoria :

« Le lieutenant Galopaud, adjudant du colonel de Villebois, fait savoir aujourd'hui de Wonderfontein, près de Kroonstadt, qu'il a appris de ce qui restait, c'est-à-dire seize hommes, du détachement du colonel de Villebois, que le colonel était tombé sur une force anglaise d'environ 5 000 hommes,

près d'Hopstadt. Le colonel de Villebois a été tué et une partie de ses hommes sont prisonniers, morts ou blessés, moins seize qui ont pu s'échapper.

« La force du colonel n'était pas de cent hommes.

« Le lieutenant Galopaud continuera la tâche commencée par le colonel de Villebois. »

Le lieutenant Galopaud conclut, en réponse à lord Methuen, qui avait lancé une proclamation invitant les étrangers à profiter de sa clémence :

« La légion existe toujours et plus solide que jamais. Son chef est mort! Soit. Un autre lui a succédé : c'est le général boer Delarey (encore un d'origine française). Je suis allé avec mon détachement me mettre sous ses ordres, et j'ai été reçu par lui avec la plus grande cordialité.

« Nous sommes ici un millier d'hommes, peut-être davantage, car les différents camps sont un peu dispersés sur toute la ligne. Tous, nous sommes disposés à faire jusqu'au bout notre devoir. Cette proclamation insensée, loin de jeter le trouble et la crainte dans les esprits, a soulevé de toutes parts un cri de réprobation.

« C'est bien mal connaître les volontaires résolus que nous sommes, qui d'essayer de nous intimider par une clémence probable ou une menace.

« Nous sommes venus ici pour défendre une noble cause. Nous avons maintenant un devoir plus sacré encore : une mort à venger. »

En réalité, à la suite de la mort du colonel de Villebois-Mareuil, la légion étrangère se divisa en deux troupes, les Allemands d'un côté, et les Français, Hollandais et Russes de l'autre.

Ces trois derniers groupes prirent pour chef le colonel Eugène Maximoff

Le colonel de Villebois-Mareuil avait dit souvent :

— J'aime mieux que les Anglais m'aient mort que prisonnier.

Lorsqu'on essaya de préparer Mlle de Villebois-Mareuil à l'issue tragique de la rencontre de Boshof, en lui disant que son père était prisonnier, elle ne s'y trompa nullement :

— Non! non ! s'écria-t-elle sans hésiter. C'est qu'il est mort!

XI

Les Exploits de Dewet, le Preneur de Convois.

Les anciens et les nouveaux chefs boers. — Louis Botha remplace Joubert comme généralissime. — Christian Dewet et les convois anglais. — Combat de Thabanchu. — Combat de Reddersburg. — Situation critique de l'armée de lord Roberts. — Le mystère de Wepener.

Depuis le 11 octobre 1899, bien des réputations ont été perdues ou gagnées au Transvaal, tant du côté des Anglais que du côté des Boers.

Ceux-ci, à la fin de mars, avaient perdu presque tous leurs chefs vétérans.

On ne parlait plus guère de Lucas Meyer, de Schalk-Burgher et d'Erasmus.

Lucas Meyer était un excellent président du Volksraad, mais il avait fait un mauvais soldat : de plus, il était malade et avait dû être suppléé à Colenso par Louis Botha. Il était donc rentré sous sa tente. Schalk-Burgher n'avait pas encore trouvé une occasion de se distinguer. Quant à Erasmus, il a fait, depuis, reparler de lui.



Le général Louis Botha.

Cronjé était à Sainte-Hélène, et d'ailleurs, il avait également perdu toute influence sur les Boers.

Mais, en revanche, quelques noms, obscurs au début de la guerre, se trouvaient maintenant dans toutes les bouches.

Le plus répété de tous était celui de Louis Botha, que Joubert avait désigné avant sa mort comme son successeur, choix ratifié par l'opinion publique unanime, et que le président Krüger rendit officiel en confiant les fonctions de généralissime à ce jeune vainqueur âgé de trente-cinq ans.

« Au début de la campagne, écrit un Transvaalien, fonctionnaire à Prétoria, on estimait Louis Botha, on le considérait comme un gentleman, un très honnête homme, membre du parti progressiste du Volksraad. Excellent

orateur, tant en anglais qu'en français, affable, très doué, on le regardait même comme appelé à un brillant avenir politique, mais personne ne l'aurait pris pour un soldat.

« Trois semaines changèrent tout cela. Simple commandant alors (chef de commando), il parvint cependant à capturer l'aile gauche de l'armée de sir George White à Nicholson's Neck. Ses conseils eussent-ils été suivis, que Ladysmith aurait certainement été occupée dès le commencement de la campagne.

« Mais il devait compter avec le parti de la routine, les vieux Boers. Enfin vint Colenso. Lucas Meyer étant malade, les commandants réunis choisiren Louis Botha comme général provisoire. Botha avait deux mille hommes à sa disposition et il les plaça aux trois points que, selon lui — le général d'hier — Buller devait attaquer.

« La bataille eut lieu comme il l'avait prévu et on sait comment les Anglais durent battre en retraite. Le lendemain, Botha disait : « J'ai été assez « heureux pour n'avoir pas eu à modifier la disposition de mes troupes », sans se douter qu'il venait de prononcer là son éloge.

« Louis Botha est un homme énergique dans tout le sens du mot. Un jour, il fit sauter un certain pont sur la Tugela par *vingt-six* hommes, lui les surveillant. Vingt-six mille ennemis se trouvaient sur l'autre rive. A Pieter's Height, il combattit, le rifle à la main, dans les tranchées, ne fermant pas l'œil de quatre nuits.

« Louis Botha n'a pas été sacré « héros officiel » sans soulever la jalousie des vieux Boers. Ce fut en vain que, la veille de la délivrance de Ladysmith, il envoya télégramme sur télégramme à Prétoria, suppliant qu'on lui envoyât des renforts pour permettre à ses troupes de prendre un peu de repos. On ne lui répondit rien et il tint bon jusqu'à ce que ses hommes morts de sommeil, les yeux injectés de sang, devinssent incapables de discerner l'ennemi. »

Nous avons reproduit précédemment le récit, fait par Louis Botha lui-même, de ses victoires sur la Tugela.

Où Louis Botha fut soumis à la plus rude épreuve, c'est dans la nuit du 17 au 18 février, lorsqu'un conseil de guerre décida d'évacuer les positions de Boschkop, au sud de la Tugela. Botha, à l'ouïe de cette proposition, bondit : évacuer le Boschkop, c'était rendre intenables toutes les positions boers autour de Ladysmith ; c'était virtuellement évacuer la Natalie ; c'était renoncer à tenir en échec, par la possession des cols du Drakensberg, l'aile droite d'une armée anglaise en cas d'invasion de l'Orange ; c'était donc du même coup livrer l'Orange aussi bien que le Natal ; et enfin, cette retraite inopportune, non motivée, anéantissant quatre mois de succès et d'efforts, cette levée d'un siège dont on allait recueillir le fruit, serait pour les Boers une défaite morale pire que toutes les défaites.

La majorité et l'autorité de chefs incapables restèrent sourdes à tant d'éloquence. Botha se leva, et, courant dans la tente d'un ami :

— Oh! lui cria-t-il, il vient de m'entrer une épine dans le cœur!

L'ami l'engagea à prendre quelque repos, l'heure étant avancée; mais Botha, hors de lui, se promena toute la nuit de long en large dans la tente.

Ce qu'il avait prévu arriva; l'ordre de battre en retraite, grossi, en passant d'un commando à l'autre, de mille rumeurs effrayantes, détermina une panique générale, un sauve-qui-peut qui transforma en quelques heures l'armée boer en un lamentable troupeau d'affolés qui ne savaient ce qui se passait, où aller, ni pourquoi l'on partait, et qui, se figurant que les Anglais se jetaient sur eux, n'écoutaient plus la voix de leurs chefs et s'enfuyaient au galop sauvage de leurs chevaux, dans la nuit et la tempête. Car, ces jours-là, une pluie diluvienne ne cessa de tomber, accompagnée de formidables coups de tonnerre, auxquels se mêlait le grondement des torrents enflés où se noyèrent plusieurs fuyards; des ponts étaient emportés; les gués devenaient impraticables; le passage de la Klip, en particulier, fut des plus périlleux. Mais, malgré tant d'obstacles, le canon anglais, la fusillade, l'explosion des ponts que l'arrière-garde faisait sauter après elle, tous ces grondements et roulements sourds dont les ténèbres augmentaient l'horreur, jetaient ces milliers de fugitifs, comme une immense vague, sur les commandos établis autour de Ladysmith, déjà gagnés par la contagion de l'effroi. Le départ prématuré de Joubert et de son état-major, à Rietfontein, précipita la débâcle : les assiégeants, entraînés à leur tour par ce torrent humain, abandonnèrent précipitamment leurs positions; et, sous le feu des canons de marine des assiégés, chacun ne songea plus qu'à regagner ses foyers. Les hommes de l'État Libre se dirigèrent vers les défilés du Van Reenen Pass, les Transvaaliens se jetèrent dans les wagons, sur le toit des wagons, dans les fourgons à houille des trains de chemin de fer qui partaient pour Dundee, à la lueur sinistre des houillères d'Elandslaagte auxquelles on avait mis le feu et qui flambaient en pleine nuit orageuse.

Dans cet immense écroulement qui précipitait vers Dundee, avec la fortune du Transvaal, les commandos désorganisés, Joubert malade et ses lieutenants débordés, réduits à l'impuissance, un seul restait ferme, un seul faisait face aux Anglais et couvrait la retraite : entouré d'une arrière-garde composée de son état-major d'élite et de ses fidèles, Botha commençait par recueillir les débris de deux commandos, de Zoutpansberg et de Heidelberg, que, malgré leurs cris de détresse, Lucas Meyer avait oubliés, et dont les 250 hommes se voyaient pressés par tout le poids de l'armée anglaise. Puis, reculant en bon ordre, ne cédant le terrain que pas à pas, il cherchait un point où se retrancher, et, ce point trouvé, repoussait l'ennemi. C'est grâce

à lui que le passage de la Klip ne fut point une seconde Bérézina : couvrant l'armée mieux qu'un bouclier, il lui permit de passer avec armes et bagages, et ce n'est que le dernier homme et le dernier chariot en sûreté sur l'autre bord qu'il opéra le passage à son tour.

L'impéritie de Buller lui rendit possible une tâche surhumaine : s'il y avait eu entente entre le général anglais et la garnison de Ladysmith, au moyen de l'héliographe, ou par cette simple intuition du militaire qui devine, aux coups de canon, l'approche d'un ami ou d'un ennemi, les Boers en désordre, pris entre deux feux, étaient écrasés jusqu'au dernier. Il est vrai que la poignée d'hommes de Botha occupait sérieusement l'armée de Buller et dissimulait l'effroyable désorganisation des Boers : sans se presser, avec ce calme imposant dont il ne se départait jamais, le jeune général recueillait au passage tous les traînards, tous les postes égarés ou abandonnés, car tel commando isolé sur un kopje comme dans une île n'avait eu aucune connaissance de la retraite générale des Boers ; il faisait sauter les ponts, brûlait les magasins d'approvisionnements ou de fourrage, enlevait de leurs positions les canons du siège, démontés pièce à pièce, à l'aide de grues dressées à la hâte. Quand toute l'armée fut en sûreté, sans avoir laissé aux mains de l'ennemi un blessé, un canon, un chariot, il prit fortement position sur une colline au nord de Ladysmith. Pendant que le président Krüger, accouru à Dundee malgré son grand âge, rassurait les fugitifs par son éloquence à la fois mystique et familière, et de ces bandes affolées reformait une armée, Botha, face à l'ennemi, arrêtait de son côté l'invasion anglaise : son bras couvrait le Transvaal.

Devenu généralissime, il porta son attention sur tous les points du vaste échiquier où les Boers tenaient tête à l'invasion anglaise.

Il était, d'ailleurs, intelligemment et activement secondé par de nouveaux venus comme lui, inconnus la veille : Ollivier, le capitaine Prétorius, Kooste, qui avec huit hommes prit une ville ; — le général Delarey, descendant de nos vieux huguenots ; — l'artilleur Théron, qui parvint à traverser les lignes anglaises et à atteindre Cronjé *la veille de sa reddition*, et qui, retraversant ensuite la Modder, sauta sur un cheval errant et revint tout nu au camp de Dewet.

Enfin les deux Dewet, dont l'un, Christian, a mérité le surnom de « preneur de convois », — *Conwooinemer !*

Les exploits de Christian Dewet ressemblent à une épopée digne des chevaliers de la Table Ronde.

Ils commencèrent à Springfontein, où, pendant la marche de l'ennemi sur Kimberley, il enleva un convoi, de plus de deux cents wagons, qui fit si cruellement défaut à l'armée anglaise que le service d'approvisionnements de

lord Roberts en fut complètement désorganisé, et ses mouvements sérieusement embarrassés.

Nous avons vu Christian Dewet essayant de dégager Cronjé et retardant la marche de l'armée anglaise sur Bloemfontein.

Après l'occupation de la capitale de l'État d'Orange, les dépêches de l'état-major donnaient à entendre que le pays était soumis.

Il n'en était rien. Toute la région qui s'étend autour de Bloemfontein était sillonnée, un peu partout, par des détachements boers disséminés, opérant en guérillas. On signalait, notamment, des forces républicaines entre Kimberley et Bloemfontein, à Paardeberg, sur les lieux mêmes de la reddition de Cronjé.

A l'est de Bloemfontein, des forces importantes opéraient sous les ordres du commandant Ollivier, qui les avait conduites des frontières de l'Orange vers Ladybrand, menaçant le flanc droit des troupes anglaises concentrées dans la capitale.

Il était évident que lord Roberts ne pouvait commencer sa marche en avant vers le nord.

En premier lieu, par suite de la perte du convoi capturé par Christian Dewet, il fallait, sans perdre de temps, faire converger toutes les ressources vers le corps principal, réorganiser les transports, accumuler les approvisionnements de toute sorte, assurer le service de remonte pour la cavalerie et pour les bêtes de trait, fournir de nouveaux attelages à l'artillerie, procurer aux troupes des vêtements d'hiver, etc., etc.

En second lieu, il était indispensable d'assurer les communications en se débarrassant des commandos boers qui agissaient sur les flancs et sur les derrières de l'armée anglaise.

Dans ce but, lord Roberts envoya le général French avec une forte colonne de cavalerie, de l'artillerie et de l'infanterie montée contre les troupes du commandant Ollivier. Mais French, pour diverses causes, dont la plus importante était sans doute le mauvais état de sa cavalerie, ne dépassa pas Thabanchu, à moitié chemin, à peu près, entre Bloemfontein et Ladybrand.

Cette question de la cavalerie était, en effet, l'une des plus graves que lord Roberts eût à résoudre. L'Angleterre avait fait acheter des chevaux et des mules partout où l'on en avait pu trouver. Mais les chevaux européens supportent mal en général les climats tropicaux et ce n'est qu'après une longue acclimatation qu'ils peuvent fournir un travail effectif. Dans le sud de l'Afrique, les animaux importés ont, en outre, un ennemi plus terrible encore que le soleil et la pluie : c'est une mouche, dont la piqûre est souvent meurtrière et toujours dangereuse.

Si la guerre sud-africaine est de quelque durée, disait le journal *l'Accli-*

matation du 3 décembre 1899, la consommation des chevaux augmentera dans une notable proportion, attendu que les pertes seront bien moins provoquées par les diverses péripéties de la campagne que du fait de la maladie endémique qui, dans l'Afrique du Sud, sévit sur les solipèdes, particulièrement sur ceux nouvellement importés.

Les pertes dues à cette maladie sont telles que les chevaux *salés* (c'est ainsi que l'on désigne les chevaux acclimatés) se paient de 750 à 1 150 francs pièce, tandis que ceux qui sont exposés à la contracter n'atteignent pas 400 francs.



Le général French.

A remarquer, toutefois, que la maladie ne sévit pas en tout temps; elle n'est réellement intense que durant la saison hivernale (qui commence à présent, c'est-à-dire en avril, dans l'Afrique du Sud). Il faudrait, durant cette période, avoir recours à certaines précautions, qu'une armée en campagne ne saurait prendre.

Un correspondant du *Live Stock Journal*, qui vécut quelque temps sur les confins du Bechuanaland, donne sur cette maladie endémique les détails suivants : « Dès qu'à l'approche de la mauvaise saison l'air se chargea d'humidité, je logeai mes chevaux dans une écurie bien close; je ne les en sortais le matin que lorsque le soleil avait dissipé le brouillard et pompé l'humidité. Je prenais en outre la précaution d'assainir l'air de l'écurie, en y faisant faire du feu matin et soir, dans la cheminée que j'y avais fait installer. J'espérais ainsi conjurer la maladie et je me félicitais déjà d'y être parvenu, quand, au retour d'une course peu fatigante, mais qui n'avait pu s'achever que dans la soirée, le cheval que je montais fut atteint du mal, qui se communiqua immédiatement à ses compagnons d'écurie, et, dans l'espace de trente-six heures, je perdis mes trois chevaux. »

Cette maladie a jusqu'à présent échappé à toutes les investigations; elle réapparaît chaque année et débute généralement dans les régions montagneuses, pour s'étendre de là jusqu'à la côte.

Or, il fallait au maréchal Roberts une quantité énorme de bêtes de trait, non seulement pour assurer l'efficacité de sa cavalerie, mais surtout pour son service de subsistances, maintenant qu'il allait opérer à des distances considérables de sa base de ravitaillement.

Quoi qu'il en soit, le général French dut revenir à Bloemfontein sans avoir pris contact avec l'ennemi, laissant à Thabanchu le colonel Broadwood avec la plus grande partie de ses forces.

Ce dernier envoya vers Ladybrand le colonel Pilcher, qui occupa cette ville pendant vingt-quatre heures, mais qui fut obligé de se retirer rapidement, à l'approche de forces boers supérieures. Finalement, cette opération, qui avait pour but de soumettre le pays, depuis la frontière du Basoutoland jusqu'au nord de Ladybrand, et d'en chasser les Boers, échoua complètement, et Pilcher dut regagner Thabanchu.

Une oasis de verdure au milieu du Veldt, un îlot de nègres au milieu de la population blanche, voilà Thabanchu. C'est là que les Orangistes parquèrent les noirs, qui, plusieurs fois, les avaient aidés dans leurs guerres contre d'autres noirs. Les bons nègres vivent heureux sous un conseil municipal de leur couleur. La ville est à 64 kilomètres seulement de Bloemfontein.

Les commandos boers d'Ollivier, suivant dans sa retraite le colonel Pilcher s'avancèrent, à leur tour, vers Thabanchu, menaçant les troupes anglaises d'investissement, en attaquant ce point de concentration par deux fortes colonnes, vers le nord et vers l'est.

Le colonel Broadwood était à la tête du 10e hussards, de la cavalerie de la maison royale et de deux batteries d'artillerie; le colonel Pilcher commandait une colonne d'infanterie montée.

Tous ces effectifs opérèrent leur retraite vers Bloemfontein, le soir du 30 mars, juste assez à temps pour ne pas être entourés. Comme la garnison était tout entière montée, elle eut vite fait de franchir les 35 kilomètres qui séparent Thabanchu du point où la Modder coupe la route entre Thabanchu et Bloemfontein. On n'était plus qu'à six lieues de lord Roberts. Le camp fut dressé un peu plus loin, le 31 mars, à quatre heures du matin, tout près des prises d'eau de Bloemfontein.

Tout à coup le canon boer tonne à l'arrière. Les Anglais, qui se savaient suivis, croient naturellement à une attaque de ce côté. Le colonel Broadwood ne garde avec lui que quelques troupes et dépêche vers Bloemfontein son convoi et la majeure partie de son artillerie.

La ville est si près !

C'est bien ce qu'avait escompté Christian Dewet.

Voici la dépêche qui fut envoyée, le 1er avril, du laager du terrible « Preneur de Convois » :

« Vendredi soir, le commandant Dewet fut informé que les troupes anglaises qui occupaient Thabanchu avaient évacué ce village par suite de l'approche du général Ollivier. Le commandant Dewet résolut de couper la retraite à l'ennemi et, après une brillante marche de nuit de plusieurs heures, il arriva avec ses troupes à hauteur d'Amla, près de l'usine hydraulique qui alimente les réservoirs de Bloemfontein.

« Le camp anglais était établi dans la plaine au-dessous.

« Tout dormait dans le camp.

« Pas un avant-poste, pas une sentinelle pour donner l'alarme.

« Dewet fit immédiatement placer une batterie de canons Krupp sur une position, en même temps que les différents commandos, d'un effectif total de 1 500 hommes environ, occupaient tous les points stratégiques autour du camp ennemi. Les commandos de Kroonstad et de Bloemfontein prirent position près de la station du chemin de fer et du gué situé le plus en aval.


Christian Dewet, le preneur de convois.

« A l'aube, le signal fut donné.

« Les canons Krupp bombardèrent vigoureusement le camp, y semant la panique. Les artilleurs anglais coururent à leurs chevaux, attelèrent et partirent au galop vers une position située à quelque distance. Les Burghers de Winburg et de Bethléem descendirent immédiatement dans la plaine nue pour répondre au feu de mousqueterie des Anglais, qui n'avaient pas encore eu le temps de se remettre de leur surprise. Dewet encourageait ses hommes. Pendant ce temps, l'artillerie anglaise galopait vers une éminence occupée par les Boers. Pas un coup de feu ne fut tiré avant que les batteries fussent arrivées à une distance de 30 yards des Boers.

« A ce moment, le crépitement des mausers emplit l'air. Hommes et chevaux furent absolument fauchés. Sept canons tombèrent entre les mains des Orangistes. »

Voici les dépêches officielles de lord Roberts, relatives à cet événement :

« Bloemfontein, le 1er avril, 6 h. 10 soir.

« J'ai été informé par le colonel Broadwood, hier, à une heure avancée de l'après-midi, de ce qui suit :

« Le colonel Broadwood, qui était à Thabanchu, à 38 milles à l'est de Bloemfontein, fut informé que l'ennemi approchait en deux colonnes, du nord et de l'est. Le colonel annonça que, dans le cas où la nouvelle serait exacte, il se retirerait dans la direction des Réservoirs, de 17 milles plus près de Bloemfontein, où nous avions un détachement de deux compagnies d'infanterie montée pour la protection des Réservoirs.

« Il fut répondu au colonel Broadwood que la 9e division, avec de l'infanterie montée, partirait aujourd'hui au point du jour pour l'appuyer, et que, s'il le jugeait nécessaire, il devait se retirer des Réservoirs.

« Il se rendit, durant la nuit, aux Réservoirs, et y bivouaqua. Ce matin, au point du jour, il fut bombardé par l'ennemi, et attaqué sur deux points. Il expédia immédiatement ses deux batteries d'artillerie et ses bagages dans la direction de Bloemfontein, protégeant une partie du convoi avec sa cavalerie.

« A 2 milles environ des Réservoirs, la route traverse un ravin profond dans lequel, durant la nuit, un détachement boer s'était si bien dissimulé, que nos éclaireurs de tête traversèrent le gué sans voir les Boers, et ce ne fut qu'après que les canons et les wagons furent engagés dans le gué, que les Boers se montrèrent et ouvrirent le feu.

« Un grand nombre de conducteurs et de chevaux de l'artillerie furent tués immédiatement, presque à bout portant, et plusieurs canons furent capturés. Les autres attelages, avec leurs canons, s'échappèrent très vite, protégés par le régiment des cavaliers de Roberts, qui souffrit beaucoup du feu de l'ennemi.

« Pendant ce temps, le lieutenant Chestermaster, du corps des éclaireurs de Remington, avait trouvé un passage inoccupé par les Boers, à travers le ravin, au moyen duquel le reste de la colonne Broadwood put passer, et se reforma rapidement.

« Le rapport du colonel Broadwood, que je viens de recevoir à l'instant, ne donne aucun détail. Broadwood déclare qu'il a perdu sept canons et tous ses bagages. Il estime ses pertes à 350 hommes environ, y compris plus de 200 prisonniers.

« En apprenant, ce matin, que Broadwood était serré de près, j'ordonnai au général French de partir immédiatement avec les deux brigades de cavalerie restantes, pour suivre en soutien la 9e division. Cette dernière, après une marche magnifique, arriva sur le lieu de l'engagement un peu après deux heures de l'après-midi.

« Les Boers étaient au nombre de 8 000 à 10 000, avec un nombre de canons inconnu. »

« Blœmfontein, le 1er avril, 8 h. 15 du soir.

« Me référant à mon télégramme précédent : dans une batterie, un capitaine et trois lieutenants ont été blessés et deux des lieutenants sont manquants. Un canonnier a été tué ; 40 sous-officiers et soldats sont portés comme blessés ou disparus.

« Dans l'autre batterie, tout l'effectif est manquant, excepté le commandant et le sergent-major.

« Cette batterie a perdu cinq canons ; l'autre, deux.

« Les deux régiments de cavalerie n'ont pas souffert autant.

« La nouvelle vient d'arriver que l'ennemi s'est retiré du côté de Ladybrand, laissant 12 officiers et environ 70 hommes anglais blessés aux réservoirs d'eau ; nous envoyons une ambulance pour les recueillir. »

Voici enfin la dépêche privée d'un officier qui visita le 1er avril le terrain du combat :

« Bushmankop, le 1er avril.

« Le terrain du combat d'hier présente un aspect terrible.

« De tous côtés gisent des soldats morts et des cadavres de chevaux.

« Les fourgons sont renversés ; des vivres, des fourrages jonchent le sol. Il est impossible de concevoir une embuscade plus ingénieuse que celle dans laquelle le convoi anglais est tombé.

« A l'endroit où le convoi a traversé le gué, le sol s'élève brusquement vers un tertre verdoyant ; sur le côté de ce tertre, en face du gué, se trouve un enclos de pierres, d'où l'on peut tirer sur le gué. Au nord, le gué forme un demi-cercle ; au sud, se trouve l'embarcadère d'une ligne de chemin de fer en construction, de sorte que les Boers pouvaient diriger un feu meurtrier sur les Anglais de trois côtés à la fois, en même temps qu'ils avaient une double ligne de tir sur le front.

« Quand le convoi fut attaqué, une scène d'horrible confusion se produisit : les mulets s'échappèrent et les fourgons furent renversés, tandis que les Boers continuaient le feu.

« Les Boers déclarent avoir perdu 5 tués et 9 blessés.

« Vers une heure, ils réunirent le convoi et commencèrent à atteler les canons et les fourgons. Ils ont permis aux Anglais d'enlever leurs morts et leurs blessés. »

Ainsi, le général French ne put rejoindre les Boers victorieux, qui eurent, en outre, le temps de détruire les réservoirs situés près de Bushmankop et qui alimentent Bloemfontein.

Christian Dewet se retira avec 375 prisonniers, 1 000 mules, 104 voitures de munitions et de provisions, plus 7 canons.

D'ailleurs, il allait bientôt faire reparler de lui.

Ce même 1er avril 1900, 500 hommes du Royal Irish étaient entrés à Dewetsdorp, au sud de Thabanchu. Le capitaine somma le magistrat de lui remettre les clefs des bâtiments publics, ce qui fut fait immédiatement. Mais le magistrat avait caché les papiers publics, les armes et les munitions sous les planchers.

Le capitaine anglais, apprenant qu'un corps boer s'approchait, se retira rapidement sur Reddersburg.

Les Boers qui s'approchaient n'étaient autres que ceux de Christian Dewet, qui, mis en goût par sa brillante victoire des Réservoirs ou de Sanna's-Post, cherchait une nouvelle aventure.

Dewet suivit les Anglais, et, le 4 avril, les deux forces ennemies campaient face à face sur chacun des versants d'une chaîne de collines.

Le commandant boer connaissait la position anglaise et était au courant des mouvements de l'ennemi. Celui-ci, au contraire, ignorait la position des Boers, et ses éclaireurs n'étaient pas sur leurs gardes.

Dans l'après-midi du 4, Dewet envoya 800 hommes couper la retraite des Anglais, puis lança une petite troupe sur la colline que ceux-ci occupaient.

Les Anglais attaquèrent hardiment les assaillants, mais bientôt ils furent entourés et, au coucher du soleil, le « Preneur de Convois » les tenait en son pouvoir.

Le combat recommença vers trois heures le lendemain matin ; mais, à dix heures, l'officier commandant les Anglais fit hisser le drapeau blanc.

Après avoir infligé à l'ennemi une perte de 100 tués et blessés, Christian Dewet s'emparait encore de 459 prisonniers et de 12 voitures chargées de provisions.

Ces succès répétés eurent l'avantage inappréciable de raffermir le courage des armées fédérales. La plupart des Burghers de l'État libre, qui paraissaient avoir abandonné la lutte, se joignirent aux commandos de Kroonstadt, et repartirent avec les combattants transvaaliens pour faire un suprême effort.

De nombreux commandos sortaient de terre. On en signalait un nouveau dans l'ouest, à environ 14 milles de Rouville. Il était, comme les autres, formé de fermiers orangistes *qui avaient déjà fait leur soumission*. Comme les autres, il était armé d'excellents fusils Mauser. Si bien qu'on se demandait quelles armes pouvaient bien avoir livrées les vaincus, les « soumis » de lord Roberts.

Ce qui était grave, c'est que les Boers qui fourmillaient dans le sud de l'État d'Orange visaient manifestement à couper la ligne du chemin de fer entre Bloemfontein et le Cap.

Elle était fortement gardée, mais elle était difficile à garder. Lord Kitchener en personne venait de l'inspecter.

C'est lui qui ordonna au général Gatacre de se retirer sur Béthanie sans combattre, et de protéger la ligne sans chercher à venger le désastre de Reddersburg. Les Boers étaient, en effet, au nombre de 5 000 dans les environs, et avaient encore reçu des renforts dans la journée du 7 avril.

Une partie de la 9e division qui s'était portée sur Rietfontein, avait été

rappelée en toute hâte à Bloemfontein, à la nouvelle que l'armée occupant les Réservoirs marchait vers le sud. La nouvelle était fausse, mais l'émotion qu'elle causa permet de juger de l'inquiétude qui régnait au quartier général.

Ainsi, de partout, venait l'impression que les Boers avaient adopté une tactique plus agressive qu'au début de la campagne. Ils se mouvaient par petits corps, et tombaient sur les convois et les détachements isolés, à l'exemple de l'actif et insaisissable Christian Dewet.

Pendant ce temps, lord Roberts continuait à être condamné à l'immobilité. Le 3 avril, plusieurs régiments de cavalerie, les Écossais gris, les Imiskillings, les lanciers, n'avaient pas cent chevaux disponibles. Il est vrai qu'il en arrivait tous les jours. Mais qu'en ferait le climat? Aucun de ces chevaux, qui venaient d'Amérique, n'était ce qu'on appelle *a salted horse*, un cheval salé, c'est-à-dire un cheval acclimaté. Quelques matins de brouillard, une demi-douzaine de nuits froides, soit à l'écurie, soit hors de l'écurie, avec les exhalaisons spéciales au sol sud-africain, et voilà les bêtes hors de service. Il faudrait les abattre ou les soigner pendant six mois.

D'autre part, l'hiver de l'Afrique australe recommence en avril, et c'est le moment où la maladie redouble d'intensité.

Déjà les hommes souffraient beaucoup du froid des nuits.

On les avait vêtus de *Khaki* (1). Les poètes avaient chanté le *Khaki*; les belles dames en avaient porté; Londres s'en vêtit pendant toute une saison.

Mais le *Khaki* lui-même avait cessé de plaire, parce qu'il avait cessé d'être utilisable. Il était maintenant trop léger. Les hommes qui en étaient vêtus tombaient par centaines, en proie à la pneumonie. L'Angleterre avait espéré vaincre avant la fin de la saison chaude, et elle n'avait donné à ses soldats que des vêtements d'été. Ils mouraient maintenant, victimes de sa fanfaronne étourderie. Il fallait noliser d'autres transports pour expédier à lord Roberts des chargements d'uniformes de laine.

Aussi, la presse impérialiste anglaise, naguère si enthousiaste pour l'armée, ne cessait maintenant de la critiquer, et même de l'insulter à un point qui n'a jamais été égalé hors de la Grande-Bretagne. Témoin cette citation empruntée textuellement au *Daily News* :

(1) Contrairement à ce que l'on semble croire d'ordinaire, le mot « khaki », si souvent employé depuis le commencement du conflit anglo-transvaalien, ne désigne pas une espèce particulière de drap ou d'étoffe, mais la couleur dont on a jugé indispensable de teindre les uniformes des officiers et soldats de l'armée britannique pour en diminuer la visibilité.

Le mot « khaki » vient du terme indien *khak*, qui veut dire *terre*. Les Persans, du reste, emploient le même mot pour désigner la surface du sol

Ce fut lors de la grande révolte des cipayes, en 1857, que les troupes anglaises adoptèrent pour la première fois la teinture en question, qui est, en effet, de la couleur de la terre fraîchement remuée.

L'étoffe qui prend le mieux cette teinture est une sorte de toile de coton, à la fois légère et solide. On en recouvre également le casque en liège des troupes coloniales, le bidon et le havresac.

D'après les essais faits à Aldershot, les coefficients de visibilité seraient de 10 pour le blanc, 6 pour le rouge, 5 pour le jaune et le gris et 2,8 seulement pour la couleur khaki.

« J'ai vu des hommes conduits au feu par des jeunes gens, qui, pour l'intelligence, ne sont pas dignes de conduire une mule à l'eau, mais qui, pour les manières, seraient assez dignes de la suivre.

« Grâce à Dieu, les Boers nous auront appris qu'il faut autre chose qu'un monocle et des manières insolentes pour faire de bons officiers. »

Et cette autre, empruntée au *Times* :

« Nos généraux, nos officiers et nos soldats sont tous braves, mais ils sont, pour la plupart, stupides. »

Un romancier anglais, M. Conan Doyle, retour d'Afrique, écrivait, après avoir vu passer, à cette époque, une brigade d'infanterie anglaise :

« Je contemplais cette infanterie, la barbe longue, les vêtements en haillons, les yeux furieux, forçant péniblement sa route sous un nuage de poussière.

« Si ces hommes descendaient Piccadilly, il y aurait de quoi affoler Londres ! A voir l'être sanglé, pincé, freluquet et propret qu'est le soldat anglais en temps de paix, qui aurait jamais imaginé qu'il pût se transformer aussi rapidement en cette espèce de barbare mâle et farouche ? Figures de bouledogues, figures de faucons, figures de loups affamés, toutes les figures, sauf celle d'un lâche ! »



Le commandant Ollivier.

A Bloemfontein, l'armée de lord Roberts était toujours une armée de braves, mais une armée épuisée et déguenillée.

Aussi les nouvelles de la capitale d'Orange étaient-elles de moins en moins rassurantes. On creusait maintenant des retranchements autour de la place, dans les meilleures positions, afin de pouvoir la défendre plus aisément. Malgré les nouvelles optimistes affirmant que la prise des Réservoirs par les Boers ne gênait pas les défenseurs de Bloemfontein, on apprenait que des wagons-citernes étaient expédiés chaque jour jusqu'au fleuve Orange, c'està-dire à 180 kilomètres de distance, pour apporter l'eau nécessaire à l'armée de lord Roberts.

Il devenait évident que les Boers qui opéraient dans le sud-est de l'État d'Orange avaient pour objectif les deux nœuds de chemin de fer de Springfontein et de Béthulie. A Springfontein, le général Rendel et la 8ᵉ division anglaise qu'il commandait avaient été envoyés en toute hâte.

Du côté de Béthulie, les Boers arrivant le long de la rivière Caledon, avaient complètement isolé la garnison de Wepener.

Le combat avait duré toute la journée du 9 avril. Finalement, les Boers avaient rejeté sur Rouxville le général Brabant qui, abandonnant à Wepener le colonel Dalgety, fut poursuivi l'épée dans les reins. Il n'échappa que grâce à des marches forcées de nuit. Cette partie de l'armée de Brabant, qui comprenait environ 3 000 hommes, parcourut en quatre jours 140 kilomètres pour échapper aux Boers.

Voilà l'explication de ce qu'on a appelé le « mystère de Wepener ». Ce n'était pas autre chose que la déroute de l'armée de Brabant, coupée en deux tronçons par le commandant boer Ollivier. Tandis que l'un se sauvait à toutes jambes, l'autre fut assiégé pendant quinze jours dans Wepener.

Il y avait encore là-dessous du Christian Dewet !

C'était lui, en effet, qui, s'avançant de Dewetsdorp avec son commando, était venu mettre le siège devant Wepener.

Ce siège obligea les Anglais à de multiples mouvements stratégiques : ils espéraient prendre dans un filet, comme à Paardeberg, les forces boers qui se trouvaient ainsi « en l'air » dans le sud-est de l'Orange.

Mais Christian Dewet veillait. Sentant ses communications menacées, il abandonna le siège de Wepener le 24 avril, pendant la nuit, et se replia sur Dewetsdorp, où le commandant Peters Dewet tenait tête aux Anglais. Leurs forces combinées se retirèrent ensuite rapidement vers le nord, sous la direction du généralissime Louis Botha, tandis que les généraux Hamilton et Doriens, qui s'étaient avancés pour leur couper la retraite, étaient tenus en respect à Thabanchu.

Les Anglais renoncèrent à poursuivre les Boers et rentrèrent à Bloemfontein, où la division Pole Carrew arriva dès le 27 avril.

Nous retrouverons de nouveau, au cours de ce récit, l'intrépide Christian Dewet.

XII

Conquête et annexion du Transvaal.

Proclamation des présidents Steijn et Krüger. — L'ouverture du Volksraad à Prétoria. — Les Anglais à Johannesburg. — Toujours le légendaire Dewet. — L'exécution de Hans Cordua. — L'annexion du Transvaal

Lorsque les troupes anglaises envahirent le territoire de l'État d'Orange, lord Roberts lança une proclamation invitant les Burghers à déposer les armes.

Le président Steijn y répondit par la proclamation suivante :

« Hommes, mes frères ! L'ennemi est dans notre pays ; il essaye maintenant de nous diviser pour pouvoir nous imposer plus facilement son joug.

« Diviser pour régner » a toujours été le secret de sa politique dans l'Afrique du Sud. Avant le commencement des hostilités, il a essayé de persuader à l'État d'Orange de violer ses engagements solennels avec la République sœur, afin de pouvoir mieux en venir à bout.

« Maintenant, pour pouvoir mieux semer la discorde parmi nous, il promet la paix à tous les citoyens qui déposeront les armes ; c'est-à-dire qu'il promet de récompenser les Burghers qui trahiraient leur pays et leur foi. Est-il possible de vous insulter plus grossièrement ? Ne vous laissez donc pas tromper par les ruses de votre sournois ennemi. Celui qui propose à autrui de se parjurer ne peut être honnête. Il abandonnera plus tard ceux qui auront ainsi abjuré leur foi. Ses actes dans le district de Jacobsdal, où il s'est rendu coupable de honteuses destructions de propriétés et son attitude à Bloemfontein, où les Burghers désarmés ont été jetés en prison, prouvent sa mauvaise foi.

« Frères, quoique notre capitale soit aux mains de l'ennemi, la bataille n'est pas perdue ; au contraire, c'est une raison pour que nous combattions avec plus d'ardeur. Persévérez dans la lutte. Dieu ne nous abandonnera pas. Lorsque la nuit est le plus noire, c'est alors que l'aube approche. »

Cette vibrante et courageuse proclamation donnait un éclatant et nouveau démenti aux informations intéressées des correspondants militaires anglais affirmant que le président Steijn et ses partisans étaient sur le point de déserter la lutte

De son côté, le président Krüger s'exprimait ainsi :

« Frères, je vous adjure de vous comporter avec tout votre zèle et toute votre activité. Ayez les yeux constamment levés vers cette Providence qui a miraculeusement conduit et protégé notre peuple dans le Sud-Afrique. Lisez le psaume 33 depuis le verset 7 jusqu'à la fin.



M. Steijn,
Président de l'État libre d'Orange.

« L'ennemi avait mis sa confiance dans le psaume 83, où il est dit : « Ce peuple n'existera plus et son nom doit être détruit. » Mais le Seigneur a dit au contraire : « Il existera. » Lisez aussi, dans le psaume 89, les 13e et 14e versets, où le Seigneur dit que ses enfants, s'ils ne gardent pas sa parole, seront frappés de cruels revers, mais que sa faveur et sa bonté sont inépuisables pour ceux qui le servent. La parole du Seigneur demeure ferme et inébranlable. Car, voyez-le, c'est par le feu, que, comme l'air, il purifie ses enfants.

« N'oubliez pas non plus que l'ennemi promène avec lui la dévastation partout sur son passage. Dans la colonie, il s'est emparé de tous les biens des Afrikanders et les a volés, vendus ou détruits. De même, dans l'État libre d'Orange, il dévaste toutes les fermes. Vous connaissez tout cela. L'œuvre de notre ennemi est l'attaque contre le Christ et son Église ; mais Dieu ne contemplera pas la destruction de son Église.

« Vous savez que notre cause est juste. Cela ne saurait faire un doute. Je cherche dans la Bible entière quelle est la conduite à suivre, et je n'en trouve pas d'autre que celle que nous avons suivie. Nous devons continuer à combattre pour notre bon droit, au nom du Seigneur.

« Je vous prie de communiquer à tous les officiers qui sont à l'armée nationale, ainsi qu'à tous les Burghers de votre district, le contenu de ce télégramme et de leur inspirer toute confiance et tout dévouement à notre cause. »

Nous avons vu que cet énergique langage fut entendu et que, pendant les mois de mars et d'avril, les Anglais se trouvèrent immobilisés à Bloemfontein, l'État d'Orange fourmillant de toutes parts de commandos.

Après la levée du siège de Wepener, les communications de l'armée d'invasion étant moins menacées, et ses approvisionnements étant reconstitués, lord Roberts songea à reprendre la marche en avant au commencement de mai.

Les Boers, obéissant à un plan longuement arrêté d'avance, opéraient méthodiquement leur retraite, tout en livrant journellement de légers combats avec quelques détachements anglais, mais en évitant de s'engager à fond, Ils s'étaient divisés en deux colonnes, dont l'une couvrait Wynburg, tandis que l'autre occupait les hauteurs de Ladybrand, s'efforçant ainsi de paralyser momentanément le mouvement en avant des Anglais.

Ceux-ci serraient d'ailleurs les Boers de très près et les délogeaient successivement des positions qu'ils occupaient sur différents points.

Lord Roberts opérait son mouvement avec le flanc gauche de l'armée appuyé sur le chemin de fer et un déploiement considérable de troupes sur la droite.

Le général Rundle occupait tous les environs de Thabanchu. De ce côté, les Boers s'étaient complètement retirés, ne laissant plus que quelques commandos à l'arrière-garde. Ils avaient exécuté ce mouvement en bon ordre et sans être inquiétés. Aucun coup de feu n'avait été tiré.

Le 5 mai, au matin, le général Jan Hamilton quitta Thabanchu avec l'infanterie montée, et s'avança jusqu'à Weal Welkop sur la route de Wynburg. De ce côté, le mouvement de retraite des Boers avait été déterminé par la marche du général Brabant, qui s'était avancé de 40 kilomètres au nord de Wepener et avait pris possession du massif montagneux désigné sous le nom de Taba Pachoa. Ce point se trouve à 25 kilomètres au sud-est de Thabanchu et en vue des montagnes qui dominent la ville. La ligne de retraite des Boers se trouvait donc menacée, et ils agirent prudemment en ne prolongeant pas la résistance.

Au nord de Brandfort, l'infanterie montée du général Hetton avait pris position sur la rivière Vet, tributaire du Vaal, qu'elle rejoint à Bloemhof.

Quant au détachement boer qui se maintenait dans les collines au nord de Ladybrand, il n'était pas facile à couper, car, sur ce point, la frontière du Basoutoland s'infléchit vers l'est, et les Boers disposaient pendant quelque temps encore d'une ligne de retraite facile à travers la contrée montagneuse qui s'étend au nord de Fishburg et entre Senekal et Bethléem.

Tout dépendait de la quantité de chevaux et d'animaux de transport que possédait lord Roberts, et de la rapidité qu'il pourrait donner à sa marche.

Le 6 mai, le général Brabant opéra sa jonction avec la division Rundle, auprès de Thabanchu. Lord Roberts signalait que la rupture de la voie ferrée au-dessus de Brandfort et des ponts de la Vet retardait les approvisionnements.

Le lendemain, 7 mai, M. Krüger présidait le matin, à Prétoria, la clôture formelle de la session de 1899 des premier et second Volksraads, qui avait

été brusquement interrompue, durant l'automne précédent, par l'ouverture des hostilités.

Plus de 50 membres sur 60 étaient présents. Les sièges récemment vacants par suite de la mort de Joubert et de Kock, de l'Exécutif, et ceux de Tosen et Hannard, de la Législature, étaient marqués par des couronnes de lauriers.

Le public était nombreux, et plusieurs dames figuraient dans l'assistance.

Le président Krüger et le président des deux Raads, au milieu d'un silence religieux, exprimèrent leurs remerciements aux fonctionnaires de l'État pour la tâche qu'ils avaient accomplie au cours de l'année écoulée.

Le chapelain prononça ensuite une prière, dans laquelle il parla du général Joubert en termes si touchants qu'ils provoquèrent les larmes d'un grand nombre de députés, et il exprima l'espoir qu'il serait donné au Volksraad de tenir encore bien d'autres séances.

Les Raads s'ajournèrent après la prière du chapelain et se réunirent de nouveau à deux heures de l'après-midi, pour l'ouverture de la session de 1900.

A trois heures, le président Krüger se rendit au Parlement dans son équipage de gala, accompagné de son escorte.

La salle des séances était comble.

Les consuls et plusieurs attachés militaires étrangers étaient présents. Au nombre de ces derniers était le colonel Gourko, attaché militaire russe.

Dans son discours d'ouverture, le président fit allusion aux vides survenus dans le gouvernement par suite de la guerre, et il annonça les nominations qui avaient été faites provisoirement pour remplir les postes ainsi laissés vacants.

Parlant du général Joubert, il déclara que les générations futures seraient mieux à même de juger l'œuvre accomplie par cet éminent citoyen, dont la conduite avait rempli l'ennemi de respect et dont les qualités humaines et la valeur avaient donné à la République renommée et prestige aux yeux des nations civilisées.

« J'ai été profondément touché, poursuivit-il, des preuves d'amitié sincère données par l'État libre d'Orange, qui a rempli envers le Transvaal les obligations contractées aux termes des traités existants. L'union était nécessaire, car une attaque dirigée contre l'indépendance de la République sud-africaine était également une menace contre l'État libre.

« Animé d'une confiance absolue dans l'avenir de la nation afrikander, l'État libre d'Orange a, par ses actes, été d'un bon exemple pour la République sœur, et une grande valeur morale pour ceux qui ont suivi les efforts d'un petit État désireux de conserver son indépendance.

« J'éprouve une grande satisfaction à déclarer que les relations du Trans-

vaal avec les puissances étrangères sont bonnes, à l'exception de la Grande-Bretagne.

« Pourtant, nous avons prouvé, par notre législation et par nos rapports avec la Grande-Bretagne l'année dernière, qu'il était de notre désir de maintenir la paix. Maintenant que la guerre a éclaté, nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour rétablir la paix.

« Une mission de paix a été envoyée en Europe. La présence d'un si grand nombre d'attachés militaires prouve l'intérêt que les différentes nations prennent aux méthodes de combat des Boers.

« J'ai remarqué avec plaisir que les sympathies du monde entier dans cette guerre sont du côté du Transvaal, et que des ambulances ont été envoyées et des fonds recueillis pour alléger les souffrances qui en sont nées.

« Il m'est agréable d'annoncer qu'en dépit des difficultés de l'heure présente, les finances sont à même de supporter le fardeau des lourdes dépenses de la guerre, et que l'industrie minière est florissante. »

Le président demanda ensuite que la session ne fût pas prolongée et que seules les questions importantes fussent discutées, puis il termina son discours par l'invocation habituelle à la divine Providence.

Plusieurs députés blessés assistaient à la séance.

Quelle scène grandiose de la vie de ce peuple au cours même de sa lutte suprême pour l'existence !

Pendant ce temps, lord Roberts continuait sa marche en avant, refoulant devant lui, grâce à l'énorme supériorité de ses forces, les commandos boers, dont le généralissime Louis Botha ne voulait pas risquer la destruction dans une bataille rangée.

C'est pour obéir à cette méthode constante que, sans cesser de tenir tête à toutes les forces de l'Angleterre et au généralissime anglais lui-même, il laissa successivement lord Roberts occuper Kroonstadt, franchir le Vaal, s'emparer de Johannesburg le 31 mai, et de Prétoria, le 7 juin.

Cette marche des Anglais eut pour effet, — effet prévu et escompté par lord Roberts, — de permettre à sir Redvers Buller d'avancer du côté du Natal, et, à l'ouest, de dégager Mafeking.

Au Natal, les Boers évacuèrent, sans le défendre, Dundee, qu'ils occupaient depuis le commencement de la guerre. Ils avaient pourtant construit de solides retranchements à 12 kilomètres au sud de la ville, sur un éperon du Biggarsberg. Le général Buller put suivre victorieusement cette même route d'Helpmakaar à Dundee, par laquelle, au mois d'octobre 1899, passaient les troupes débandées du général Yule.

Les Boers se retiraient sur Laing's Nek, poursuivis par l'infanterie montée de lord Dundonald.

A Mafeking, délivrée le 18 mai, le général Baden-Powel prononçait, le 24 mai, ces paroles ridicules et impudentes :

« En un pareil moment, je sens que je pourrais unir dans un même toast Paul Krüger et Cecil Rhodes, parce que Paul Krüger a causé cette grande explosion du sentiment impérial, et parce que Cecil Rhodes a été le drapeau rouge qui excite le taureau et l'amène au combat.

« Eh bien ! nous avons brandi le torchon rouge, et le taureau a foncé sur nous : mais il ne s'attendait pas à être entouré par une pareille masse de matadores et de picadores comme celle qui le harcèle maintenant.

« Aujourd'hui, le vieux taureau, battu, fléchit sur ses genoux. Dans l'arène qui nous entoure, nous voyons tous les hommes, toutes les femmes et tous les enfants de l'Angleterre et des colonies. A leur tête, se trouve cette grande et gracieuse dame, Sa Majesté la Reine, qui contemple le spectacle. »



Le général sir Redvers Buller.

En ce qui concerne l'arrivée des Anglais à Johannesburg et le régime qu'ils y ont établi, nous ne saurions mieux faire que de reproduire cette correspondance, adressée au *Temps* par un témoin oculaire :

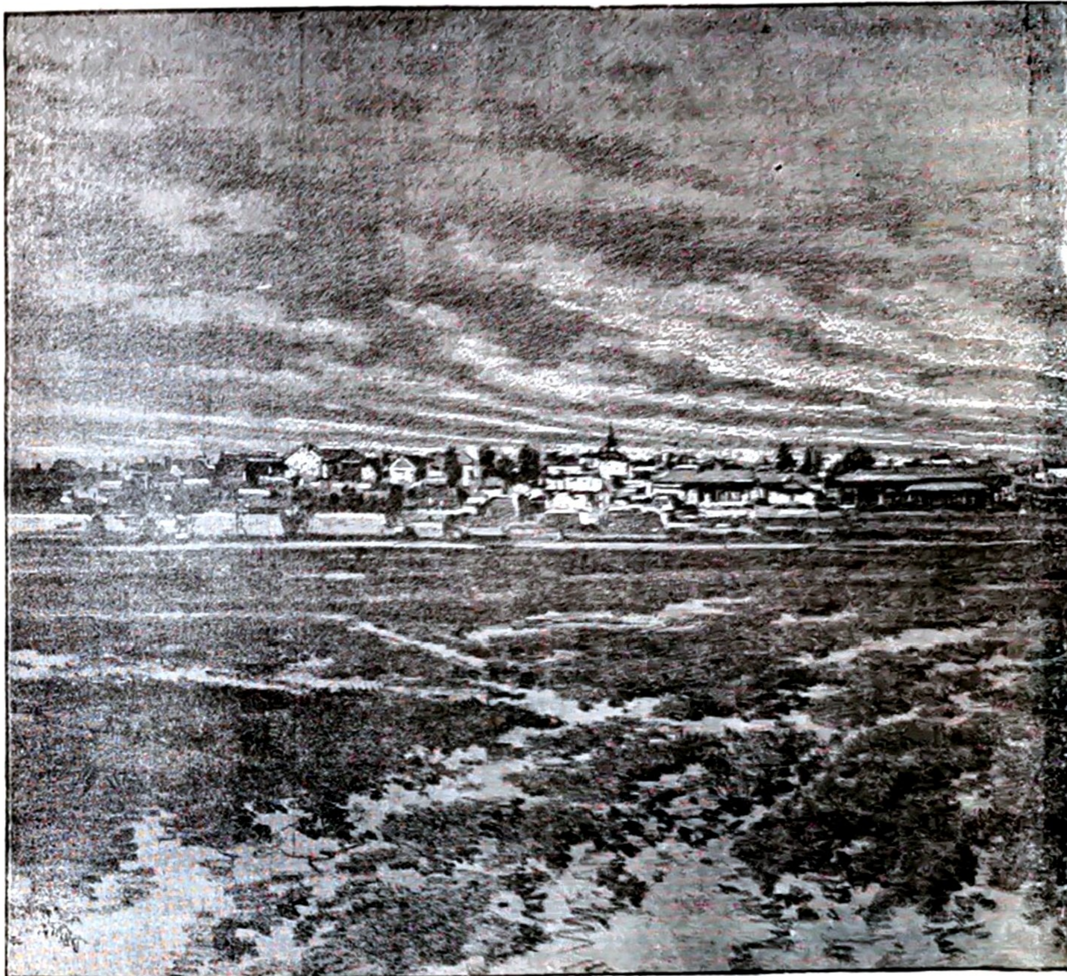
« L'entrée officielle de lord Roberts et de ses troupes était annoncée pour dix heures, le 31 mai. Tout Johannesburg, consistant actuellement en sujets neutres dont une bonne partie, il n'y a pas à le cacher, était absolument favorable aux Anglais, s'était donné rendez-vous au square de la maison du gouvernement. Il y avait au moins dix mille personnes, dont une centaine à peine exprimaient leur désapprobation complète de l'action qui allait se commettre.

« La police des mines, fondée par les Français qui, peu à peu, se sont laissé supplanter, s'était fait faire, il y a trois semaines, des uniformes neufs pour recevoir dignement les Anglais et n'avait pas beaucoup de peine à maintenir les milliers de curieux qui éprouvaient les mêmes sentiments de satisfaction qu'elle. L'officier le plus zélé était un Allemand naturalisé Burgher qui, au lieu de combattre pour son pays d'adoption, avait trouvé moyen de se faufiler dans la police des mines, primitivement française, pour en faire sortir tous les Français et autres, favorables au gouvernement boer.

« Il est dix heures ; avec une émotion de sentiments divers tous les assistants guettent l'arrivée de ceux qui étaient depuis si longtemps attendus. Pas un souffle n'agite les arbres du square et ce pauvre drapeau du Transvaal,

que l'on va retirer tout à l'heure, prenait vie pour ceux qui, comme nous, ont une sympathie profonde pour les Boers, chassés de chez eux parce que leur terre contient de l'or.

« On attend une heure, une heure et demie, et toujours pas d'Anglais



Vue de Mafeking.

A midi moins vingt enfin, arrive d'abord un petit bonhomme presque bossu, sur un petit cheval de l' « Imperial horse ».

« Au-dessous de ce qui représente ses cuisses, sont attachés deux appareils photographiques ; un de chaque côté. On dirait qu'il salue en entrant dans le square : non, c'est le mouvement qu'il fait pour prendre de chaque côté un instantané de la digne assemblée, réunie là pour recevoir et, disons-le tout de suite, pour acclamer les Anglais. Un quart d'heure après, arrivaient encore une dizaine de personnes, toutes munies d'appareils photographiques ; c'était probablement la section de photographie de l'armée anglaise.

« Leur premier soin était également de prendre des instantanés, surtout celui de la maison du gouvernement et du drapeau.

« Une demi-heure après, nouveau petit paquet ; cette fois-ci ce sont d'anciens résidents de Johannesburg, actuellement combattant le pays qui les a enrichis, qui entrent, on peut le dire, en vainqueurs et sont reçus à bras ouverts.

« Enfin, il est midi et demi, et toujours pas de lord Roberts. On commence à s'impatienter, et cette longue attente depuis dix heures gâte tout le plaisir.

« Les officiers de la police des mines n'y tiennent plus ; de peur qu'il ne vienne pas, ils décident d'aller le chercher et, au grand trot, prennent la route de Jeppestown pour aller à la rencontre du représentant de Sa Majesté.

« Une heure se passe encore : un farceur fait courir le bruit que le noble lord ne vient pas, le général Christian Dewet l'ayant attaqué sur ses derrières avec 20 000 Burghers. Un instant une bonne partie de la foule y ajoutait foi et trahissait par sa pâleur une crainte qui aurait dégénéré en panique, si ce canard avait été autre chose qu'un canard.

« A deux heures vingt, enfin, on entend les cris : « Les voilà ! les voilà ! » et en effet voici lord Roberts et son état-major, entouré par les officiers de la police des mines, qui entrent au pas de leurs chevaux dans le square de la maison du gouvernement.

« Une tenue respectueuse mais froide eût été de mise, mais au lieu de cela c'est sous les hourras frénétiques d'une foule enthousiaste que le noble lord a fait son entrée dans cette ville, cause primitive de toute cette guerre. De nombreuses dames aux fenêtres agitaient leurs mouchoirs, les hommes leurs chapeaux. Des cris « hip, hip ! hurrah ! » perçaient l'air : en un mot, c'était un enthousiasme devant laisser loin derrière lui ce que l'on réserve à ces troupes quand elles rentreront en Angleterre.

« On avouera qu'en fait de « neutres » c'étaient de jolis neutres : plus Anglais que les Anglais eux-mêmes.

« La cavalerie se masse en demi-cercle, la musique militaire arrive, un homme s'approche de la hampe où flotte tristement le drapeau du Transvaal, prend la corde et l'abaisse : j'ôte mon chapeau en signe de respect d'un emblème représentant un peuple de braves, écrasé par le nombre et affligé de maux immérités.

« Je disais tout à l'heure que ce drapeau prenait vie, semblait comprendre que sa dernière heure était venue. Et, en effet, un léger vent s'élève et l'enroule autour de sa hampe au moment précis où le sergent anglais veut l'abaisser ; arrivé au milieu, il se déploie encore une dernière fois — à mi-mât — puis s'affaisse... C'est fini, on attache un « Union Jack » et sous les applaudissements frénétiques de la foule, il prend la place du drapeau républicain.

« Tous ces neutres, qui avaient fait à lord Roberts une si brillante réception, dans leur naïveté, avaient cru que des temps d'une douceur indéfinissable allaient commencer ; il fallut bientôt en rabattre et de beaucoup. Même ceux qui paraissaient les plus enthousiastes comprirent qu'ils s'étaient trompés, à tel point qu'ils faisaient simplement leurs malles, demandaient un passeport et, dès qu'il y avait un train annoncé, filaient, eux aussi, vers des pays plus pacifiques.

« La première proclamation de lord Roberts garantissait la sûreté personnelle pour la population non combattante et ajoutait que personne de ceux qui se tiendraient tranquilles et feraient le serment de neutralité ne serait molesté. Le lendemain, le seul journal existant à Johannesburg fut supprimé et les rédacteurs et directeurs mis en prison. Ensuite un ordre de police interdit à tout le monde de sortir de sa maison entre sept heures du soir et six heures et demie du matin. Tous les magasins vendant des liquides, les bars, etc., devaient être fermés ; personne n'avait le droit d'être en voiture, à cheval ou à bicyclette sans un passeport spécial ; tous les magasins de bijoutiers devaient être clos. Tout travail dans les quelques mines encore en activité devait être arrêté ; quant aux banques, des entraves très sérieuses étaient mises à leurs affaires, comme à celles de leurs clients. Elles ne devaient être ouvertes que de dix heures à midi, les payements à recevoir ne devaient être faits qu'en numéraire au lieu du système cependant anglais et si commode des chèques ; aucun client ne peut fournir plus de 20 livres, soit 500 francs par semaine, sans une autorisation spéciale et écrite du gouverneur. Aucun transfert d'un compte à l'autre n'est autorisé, ni aucune avance d'une nature quelconque, et même des valeurs déposées simplement en garde ne peuvent être retirées sans autorisation spéciale. On avouera qu'avec des prescriptions pareilles, c'était la mort définitive des quelques affaires que les commerçants pouvaient traiter encore.

« Les banques, qui jusqu'à l'entrée des Anglais s'étaient gardées toutes seules et n'avaient pas été volées d'un centime, étaient gardées chacune par un détachement de soldats, et quand on songe que tous les bijoutiers devaient rester fermés, on est en droit de se demander contre qui étaient prises toutes ces mesures de défiance : était-ce contre l'ancienne population ou contre la nouvelle ?

« Une autre proclamation réglementait les prix des principaux articles alimentaires. L'intention de cette prescription était, il faut le reconnaître, des plus louables, car elle devait empêcher les accaparements que des commerçants peu scrupuleux pouvaient faire, afin de spéculer sur une famine éventuelle qui est susceptible de se produire si nous restons encore longtemps coupés des ports de mer.

« Seulement, les prix établis n'étaient, le plus souvent, pas en rapport avec les prix véritables de revient ; ils étaient basés sur les prix en vigueur en temps ordinaire de paix. Le résultat immédiat en était que les commerçants refusaient de vendre, cachaient leurs marchandises et prétendaient qu'ils n'en avaient plus.

« Une des plus importantes maisons de Johannesburg ayant vendu du pétrole environ 10 p. 100 plus cher que le prix indiqué par la proclamation, a été condamnée à 2 500 francs d'amende ou, à défaut de payement, à six mois de travaux forcés pour son directeur. Ce dernier avait prouvé devant la cour qu'il ne gagnait qu'un bénéfice très raisonnable de 5 p. 100 ; qu'il avait été impossible d'importer le pétrole à moins. Rien n'y a fait, et la condamnation a été maintenue.

« On avait souvent reproché aux Boers, et en maints cas avec raison, leur manière de réquisition, de *commandeering*, comme l'on dit ici. Plus d'une fois, ce n'était point l'État qui profitait des réquisitions faites en son nom et, de ce côté-là au moins, on espérait un peu de tranquillité avec l'arrivée des Anglais. C'était encore une erreur.

« Le premier soin du nouveau gouvernement fut de créer des taxes et d'encaisser avec une préoccupation minutieuse celles imposées depuis longtemps par le gouvernement boer, taxes contre lesquelles les membres du gouvernement civil actuel n'avaient cessé de protester aussi longtemps qu'ils n'avaient été que de ces journalistes, avocats et agitateurs politiques qui ont tant contribué à rendre inévitable cette guerre sanglante. Tous ces gens-là sont rentrés à Johannesburg bien indifférents aux malheurs qu'ils ont provoqués.

« Aussi longtemps qu'ils n'étaient pas les maîtres, ils faisaient patte de velours ; mais aujourd'hui qu'ils règnent dans la maison, leurs griffes se font terriblement sentir ; plus que cela, c'est un véritable supplice du garrot qu'ils ont imposé aux habitants de Johannesburg. Chaque jour il y a un nouveau tour de vis, une prescription de police nouvelle, jusqu'au jour où, fatigués d'une pareille torture, les habitants quitteront tous cette ville où le séjour devient impossible.

« Du reste, une bonne partie a déjà passé involontairement la frontière ; ce sont d'abord tous les employés de la compagnie du chemin de fer qui, ayant refusé de se mettre au service des Anglais, ont été expédiés à East-London et de là en Hollande, presque tous étant Hollandais. Ensuite ce sont un grand nombre d'Allemands, la plupart naturalisés Burghers et ayant combattu, qui ont été expulsés sans façon, bien qu'ils eussent prêté le serment de neutralité et reçu par contre l'assurance qu'on les laisserait tranquilles. C'est dans la nuit que l'on est venu les réveiller brutalement et les prévenir de se tenir prêts avec leurs familles pour le matin, à dix heures. Ceux chez qui cette

nouvelle provoquait quelques paroles de révolte étaient immédiatement arrêtés et conduits en prison.

« Le bruit avait couru que l'on avait découvert une conspiration dont le but, disait-on, était de reprendre les armes, de surprendre les Anglais et de se rendre maîtres de Johannesburg.

« Ce bruit de complot a servi de prétexte à des arrestations en masse ;



Johannesburgh en 1899.

pendant quinze jours c'est une véritable terreur qui régna sur les habitants de Johannesburg. Personne n'était sûr de coucher dans son lit le lendemain ; une simple dénonciation de quelqu'un de malveillant suffisait pour vous faire incarcérer ; des centaines de personnes paraissant des plus respectables furent menées en prison sans savoir de quoi on les accusait et une grande quantité expulsée sans autre forme de procès. Beaucoup d'entre eux se sont plaints à leurs consuls respectifs sans succès, les Anglais prétendant que, ces consuls étant accrédités auprès du gouvernement boer, ils doivent les ignorer et ne recevoir qu'officieusement leurs communications. Il s'ensuit que

les sujets des nations neutres ne peuvent être protégés par leurs consuls respectifs au moment précis où une telle protection peut être des plus nécessaires.

« Parmi nos nationaux, il n'y en a eu jusqu'à présent que deux frappés d'expulsion : le lieutenant Galopaud, accusé, dit-on, d'arrières-pensées hostiles aux Anglais, et le directeur de l'établissement français Frascati, où toute la colonie française et les notabilités des autres nationalités se réunissaient pour causer librement et franchement et oublier dans ce coin de Paris un peu des misères de Johannesburg.

« Notre compatriote, M. Martin, a appris à ses dépens qu'il y avait crime à recevoir les journaux français et surtout les journaux satiriques : on lui a donné une demi-journée pour fermer son établissement — le plus important de ce genre de la ville — et faire ses malles pour partir en France.

« Cette expulsion a causé presque de la consternation dans la colonie française et, à la réunion traditionnelle du 14 juillet chez notre consul, on s'est élevé contre des procédés aussi sommaires.

« Ces expulsions et les proclamations draconiennes de lord Roberts causent partout une véritable stupéfaction. »

Ces faits sont confirmés par le lieutenant Galopaud lui-même. Il était resté à Johannesburg pour soigner une grave blessure occasionnée par un coup de pied de cheval reçu à la bataille de Vet-River, et il se croyait en sûreté, confiant dans la parole de lord Roberts, qui assurait la liberté à tout combattant ayant déposé les armes.

Arrêté, il fut emprisonné dans le fort de Johannesburg, en dépit de ses réclamations, qui ne furent pas jugées valables, et ne dut sa liberté qu'à l'intervention du consul général.

Voici ce qu'il raconte, au sujet de M. Martin, dans une correspondance adressée au *Matin* :

« M. Martin, propriétaire d'un des premiers restaurants et cafés de Johannesburg, le Frascati, a été jeté hors du Transvaal pour avoir, parmi les journaux qu'il reçoit pour sa clientèle, laissé sur ses tables (longtemps avant l'arrivée des Anglais) un numéro de la *Caricature* représentant la reine d'Angleterre fouettée par le président Krüger. Dès leur arrivée, les Anglais furent informés de ce fait par une bande d'ignobles mouchards qui n'avaient eu, le matin même, qu'à changer de cocarde pour vendre les Boers aux Anglais, comme ils avaient vendu les Anglais aux Boers.

« Le soir, on faisait une enquête au Frascati et, quelques jours après, une perquisition dans la maison privée de M. Martin. *Il ne fut rien trouvé.*

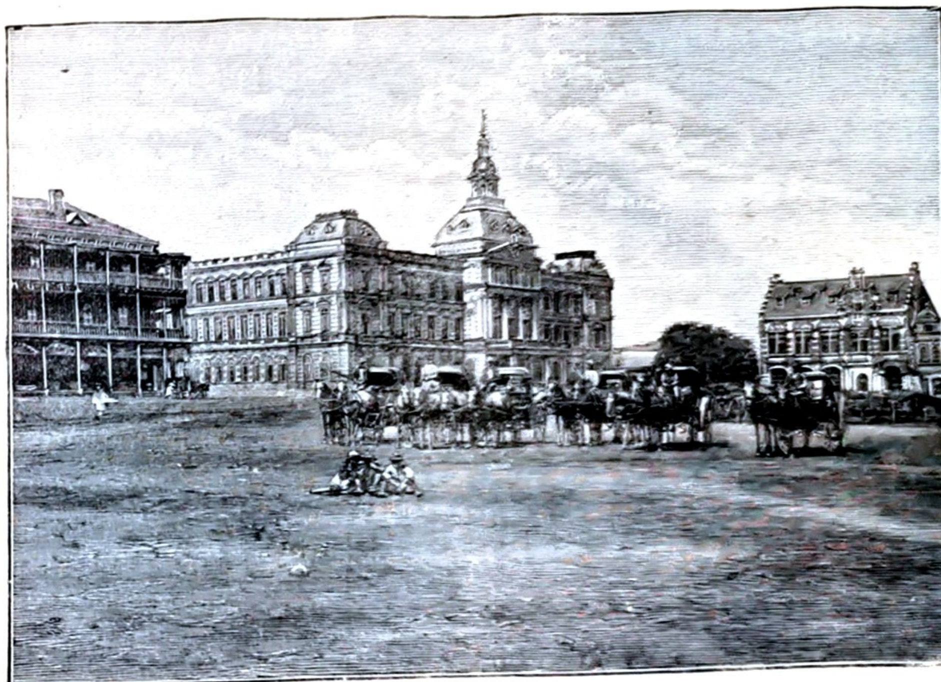
« Le 13, à *neuf heures du matin*, M. Martin fut avisé qu'il devait quitter la ville par le train de *une heure*, à destination de la frontière, pour avoir

vendu des consommations à des gens suspects de rébellion. Des ordres furent donnés à la Banque française pour qu'il ne lui fût rien remis de l'argent qu'il y a en dépôt, *même pas un chèque.* »

Lord Roberts entra à Prétoria comme à Johannesburg, c'est-à-dire sans grand effort, le 7 juin.

Voici, à cet égard, une déclaration typique, faite à M. Jean Carrère, correspondant du *Matin*, par le lieutenant d'un des principaux généraux boers :

« Croyez-vous que nous n'aurions pas un peu défendu ces deux villes si



L'hôtel du gouvernement à Prétoria.

nous n'avions pas jugé que mieux valait y attirer les Anglais ? Je n'ai pas à vous révéler les plans du Grand Vieux (*sic*) ; mais soyez certain que, lorsqu'il a vu la retraite de l'armée boer, il a parfaitement combiné de laisser l'armée anglaise se précipiter tête baissée jusqu'à Prétoria.

« Ils voulaient une entrée triomphale. Nous leur avons laissé leur triomphe. Seulement, maintenant ils voudraient bien sortir. Et ça n'est plus aussi facile !

« Retenez bien ceci, monsieur : la guerre commence. Ce ne sera pas une guerre aux gestes héroïques, comme vous en avez eu dans vos grands pays d'Europe. Notre héroïsme sera d'être patients, mais nous le serons. Nous allons traquer les Anglais, les harceler, leur faire la chasse. Et n'oubliez pas

ce que je vais vous dire : peut-être qu'on prendra quelques-uns de nos commandos dispersés, peut-être même qu'on arrivera à saisir nos chefs. Mais si jamais on vous annonce que c'est fini, n'en croyez rien. Sous n'importe quelle forme, nous recommencerons, et les Anglais apprendront cruellement ce qu'il en coûte de venir embêter des hommes libres. »

Et, en effet, de grands changements s'accomplirent dans la situation respective des belligérants, juste aussitôt après l'entrée de lord Roberts à Prétoria.

L'ouest du Transvaal semblait tout à fait pacifié. L'effort d'attaque des Anglais consistait à refouler vers l'est les commandos républicains. Ils pressaient Dewet et Ollivier dans les provinces de Ladybrand et de Bethléem, au sud-est de l'Orange, de manière à les acculer à la frontière hostile du Basoutoland, ou à les obliger, s'ils se rejetaient vers le nord, à tomber sous les forces de Buller qui, ayant enfin réussi à franchir le Drakensberg entre la passe Botha et Inkwelo, étaient massées vers Wakerstroom et Volksrust, dans le sud du Transvaal.

Lord Roberts venait de commencer sa marche à l'est et au sud de Prétoria, pour repousser les commandos de Botha qui menaçaient les communications ferrées, — forcer le président Krüger dans sa retraite de Machadodorp, et l'obliger à se rendre ou à se réfugier sur les plateaux de Lijdenburg.

Mais, au lieu de se concentrer pour la résistance, les Boers se dispersèrent subitement, et obligèrent l'armée anglaise à s'étendre sur un front de 500 kilomètres.

C'est alors que le commandant Christian Dewet, suivi d'un nombre assez important de partisans, s'empara de la ligne ferrée entre Kroonstadt et Vereeninging, et la démolit sur une certaine étendue, coupant ainsi les ravitaillements de lord Roberts dans le Transvaal.

C'est par des opérations de ce genre que les Boers allaient maintenant harasser l'armée d'occupation, en lui enlevant ses moyens d'approvisionnement.

On peut juger quelles forces il fallait immobiliser pour garder des lignes de communication de plus de 1 000 milles de longueur, afin d'éviter toute surprise. Si l'on ajoute à cela les garnisons de chaque ville, on voit que plus l'armée d'invasion s'avançait dans le Transvaal, plus elle s'affaiblissait, tandis que les Boers, se concentrant, augmentaient leur résistance.

Aussi, les petites attaques et les petites surprises allaient continuant.

L'agence Havas avait beau annoncer solennellement par une dépêche datée de Blakfontein que « l'âme des canons des Boers commençait à s'user », — il n'y avait pas apparence que l'âme des combattants s'usât de même.

Les Boers attaquaient la garnison de Ficksburg; — ils assaillaient un

convoi militaire se dirigeant de Greylingstad sur Blakfontein; — ils cherchaient à occuper les hauteurs dominant Rustenburg.

On signalait, comme un fait important au point de vue militaire, que le général Brabant eût pu occuper Dornberg entre Senekal et Winburg, — c'est-à-dire la position d'où les Boers avaient l'habitude d'attaquer les convois anglais.

En même temps, on annonçait que Dewet était pris définitivement dans le nord-est de l'Orange, entre les colonnes Kitchener et Macdonald.



Maison de banque à Prétoria.

Dewet pris! Quel soupir de soulagement eussent poussé les Anglais!

Mais, en réalité, Dewet, bien loin d'être cerné, se promenait, et coupait les chemins de fer et les télégraphes, éreintant les généraux jetés à sa poursuite, leur infligeant ces petits échecs humiliants qualifiés « d'engagements sans succès », cueillant dans leurs wagons les 100 hommes d'une compagnie de highlanders.

Pendant ce temps, un libre Transvaal continuait à s'étendre des faubourgs de Prétoria jusqu'à près de 400 kilomètres au nord et 400 kilomètres au sud.

Les troupes anglaises se fatiguaient et s'usaient. Comme aux premiers jours, elles étaient pareilles à un homme au milieu d'un essaim d'abeilles. Le maintien d'une énorme ligne de communication était pour elles et

pour l'état-major un travail énervant, une toile de Pénélope. Elles avaient pris deux capitales et n'avaient rien fait, parce que, dans ce pays essentiellement pastoral et agricole, où chaque famille se suffit à elle-même, ces capitales n'étaient ni un cœur ni un cerveau.

Le Transvaal est dans chaque ferme !

Aussi, lord Roberts commençait-il lui aussi à se fatiguer.

Le *Morning Leader* proposait ironiquement d'offrir son commandement au général boer Christian Dewet.

Il est certain que la guérilla commençait à peine, et que Dewet savait la faire.

On devait le prendre, on devait détruire à tout jamais la résistance des Orangistes.

Au lieu de cela, les commandos boers avaient l'avantage à Ficksburg, où les Anglais avaient dû se retrancher.

Le général Broadwood, commandant la 2e brigade de cavalerie, télégraphiait :

« J'ai poursuivi un commando depuis le 16 juillet. J'ai eu un vif engagement le 19 à Palmiet'sfontein. J'ai été empêché de poursuivre le laager ennemi par l'obscurité.

« Huit cadavres boers ont été trouvés. Nos pertes sont d'un commandant et 4 hommes tués, 2 lieutenants et 14 hommes blessés.

« J'ai atteint Vaal-Krantz aujourd'hui. L'ennemi s'est replié par Paarde-Kraal à la faveur de la nuit.

« Je marcherai demain sur Roodeval station. Envoyez des vivres pour 3 000 hommes et autant de chevaux, ainsi que des informations sur les mouvements de l'ennemi.

« Je crois que le commando est fort de 2 000 hommes et 4 canons et que le président Steijn et les deux Dewet sont avec lui. »

Le général Knox ajoutait :

« Le fil télégraphique et la principale ligne de chemin de fer au nord d'Honing-Spruit sont coupés, ainsi que la ligne télégraphique allant à Prétoria *viâ* Potchefstroom.

« Des renseignements disent que Dewet a traversé le chemin de fer, et qu'il se dirige vers le nord. »

Le général Kelly-Kenny confirmait en ces termes :

« La ligne du chemin de fer a été coupée hier soir au nord d'Honing-Spruit. Un train de ravitaillement, avec 100 highlanders, a été pris par l'ennemi.

« Les rapports reçus ce matin annoncent que l'ennemi se dirige en grande force sur Honing-Spruit station.

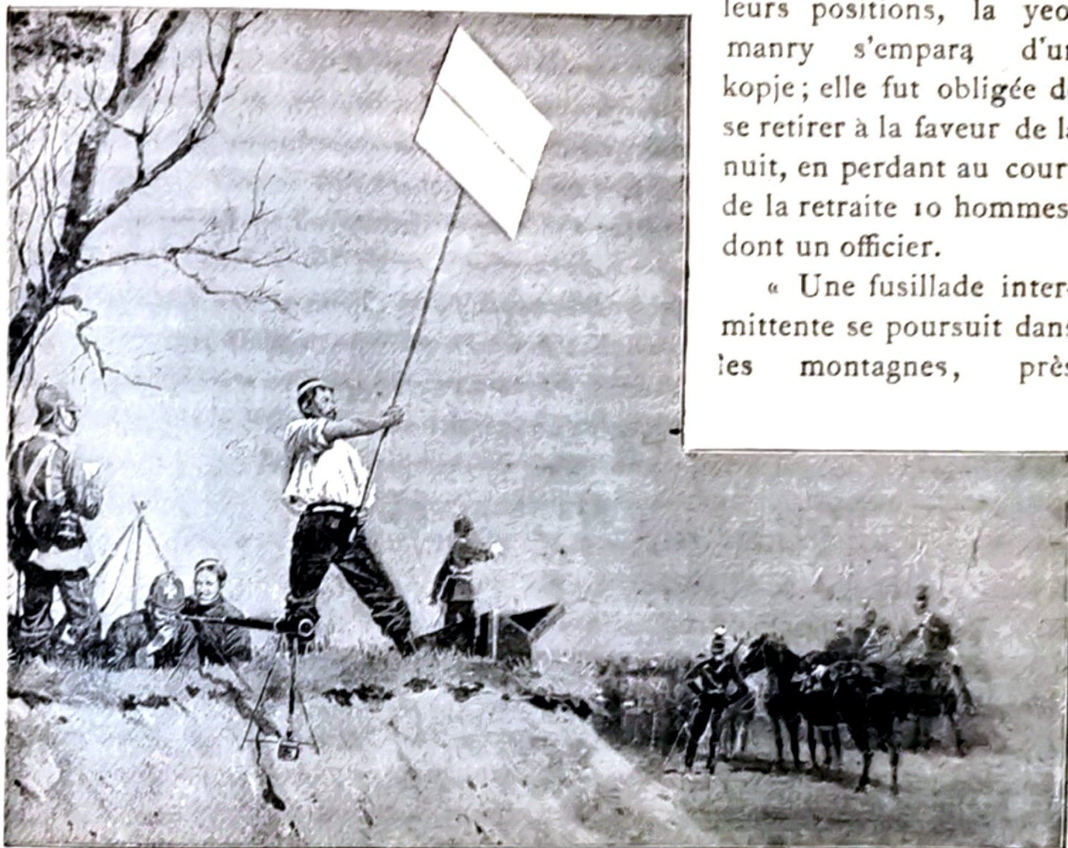
« Toutes les communications avec Prétoria sont coupées. »

Le 21 juillet, engagement à Bethléem, annoncé par la dépêche suivante :

« Une reconnaissance, composée de yeomanry, de coureurs des bois et d'une batterie de campagne, a rencontré, à 10 milles à l'ouest de Bethléem, les Boers occupant une forte position. Un vif engagement s'ensuivit, dont le résultat n'a pas été décisif.

« Les Anglais n'étant pas en nombre suffisant pour chasser les Boers de leurs positions, la yeomanry s'empara d'un kopje ; elle fut obligée de se retirer à la faveur de la nuit, en perdant au cours de la retraite 10 hommes, dont un officier.

« Une fusillade intermittente se poursuit dans les montagnes, près de la ville. Il n'est pas probable qu'un sérieux engagement se produise.



Reconnaissance anglaise signalant Christian Dewet.

« Les guérillas boers se déplacent continuellement, en vue de nos avant-postes. »

L'état-major télégraphie enfin que le général Dewet est *complètement* cerné, mais qu'à cause du grand nombre de ses hommes, il est impossible de le cerner *tout à fait*, la fin de la phrase détruisant le commencement.

En réalité, Dewet et Steijn sont poursuivis, traqués par cinq généraux anglais, parmi lesquels lord Kitchener. Leur retraite est un des plus étonnants faits de guerre que mentionne l'histoire.

Aussi, le correspondant du *Daily Telegraph*, M. Bennett Burleigh,

rend-il hommage au « Preneur de Convois », dans une lettre enthousiaste :

« Encore Dewet, écrit-il. La lune se lève et le télégraphe optique dit, avec ses lampes allumées : « Prenez garde! Dewet est à Vrede et vient sur Newcastle! » Le soleil brille, et l'héliographe envoie son message : « Prenez garde! Dewet est à Bethléem; il va capturer les deux bataillons laissés à Ladysmith. » Le crépuscule tombe; des reconnaissances arrivent de l'est au galop, des bras vigoureux agitent frénétiquement des signaux : « Dewet a traversé la passe de Cundycleugh avec sept commandos. Il va exterminer le général Dartnell à Dundee. »

« Et pourtant Rundle, Hunter et Methuen le pourchassent! Pendant trois mois il a tenu ce dernier en échec! 30 000 hommes le surveillent sur les frontières du Natal. Il tombe sur leurs lignes de communication et, avec à peine 7 000 hommes, donne fort à faire à ces 30 000. Tout un bataillon de yeomanry, un régiment de milice, des vêtements d'hiver pour toute l'armée, il les capture. Sûrement, ce n'est pas notre armée qui a les honneurs de la guerre. Qui chantera Dewet?

« Honneur soit fait à qui honneur est dû! La première fois qu'un général anglais dans les conditions où se trouve Dewet, rompra les lignes de communication de l'adversaire et fera son jouet d'une armée de près de 80 000 hommes, alors je parlerai de lui avec les éloges qui conviennent. Les étudiants de l'art de la guerre dans l'avenir regretteront que les Boers n'aient par eu de Jomini avec eux, car ce sont les opérations de Dewet, et non d'autres, qui feront le sujet des études de tous les professeurs de cavalerie dans toutes les écoles militaires du monde. »

Les officiers anglais en prennent gaiement leur parti, témoin ce joli mot, rapporté par Jean Carrère :

« Hier, je demandais à l'un deux quand partirait le courrier. Alors, faisant allusion aux éternelles attaques de la voie :

« — Ah! ça, je n'en sais rien, dit-il en riant; ça dépend du *general trafic manager*.

« — Qui ça?

« — Mais vous savez bien : Christian Dewet! »

En Irlande, une légende s'est créée au sujet de Dewet. Le *Temps* la rapporte en ces termes :

« Dans ce pays étrange, où la foi et les superstitions les plus extraordinaires ont résisté aux assauts de l'éducation et du sens commun, l'idée prévaut, chez nombre de gens, que Charles Stewart Parnell n'est pas mort en 1890, mais s'est retiré afin d'attendre des jours meilleurs pour mettre ses projets à exécution. Cette idée s'est tellement répandue, que la tombe du patriote est aujourd'hui négligée, après avoir été, pendant plusieurs années

un lieu de pèlerinage, le rendez-vous de toutes les sociétés nationalistes de l'Irlande.

« Aussi n'est-il pas étonnant de constater que l'opinion publique accepte la rumeur concernant la personnalité de Christian Dewet, et la sympathie irlandaise envers les Boers n'est pas moins due à la haine invétérée des Irlandais contre l'oppresseur saxon qu'à leur conviction que c'est Charles Parnell, *alias* Dewet, qui tient tête à l'armée formidable de lord Roberts. »

En réalité, Dewet est un fantaisiste, dont on ne se lasse pas de raconter les humoristiques exploits.

Jean Carrère en a rapporté plusieurs, qui méritent d'être mentionnés.

Un matin, un des nombreux jours où le chef boer devait être « infailliblement pris », lord Methuen, sûr de son coup, arriva devant un camp qui semblait endormi, et où seule une sentinelle immobile veillait devant une grande tente, inévitablement celle du jeune général boer.

A pas de loup, l'armée s'avança, et l'avant-garde, après des efforts inouïs, arriva jusqu'aux premières tentes. Elles étaient vides!

« *By Jove!* que signifie? .. »

Un peu plus hardiment, on envahit le camp, on saisit la sentinelle. Fatalité! elle était en bois! Seulement, elle portait « à la main » (c'est-à-dire « à la branche ») une lettre sur laquelle on lut l'adresse de lord Methuen lui-même. Et cette lettre disait :

« Permettez-moi de vous laisser en dépôt ces vieilles tentes vides. J'ai pris cette semaine une cargaison de tentes neuves destinées à l'armée anglaise, et sur la perfection desquelles je vous fais mes compliments. Excusez-moi de ne vous avoir pas attendu, mais vous pourrez repasser ici dans deux ans.

« Christian DEWET. »

Les Anglais eurent le bon esprit de rire de cette aventure, et repartirent afin de s'emparer de Christian Dewet... le lendemain.

Mais le plus joli tour est celui qu'il a joué à lord Roberts lui-même.

Dewet, qui interrompt les trains à chaque moment, eut un jour l'idée, sur la ligne de Heildelberg, de couper les fils télégraphiques et de les rattacher à son propre système Morse.

Une dépêche ne tarda pas à lui arriver. Elle était du général Hunter et destinée à lord Roberts.

« Je tiens Dewet, disait le général Hunter. Envoyez-moi du renfort. »

Parfait! pensa l'ami Christian. Et en homme poli, désireux de ne pas laisser ces hauts officiers sans nouvelles, il télégraphia à Hunter :

« Entendu, recevrez renforts. Signé : Roberts. »

Et à lord Roberts :

« Inutile envoyer renforts. Dewet est pris avec 5 000 hommes. Signé. Hunter. »

Ah! la joie à Prétoria! La dépêche y arriva trop tard pour qu'on pût l'annoncer au peuple, mais les officiers furent prévenus, et je laisse à penser leur vie! Champagne, whiskey, *God save the Queen*, toute la lyre! Et l'on festoya fort avant dans la nuit.

Malheureusement, à l'aube, il fallut déchanter.

Une nouvelle dépêche, arrivée cette fois de Bloemfontein, demandait en hâte des secours à lord Roberts pour délivrer le général Hunter en fort mauvaise posture. Ce gentleman de Christian Dewet avait amené lui-même les renforts demandés la veille par son adversaire. On ne saurait être plus prévenant. Seulement, ces renforts, au lieu de soutenir Hunter, avaient eu la mauvaise idée de l'attaquer.

Autre histoire bien amusante rapportée par Jean Carrère.

Il paraît que, lorsque l'armée de Kitchener parvint sur les bords de l'Eland's River, on aperçut au loin des soldats de Christian Dewet, qui s'en allaient traînant des fourgons anglais. Il y avait cinq jours qu'on poursuivait le fameux général boer sans jamais rien voir, et ce fut une joie pour le général Kitchener que d'en tenir enfin quelques-uns qu'avec un suprême effort il allait peut-être pouvoir attraper.

Mais au moment où il allait entamer contre eux la poursuite, il reçut une dépêche urgente dans laquelle on réclamait tout son secours pour délivrer à quelques milles de là, des bataillons australiens cernés par Christian Dewet, et dont, paraît-il, on venait d'enlever les munitions et les vivres.

On laissa donc les bagages pour courir délivrer les hommes, laissant à la poursuite des fourgons un simple détachement, qui, d'ailleurs, ne parvint pas à atteindre les Boers.

L'armée de Kitchener se rendit où on l'appelait, à la fois pour sauver les contingents australiens et aussi dans l'espoir de saisir enfin l'Insaisissable.

Quand Kitchener arriva, inutile de dire que Dewet avait filé, non sans emporter avec lui tout ce que possédaient les enfants d'Australie.

Mais quelle ne fut pas la surprise des Anglais lorsqu'ils virent d'immenses monticules de terre et des trous profonds creusés dans le sol, du fond desquels montaient les voix des Australiens.

— Pour des tranchées, se dirent les officiers anglais, voilà des tranchées colossales.

Eh bien! non, ce n'étaient pas des tranchées, mais tout simplement un commencement de mines d'or.

Les bons colonistes d'Australie, en parfaits sujets britanniques, s'étaient dit qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et comme ils venaient d'un pays

où chaque enfant, en naissant, porte des instincts de chercheur d'or, ils s'étaient mis à chercher le long de l'Eland's River, où ils campaient depuis plusieurs jours. Ils ne tardèrent pas à trouver, dans les cailloux de la rivière, le « signe de l'or », et aussitôt se mirent à opérer des sondages dans le sol voisin. Voilà pourquoi, oubliant Dewet, et Kitchener, et la guerre, et tout le reste, ils avaient déjà creusé une mine, pratiquaient leurs fouilles, et se mettaient en demeure de recueillir l'or enfoui à cet endroit.

Déjà, sans doute, en hommes pratiques, ils avaient dû établir les bases d'une Compagnie régulière et sérieuse — car tout est sérieux chez les colonistes anglais, surtout le vol, — et il est probable que bientôt une émission allait être faite pour la *Eland's River Gold mining Australian C° Lted*, lorsque ce trouble-fête de Christian Dewet a eu la déplorable idée de venir les déranger dans leur naissante industrie. Oh! le vilain rabat-joie! Voilà pourquoi on avait appelé Kitchener au secours. Seulement, nouveau déboire : le général Kitchener, qui a le plus souverain mépris pour les spéculateurs, et qui est un homme tout d'une pièce, fut plus terrible encore que Dewet. Ce dernier n'avait pris que les bagages; Kitchener fit démolir tous les travaux de la mine, et, après une redoutable semonce, infligea aux officiers canadiens une punition exemplaire.

Seulement, après cette petite opération de sauvetage, plus moyen d'attraper Dewet. Ce diable d'homme est passé entre les mailles du filet. Il s'est jeté, à travers les lignes anglaises, sur Kroonstad, où il a détruit le chemin de fer, sur Heilbronn, sur Vredefordd; enfin, il a passé le Vaal, et s'est acheminé, hors de la portée de l'ennemi, de Klerksdorp à Ventersdorp, et aux environs de Zeerust, dans la direction de Rustenburg, pour aller rejoindre Delarey.

Pendant ce temps, le président Krüger, ayant évacué Machadodorp, ne s'était pas résigné à escalader les pentes de Lijdenburg. Il avait établi son quartier général à Barberton, où il était en communication avec la ligne de Prétoria à Lourenço-Marquès. Botha opérait aux environs de Middelburg.

Ainsi, la ligne de bataille occupait toute la largeur du Transvaal, depuis Barberton, près de la frontière du Souaziland, jusqu'à Mafeking, sur territoire du Cap. Une autre ligne de guérillas inquiétait les communications anglaises entre Heilbronn, Kroonstadt, Bethléem et Harrismith. Les Anglais étaient harcelés et tourmentés sur un immense espace. Lord Roberts décidait que les trains ne circuleraient plus la nuit, tant les attaques étaient fréquentes. Le ravitaillement de Prétoria se faisait d'une façon irrégulière : la question des vivres devenait une question sérieuse.

D'autre part, par diverses causes, il y avait une moyenne de 2 000 Anglais hors de combat tous les sept jours!

L'armée anglaise fondait.

Ce n'était évidemment pas une solution que l'exécution du lieutenant Cordua, qui eut lieu le 24 août, à Prétoria, sur la décision d'un conseil de guerre anglais, ratifiée expressément par lord Roberts, sous prétexte de complot.

M. l'ingénieur Grunberg a écrit à ce sujet :

« Hans Cordua était absolument irresponsable de ses actes.

« Ce jeune Allemand de vingt-trois ans vivait seul à Prétoria, sans aucun ami ; son frère, de quatre ou cinq ans plus âgé que lui, payait sa pension, mais ne le fréquentait même pas et ne lui adressait que rarement la parole. Il suffisait de causer cinq minutes avec ce malheureux, pour reconnaître que le pauvre jeune homme était faible d'esprit et absolument irresponsable.

« Son seul idéal était de faire partie de l'artillerie du Transvaal, et pendant plusieurs années il essaya démarches sur démarches pour entrer au camp d'artillerie comme officier ; mais comme il était Allemand, il lui fut impossible d'obtenir sa nomination. Désœuvré et sans emploi, il rendait quelquefois des visites aux officiers du corps, sans réussir à en faire partie.

« Certes, plus d'une déposition devant le conseil de guerre dut prouver aux juges que, si ce jeune homme avait été l'instrument du complot ou même s'il l'avait ourdi, il ne pouvait être envoyé que dans une maison de santé pour remettre d'aplomb son pauvre cerveau ; ce n'était pas un prisonnier assez conscient de ses actes pour qu'on pût prendre la responsabilité de le passer par les armes.

« Les Boers, qui avaient entre leurs mains Jameson, en 1896, responsable, lui, de ses actes, ne l'ont pas pendu.

« Les Boers écoutant récemment à Prétoria les conseils que nous leur donnions, à tort ou à raison, ont, par délicatesse, laissé les mines intactes, pour ne pas mécontenter les gouvernements français et allemand.

« Les Boers se sont toujours conduits, eux, depuis les débuts de la guerre, comme un peuple croyant, humain et civilisé.

« Et pendant ce temps les Anglais, non contents de se mettre dix contre un pour attaquer leur ennemi, se conduisent, non comme des soldats civilisés, mais comme des sauvages. »

L'occupation de Machadodorp et de Middelburg qu'obtinrent alors les Anglais par la pression du nombre, avait encore moins d'importance que celle de Bloemfontein et de Prétoria.

Après avoir pris Middelburg, il fallait prendre Lydenburg et s'enfoncer dans le Zoutpansberg avant d'avoir raison de Botha.

Or, ces opérations allaient devenir particulièrement difficiles en raison de la topographie spéciale de cette contrée.

M. Leo Weinthal, correspondant de l'agence Laffan à Prétoria, a donné à ce sujet des renseignements intéressants :

« De Middelburg à Belfast, le sol n'a que des ondulations lentes. Peu de cultures ; de vastes étendues herbeuses, avec quelques arbres, où les Boers pasteurs mènent leurs troupeaux en été. On est à près de 2 000 mètres au-dessus du niveau de la mer.

« Après Belfast, par Dalmanutha et jusqu'à Machadodorp, la terre devient plus accidentée, se coupe en terrasses rocheuses, les « krantzes », en lits de torrents, les « dongas ». Là prend naissance l'Eland's River, qui roule avec tranquillité jusqu'à Waterval-bowen (le haut de la chute), fait alors un saut de 60 mètres jusqu'à Waterval-onder (le bas de la chute) et traverse ensuite, pour aller rejoindre, 60 milles plus loin, le grand fleuve des Crocodiles, une des contrées les plus fiévreuses de l'Afrique du Sud.

« De Machadodorp à Lydenburg, il faut un jour en diligence, avec des relais perpétuels au pied de monts presque inaccessibles.

« Beaucoup de cartes donnent à cette région le nom significatif de « Suisse ». Cette route, d'ailleurs, aboutit à Pilgrim-Rest, à un vrai cul-de-sac. Au nord du chemin de fer de Lourenço-Marquès, on aboutit ainsi à un rempart.

« Si les Boers préfèrent prendre Barberton, au sud du chemin de fer, comme centre de leur résistance, les opérations des Anglais seront plus rapprochées de leur base du Natal Dans les deux cas, cependant, le terrain présente les plus grandes difficultés, à la fois pour des raisons géographiques et climatériques.

« Pour décrire cette partie du Transvaal il n'y a pas d'image plus juste que de la représenter comme trois vallées de la Tugela entassées l'une sur l'autre. La tâche qui incomba au général Buller d'octobre à mars dernier s'impose maintenant à lord Roberts, dont les dispositions militaires, en présence des difficultés effrayantes qu'il rencontrera, devront être observées avec le plus grand intérêt pendant les mois qui vont suivre. »

Le 1er septembre, — supposant ces dernières et terribles difficultés déjà vaincues, — lord Roberts télégraphiait de Belfast :

« Conformément aux termes du rescrit royal, en date du 4 juillet 1900, j'ai, aujourd'hui, au quartier général de l'armée, à Belfast, lancé une proclamation déclarant que le Transvaal fera, à partir de ce jour, partie des possessions de Sa Majesté. »

Cela n'a nullement modifié la situation au point de vue militaire, pas plus qu'elle ne l'avait été dans l'État d'Orange par son annexion officielle, le 28 mai.

La position des conquérants restait difficile, à cause des obstacles apportés aux communications, de la grande mortalité des chevaux, de la difficulté d'assurer le ravitaillement des troupes, de combler les vides dans les régiments, et par suite aussi des fatigues des marches forcées et des intempéries du climat.

Il fallait, à la fois, sur un immense espace, contenir l'effervescence possible des Afrikanders de la colonie du Cap, garder les voies de communication, laisser une garnison dans chaque station de chemin de fer, dans chaque ville, presque dans chaque ferme, et tenir tête aux commandos mobiles des Boers battant la campagne.

XIII

APRÈS L'ANNEXION.

L'annexion et l'attitude des Boers. — Guerre de guérillas. — Pertes de l'armée anglaise en hommes et en chevaux. — Mort de Théron. — La proclamation de lord Roberts.

Donc, les deux petites Républiques boers sont définitivement annexées au colossal Empire britannique, la première sous le nom de *Colonie de la Rivière Orange,* la seconde sous le nom de *Colonie de la Rivière Vaal.*

Telle est du moins l'opinion du gouvernement anglais.

Mais cette opinion intéressée n'est pas celle de tout le monde, témoin ces réflexions de la *Gazette de Cologne* dont on connaît le caractère officieux :

« Quels que soient les motifs qui ont poussé l'Angleterre à reconnaître, au commencement de la guerre, les Boers comme belligérants, le fait existe et l'Angleterre, à moins qu'elle ne veuille se contredire, doit en supporter les conséquences.

« L'État d'Orange a été déclaré annexé le 28 mai, le Transvaal, le 1er septembre, mais aucune notification n'en a encore été faite aux puissances. Il est certain qu'au point de vue du droit international, l'acte de lord Roberts peut être considéré comme prématuré, non seulement en ce qui concerne le Transvaal, mais aussi en ce qui concerne l'État d'Orange. D'un État, qui en annexe un autre, on peut exiger qu'il remplisse complètement les obligations que lui impose le droit des gens.

« L'Angleterre a-t-elle rempli ces obligations ? Nullement !

« L'État d'Orange est maintenant annexé depuis plus de trois mois. Néanmoins, les Anglais, forcés d'y livrer de nombreux combats, ne sont pas encore parvenus à protéger ces nouveaux sujets contre la vengeance de leurs adversaires.

« En réalité, les Anglais ne possèdent pas seulement la moitié de l'État d'Orange.

« Quant au Transvaal, la situation y est encore plus défavorable. Dans l'est, il existe encore une armée boer d'au moins 6 000 hommes ; tout l'ouest, depuis les environs de Prétoria jusqu'à Mafeking, tout le nord sont encore

entre les mains des Boers; même au sud de Johannesburg, la domination anglaise n'est pas assurée. »

Cela n'a pas empêché lord Roberts de lancer, à la date du 5 septembre, une nouvelle proclamation destinée aux habitants de l'Orange. Il y déclare que, par suite de l'annexion de la colonie, les habitants de l'Orange sont devenus sujets de la reine, à l'exception de ceux qui n'ont pas fait leur soumission. Ces derniers seront considérés comme prisonniers de guerre.

Quant à ceux qui auraient prêté le serment de fidélité et qui l'auront rompu, ils seront punis, soit d'amende, soit de la peine de mort.

Les maisons de ceux qui auront violé le serment de neutralité seront rasées.

Les fermes situées dans le voisinage des points où la voie ferrée aura été endommagée seront soumises à une amende égale au huitième de leur valeur.

Enfin, le 11 septembre, le généralissime a lancé une proclamation plaçant tout le territoire du Transvaal sous le régime de la loi martiale.

Si lord Roberts a supposé qu'il allait hâter ainsi la pacification, il a dû être immédiatement détrompé :

Le 1er septembre, les rails ont été enlevés près de Klip-River; un train a déraillé et la locomotive a été endommagée.

Le 2 septembre, la ligne au sud de Kroonstad a été coupée, et un train qui amenait des provisions a été capturé.

Le 3 septembre, la ligne a été coupée au sud de Heidelberg, et les rails ont été enlevés sur la ligne de Piétersburg.

Le 4 septembre, la ligne a été coupée à Honingspruit.

Le 5 septembre, la ligne a été coupée à Krugersdorp.

Le 6 septembre, les rails ont été enlevés près de Balmoral, et une locomotive a été gravement endommagée.

Le 7 septembre, le chemin de fer a sauté près de Roodeval, et, d'autre part, lord Roberts télégraphie que les Boers inquiètent la ligne du chemin de fer de Newcastle à Johannesburg.

Le 9, le correspondant du *Daily Mail* à Prétoria télégraphie que les Boers ont tenté deux fois de détruire le grand viaduc du chemin de fer situé à 5 milles à l'est de la capitale. Ils n'ont réussi qu'à faire quelques dégâts, qui ont été promptement réparés.

Le 12 septembre, les Boers ont détruit le pont de la ligne de Krugersdorp.

Le 17, les Boers détruisent le pont du Krokodil-Poort et incendient 300 wagons, etc., etc.

Et il n'y a pas de raison qui permette de croire que la série de ces « accidents » soit à la veille d'être close.

Mais il ne s'agit encore là que de petits faits de guérillas. La série des

mésaventures qui se rattachent aux grandes opérations militaires, est également loin d'être terminée.

Et pourtant, à la date du 8 septembre 1900, voici quel est le relevé total officiel des pertes anglaises, tel qu'il est communiqué par le War-Office :

Tués à l'ennemi : 283 officiers, 2 683 sous-officiers et soldats.

Morts de leurs blessures : 85 officiers, 777 sous-officiers et soldats.

Prisonniers : 40 officiers, 9 451 sous-officiers et soldats.

Prisonniers morts en captivité : 3 officiers, 86 sous-officiers et soldats.

Morts de maladie : 149 officiers, 5 472 sous-officiers et soldats.

Morts à la suite d'accidents : 3 officiers, 101 sous-officiers et soldats.

Rapatriés comme invalides : 1 219 officiers ; 27 937 sous-officiers et soldats.

Total des pertes : 39 785 officiers, sous-officiers et soldats.

Et ce chiffre ne comprend pas, — qu'on le note bien, — les malades ou les blessés actuellement en traitement dans les hôpitaux de l'Afrique du Sud.

Pour les chevaux, mêmes pertes colossales. A chaque instant, les télégrammes de l'Afrique australe répètent cette même antienne :

« La cavalerie et l'infanterie montée manquent de chevaux. »

Et, de fait, le correspondant de la *Gazette de Cologne* dans l'Afrique du Sud dit tenir d'un officier de l'état-major de lord Roberts, que les Anglais ont perdu *91 000 chevaux* depuis le commencement des opérations. En comptant chaque cheval à 500 francs, ce qui n'est pas cher, on arrive à une perte pécuniaire de 45 millions et demi.

Ces pertes, à elles seules, indiquent une situation qui est loin d'être brillante, et dont les télégrammes officiels cherchent à dissimuler le plus possible la réalité.

Aussi l'impression des personnes qui ont assisté à quelques-uns des engagements entre Boers et Anglais, depuis que la lutte a pris le caractère d'une guerre de partisans, est-elle toute différente de celle que donnent les dépêches du quartier général anglais.

L'une d'elles a dit à un correspondant du *Matin* :

« J'ai vu ensuite le récit de ces affaires dans les télégrammes de lord Roberts, publiés par la presse anglaise. Moi, témoin oculaire, j'ai été stupéfait ! Je ne croyais pas qu'il fût possible de travestir ainsi les faits les plus évidents. Je ne sais si la transposition de vérité s'accomplit à Prétoria ou à Londres. Mais tenez pour certain que, lorsque vous voyez un succès attribué aux Anglais, c'est presque toujours *Boers* qu'il faut lire au lieu d'*Anglais*.

« La preuve de ces avantages continuels remportés par les républicains dans ces rencontres, c'est le nombre énorme de fusils et de munitions britanniques dont se servent à présent les Boers. Ils en ont des quantités incroyables, ce qui leur permet de ménager leurs propres armes.

« Ils renvoient les prisonniers anglais, mais ils gardent leurs fusils et leurs cartouches. Encore les renvoient-ils d'une façon souvent plaisante. C'est ainsi qu'on m'a raconté que Dewet, donnant congé à toute une compagnie qu'il avait capturée, n'infligea à ces soldats d'autre mauvais traitement que celui de faire couper tous leurs boutons de culotte. Les prisonniers défilèrent ensuite devant le général, en tenant leurs pantalons de peur... shocking! Les Boers riaient aux éclats de la mine piteuse des pauvres gens, plus rassurés sur leur vie que sur leur décence. C'est beaucoup moins cruel que les procédés de lord Roberts. »

Telle est également l'impression d'un officier anglais appartenant à la 4e division, qui dans une lettre datée de Volkrust, et dont voici le passage principal, n'est guère plus optimiste.

« A en juger par les journaux anglais que nous recevons, on ne se rend pas, là-bas, un compte exact de notre situation. On croit que tout ce qui est en arrière de nous est tranquille et que la seule résistance à craindre soit en avant. La vérité est presque tout le contraire. La résistance organisée en avant de nous peut fondre comme la neige au soleil, tandis que derrière nous, les Boers se réuniront par groupes, venus on ne sait d'où et allant on ne sait où. De fait, dans ce pays soi-disant « conquis », nous sommes maîtres tout juste du terrain que nous occupons, ou qui est à portée de nos fusils, et pas plus. »

Aussi, assurait-on à Londres, qu'on expédiait discrètement à lord Roberts, continuellement, des renforts et des approvisionnements.

Et, en effet, que l'on jette un coup d'œil sur une carte tant soit peu complète des deux Républiques boers et l'on se rendra compte de ce fait indéniable que l'état de guerre existe sur tous les points du territoire du Transvaal et sur une partie considérable du territoire de l'Orange.

Voici, en effet, quelle était la situation au commencement de septembre.

Lord Methuen est à Mafeking, et les Boers sont tout proche, à Molopo. Le 8 septembre il quitte Mafeking se dirigeant sur Molopo où sa colonne arrive en contact avec l'ennemi à une heure trente du matin, à l'exception de la yeomanry, sous les ordres de lord Chesham, qui s'était portée sur le flanc droit. Les troupes montées poursuivent l'ennemi jusqu'à trois heures du matin, et font trente prisonniers ; elles s'emparent, en outre, de vingt-deux fourgons, de deux appareils héliographiques, de quelques chevaux et de 40 000 cartouches.

« L'ennemi, dit la dépêche, *s'est enfui en désordre*, abandonnant en route des fourgons et des approvisionnements.

« Les troupes du colonel Douglas ont eu 8 blessés.

« Lord Methuen est allé à Ottoshoap pour se ravitailler. »

Voilà donc les Boers battus et découragés.

Pas du tout ! Le colonel Douglas veut aller d'Ottoshoap à Lichtenburg : ce n'est pourtant pas loin ! Eh bien ! il est de nouveau attaqué par les battus de la veille, qui ne sont repoussés qu'après lui avoir tué un officier et blessé six hommes.

D'autre part, la garnison anglaise de Schweitzer-Reinecke, à 36 milles de Vriburg, est cernée par les Boers.

Voilà ce qui se passe à l'extrême ouest du Transvaal.

Avançons un peu, — fort peu — du côté de la capitale.

Le général Clément, qui opère dans le district de Heckpoort, au nord-ouest de Johannesburg, *rencontre journellement* des colonnes de Boers. Le 10 septembre, entre Krugersdorp et Rustenburg, il a un engagement avec Delarey, qui lui tue deux hommes et lui en blesse quatorze. Néanmoins, dit lord Roberts, il a pu déloger l'ennemi de deux positions.


Delarey.

Passons au nord de Prétoria.

Le général Paget se trouvait immobilisé depuis longtemps dans la région de Nylstroom. Non seulement il n'avance pas, mais il évacue Warmbaths et détruit la voie ferrée, parce que, dit une dépêche de Prétoria du 11 septembre, « la position était très malsaine ».

Ne sont-ce pas les Boers qui la rendaient malsaine ?

Même autour de Prétoria, nous avons vu que les guérillas fourmillent et coupent continuellement la voie ferrée.

Du côté de Lydenburg, lord Roberts qui, devant la gravité des événements, a été obligé de quitter Prétoria pour retourner sur le front, à Machadodorp, télégraphie, le 12 septembre, le récit d'importants engagements.

Il commence, par une précaution oratoire assez excusable, en déclarant qu'à cause de la nature très difficile du pays sa marche est lente ; mais, ajoute-t-il, « nous gagnons graduellement du terrain ».

On va le voir.

Buller, qui marchait péniblement sur Spitzkop, a occupé, le 11 septembre, la jonction des routes venant du sud et de l'est, près de cette hauteur. Mais, tout à coup, la colonne boer qui s'était opposée à sa marche semble s'être divisée en deux fractions, l'une se dirigeant au nord, vers le gué de la rivière Sabi, l'autre au sud, vers Nelspruit.

French, qui a fini par occuper Barberton le 13, ne l'a pas fait sans peine. Le 10 septembre, il avait franchi le fleuve Komati à Slomoslot et se dirigeait

vers les montagnes situées à l'ouest de Barberton. Le 10 et le 11, il n'avait rencontré aucune résistance, et brusquement, le général Hutton qui se trouve en flanc-garde sur la droite de la division Pole Carew, en marche sur Godwani, à 18 milles à l'est de Nooitgedacht, informe le général en chef que French a eu un vif engagement avec les Boers, qu'il se porte à son secours et qu'il marche au canon.

Jan Hamilton, arrivé le 11 à Helvetia, s'empresse de partir pour Watervalunder pour soutenir les mouvements combinés de French et de Pole Carew sur Nelspruit, où les journaux de Capetown prétendent que le président Steijn est malade.

Voilà, sans compter les innombrables attaques des guérillas, comment le Transvaal est conquis.

Dans l'Orange, près de la frontière du Transvaal, Vrède est évacuée par les Anglais, et les Boers font leur apparition près d'Harrismith.

On signale encore des Boers aux environs de Ladybrand, de Ficksburg et de Senekal. Les approvisionnements militaires qui se trouvaient dans ces localités ont été transportés dans le Basoutoland. Leurs garnisons ont été retirées et incorporées à la colonne du général Hunter, qui est en train d'exécuter un grand mouvement pour envelopper les différents commandos qui continuent les hostilités dans la partie nord-est de l'État d'Orange.

Telle est la situation des conquérants dans les pays conquis et annexés.

Du côté des Boers, les chances de résistance efficace n'étaient, au contraire, nullement diminuées.

Le général Dewet, aussi redoutable qu'insaisissable, est devenu l'homme le plus populaire, non seulement auprès des Burghers, mais même parmi les Anglais. On a fait sur son compte ce calembour, intraduisible en français :

— Pourquoi les Anglais achètent-ils tous des parapluies?

Réponse :

— C'est pour se garantir contre *de wet* !

En hollandais, *de wet* signifie l'humidité, les intempéries.

Toutefois les Boers ont fait une perte sensible en la personne de Daniel Théron. Ce jeune chef, hier encore inconnu, s'était révélé avec des qualités d'activité et d'énergie remarquables et s'était signalé par son esprit d'initiative et ses hardiesses.

C'était un tout petit homme, d'aspect très doux, un peu empâté. Il n'en était pas moins un cavalier et un nageur hors ligne. Avec cela très courageux et très astucieux, comme tout vrai Boer.

Lorsque la guerre éclata, il était gérant de propriétés à Krügersdorp. Il proposa alors de former un corps de bicyclettistes. Cela parut si étonnant aux Boers, qu'on ne l'écouta point et qu'on le soupçonna même d'avoir eu

cette idée pour se soustraire au service militaire. Il y renonça, mais déjà, à Ladysmith et à la Tugela, il rendit, grâce à ses qualités de cavalier, des services si remarquables que toutes les préventions s'évanouirent. Il fut d'un grand secours, nous l'avons déjà signalé, pour faire parvenir à Cronjé, alors que celui-ci était déjà cerné par les Anglais, des dépêches de Prétoria.

Après l'échec de Paardeberg, Dewet proposa d'organiser un service d'informations et Théron fut placé à sa tête avec le grade de capitaine. Cent hommes, dont chacun avait deux chevaux, furent mis à sa disposition. A dater de ce jour, les Anglais furent enveloppés d'espions; ils ne pouvaient plus faire un pas sans être suivis ; toutes les dispositions qu'ils prenaient étaient rapportées aux Boers. Ceux qui faisaient partie de ce merveilleux service de renseignements, épiaient partout les Anglais à la faveur d'ingénieux déguisements et passaient partout, grâce à leur parfaite connaissance de toutes les langues et de tous les idiomes de l'Afrique du Sud. Dans l'entourage même de lord Roberts, à Prétoria, il y avait trois hommes de la bande de Théron. On chercha inutilement à les arrêter; ils s'échappaient toujours, revenant sous une autre forme. Leur chef surtout restait insaisissable.

Jean Carrère a raconté, dans le *Matin*, cette jolie histoire à l'actif de Théron :

L'autre jour, à Klip River, à 15 milles de Johannesburg, le fameux Théron, dont j'ai déjà souvent parlé, est arrivé avec vingt hommes, pas plus, à l'endroit où les Anglais avaient mis les prisonniers civils, coupables d'un de ces innombrables délits de rébellion contre la reine (*sic*) dont la liste emplirait les colonnes du journal.

Le gardien, qui s'appelle Jeffers, voit arriver des officiers en khaki, parlant le plus pur anglais de Londres, car tous sont de jeunes avocats ou des médecins ayant fait de complètes études. Nul doute en son esprit : ce sont les Anglais.

— Les clefs de la prison? dit Théron.

— Voilà, sir.

Et Théron va tout simplement délivrer les prisonniers au nombre de soixante-quinze, ce qui grossit du coup son contingent. Puis, comme il fallait des chevaux, il revient vers le gardien :

— Vos chevaux? dit-il.

— Mais, répond l'autre, j'ai une dispense pour les garder.

— Ça ne fait rien, nous sommes obligés de les prendre.

— Mais qui me payera?

— Vous irez demain trouver, de ma part, le trésorier à Johannesburg.

Le gardien, rassuré sur la question d'argent, livre les bêtes, au nombre de vingt, et, ce faisant, parle de mille choses avec Théron, sacrant et jurant

contre ces sales Boers, qu'il voudrait voir à tous les diables, quand tout à coup son Cafre — car les Cafres reconnaissent les figures une seule fois entrevues, avec une incroyable précision — son Cafre, dis-je, vient lui glisser à l'oreille :

— Maître, ce ne sont pas des Anglais, ce sont des Boers!

Affolé, l'autre regarde attentivement Théron, et, sous prétexte d'aller chercher du whiskey, se sauve par derrière, saute dans le veldt, traverse tout habillé la rivière à la nage et arrive ruisselant d'eau à Johannesburg où il tremble encore.

Théron et ses amis, qui l'avaient vu se sauver, se tordaient de rire.

Or, notez que ce gardien était, avant la guerre, un citoyen boer ayant prêté serment au Transvaal. Théron eût pu le fusiller, comme on a fusillé le malheureux Cordua, et avec d'autant plus de raison que celui-là vraiment était un traître à son pays. Mais les jeunes officiers boers préfèrent jouer de mauvais tours à leurs ennemis et rire de leurs mésaventures ; car, comme chacun sait, ce sont des sauvages. Ils laissent aux civilisateurs anglais le monopole de fusiller des adolescents de vingt ans pour avoir tenté de manquer au serment de neutralité envers la reine.

La presse anglaise reconnaît que Théron fut, pour les troupes britanniques, un redoutable adversaire, et lui attribue les attaques contre les trains, la destruction de la voie ferrée et les arrêts de convois qui se sont si fréquemment produits sur la ligne de Bloemfontein au Vaal.

La guerre de l'indépendance, qui a mis en lumière des hommes comme Théron, lui suscitera sans nul doute des émules et des continuateurs.

Quant à Botha, suppléé au besoin par Viljoen, il a, avec lui, des forces que le correspondant de la *Morning Post* évalue entre 4000 et 10000 hommes, des approvisionnements et des munitions pour deux années, — et, derrière lui, une région ouverte et éminemment propice à une guerre d'escarmouches et de surprises.

Néanmoins la prise de Lydenburg et de Barberton par les lieutenants de lord Roberts créait au gouvernement transvaalien une situation nouvelle.

S'il est vrai de dire que l'armée d'occupation anglaise n'est exactement maîtresse que des points qui se trouvent dans le rayon de tir de son artillerie, il n'en est pas moins exact que la terre du Transvaal, encore si propice aux entreprises de la guérilla, n'offre plus un seul abri sûr à un gouvernement organisé.

M. Krüger a compris qu'il ne pouvait continuer utilement son œuvre en demeurant sur le sol de la patrie qu'il a tant aimée. Il n'appartient pas à un chef d'État, à un magistrat qui vise à maintenir envers et contre tous la légitimité de ses pouvoirs, d'errer comme une âme en peine dans son propre

pays, de se terrer devant l'ennemi vainqueur, de mener l'existence d'un partisan audacieux qui a fait d'avance le sacrifice de sa vie, qui se livre à des ruses d'Apache, qui disparaît sur un point pour reparaître soudainement sur un autre, et qui n'a d'autre objet que de faire le plus de mal possible à l'adversaire.

Le président du Transvaal, à l'âge de soixante-quinze ans, s'est donc résolu à quitter son pays, en pleurant, pour lui rendre le plus efficace des services. Il entreprend, pour sauver la liberté des Républiques, une suprême démarche.

D'après la relation des dernières entrevues de M. le docteur Leyds avec les souverains de l'Europe, il a grand espoir d'intervention, sinon immédiate, du moins certaine, dans un temps donné.

Or, le président Krüger sait qu'il aura le temps. Les républicains ont encore pour deux ans de vivres et de munitions; ils ont du courage et de la confiance pour toujours! La guerre va donc continuer, plus âpre, plus acharnée, plus générale qu'elle ne le fut jamais. Le président Steijn, un autre héros, est rentré dans l'Orange, pour y ranimer les espérances et guider ses vaillants compatriotes à la victoire.

Le vice-président du Transvaal représente M. Krüger. Botha, Dewet sont indomptables.

Le président Krüger a donc le temps de se rendre en Europe et d'y achever l'œuvre dont M. Leyds a jeté les bases solides et certaines.



M. le docteur Leyds.

Le monde civilisé a lu avec indignation les articles ignobles que la presse anglaise — même la plus modérée — a consacrés au départ du président Krüger. Elle a fait au gouvernement portugais l'injure gratuite de supposer que celui-ci était capable de profiter du passage du courageux vieillard à Lourenço-Marquès, pour le livrer aux Anglais, et elle trouvait cette infamie toute naturelle.

Deux navires de guerre britanniques sont bien venus rôder dans les eaux de Lourenço-Marquès comme des requins qui sentent la chair fraîche, mais les autorités portugaises ont conservé une attitude correcte, et n'ont pas même empêché le président Krüger de correspondre avec le Transvaal, quoi qu'en aient dit les journaux anglais.

En voici d'ailleurs une preuve.

Le 13 septembre, lord Roberts télégraphiait de Machadodorp :

« J'ai donné ordre de faire imprimer la proclamation suivante en langues anglaise et hollandaise et de la faire circuler sur toute l'étendue du territoire :

« L'ex-président Krüger et M. Reitz emportant avec eux les archives de la République Sud-Africaine, ont franchi la frontière portugaise et sont arrivés à Lourenço-Marquès, d'où ils ont l'intention de partir prochainement pour l'Europe.

« M. Krüger a donc abandonné formellement ses fonctions de président de la République Sud-Africaine, rompant ainsi les liens officiels qui l'attachaient au Transvaal et montrant ainsi que, dans son opinion, la lutte qu'il poursuit depuis bientôt un an est désespérée.

« Cet abandon de la cause des Boers devrait prouver à ses compatriotes qu'il est inutile pour eux de continuer davantage la lutte.

« Les habitants du Transvaal et ceux de la Colonie du Fleuve d'Orange déplorent actuellement la perte de plus de 15 000 (?) des leurs, qui sont prisonniers de guerre, et ils sont assurés que pas un d'eux ne sera remis en liberté avant que ceux qui sont encore en armes contre nous ne se rendent, sans conditions.

« Les Burghers doivent, à l'heure actuelle, être instruits de ce fait qu'aucune intervention en leur faveur ne peut se produire de la part d'aucune des grandes puissances et, en outre, que l'empire britannique est décidé à achever l'œuvre commencée, qui a déjà coûté tant de sang précieux, tant d'existences précieuses, et à terminer la guerre qui lui a été déclarée par l'ancien gouvernement du Transvaal et par l'ancien État libre d'Orange, guerre qui ne peut avoir aucune solution heureuse pour les Burghers.

« Si des doutes quelconques restaient encore dans l'esprit des Burghers sur les intentions de Sa Majesté Britannique, ils devraient être dissipés par la façon dont leur pays est actuellement occupé par les troupes de Sa Majesté et par la publication de mes proclamations du 24 mai et du 1er septembre 1900, annonçant l'annexion de l'État libre d'Orange et de la République Sud-Africaine respectivement, au nom de Sa Majesté.

« Je saisis cette occasion pour faire observer qu'en dehors du petit territoire occupé par l'armée boer, sous le commandement personnel du général Botha, la guerre a dégénéré et dégénère en opérations conduites d'une façon irrégulière par des chefs disposant souvent de détachements insignifiants.

« Je manquerais à mes devoirs envers le gouvernement de Sa Majesté et envers l'armée de Sa Majesté dans le Sud de l'Afrique, si je négligeais les moyens qui sont en mon pouvoir pour mettre promptement fin à une lutte aussi irrégulière.

« Les mesures que je suis contraint d'adopter sont celles que prescrivent les coutumes de la guerre comme étant applicables à des cas de cette nature.

« Plus les guerres de guérillas continueront, plus elles seront appliquées rigoureusement. »

Or, c'est de Lourenço-Marquès que le conseil exécutif boer à lancé, en réponse à cette proclamation de lord Roberts, une contre-proclamation portant la signature de M. Krüger et celle de M. Reitz. Elle déclare que les Républiques, dont les puissances ont reconnu l'indépendance, ne sont pas conquises, et que les Boers refuseront de se soumettre aux autorités britanniques.

Simultanément, la députation des Républiques Sud-Africaines en Europe, composée de MM. Fischer, Wessels et Wolmarans, lançait l'appel suivant :

« La guerre que les Républiques Sud-Africaines ont été contraintes de faire et qu'elles ont cherché à éviter par tous les moyens possibles, même par l'offre de soumettre le litige à un tribunal d'arbitrage, cette guerre continue, violant tous les droits et tous les usages de la guerre entre peuples civilisés. Les Anglais lancent proclamations sur proclamations. Par la bouche de son premier ministre, la Grande-Bretagne a déclaré qu'elle n'avait pas l'intention de rechercher un accroissement de territoire : vaines paroles, qui n'ont été prononcées que pour être violées !

« L'annexion même de la République Sud-Africaine a été proclamée, mais elle n'aboutira pas et ne peut aboutir à la soumission des Boers, aussi peu que cela a été le cas il y a trois mois, lors de la proclamation de l'annexion de l'État libre d'Orange. La puissante Grande-Bretagne le sait d'expérience ! Il est vrai que ce n'est pas le but immédiat de la proclamation ; celle-ci n'a été lancée que pour continuer la guerre de la façon la plus inhumaine, la plus cruelle et au mépris de tous les principes du droit des gens.

« Les chefs de l'armée anglaise veulent pouvoir traiter en rebelles les populations déjà si éprouvées des deux Républiques Sud-Africaines auxquelles on avait, au début, reconnu le caractère de belligérants. Ils veulent sans merci poursuivre jusqu'à la mort les combattants épuisés : voilà le but véritable de la proclamation, mais, avec l'aide de Dieu, il ne sera pas atteint ! Les citoyens des deux Républiques continueront la lutte ausi longtemps qu'il leur restera un souffle de vie ! Ne se sont-ils pas montrés dignes de conserver leur liberté, leur patrie ? Le monde permettra-t-il qu'ils soient exterminés ? Il n'y a pas longtemps que les puissances ont formellement consacré les principes tendant à restreindre l'effusion du sang et les calamités de la guerre.

« Jusqu'à l'heure actuelle, les puissances, cependant, ne sont pas intervenues dans la guerre sud-africaine. Quelque douloureuse que cette attitude ait été pour nos peuples, cette attitude pouvait peut-être se comprendre.

aussi longtemps qu'il s'agissait d'une guerre régulière, mais le mot de la médiation ne sera-t-il pas prononcé, même maintenant que la Grande-Bretagne, par des annexions théoriques, foule aux pieds tous les principes du droit des gens, en vue de s'ouvrir de cette façon la voie à tous les actes de violence et, si possible, à l'extermination complète d'un peuple libre ? Au nom de la justice, au nom de l'humanité, nous nous adressons à tous les peuples dont le cœur bat pour nous ; nous leur demandons de venir, à ce moment extrême, au secours de notre peuple et de sauver notre patrie. Nous avons confiance en Dieu que notre appel sera écouté !

« La députation des Républiques Sud-Africaines :

« Fischer, Wessels, Wolmarans. »

D'ailleurs, l'imprudente proclamation de lord Roberts ne rencontrait pas, même en Angleterre, une approbation générale.

La *Westminster Gazette*, organe libéral, dans un article de fine ironie, faisait remarquer que cette manière de traiter en « rebelles » les Boers encore en armes n'avancerait guère les choses et qu'ils préféreraient sans doute « mourir en combattant qu'être fusillés sans combattre ».

Elle ajoute :

« Les optimistes qui nous disaient qu'il n'y aurait pas de guerre, ou du moins que, s'il y en avait une, elle serait de courte durée, nous disent maintenant que les Boers se calmeront rapidement quand ils verront les avantages de la domination anglaise.

« Nous voudrions le croire, mais ce serait au moins à une condition : que nous montrions ces avantages aussi rapidement que possible.

«... L'allusion de lord Roberts, relative à l'intervention des grandes puissances, n'est ni convenable ni conforme à aucun précédent. Elle sera désagréable à l'Europe et elle ne tend nullement à faire disparaître la pression qui se produira inévitablement dans les négociations, quand il s'agira de régler les détails de l'annexion. Car il n'y a pas une puissance d'Europe qui n'ait de gros intérêts dans le sud de l'Afrique.

« De plus, nous l'établissons fermement, l'attitude des puissances étrangères, dans un cas semblable, appartient aux *arcana imperii* et n'est par conséquent pas matière à discussion entre le commandant en chef et l'ennemi. »

Enfin, la décision par laquelle lord Roberts déclarait ne pouvoir traiter en combattants réguliers tous les Boers en armes autres que ceux qui se trouvaient sous le commandement immédiat de Louis Botha, lui valait, de la part de ce dernier, l'énergique réponse suivante :

« En ce qui concerne votre affirmation, qu'en dehors des hommes qui se trouvent directement sous mes ordres, il n'y ait pas d'autres troupes boers, je proteste de la façon la plus formelle, car nos forces continuent à être fractionnées et administrées absolument dans les mêmes conditions qu'au commencement de la guerre, et cela, conformément aux lois du pays.

« En ce qui concerne vos ordres d'incendier et de dynamiter les fermes, de jeter dehors des femmes et des enfants sans défense et sans moyen d'existence, je ne puis que constater que c'est pour la première fois, à ma connaissance, que je vois pareils faits se produire entre belligérants civilisés. Il ne me reste qu'à protester contre les mesures en question comme étant absolument contraires à tous les principes du droit de guerre entre puissances civilisées.

« Pour terminer, je désire vous donner l'assurance formelle que rien de ce que vous pourrez entreprendre contre nos femmes et nos enfants ne nous empêchera de continuer la lutte pour notre indépendance. »

D'ailleurs, il apparaissait de plus en plus nettement que la guerre sud-africaine servirait de plate-forme dans la campagne électorale qui allait s'ouvrir en Angleterre.

M. John Burns, chef du parti ouvrier anglais, exprima son opinion à ce sujet, dans un discours prononcé devant ses électeurs, à Battersea, de la manière suivante :

« Nous avons perdu, a-t-il dit, dans la guerre sud-africaine, 10 000 morts, 40 000 blessés ou prisonniers et 200 millions de livres sterling (5 milliards de francs). Si nous voulons augmenter nos possessions territoriales, pourquoi n'allons-nous pas prendre l'Amérique, qui est le plus riche pays du monde? Sans doute, parce que les Américains sont forts et seraient en état de nous combattre ! Le fait indéniable est que M. Chamberlain voulait sa guerre, et a menti pour l'avoir. M. Chamberlain était d'accord avec Jameson. Tant que des documents prouvant le contraire ne seront pas publiés, on a le droit de croire à la complicité de M. Chamberlain. »

M. Burns a terminé son discours en faisant l'éloge des Boers en ces termes :

« Vous trouverez difficilement dans Battersea un homme, ancien prisonnier des Boers, qui niera avoir été mieux traité par les Boers, hommes ou femmes dans leur camp, qu'il ne l'a été, dans nos propres hôpitaux, par ses concitoyens. »

D'autre part, les délégués afrikanders à Londres continuaient à mener une courageuse campagne en faveur de l'indépendance des Boers.

L'un d'eux, M. Botha, prononçait, à Kingsland Green, un discours dont voici la conclusion :

« Les Boers ont longtemps combattu pour la liberté. Leur histoire, depuis deux siècles, n'est que le récit d'une lutte incessante pour la liberté. Ils combattront encore. On peut les annexer : ils ne seront pas conquis! Jamais ils n'accepteront un état de choses qui les priverait de leur indépendance. »

L'Europe, de son côté, devenait de plus en plus attentive aux procédés d'annexion de l'Angleterre.

Le gouvernement néerlandais ne craignit pas de mettre un navire de guerre, le *Gelderland*, à la disposition du président Krüger pour l'amener en Europe.

A ce propos M. Charles Laurent, le spirituel chroniqueur, écrivait, dans le *Matin*, un article enthousiaste qui mérite d'être reproduit en entier :

« Je chante la gloire d'une jeune fille.

« Ce n'est pas parce qu'elle a vingt ans et qu'elle est reine. Ce n'est pas parce que tout un peuple s'habitue à la voir apprendre à gouverner les hommes, à l'âge où d'ordinaire une femme s'applique à en conquérir un seul. Ce n'est pas enfin parce qu'un tas de princes, mieux bottés et plus casqués les uns que les autres, se mettent à l'envi sur les rangs pour obtenir sa main, comme dans les contes de fées qui amusèrent notre enfance.

« C'est que, toute fraîche émancipée et libre depuis quelques mois à peine d'agir selon les inspirations de sa conscience et de son cœur, cette jeune souveraine vient de donner à l'univers entier une leçon de courage.

« Il y avait des reines très âgées qui laissaient, depuis un an, massacrer des milliers d'hommes, pourchasser des paysans, dépouiller des fermiers, escamoter des républiques et proscrire des femmes coupables d'avoir pour maris les adversaires de leurs soldats.

« Il y avait des rois très bouffis et très satisfaits d'eux-mêmes qui bravement se rangeaient du côté du plus fort et donnaient passage sur leurs terres aux armées de l'envahisseur.

« Il y avait des empereurs grandiloquents, généreux en dépêches et oublieux en fait, qui vantaient dans leurs télégrammes d'héroïques combats livrés pour la liberté, mais qui félicitaient ensuite une armée de deux cent mille hommes d'être venue à bout d'une troupe de fermiers.

« Il y avait des nations qui étaient émues, mais qui ne disaient rien; qui étaient indignées, mais qui ne faisaient rien; qui méprisaient l'agresseur indigne et heureux, mais qui demeuraient inertes en face de lui.

« Français, Allemands, Russes, Espagnols, Italiens, tout le monde haussait les épaules, en voyant un ministre placer toute sa fortune et celle de sa famille dans la fabrication du matériel de guerre et profiter de ce que l'Angleterre est amoureuse de son monocle pour faire tuer le plus de gens possible, afin qu'on se servît de ses canons, de ses fusils, de ses obus et de

ses cartouches. — Mais, ceux qui se moquaient n'allaient pas plus loin, et Chamberlain-Kynock triomphait.

« Et les jours, et puis les semaines, et puis les mois s'écoulaient. Et la force irrésistible du nombre peu à peu triomphait du courage, de l'adresse, de la ténacité, du patriotisme. Les Boers étaient refoulés. Ils perdaient leurs villes une à une. Toutes leurs lignes de défense, tournées, tombaient. L'Orange « annexé », le Transvaal occupé, puis annexé aussi, les commandos éparpillés, les présidents en fuite, les patriotes exilés, les combattants traités comme des rebelles, lord Roberts écumant de bonheur, il arriva qu'un jour le vieux Krüger voulut servir encore son peuple en allant de sa personne plaider devant les chancelleries d'Europe la cause du Droit. Il mit le pied sur le territoire portugais...

« Vous vous souvenez de ce qu'il advint alors : le léopard se lécha les babines et tendit la griffe. Si un cri d'horreur ne s'était pas élevé, à ce geste, des quatre coins de l'horizon, le vieux président serait maintenant sur un ponton ou bien sur un navire de guerre en route pour Sainte-Hélène ou pour Ceylan, car ce n'est certainement pas le bon roi Carlos de Portugal qui se fût fait tuer plutôt que de le livrer !...

« Mais si l'Angleterre fit mine de ne plus vouloir le prendre des qu'on le lui défendit, elle se mit à le guetter tout de même, et vous imaginez ce qui se serait passé à bord du bâtiment de commerce, même neutre, où l'oncle Paul aurait pris passage ! Visite du bord par quelque midshipman de Sa Majesté ; papiers suspects ; personnage dangereux : embargo.

« Alors la petite reine Wilhelmine a fait le geste attendu : elle a envoyé au vieux président un navire de guerre hollandais pour l'amener en Europe. Elle n'a pas osé cela sans être assurée que toutes les nations l'approuveraient, certes ! mais tout de même il n'y a qu'elle qui l'ait fait.

« Et l'on a vu ce spectacle à la fois charmant... et attristant : le monde entier avoir peur de l'Angleterre, excepté une reine ; tous les peuples s'incliner devant l'impératrice victorieuse, excepté une débutante du trône ; toutes les consciences plier, excepté une seule.

« Je chante la gloire d'une jeune fille. »

On vient d'exhumer d'anciens documents officiels qui tous concourent a démontrer que les nations coalisées ont le droit et le devoir de défendre le Transvaal. Voici notamment une lettre du département d'État aux États Unis adhérant explicitement à la reconnaissance de la souveraineté indépendante du Transvaal et s'engageant à la maintenir. Ce document porte la date du 19 novembre 1870 :

A son Excellence le Président de la République du Transvaal.

« Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le département d'État a reçu, par le consul des États-Unis à Capetown, des documents établissant qu'il y a peu de temps l'indépendance de la République, dont vous êtes le premier magistrat, a été reconnue par l'Angleterre, la France, la Hollande et la Belgique.

« Ayant soumis ces documents au président des États-Unis, j'ai été chargé de vous faire savoir que ce gouvernement apporte son adhésion à la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté de la République transvaalienne et sera toujours prêt à adopter toute mesure se rattachant à cet acte.

« Je profite de l'occasion pour vous offrir, au nom du président, les meilleurs souhaits pour le bonheur et la prospérité de votre République et l'assurance personnelle de ma haute considération.

« HAMILTON FYSH. »

Dans une lettre datée de Versailles, 29 janvier 1871, l'empereur Guillaume 1er écrivait à Krüger :

« Pendant que j'ai le ferme espoir qu'avec la bienveillante aide de Dieu je réussirai à remplir les devoirs attachés à la dignité impériale, je vous prie d'être assuré qu'à l'avenir, également, je fais les vœux les plus sincères pour le bonheur et la prospérité de la République Sud-Africaine, et que je donnerai à Votre Excellence, de tout mon cœur, chaque fois que l'occasion pourra m'en être offerte, les preuves de ma haute et particulière estime. »

Naturellement, la question du Transvaal ne pouvait manquer de devenir l'objet des discussions du Congrès de la Paix qui s'est tenu à Paris pendant l'Exposition Universelle de 1900.

Elle y a été considérée comme un démenti brutal infligé par l'Angleterre aux discussions de la Conférence de La Haye.

La commission des actualités, qui doit s'occuper du rapport sur les événements de l'année, avait été saisie par ses membres anglais d'un projet de résolution blâmant le gouvernement britannique au sujet de cette guerre. Ce blâme était formulé en termes énergiques. La commission, composée de délégués de toutes les nations et présidée par M. de Novicov, jugea qu'il fallait en atténuer les expressions et elle proposa à l'Assemblée générale un texte disant : 1° que le gouvernement britannique refusa catégoriquement de

soumettre à l'arbitrage le différend sud-africain et a la responsabilité de la guerre; 2° que le gouvernement de la République Sud-Africaine avait accepté cet arbitrage; que, par conséquent, « le gouvernement britannique avait méconnu les principes de droit et de justice qui ont fait la gloire de la grande nation anglaise, en soumettant au jugement de la force brutale un différend qui pouvait être tranché par des moyens juridiques, et a commis un attentat u droit des peuples, de nature à retarder l'évolution pacifique de l'humanité».

La discussion en séance générale fut longue et se poursuivit alternativement en français et en anglais. Après M. Yves Guyot, qui soutint que des propositions formelles d'arbitrage n'avaient jamais été faites au gouvernement anglais, le docteur Clark, membre de la Chambre des Communes, vint établir le contraire : lui-même proposa à M. Chamberlain de constituer un tribunal composé d'un juge pour le Transvaal, d'un juge pour l'Orange et de deux autres anglais. Un refus lui fut opposé. Le docteur Clark conclut en qualifiant la guerre sud-africaine d'acte barbare et de crime contre les droits de l'humanité. Il déplore de faire partie d'une nation criminelle et se dit convaincu que l'Angleterre subira la punition de son crime.

M. Alexander, autre délégué anglais, n'est pas moins sévère pour son pays.

M. Arnaud fait, avec documents à l'appui, l'historique des propositions d'arbitrage acceptées par le président Krüger, refusées par le gouvernement anglais, bien avant l'ouverture des hostilités.

En somme, comme le constate le président, le docteur Richet, tout le monde est unanime à regretter que le gouvernement anglais ait refusé l'arbitrage. La discussion ne doit porter que sur les termes à employer pour exprimer un blâme.

M. Frédéric Passy insiste pour la modération des expressions, afin que le vote de la résolution ne soit pas interprété en Angleterre comme un acte peu bienveillant.

M. Marillier, maître de conférences à l'École des hautes études à Paris, fait remarquer que, le Congrès étant officiel, un blâme presque outrageant sera considéré comme un acte peu amical partant de Paris, et qu'on ne ferait peut-être pas ainsi une œuvre de concorde. Il propose de renvoyer la motion à la commission, afin qu'elle en pèse bien les termes avant de la reporter en séance publique.

La majorité se rallie à cette proposition.

Dans la matinée du 2 octobre 1900, la commission tint une séance, au cours de laquelle elle arrêta le texte suivant pour être soumis à l'Assemblée générale de l'après-midi :

« Le Congrès, sans avoir la prétention de s'arroger le droit de s'immiscer

dans les affaires d'une nation amie autrement que pour maintenir hautement les principes de la justice universelle, et considérant :

« 1° Que le gouvernement britannique a refusé catégoriquement d'écouter les appels tendant à ce que le conflit sud-africain soit soumis à un arbitrage ;

« 2° Que le gouvernement de la République Sud-Africaine a accepté non moins catégoriquement le recours à l'arbitrage et n'a jamais cessé de le demander,

« Déclare :

« 1° La responsabilité de la guerre qui dévaste actuellement l'Afrique du Sud incombe à celle des deux parties qui, à diverses reprises, a refusé l'arbitrage, c'est-à-dire au gouvernement britannique ;

« 2° Le gouvernement britannique, en méconnaissant les principes de droit et de justice qui ont fait la gloire de la grande nation anglaise, c'est-à-dire en se refusant à tout arbitrage et en soumettant au jugement de la force brutale un différend qui pouvait être tranché par les moyens juridiques, a commis un attentat au droit des peuples. »

Un troisième paragraphe a été ajouté, disant :

« 3° Le Congrès ne regrette pas moins que la plupart des nations représentées aux Conférences de La Haye n'aient tenté aucune démarche ouvertement pour assurer le respect de résolutions qui constituaient pour elles un engagement d'honneur. »

Ce texte modifié a été finalement adopté après une longue discussion, au début de laquelle un seul opposant a défendu le gouvernement anglais et rejeté tous les torts sur les Boers.

Cet opposant est M. John Jaffé, ancien membre de la Chambre des Communes, qui s'est depuis plusieurs années retiré à Nice, où il possède une des plus belles villas de la Promenade des Anglais et à l'initiative duquel est due la création d'une chambre de commerce anglaise dans cette ville. M. John Jaffé soutient que l'Angleterre ne pouvait accepter l'arbitrage avec des peuples placés sous sa dépendance et que c'était pour elle une affaire intérieure à régler.

A cette assertion, M. Novicov réplique que le Transvaal, comme l'État d'Orange, avait une armée nationale et un drapeau de guerre, ce qui établit sans conteste son indépendance. Il compare le Transvaal à la Bulgarie, vassale de la Porte ottomane d'après le traité de Berlin, mais qui n'en est pas moins un État indépendant pouvant disposer à sa guise de l'armée qu'il possède.

M. Frédéric Passy ajoute que cette question de la vassalité du Transvaal, soutenue par les uns, contredite par les autres, ne pouvait être résolue qu'en soumettant l'interprétation du traité à l'arbitrage. D'ailleurs, le gouvernement

anglais, en notifiant l'état de guerre aux puissances, a reconnu l'indépendance des Républiques Sud-Africaines.

M. Hodgson Pratt (Anglais) demande à préciser un point. C'est le Transvaal qui a lancé un ultimatum et attaqué, mais le premier fait de guerre incombe à l'Angleterre, puisqu'en mobilisant ses réserves, elle forçait son adversaire à prendre des mesures de défense : le véritable agresseur, c'est l'Angleterre ; c'est elle qui est responsable de la guerre.

Alors se lève le général Türr, ce vieux soldat devenu pacifique pour avoir vu trop de batailles, et en termes vigoureux, il rend hommage au vaillant peuple boer. En ce qui concerne l'indépendance du Transvaal, si l'Angleterre la contestait, pourquoi n'a-t-elle pas dit à l'empereur d'Allemagne, lorsqu'il envoya sa dépêche au président Krüger, après l'attentat de Jameson : « De quoi vous mêlez-vous ? »

Une ovation accueille la fougueuse charge oratoire du général en faveur des Boers.

Enfin, M. Moscheles (Anglais) vient recommander l'adoption de la résolution, qui sera imprimée demain dans toute l'Angleterre, et pourra avoir une influence sur les élections, d'autant plus qu'elle est conçue en termes persuasifs et non agressifs.

Mise aux voix, le Congrès, à l'unanimité sauf une voix, celle de M. John Jaffé, adopte la résolution proposée par le bureau et dont voici le texte complet :

« Le neuvième Congrès international de la Paix, après avoir entendu le rapport sur les événements de l'année, présenté par le bureau de Berne, sans prétendre s'arroger le droit de s'immiscer dans les affaires d'une nation amie, autrement que pour affirmer à haute voix les principes immuables de la justice internationale, déclare :

« 1° La responsabilité de la guerre qui dévaste actuellement l'Afrique du Sud incombe à celle des deux parties qui, à diverses reprises, a refusé l'arbitrage, c'est-à-dire au gouvernement britannique ;

« 2° Le gouvernement anglais, en méconnaissant les principes de droit et de justice qui ont fait la gloire de la grande nation britannique, c'est-à-dire en refusant tout arbitrage et en se livrant à des menaces qui devaient fatalement amener la guerre dans un différend qui pouvait être tranché par des moyens juridiques, a commis un attentat au droit des peuples, de nature à retarder l'évolution pacifique de l'humanité ;

« 3° Le Congrès ne regrette pas moins que la plupart des gouvernements représentés à la conférence de La Haye n'aient tenté aucune démarche pour assurer le respect des résolutions qui constituaient pour eux un engagement d'honneur ;

« 4° Le Congrès croit utile d'adresser un appel à l'opinion publique au sujet du Transvaal ;

« 5° Il exprime à ses membres anglais sa profonde sympathie et son admiration pour la déclaration courageuse qu'ils viennent de faire, et exprime le vœu que les autres nations agissent de la même façon dans les cas analogues. »

M. La Fontaine, ancien sénateur de Belgique, propose un amendement disant :

Le Congrès ose espérer que la faute qui consisterait à enlever aux Républiques Sud-Africaines leur existence et leur indépendance ne sera pas définitivement commise. Il adresse un appel énergique aux gouvernements civilisés pour qu'ils interviennent en médiateurs au profit des deux Républiques et il en appelle au gouvernement anglais avec l'espoir qu'il entendra le cri poussé par la conscience universelle.

Après une longue discussion, la plupart des orateurs ayant contesté l'utilité de cet amendement qui d'ailleurs répète le sens de la proposition principale déjà adoptée, un vote est émis qui le repousse par 128 voix contre 80.

Il n'était pas inutile de consigner ici, tout au long, ces importants documents, car ils expriment à merveille l'état d'esprit des hommes les plus éminents et les plus respectables du monde civilisé en ce qui concerne la question du Transvaal.

Il est visible que partout, même en Angleterre, il existe un courant sympathique qui considère la cause des Boers comme celle du droit, et les agissements britanniques comme en contradiction absolue avec les principes internationaux qui régissent les pays civilisés.

Ce point incontestablement établi, pour vider immédiatement la question soulevée par la proclamation de lord Roberts, à la suite du départ du président Krüger, reprenons le récit des événements.

XIV

La lutte suprême.

La guerre de guérillas. — Au nord du Transvaal. — Les opérations dans l'est. — Les embarras de lord Methuen. — Autour de Prétoria et de Johannesburg. — Reprise des hostilités dans l'État libre d'Orange.

La guerre du Transvaal avait enfin atteint l'heure critique où les grandes opérations, l'action des corps nombreux et organisés, les procédés de la stratégie normale et régulière n'étaient plus possibles.

Depuis le 28 août, jour où les kopjes voisins de Bergendal farm, que lord Roberts avait décrits comme « une forteresse naturelle », furent emportés d'assaut par le second bataillon de la 2e brigade des fusiliers (*rifle*) avec l'aide des fusiliers d'Innis-Killing, il semblait que la force de résistance des Boers eût subi une éclipse, attribuable peut-être à l'absence du généralissime Botha, alors malade.

Pendant des semaines et des mois, des préparatifs avaient été faits pour fortifier la région éminemment difficile qui devait servir de réduit à la défense nationale. On s'attendait à un effort obstiné pour préserver ce dernier asile de l'indépendance des Boers.

Au lieu de cela, quand, le 1er septembre, sir Redvers Buller s'avança lentement sur Lydenburg, les Boers abandonnèrent une position des plus fortes dès qu'ils se virent menacés sur leur flanc droit par un mouvement tournant du lieutenant général Jan Hamilton.

Le 8, sir Redvers Buller, à la tête de trois bataillons, trouva tout aussi peu de résistance en attaquant un point tout aussi fort.

Le 9, au passage du Manchberg, même mollesse chez les Boers.

Enfin, dès le 13, les forces britanniques étaient, selon l'expression officielle, « confortablement installées » à Spitzkop, où le général Buller attendait des ravitaillements.

Pendant ce temps, les Boers se concentraient au nord de Lydenburg, sous les ordres de Botha et de Viljoen, accompagnés du président Steijn et du président par intérim du Transvaal, Schalk Burger, et se retranchaient très

fortement, avec deux long-toms à Mac-Mac et à Spekbrom, à l'est de Pietersburg.

Le 26 septembre, le général Buller occupait la rivière Mac-Mac et le versant oriental du défilé Bughar. L'artillerie boer avait été réduite au silence par une batterie anglaise, et le défilé avait été ensuite tourné par un demi-bataillon anglais. Les pertes anglaises, dans cette affaire, ne s'élevaient qu'à quatre blessés.

Les Boers se retirèrent, au nombre de 4 000 à 5 000, dans les massifs montagneux des environs de Pilgrim's Rest, avec quatre canons du Creusot et vingt-deux autres canons de moindre portée.

Puis l'on resta sans nouvelle des événements de la région de Lydenburg jusqu'au 2 octobre, les communications avec cette ville, centre des opérations dans le nord du Transvaal, *ayant été interrompues pendant cinq jours*.

La dépêche qui signalait ce fait n'en expliquait pas la cause. Mais la supposition qu'il était dû aux Boers n'est ni invraisemblable, ni excessive.

Cette même dépêche annonçait que le général Buller, de retour de sa marche sur Pilgrim's Rest, s'avançait avec rapidité vers le nord.

Cette rapidité ne l'avait cependant encore conduit, à la date du 30 septembre, qu'à Krüger's Post, localité située à 10 ou 15 milles au nord de Lydenburg, sur la route de Leysdorp.

Au moment de l'approche de Buller de Pilgrim's Rest, dans la marche de ce général vers l'est, Botha avait évacué cette localité avec ses troupes et ses canons.

Le 2 octobre, de six à sept heures du matin, les Boers canonnaient le camp anglais de Krüger's Post au moyen de leurs long-toms.

Dans la soirée, le bruit ayant couru que les Boers avaient épuisé leurs munitions, un détachement anglais partit à onze heures pour chercher à s'emparer de leurs canons. Mais, en atteignant la colline, les Anglais apprirent que les Boers étaient partis depuis plusieurs heures, en emmenant leur artillerie.

Quelques jours après, des patrouilles anglaises étaient attaquées près de Lydenburg même, et avaient cinq hommes blessés.

Les Anglais restaient immobilisés sur ce point et ne pouvaient plus faire aucun progrès sensible vers le nord.

Sir Redvers Buller passa à ce moment le commandement à Kitchener.

Celui-ci annonçait de Lydenburg, vers la fin d'octobre, qu'ayant eu connaissance d'une concentration des Boers près de Krüger's Post, il avait exécuté une marche de nuit et s'était emparé de leur camp, en blessant plusieurs, et faisant quatre prisonniers.

Telle était la situation dans le nord du Transvaal à la fin d'octobre 1900.

Pour nous rendre compte de la situation qui régnait à la même époque dans l'est du Transvaal, rappelons les opérations qui y avaient eu lieu au commencement de septembre.

Dès le 10 septembre, en présence des succès imprévus de sir Redvers Buller du côté de Lydenburg, lord Roberts avait expédié le général French sur Barberton, pendant que deux brigades de la division Pole Carew gagnaient, le long du chemin de fer, la station de Godwaan et qu'un corps d'infanterie montée, sous le major général Hutton, opérait sur le flanc droit de la colonne du centre.

Les troupes de Jan Hamilton suivaient Pole Carew. Elles ne trouvèrent point d'opposition et la voie ferrée n'avait même pas été endommagée.

French, avec sa cavalerie, atteignit Barberton sans coup férir, dès le 13 septembre, et s'empara de quarante-trois locomotives — précieuse adjonction à un matériel insuffisant, — quantité de wagons, de mausers, de munitions et de vivres. Quatre jours plus tard, à la station d'Avoca, il prenait cinquante locomotives de plus.

Le même jour, la brigade Stephenson occupait Nelspruit sans brûler une cartouche, et mettait ainsi sir Redvers Buller en communication (beaucoup plus directe et commode que par la ligne antérieure du Manchberg à Machadodorp) avec le chemin de fer, son artère vitale.

Le gros des forces boers, estimé par lord Roberts à 3 000 hommes, renonçant à toute résistance dans la région de la rivière Crocodile, battit en retraite sur Komati-Poort. Cette troupe ne tarda pas à se disperser. Environ 25 p. 100 des hommes qui la composaient se réfugièrent sur territoire portugais. Les autres reprirent la campagne aux environs et des deux côtés de la ligne.

Komati-Poort, où le pont de la voie ferrée n'avait pas été détruit, par ordre, paraît-il, du président Krüger, fut occupé, presque sans opposition, le 24 septembre, par la brigade Pole Carew. Les Anglais y capturèrent une grande quantité de matériel roulant, de locomotives, et plusieurs wagons chargés de munitions pour long-toms.

La colonne Jan Hamilton arriva à son tour, le 26 septembre, à Komati-Poort. Lord Kitchener télégraphiait de cette ville que les réparations à la ligne endommagée seraient terminées dans l'après-midi. Le général Pole Carew recevait d'abondantes provisions envoyées par le consul général anglais à Lourenço-Marquès. Les fonctionnaires portugais faisaient preuve de la plus grande obligeance.

Le 28 septembre, jour anniversaire de la naissance du roi de Portugal, le général Pole Carew passa la revue des troupes du Komati's Poort et fit rendre les honneurs au pavillon portugais. Plusieurs fonctionnaires portugais, venus de Ressano-Garcia et de Lourenço-Marquès, étaient présents.

Le général Pole Carew se rendit ensuite à cheval à Ressano-Garcia, pour saluer le représentant du roi.

Enfin, lord Roberts lui-même envoya, au nom de l'armée du sud de l'Afrique, un télégramme de félicitations au roi de Portugal.

Nous laissons au lecteur le soin de faire, au sujet de ces égards inusités, les commentaires qui lui paraîtront les plus vraisemblables.

Aux dernières nouvelles (fin octobre), le climat de Komati-Poort commençait à éprouver sérieusement les troupes métropolitaines, qui étaient décimées par les fièvres.

Mais il y avait quelque chose de plus grave encore : c'est que la ligne du chemin de fer, entre Komati-Poort et Prétoria, n'était rien moins que sûre.

Il y avait déjà deux mois que les mouvements combinés des généraux anglais sur le massif de Lydenburg et la vallée de la rivière Crocodile avaient été signalés par la presse anglaise comme la dernière opération à réaliser contre ce qui restait des troupes boers.

Celles-ci avaient été refoulées de toutes leurs positions, et, pour ainsi dire, bloquées, dans ces régions montagneuses et difficiles. La bataille de Spitzkop avait eu lieu ; successivement Nelspruit, Kaapmuiden, Komati-Poort avaient été pris, — et voilà qu'en arrière et sur les flancs de ce dernier retrait des ennemis, les Boers avaient conservé exactement les mêmes positions qu'avant cette grande concentration, si laborieusement menée à bien.

La région de Carolina et d'Ermelo, notamment, à travers laquelle Kitchener, Buller et French avaient passé dans leur marche sur Barberton, était occupée à nouveau par les républicains.

C'est ce qui rendait possibles des faits analogues à celui relaté ainsi par lord Roberts dans une dépêche de Prétoria datée du 10 octobre.

« Un accident malheureux s'est produit hier à Kaapmuiden, où un train a déraillé. Trois hommes ont été tués, et un officier et quinze hommes blessés ; en outre, quarante chevaux ont été tués.

« Une machine, attelée à des wagons de marchandises portant dix-huit hommes, était partie hier pour se rendre compte de la nature des dégâts.

« Des Boers qui se tenaient dissimulés autour de la ligne ouvrirent le feu sur le train. Étant informés de ce fait, un capitaine et quarante hommes partirent en soutien de ce dernier train.

« Les pertes anglaises ont été élevées.

« Elles comprennent un capitaine et un homme tués ; deux officiers et cinq hommes blessés ; un lieutenant et dix hommes capturés. »

Or, Kaapmuiden se trouve à une distance relativement faible de Komati-Poort, au point de jonction des lignes de Prétoria et de Barberton.

Cet « accident » décida lord Roberts à mettre en branle plusieurs colonnes pour faire une grande battue dans toute la région comprise entre Lydenburg au nord-est et Heidelberg au sud-ouest, où les Boers en armes pullulaient.

Voici comment il en relatait le résultat dans une dépêche de Prétoria en date du 15 octobre :

« French, avec la première et la quatrième brigade de cavalerie, a quitté Machadodorp, et s'est dirigé vers Heidelberg, pour explorer un district dans lequel nos troupes n'avaient pas encore pénétré. Le colonel Mahon commande l'infanterie montée de la colonne French.

« Une partie des troupes de Mahon a eu un engagement avec l'ennemi le 13 octobre. Le résultat a été satisfaisant pour nous, mais j'ai le regret d'annoncer que nos pertes ont été élevées. Elles sont de trois officiers et huit hommes tués, et trois officiers et vingt-cinq homme blessés.

« French a occupé Carolina hier, et ses carabiniers ont capturé un convoi boer pendant la marche.

« Lyttelton continue à s'avancer sur Middelburg. Ses pertes, depuis son départ de Lydenburg, sont d'un tué et cinq blessés. »

Cette dépêche révélait une situation grave, non seulement parce qu'elle avouait sans détours un état de choses que l'on soupçonnait depuis longtemps, — la continuation acharnée de la guerre, — mais aussi parce qu'elle démontrait que les généraux anglais n'avaient tiré aucun renseignement de leurs échecs passés.

Lord Roberts dit fort naïvement que le but des colonnes de French et de Mahon était d'*explorer* le district de Heidelberg, dans lequel les troupes anglaises n'avaient pas encore pénétré. Il est difficile de concevoir comment une armée a pu faire de Johannesburg et de Prétoria le centre de ses services hospitaliers et de son ravitaillement, sans avoir *exploré* la région qui y confine immédiatement à l'est.

Si cette région, limitrophe de Standerton, a été négligée et s'est trouvée dégarnie de troupes, il n'est pas étonnant que les Boers aient pu si facilement se rendre maîtres de la voie ferrée qui va vers le Natal et la détiennent à loisir, ainsi que nous le verrons plus loin.

D'ailleurs l'*exploration* n'avait pas été précisément heureuse. Le chiffre avoué des pertes anglaises était considérable pour de simples engagements de guérillas, et les forces combinées de Lyttelton (qui abandonnait la région de Lydenburg pour descendre au sud sur Middelburg), de Mahon et de French n'étaient vraiment pas de trop pour se frayer un passage.

Pendant sa marche de Carolina à Béthel, sur un parcours de 45 kilomètres, le général French perdait encore trente-six hommes dans diverses escarmouches avec les Boers.

Dans une dépêche, lord Roberts qualifiait cette extraordinaire résistance des Boers d'« insupportable ».

De Béthel à Heidelberg, où il était attendu le 25 octobre, French avait encore, chaque jour, avec les Boers des escarmouches dont l'issue, de quelque manière qu'elle fût présentée, se terminait toujours par l'annonce de tués et de blessés.

Or, à peine le général anglais avait-il quitté Béthel que, près de cette localité, les Boers capturaient un convoi d'ambulance, retenant des wagons de munitions et de vivres, et donnant à l'ambulance un sauf-conduit jusqu'à Standerton.

Aussi French était-il de nouveau *attendu* à Béthel le 27 octobre.

Sur cette ligne de Standerton, qui se développe entre la frontière du Natal et la ville de Johannesburg, les Boers étaient les maîtres quasi absolus.

La ligne était constamment *interrompue*. Aussi le général Buller et son état-major, en route pour Piétermaritzburg, comptaient-ils faire le trajet à cheval, pour plus de sécurité.

Le 11 octobre, le convoi du colonel Campbell, se rendant de Standerton à Vrède, était attaqué par les Boers et avait deux hommes blessés. Rundle se portait de Vrède au secours du convoi et repoussait les Boers, mais avec une nouvelle perte de sept hommes blessés.

La destruction méthodique du chemin de fer de Standerton se poursuivait. Un mille de voie et les fils télégraphiques de Platrand-East à Standerton étaient coupés.

De petits détachements boers, faisant partie des forces poursuivies jadis par le général Buller, étaient revenus du nord depuis que la poursuite avait été abandonnée et menaçaient les lignes de communication anglaises, endommageant continuellement la ligne du chemin de fer à l'est et à l'ouest de Standerton.

Aussi, à Heidelberg, le général commandant avait-il fait conduire en ville plusieurs familles du voisinage soupçonnées d'avoir donné asile à des Boers.

Le général French partait de nouveau pour débarrasser le voisinage du chemin de fer des Boers qui s'y trouvaient avec deux canons ordinaires et un canon automatique.

A l'est de Standerton, Hildyard avait bien occupé Vryheid sur les frontières du Zoulouland, mais il s'était trouvé tout à coup en présence de Botha

qui lui barrait la route. D'après les dépêches anglaises, la position ayant été ournée par l'infanterie montée, Botha avait dû se retirer.

Et puis voilà qu'à l'improviste, les Boers font une sérieuse diversion sur le Natal.

Le 1er octobre, un convoi escorté par des volontaires est attaqué près du gué de Jagers, sur la rivière Buffalo, à l'est de Dundee. Un officier anglais et quatre hommes sont blessés ; deux officiers sont faits prisonniers et plusieurs wagons sont détruits. Les volontaires qui formaient l'escorte avaient avec eux un canon Hotchkiss à tir rapide, qui leur avait été confié la veille. Ils ne purent s'en servir, car ils en ignoraient complètement la manœuvre, et le hotchkiss resta entre les mains des Boers.

Aussitôt le général Dartnell télégraphiait au gouverneur du Natal :

« Je retourne immédiatement à Dundee, et je donne l'ordre de suspendre le rapatriement des volontaires pour le Natal. »

C'est qu'en effet, les « Natal carabineers » constituent, de beaucoup, la meilleure troupe que les Anglais aient à opposer aux Boers. Composés de jeunes Afrikanders, aussi habiles à la tactique que les meilleurs Burghers, ils sont les plus terribles adversaires de ces derniers. On conçoit que, prévoyants de hardis coups de main et une incessante guérilla, le haut commandement anglais ne soit pas désireux de se séparer de si tôt de troupes aussi endurantes et aussi rompues à la guerre de surprises.

Cela n'empêcha pas, quelques jours après, une guérilla d'une quarantaine de Boers, commandés par le capitaine russe Lebosvonsky, de couper les lignes télégraphiques de Veutsdrift et de Umsiga à Dundee. Dans la nuit du 26 octobre, elle fit son apparition à Waschbank, à 33 kilomètres au nord de Ladysmith, s'empara d'un train de marchandises et de onze chevaux, incendia la station, fit sauter la voie, et se retira dans les montagnes du Biggarsberg, *à 8 kilomètres de là*, c'est-à-dire à proximité, et en excellente situation pour recommencer.

Au sud du Vaal, dans toute la région orientale de l'État d'Orange, la situation était peut-être plus grave encore pour les Anglais.

Lord Roberts avait beau télégraphier, dès le 19 septembre, qu'il ne restait plus rien de l'armée boer que « quelques bandes de maraudeurs », il était obligé d'annoncer, en même temps, qu'une de ces bandes avait pris position à Doornberg, au nord-est de Winburg, et que le général Kelly-Kenny l'attaquait.

Le 23 septembre, une dépêche de Senekal annonçait qu'il n'y avait plus de Boers entre Winburg et cette ville, occupée par les généraux Rundle et Hunter, *mais* qu'ils s'étaient concentrés plus au nord, à Lindley, et que le

général Campbell se trouvait à proximité d'un commando dans le district de Béthlehem.

Ce même jour, les Anglais ayant appris que le général Dewet devait venir à Heilbron pour conférer avec un autre général boer, des mesures furent prises pour s'emparer des deux chefs ennemis; de nombreuses troupes furent disposées autour d'Heilbron et le cercle se rétrécit; un combat acharné eut lieu; une attaque conduite par Dewet lui-même fut repoussée; mais le plan des Anglais échoua néanmoins complètement, et les Boers, au nombre de 2000, réussirent à traverser les lignes anglaises et à gagner Klip-River.

Le 26 septembre, le général Rundle avait un engagement près de Reitz, et capturait quelques wagons, tandis qu'une de ses brigades reprenait un des canons de la batterie de montagne perdue à Nicholson's Neck, ainsi que deux wagons et 65 000 cartouches.

Le même jour, le général Hunter arrivait à Lindley et son avant-garde échangeait des coups de fusil pendant trois quarts d'heure avec les derniers Boers quittant la ville.

Celle-ci avait été occupée, le 20 septembre, par un corps boer important, commandé par un capitaine, tandis que les commandos de Dewet et d'Hasabroeck restaient en position sur les collines. Ils avaient nommé un landrost et le drapeau de l'État libre avait été hissé, salué par les femmes hollandaises, qui entonnèrent l'hymne national.

Le général Hunter dut se décider à reconnaître la validité du pouvoir du landrost, comme le meilleur moyen de contenir la population,

Pendant ce temps, Dewet se retirait, croyait-on, dans la direction d'Heilbron.

La colonne Bruce Hamilton fut laissée à Lindley, avec mission de s'emparer, si possible, du redoutable guerillero. Elle y prenait quelque repos, et faisait probablement ses préparatifs dans ce but, lorsque, le 4 octobre, avec une audace inouïe, une patrouille de *quarante Boers* (pas un de plus), attaqua à l'improviste le 7e régiment d'infanterie montée, lui tua deux officiers et captura un soldat.

Voilà toute la colonne en branle. Elle quitte Lindley, et, après deux heures de marche, s'établit au sud de cette localité, à quelques milles du commando d'Hasabroeck.

Le 5, la colonne fouille les fermes et en détruit plusieurs. Un de ces détachements, occupé à réparer le télégraphe, est attaqué.

Le 6, la colonne rétrograde vers le nord, s'emparant d'une partie d'un convoi et d'un certain nombre de bestiaux.

Le jour suivant, elle continue sa marche, toujours harcelée par les Boers.

Le 8, ceux-ci dirigent sur l'arrière-garde une attaque assez sérieuse pour

que deux régiments et trois pièces de canon soient envoyés au secours de celle-ci. Le feu dure deux heures. Un soldat anglais est tué.

Enfin, le 13, la colonne arrive à Kroonstad, et ce matin même, les Boers ouvrent le feu sur les avant-postes anglais.

On a bien laissé des garnisons à Francfort, à Heilbron, à Lindley et à Reitz, mais les Boers évoluent librement dans les intervalles de ces villes.

Le 28 septembre ils attaquent un détachement de télégraphistes entre Lindley et Krugersdorp.

Le 6 octobre, ils coupent le fil télégraphique entre Francfort et Heilbron.

Le 9 octobre, le général Knox a un engagement avec eux près de Heilbron.

Le 14 octobre, la colonne Legallay arrive à son tour à Kroonstad. Elle aussi a traversé les districts d'Heilbron, de Reitz et de Francfort. Elle a eu plusieurs engagements avec les Boers qui ont fait prisonniers un capitaine anglais et neuf soldats.

D'ailleurs, les éclaireurs anglais signalent la présence, dans le district même de Kroonstad, de deux colonnes boers, fortes respectivement de 200 et de 1 200 hommes.

La situation est telle que, depuis cette date, il n'est pas fait mention de nouvelles opérations exécutées par les Anglais à l'est de Kroonstad.

Qu'était devenu Christian Dewet?

On se rappelle qu'après sa brillante retraite devant lord Kitchener, il s'était réfugié dans le nord-ouest du Transvaal.

Il n'y resta pas longtemps inactif.

Dès la fin du mois d'août, il passait à Potchefstroom, accompagné seulement de *huit hommes*, et était accueilli avec enthousiasme par la population hollandaise, à laquelle il adressait un discours, disant que les Boers combattraient jusqu'au dernier homme.

Trois semaines après environ, le *Daily Telegraph* annonçait que Dewet avait fait sa jonction avec des commandos, qu'il disposait d'un millier d'hommes environ, mais que, comme toujours, il était poursuivi par « un corps anglais considérable ».

Nous avons vu, en effet, que, le 20 septembre, Dewet faisait occuper Lindley et y nommait un landrost, et que le 23, il échappait au traquenard que les Anglais lui avaient tendu à Heilbron.

Lorsque, le 26, le général Hunter réoccupa Lindley, il crut que Dewet se retirait du côté de Heilbron, et chargea, on se le rappelle, la colonne Bruce Hamilton de lui donner la chasse.

A Prétoria, on considérait la capture de Dewet comme indispensable à la

pacification du pays, parce qu'on attribuait à la seule crainte du général boer, l'hésitation des habitants à se rallier au gouvernement britannique.

On télégraphiait, en effet, que les colonnes Dalgety et Delisle manœuvraient de concert pour arrêter la marche du guérillero qui se trouvait avec 900 hommes et trois canons au sud-ouest de Kopje-Station.

Mais, le *Morning Leader* écrivait à ce propos :

« Le général Rundle, quoique excellent capitaine, n'a pas encore réussi à cerner Dewet qui continue à aller où il lui plaît. Des informations veulent qu'il soit allé rejoindre le président Steijn. Mais nous pouvons être certains qu'il n'est pas du tout à l'endroit où on le cherche. Il ne serait pas surprenant qu'on entendît parler de lui demain ou après-demain près de l'une ou de l'autre de nos deux lignes de communication. »

Le *Morning Leader* ne se trompait pas.

Pendant qu'on le cherchait au nord de l'État libre, c'est bien dans le sud que se trouvait Dewet, et il opérait effectivement dans le voisinage d'une grande ligne de communication, celle de Port-Élisabeth à Bloemfontein.

Le 1er octobre, on apprenait qu'une patrouille anglaise partie d'Aliwals-North, s'était trouvée à l'improviste en contact, près de Rouxville, avec des Boers qui avaient occupé cette ville, et qu'elle avait dû se replier sur Aliwals, laissant deux Australiens montés prisonniers.

On annonçait que Dewet était à quelques milles de Weepener.

Aussitôt, branle-bas général de combat sur toute la ligne !

Tous les petits postes anglais sont doublés. On rappelle au quartier général tous les camps d'avant-poste et on prend toutes les dispositions jugées nécessaires.

Le 6 octobre, on apprend que les Anglais ont repris Rouxville, mais que tout danger n'a pas disparu et que la garde municipale de cette ville reste sous les armes.

Un corps de 300 Boers est signalé à Wolman's hoek, à 15 milles de Ficksburg.

Il n'y a pas à hésiter. Des troupes vont être envoyées à Weepener et à Ladybrand, car les Boers parcourent le district en colonnes volantes qui se ravitaillent sur leur route.

Ainsi, après la délivrance de Ladybrand et la marche de la colonne Kelly-Kenny, les Boers étaient revenus en force, tenaient ferme sur la frontière du Basoutoland, occupaient la vallée de la Caledon, où ils ne tardaient pas à reprendre et à garder Rouxville, Weepener et Ficksburg.

Il fallait trouver une raison plausible, aux yeux du public anglais, pour expliquer que les Boers, qui n'ont plus « grande cohésion », à ce qu'affirme lord Roberts, aient pu s'emparer de Rouxville, de Weepener et de Ficks-

burg et garder ces villes frontières du Basoutoland; on l'a trouvée et elle ne manque pas de piquant.

D'après une dépêche de Maseru, les Boers ne se seraient emparés de ces trois villes que parce qu'ils étaient chassés du Transvaal par les opérations des colonnes anglaises.

C'est pour le même motif aussi, sans doute, qu'ils étaient au sud de Lindley.

Suivant un télégramme de l'agence Reuter, la possession de ces villes par les commandos ennemis n'avait aucune importance; les Boers étaient cernés, ils n'avaient aucune chance d'échapper, même par le Basoutoland dont les issues étaient étroitement gardées.

Que de fois ne nous a-t-on pas annoncé l'investissement étroit de laagers, dont le lendemain on apprenait la présence sur un autre point!

De même pour Dewet. Le général Rundle ne pouvait pas le laisser s'échapper, et cependant, tant l'extraordinaire hardiesse du général boer en fait un héros surnaturel aux yeux des soldats anglais, on disait d'une part qu'il était à Weepener, aux extrêmes limites méridionales du Basoutoland, et d'autre part qu'il avait soutenu contre les troupes du colonel de Lisle un combat de trois jours, du 5 au 6 octobre, à Vredefort-Road, sur la frontière du Transvaal et de l'État d'Orange.

Sur ce combat, la dépêche envoyée au *Times* prétendait que les troupes boers, fortes de 1 000 hommes et de 5 canons, avaient été dispersées et se retiraient dans toutes les directions, « complètement démoralisées ».

La démoralisation d'ennemis qui ont combattu trois jours n'est pas, on l'avouera, fort grande, et ne sait-on pas que la tactique des Boers, une fois l'effort accompli, est de se retirer?

Le *Standard* résumait d'ailleurs fort justement la situation :

« Les nouvelles de l'Afrique du Sud ne nous donnent pas, dit-il, la promesse d'une rapide pacification. Elles annoncent que les principaux commandos du Nord tiennent encore et nous infligent des pertes qui finissent pour eux en victoires, quelque légères soient-elles.

« Les prisonniers ou les déserteurs nous disent bien que les Boers du Nord se cachent, désespérant de la lutte et convaincus de l'échec final. Mais il faut ne pas ajouter grande foi à ces histoires faites souvent dans un but personnel, par des gens qui cherchent à s'excuser de leur faiblesse.

« Quant à Dewet, il n'y a aucune raison de le croire démoralisé. Nous n'avons pu prendre encore aucun de ses canons et, s'il les a emportés avec lui, ce n'est pas sans doute pour les inutiliser. On a trop souvent employé ces deux mots : « démoralisé » et « en déroute », quand on parlait des Boers. Dewet et d'autres se lèvent à chaque instant. »

La meilleure preuve que les guérillas boers étaient en pleine possession de la campagne jusque dans le sud de l'État d'Orange, c'est que, le 11 octobre au soir, une patrouille anglaise ayant été envoyée pour se procurer les provisions nécessaires aux renforts de la garnison de la ville, que l'on attendait d'un moment à l'autre, rentra sans avoir pu accomplir sa mission, par suite de la présence de bandes nombreuses d'ennemis dans le voisinage.

Le général Dewet venait, en effet, de lancer une proclamation annonçant que tous les Burghers qui refuseraient de reprendre les armes seraient faits prisonniers de guerre, et avait ainsi considérablement augmenté ses contingents.

Kelly-Kenny avait dû revenir en toute hâte sur les frontières du Cap sérieusement menacées.

Dans la nuit du 16 octobre, un détachement boer réussit à s'introduire à Jagersfontein. Dans la matinée s'engagea un combat dans lequel les Anglais eurent onze hommes tués.

Les Boers furent repoussés, mais non sans avoir réussi à remettre en liberté quelques-uns des leurs qui se trouvaient dans la prison.

Kelly-Kenny, accouru en toute hâte, télégraphiait à lord Roberts, que les Boers avaient été aidés, de l'intérieur de la ville, par des habitants, hommes et femmes, et qu'il avait l'intention de prendre contre eux des mesures énergiques.

On sait toute l'extension que donnent les généraux anglais à l'expression d'*énergiques* ; c'est un euphémisme pour exprimer pillage, incendie, violences contre les femmes, les vieillards et les enfants, fusillades, etc., en un mot tous les excès que ne peuvent justifier les nécessités d'une guerre entre peuples civilisés.

Les Boers attaquaient ensuite et occupaient Philippolis, malgré la résistance courageuse de la garnison, qui perdait trois tués et onze blessés avant d'avoir pu être secourue.

Lord Roberts télégraphiait à ce propos :

« L'entrée des Boers dans cette ville étant due à la trahison de quelques-uns des habitants, j'ai donné l'ordre à Kelly-Kenny d'expulser du pays tous ceux qui y ont pris part.

« Un détachement composé d'un lieutenant et de cinquante cavaliers est tombé dans une embuscade, il y a un jour ou deux, entre Springfontein et Philippolis. Sept hommes ont réussi à s'échapper ; les autres ont été capturés. »

Toute la frontière de la colonie du Cap elle-même se trouvait maintenant menacée.

Les soldats anglais qui gardaient le pont de Fraserberg étaient tués,

— Colesberg s'attendait à une attaque, — les rails du chemin de fer avaient été enlevés sur la ligne de Blœmfontein à Port-Elisabeth, ce qui empêchait les renforts venant du nord d'atteindre Norvals-Pont, — enfin, Aliwals-North était sérieusement menacé : sa garnison était prête à toute alerte, et sa garde civique était toujours sur pied.

A l'ouest de l'État libre d'Orange, entre Blœmfontein et Kimberley, une centaine de Boers attaquaient, le 15 septembre, la petite garnison de Bultfontein, composée de seize hommes commandés par un lieutenant.

Après avoir repoussé plusieurs attaques, le détachement anglais était secouru, le 16 au matin, par de l'infanterie montée, venant de Brandfort.

Mais les Boers ne quittaient pas les environs.

Le 4 octobre, un détachement de volontaires était envoyé près de Bultfontein, pour surprendre un de leurs partis, mais les Burghers s'étant trouvés plus nombreux qu'on ne s'y attendait, les volontaires durent se replier après trois heures de combat, avec six blessés.

Ces succès enhardissaient les Boers, qui devenaient de plus en plus nombreux et agressifs.

Ils serraient Blœmfontein de plus en plus près.

Le 18 octobre, à 12 milles seulement de la ville, on voyait plusieurs de leurs petits commandos qui parcouraient la campagne au sud-ouest. On évaluait leur force à 1 500 hommes.

Beaucoup de fermiers anglais ou partisans des Anglais se réfugiaient dans la ville.

Le 19 octobre, les Boers dirigeaient une vive attaque sur Fauresmith, et n'étaient repoussés qu'après avoir infligé aux Anglais une perte d'un officier tué, de deux hommes tués et de trois blessés.

Ils attaquaient ensuite Jacobsdal, et infligeaient aux Anglais des pertes encore plus sensibles.

Enfin, le 24, ils occupaient Koffyfontein, entre Jacobsdal et Fauresmith.

Aussi les journaux anglais étaient-ils navrés.

Le *Manchester Guardian* faisait remarquer, avec infiniment de raison, que ces événements constituaient un recul grave.

S'il était une portion du territoire envahi que l'on pût considérer, non seulement comme conquis et annexé, mais comme pacifié, c'était bien cette région ouest de l'Orange, entre Blœmfontein, Kimberley et la Modder. Depuis l'entrée de lord Roberts par cette région, il semblait bien acquis que nulle tentative de résistance n'oserait s'y produire. Depuis des mois il n'y était apparu aucune bande.

Or, voici précisément que les guérillas inondent ce pays, que les communications y sont menacées et les voies ferrées à chaque instant coupées.

Passons à la région située au nord-ouest de Blœmfontein et s'étendant jusqu'à Vryburg.

Une dépêche de Craddock apporte tout à coup, le 19 septembre, cette nouvelle inattendue :

« La garnison anglaise de Schweizer-Reinecke, à 36 milles de Vryburg, est cernée par les Boers *depuis quinze jours*. La garnison est fortement retranchée et on ne croit pas qu'elle soit obligée de capituler tant qu'elle aura des vivres. Une colonne de secours est sur le point de quitter Vryburg. »

Aussitôt lord Methuen, qui s'apprêtait à marcher vers l'est, dans la direction de Prétoria, est obligé de pousser une pointe vers le sud.

Pendant sa marche sur la rivière Hart, entre Jagkraal et Mamusa (Schweizer-Reinecke), il poursuit un convoi boer et réussit à capturer un des canons perdus à Colenso, douze mille têtes de bétail, vingt-six fourgons, une certaine quantité de munitions, et à délivrer vingt-huit prisonniers anglais.

Ce n'est que le 22 septembre que le général Settle, avec une colonne qui ne compte pas moins de *sept mille hommes*, parvient à délivrer la garnison de Schweizer-Reinecke, après un sérieux engagement avec les Boers.

De là la colonne Settle se dirige au sud, vers Christiana, sur la rivière Vaal, « en pacifiant le pays sur son passage », dit la dépêche.

Or, voici, d'après la même dépêche, comment elle *pacifie* :

« Plusieurs fermes ont été brûlées, y compris celle de Prétorius, ancien membre du second Raad. »

D'ailleurs, tout le long de la route, la colonne a une série d'escarmouches avec les Boers.

Ceux-ci continuent à enlever des bestiaux dans les fermes à 20 milles à l'est de Vryburg. On signale plusieurs de leurs détachements à Marikam-Road et on annonce que le général Delarey est à 14 milles de Kraan-Pan, avec un commando de 230 hommes.

Le 14 octobre, le colonel Settle entre enfin à Bloemhof après avoir rencontré dans sa marche une résistance sérieuse, et a eu seize hommes blessés.

La preuve que, malgré l'importance de sa colonne, il ne peut lutter que péniblement contre l'ennemi, c'est qu'on est obligé de lui envoyer des secours, témoin cette dépêche :

« Le 15 octobre, un commando boer ayant été signalé dans le district de Bloemhof, les généraux Hunter et Bruce Hamilton quittèrent Kroonstadt, et arrivèrent à Bloemhof après une marche de sept heures. On entendit le son des gros canons jusqu'à la chute du jour.

« Le 16, un détachement d'infanterie fut attaqué par les Boers, et on dut envoyer des troupes à son secours.

« Au cours de la marche de la colonne de Bloemhof à Reitzknil, un détachement de volontaires placés sur le flanc gauche entra en contact avec les Boers et dut envoyer demander du secours. Deux escadrons de lanciers avec des mitrailleuses et d'autres pièces de canon furent dépêchés à leur assistance.

« Les Boers avaient plusieurs mitrailleuses. Un cavalier anglais fut tué, et deux blessés.

« L'arrière-garde anglaise se trouva séparée du reste de la colonne.

« Presque tous les Boers étaient habillés en khaki.

« Quelques heures après le départ des troupes anglaises de Reitzknil, les Boers entrèrent dans la ville, et le commandant y laissa un message disant qu'à moins que Dewet n'abandonnât la lutte, il ne se rendrait pas tant qu'il resterait un mouton dans le pays.

« Les commandants Preller, Fourie, Forgle et Botha sont dans le voisinage.

« La chaleur augmente. »

Or, le 23, au centre même de la longue ligne d'action où Hunter et Hamilton viennent de combattre sans succès, les Boers attaquent un convoi, allant de Weydrai à Hoopstadt, escorté par un détachement de la police montée du Cap.

Ils tuent sept Anglais, en blessent neuf, font treize prisonniers et s'emparent de deux canons Maxim!

Ce qu'il y a de remarquable dans ces engagements, c'est l'extraordinaire étendue de la ligne de combat.

Le champ d'action dont Hunter et Hamilton ne purent rester maîtres s'étendait de Bloemhof à Bothaville, sur une longueur de près de 100 kilomètres.

Ce fait suppose, de la part des Boers, une tactique désastreuse pour les Anglais, car elle force ceux-ci, pour des actions qu'ils présentent comme décisives, à employer un nombre considérable de combattants.

Cela ressort des dépêches suivantes :

« Le 21 octobre la colonne Hunter est à Bothaville, d'où la 3e brigade de cavalerie se lance à la poursuite des Boers, qu'on dit avoir rassemblé dans le voisinage plus de cinq mille chevaux et têtes de bétail.

« Le 22, les troupes montées font des patrouilles dans la région. On aperçoit quelques groupes de Boers qui s'étaient emparés de munitions laissées là par les Anglais après le passage de lord Methuen.

« Le landrost avait déclaré qu'aussi vrai que le soleil brille les Anglais ne prendraient jamais l'État libre.

« Les Boers sont partis vers le nord.

« Le 23, la brigade de cavalerie revient à Bothaville avec soixante prisonniers. Les Anglais se mirent à incendier et à jeter bas les maisons des alentours. De violentes explosions se produisirent. On croit qu'on y avait caché des munitions.

« Le village dont les Boers avaient fait un dépôt ne fut bientôt plus qu'un amas de ruines fumantes. Seuls quelques édifices publics restèrent intacts.

« Le 24, dans l'après-midi, on atteint le gué de Proekamer. On détruit les fermes sur la route.

« Le 25, arrivée aux mines de diamants de Lace ; on apprend que les Boers ont quitté Rhenoster la veille, et pris la route de Bothaville. Les éclaireurs en aperçoivent quelques-uns sur le flanc gauche. La troisième brigade de cavalerie braque un Maxim, mais les Boers sont hors d'atteinte. »

Cette relation donne une idée de la difficulté des opérations que les Anglais mènent contre leurs ennemis, mais les mesures rigoureuses qu'ils prennent ne sont-elles pas justement le moyen le plus sûr de rendre les Boers irréductibles ?

Mais tout cela n'est rien à côté des difficultés rencontrées par lord Methuen dans la région du Transvaal située entre Mafeking et Prétoria.

Depuis le commencement du mois d'août, il opérait dans cette direction sans parvenir à trouver la route complètement libre.

Le 25 septembre, il a *deux* engagements avec le commando de Lemmer et perd 2 soldats tués et 3 officiers blessés.

Le 4 octobre, il arrive à Rustenburg, où il est obligé de se battre avec Viljoen, dont la résistance n'est pas sans inquiéter les Anglais.

Puis les Boers reparaissent sur ses derrières.

Le 12 octobre, près d'Ottoshop, c'est-à-dire non loin de Mafeking, une patrouille d'Australiens rencontre un détachement de 70 Boers et perd 4 hommes (1 tué, 2 blessés, 1 disparu).

Le 13, sans attendre l'attaque dirigée contre eux, les Boers abandonnent la position qu'ils occupaient près de la ville.

Voilà lord Methuen obligé de revenir en arrière et de marcher sur Zeerust en même temps que le colonel Douglas.

Et lord Roberts annonce :

« Methuen télégraphie que la marche, sur Zeerust, de ses deux colonnes, a été très dure. Le colonel Douglas a capturé, en route, 23 fourgons et 12 Boers. Methuen a, de son côté, capturé 209 fourgons et ravagé le pays ; il a traversé la contrée, ayant Delarey continuellement sur ses flancs.

« Methuen a surpris, le 16 octobre, Lemmer qui s'est retiré avec pertes. Les corps de deux Boers tués ont été trouvés par des Boschimen. Il dit que ses pertes, depuis qu'il a quitté Rustenburg, sont de 6 tués et 10 blessés. »

Dès son arrivée à Zeerust, la colonne Methuen avait été vigoureusement canonnée par les Boers, et plusieurs hommes avaient été atteints.

Le 20 octobre, une reconnaissance était effectuée par l'infanterie et l'artillerie au nord de Zeerust. Les Boers occupaient une position près de la ferme de Botha.

Le combat, dirigé par lord Methuen et le colonel Douglas, dura quatre heures et eut pour résultat de déloger les Boers, qui avaient disposé devant leur position des fils de fer barbelés.

Les pertes anglaises s'élevaient à 4 tués et 10 blessés.

Le 25 octobre, nouveau combat. Methuen et Douglas dispersent, toujours non loin de Zeerust, un détachement de Boers, mais en perdant 8 blessés et 1 disparu.

Ici encore, le front sur lequel sont obligés de se déployer les Anglais a près de 100 kilomètres d'étendue, puisque nous voyons Methuen aux prises d'abord, avec les Boers, en avant de Buffelshoek, près de Rustenburg, — Douglas en avant de Zeerust, et Erroll, sur le Marico.

La situation n'était pas plus brillante autour de Johannesburg et Prétoria.

Le 27 septembre, une patrouille d'infanterie montée était attaquée par les Boers près de Heidelberg. Un capitaine et un soldat étaient faits prisonniers; un soldat était tué et quatre blessés. Le 28, une autre patrouille avait deux chevaux tués à 16 milles de Johannesburg.

Le 29, la colonne Hart, en revenant de Potchefstroom à Krügersdorp, rencontrait plusieurs bandes de « maraudeurs », suivant l'expression favorite de lord Roberts. Des Boers en armes occupaient tout le pays, autour du Witwatersrand, et leurs petits détachements attaquaient incessamment les patrouilles anglaises.

A l'ouest de Johannesburg, le général Barton se heurte aux ennemis au nord de Krügersdorp et perd 1 officier tué, 2 officiers et 11 hommes blessés.

De Lisle se bat avec Dewet près de Reitsburg et, au nord du Vaal, près de Venterskroom.

Puis Barton annonce de Welderdreut qu'un grand nombre de petits détachements boers se trouvent dans le voisinage de cette ville et qu'il a maille à partir avec eux.

La ligne de Prétoria à Komati-Poort est sans cesse attaquée. Les communications télégraphiques entre Prétoria et Johannesburg sont interrompues,

et il est impossible d'envoyer des ouvriers pour les rétablir sans une forte escorte.

Les Boers serrent de près Johannesburg. Des patrouilles anglaises circulent sans cesse autour de la ville, qu'on s'attend d'un moment à l'autre à voir attaquée.

Le 17 octobre, Barton a un engagement avec un détachement boer, qu'il déloge successivement de plusieurs positions, près de Frederikstadt, mais il a 2 hommes tués et 4 blessés.

Le 18 octobre, les Boers attaquent un détachement de fourrageurs près de Frederikstadt, tuent 2 Anglais, en blessent 4, et font prisonniers 2 officiers et 2 soldats.

Puis ils attaquent le camp de Barton lui-même, s'approchent avec une audace inouïe et tuent un officier anglais.

Enfin Dewet vient attaquer Barton le 25 octobre et lord Roberts télégraphie :

« Les pertes de la colonne du général Barton, dans l'engagement d'hier à Frederickstadt, ont été plus importantes qu'on ne l'avait annoncé tout d'abord.

« Il faut, en effet, ajouter aux 3 officiers et 14 hommes blessés, précédemment signalés, 1 officier et 12 hommes tués, et 3 officiers et 25 hommes blessés, ce qui fait au total 1 officier et 12 hommes tués et 6 officiers et 39 hommes blessés.

« Les Boers ont laissé sur le terrain 24 tués et 19 blessés ; en outre, 26 ont été faits prisonniers. Trois Boers qui avaient levé la crosse en l'air en signe de soumission, et qui ont ensuite fait feu sur nos hommes, ont été capturés, jugés par un conseil de guerre et condamnés à mort.

« J'ai ratifié la sentence. »

Le commando de Dewet comptait, disait-on, plus de 3 000 hommes.

Puis lord Roberts annonce une véritable victoire :

« Le général Knox a eu une brillante affaire, le 27, avec les troupes de Dewet, tandis que celui-ci battait en retraite, après avoir été rudement malmené par Barton à Frederikstadt.

« Dewet avait essayé de repasser le Vaal. Mais, trouvant le gué intercepté, les Boers se dirigèrent vers Lindeque, en suivant la rive nord du fleuve. Knox les attaqua au gué de Rensburg, entre Venterskrom et Parys.

« Les Boers essayèrent de s'échapper vers le sud-est, mais ils rencontrèrent l'infanterie montée que Knox avait envoyée de Venterskrom.

« Les Boers ont eu de grandes pertes. Ils ont laissé deux canons et trois wagons entre les mains de Knox. Un autre wagon boer, chargé de munitions, a été atteint par un obus et a fait explosion.

« Un violent orage et l'obscurité ont arrêté la poursuite.

« Nos pertes sont nulles. »

Le 3 novembre, on annonçait que Dewet était à Francfort, et que les Boers avaient pris 800 têtes de bétail dans les environs de la ville.

Lord Roberts télégraphie que, dans la nuit du 5 novembre, le colonel Le Gallais a surpris les forces boers, à 3 milles au sud de Bothaville.

« L'engagement, très vif, a duré cinq heures.

« Les Boers étaient au nombre d'environ 1 000 hommes. Ils ont subi une défaite complète.

« Nous avons pris deux canons de gros calibre, quatre canons Krupp, un maxim et une pièce automatique. avec toutes leurs munitions et tous leurs fourgons.

« Nous avons fait 100 prisonniers; les Boers ont eu 25 morts laissés sur le terrain et 30 blessés.

« Steijn et Dewet, qui étaient avec les forces boers, se sont enfuis en toute hâte. L'ennemi a été poursuivi sur plusieurs milles dans la direction du sud, puis s'est divisé en petits détachements.

« Nos pertes sont :

« Tués, le colonel Le Gallais, 1 capitaine, 1 lieutenant et 8 hommes; blessés, 7 officiers et 28 hommes. »

Lord Roberts déplore ensuite la mort de 3 officiers tués, et dit que la perte de Le Gallais est une perte sérieuse. Il ajoute que parmi les prisonniers boers blessés se trouve le secrétaire de Steijn.

Lord Roberts termine en relatant une série de menus faits de guerre à Modder-River, Douglas, entre Zeerust et Rustenberg, et entre Harrismith et Vrède, au cours desquels les Anglais ont eu 4 blessés et les Boers 3 tués, 14 blessés et 7 hommes faits prisonniers.

Le 6 novembre, nouvel engagement à Bothaville, dans l'Orange, sur la route de Kroonstadt. Les Boers ont encore avec eux deux canons ordinaires et un long-tom.

Aux dernières nouvelles, les dépêches anglaises elles-mêmes estiment qu'il y a, dans les deux Républiques, 15 000 Burghers en armes.

Tous ces détails n'étaient pas inutiles pour bien établir quelle est la situation réelle dans les deux Républiques boers.

Il est impossible de nier, après ces faits enregistrés par les Anglais eux-mêmes, que l'état de guerre dure encore avec son intensité des premiers jours sur toute l'étendue du territoire prématurément annexé par lord Roberts.

Sur les difficultés de jour en jour grandissantes de cette guerre et sur

l'état général de l'armée anglaise, le correspondant de l'*Agence Paris-Nouvelles* donne d'intéressants renseignements.

Il fait partie de la 4e division qui devait opérer sa jonction avec l'armée du général French dans le sud-est du Transvaal et voici comment il décrit les marches de la colonne :

« Tous ces *treks* sont bien durs pour l'infanterie. Les cavaliers sont à leur aise, mais le pauvre fantassin attrape des ampoules et des blessures aux pieds, beaucoup rejoignent en boitant le bivouac, après avoir quitté les rangs pendant la longue marche de la journée. Hier, j'ai vu un pauvre diable sans souliers, marchant avec des chaussettes russes. Les troupes marchent en silence, sans détacher les yeux du sol. Cela vous fait l'effet d'un convoi funèbre perpétuel, tellement la marche est triste, triste, triste. Même les Irlandais si gais d'habitude — et qui ressemblent par là à nos troupiers français — ont perdu leur entrain habituel.

« Cette guerre est absolument sans gloire, et ceux-là mêmes qui étaient les plus enthousiastes au début, ont maintenant perdu leur belle ardeur.

« Une tristesse générale règne dans le camp au-dessus duquel semble planer l'ange de la mort.

« Depuis dix jours toutes nos communications ont été coupées : nous marchions de l'aurore à la nuit noire, ayant sur nos flancs les Boers toujours présents, bien qu'invisibles. On a tout fait pour les amener à accepter la bataille : peine perdue. On dirait des soldats fantômes, pouvant apparaître et disparaître à volonté.

« Les traînards qui nous rejoignent la nuit, longtemps après que la colonne s'est endormie pour quelques heures bien courtes, racontent qu'aussitôt notre arrière-garde disparue, ils sont subitement entourés de cavaliers qui semblent sortir de terre, tellement leur arrivée est imprévue. Si le soldat anglais fait mine de se défendre, une balle le tue, ou tout au moins l'avertit d'avoir à lever les mains en l'air ; dans le cas contraire, on ne lui fait aucun mal, les Boers ne tenant pas à s'encombrer de prisonniers épuisés. Les Boers posent quelques questions auxquelles il faut répondre ; quelquefois même ils donnent à boire au pauvre diable, puis disparaissent aussi subitement qu'ils sont venus, laissant l'Anglais continuer sa marche morne et dolente pour rejoindre la colonne. »

On comprend dès lors cette circulaire confidentielle de lord Roberts.

« Le maréchal commandant en chef a remarqué que dès qu'un mouvement de troupes a été ordonné, ses ordres sont aussitôt divulgués et librement discutés en ville.

« Il désire que les officiers se rappellent, et qu'ils rappellent aux sous-officiers et aux hommes que tous les mouvements actuellement en cours

d'exécution ou prévus doivent être considérés comme secrets et ne doivent jamais être discutés ou mentionnés en dehors de l'unité intéressée. »

Lord Roberts espérait aussi obtenir d'excellents résultats en multipliant les rigueurs contre les Burghers et les familles des Burghers récalcitrants.

Le 3 octobre, il investissait le général Maxwell d'une véritable dictature dans le Transvaal, en lui donnant, sous le titre de gouverneur provisoire, la direction de toutes les affaires administratives, la nomination des fonctionnaires et officiers chargés de l'application des lois et surtout en lui octroyant le pouvoir de modifier les lois existantes suivant les circonstances.

Il a, cette nomination faite, publié une proclamation où il dit qu'en aucun cas les Burghers qui se rendront volontairement désormais ne doivent être déportés. Toutefois, exception doit être faite pour ceux qui auraient occupé un haut grade dans l'armée boer, pour ceux qui auraient violé leur serment de soumission et pour les étrangers. Quant aux chefs ennemis actuellement en campagne qui demanderaient sous quelles conditions ils peuvent se rendre, leur demande devra toujours être soumise au quartier général, qui aura seul qualité pour répondre.

Les femmes de tous les Boers qui ont été tués à la guerre et toutes les femmes boers qui se trouvent actuellement sans protection devront être protégées par l'administration britannique; tout objet qui leur aura été pris ou tout dommage qui leur aura été causé du fait de l'occupant, donnera lieu à une indemnité immédiate et complète en leur faveur. Lorsqu'un Burgher se rendra, sa femme et ses enfants devront être protégés.

En ce qui concerne la libération des prisonniers après la paix, paix qui aussitôt après la soumission des chefs boers et la remise de tous les canons sera déclarée, lord Roberts déclare qu'exception seulement sera faite pour les membres de l'ancien gouvernement et pour ceux qui sont directement responsables de la guerre.

Quant aux Burghers qui ont violé leur serment de neutralité ou qui, ayant cessé de faire partie d'un commando régulier, se livrent à des actes d'hostilité, les mêmes prescriptions que par le passé leur restent applicables.

Il semble à qui lit attentivement cette proclamation, que lord Roberts retire d'une main ce qu'il donne de l'autre, et que l'atténuation qu'il paraît apporter à ses précédents édits est annulée par la dictature qu'il confère au général Maxwell.

Le 22 octobre, on télégraphiait du Cap :

« En raison de l'activité croissante des Boers dans l'État d'Orange et de la tendance grandissante parmi les neutres de porter assistance aux combattants, les autorités militaires ont décidé l'adoption des mesures les plus

rigoureuses pour l'anéantissement des petits commandos en campagne et la punition sévère des neutres pour la violation de leur serment. »

Et, en effet, nous avons vu les mesures de rigueur les plus barbares adoptées par les colonnes anglaises.

Elles provoquaient de la part de Christian Dewet une proclamation dans laquelle il déclarait que la façon dont les Anglais conduisaient les opérations dans l'Afrique du Sud n'était pas digne d'une nation civilisée.

Ces mesures, d'ailleurs, obtenaient un résultat contraire à celui qu'elles voulaient produire et n'empêchaient pas les effectifs de l'armée anglaise de fondre peu à peu.

En effet, voici le relevé total des pertes anglaises, à la date du 1er novembre, avouées par le *War Office* :

Tués à l'ennemi : 302 officiers ; 2 902 sous-officiers et soldats.

Morts de leurs blessures : 89 officiers ; 893 sous-officiers et soldats.

Prisonniers : 7 officiers ; 822 sous-officiers et soldats.

Prisonniers morts en captivité : 3 officiers ; 90 sous-officiers et soldats.

Morts de maladie : 155 officiers ; 6 115 sous-officiers et soldats.

Morts à la suite d'accidents : 4 officiers ; 145 sous-officiers et soldats.

Rapatriés comme invalides : 1 142 officiers ; 33 077 sous-officiers et soldats.

Total des pertes : 46 026 officiers, sous-officiers et soldats.

Ce chiffre ne comprend pas les malades ou les blessés actuellement en traitement dans les hôpitaux du sud de l'Afrique.

Sur les 46 026 hommes rentrant dans le total général des pertes, le chiffre des morts est de 553 officiers et 10 145 sous-officiers et soldats décédés dans le sud de l'Afrique et de 4 officiers et 208 sous-officiers et soldats décédés en Angleterre.

VX

L'odyssée du président Kruger.

Un congé de six mois. — Schalk-Burger devient président par intérim du Transvaal. — L'Angleterre et la Hollande. — M. Krüger à Lourenço-Marquès. — Le voyage du Gelderland. *— Krüger intime.*

Le thème de la « fuite » du président de la République Sud-Africaine, renforcé de celui de sa « démission », était un *leitmotiv* s'adaptant trop bien aux nécessités de la politique impérialiste, pour que les journaux dévoués à cette politique n'eussent pas intérêt à le développer, à l'amplifier même, par tous les bruits de nature à faire croire que le président Krüger avait bien réellement abandonné la partie et fui les responsabilités de sa fonction et de ses actes.

Fort heureusement, ce que l'on sait du caractère et de la ténacité du président Krüger ne permettait pas de croire à ces insinuations.

Il avait plutôt pensé, et peut-être avait-il eu encore raison de le penser, que sa présence serait plus utile en Europe qu'au Transvaal. N'est-ce pas grâce à un voyage analogue, qu'en 1884, il a pu faire reconnaître par l'Angleterre et par l'Europe l'indépendance de son pays ?

Persuadé qu'on négocie mieux personnellement que par intermédiaire, il s'est dit que les sympathies que lui témoignait la Presse continentale, et l'envoi de volontaires d'un peu tous les pays pour défendre l'intégrité du territoire transvaalien n'étaient pas des manifestations uniquement individuelles et qu'elles pouvaient avoir leur origine auprès de certains gouvernements ; et il est parti après avoir pris toutes les mesures qu'il pouvait croire constitutionnelles et nécessaires.

Voici d'ailleurs la teneur de l'acte officiel, en vertu duquel le président Krüger a quitté le Transvaal.

« Attendu que le grand âge de Son Honneur le président l'empêche de suivre les commandos et attendu que le Conseil exécutif est convaincu que

les services de Son Honneur peuvent être encore utilisés dans l'intérêt du territoire et de la nation, le Conseil exécutif a décidé qu'il accorde à Son Honneur un congé pour une période de six mois, afin de visiter l'Europe, dans le but d'y soutenir notre cause.

« Et moi, Schalk-Burger, je prendrai sa place, conformément à la loi.

« BURGER, vice-président.
« F.-W. REITZ, secrétaire d'État.

« Office du gouvernement, Nelspruit, 10 septembre. »

Le texte de cette résolution réduit à néant toutes les accusations et toutes les interprétations de lord Roberts et de la presse anglaise.

La délibération donnant un congé de six mois au président Krüger et le chargeant d'une mission diplomatique en Europe a été régulièrement prise par le pouvoir régulier du Conseil exécutif, et la transmission des pouvoirs du président au vice-président s'est faite conformément à la constitution.

Le croiseur-cuirassé *Gelderland*, que le gouvernement hollandais a mis à la disposition du président Krüger pour son voyage en Europe, — et dont un modèle réduit a figuré à l'Exposition universelle de Paris de 1900, — est commandé par le capitaine de vaisseau baron Swerts de Landas Wyborgh.

Le 17 septembre, il était à Périm, et le président Krüger ayant accepté l'offre du gouvernement hollandais, celui-ci télégraphiait à ce port les instructions auxquelles devait se conformer le commandant du *Gelderland*.

Aussi, dès ce moment, c'est contre la Hollande que retombait la mauvaise humeur de la presse anglaise.

Le *Standard* disait que le gouvernement hollandais, en mettant un navire de guerre à la disposition du président Krüger, sans avoir obtenu préalablement le consentement du gouvernement impérial, avait fait preuve « d'insolence ».

Le *Times* écrivait :

« L'action du gouvernement hollandais est peut-être sans précédent. Nous pourrions protester, mais en protestant, nous aurions l'air de considérer encore M. Krüger comme le principal magistrat d'un État que nous avons annexé par deux fois. »

A La Haye, lorsque, à la première chambre des États généraux, on discuta l'adresse en réponse au discours du trône, M. Fransen Vandeputte interpella à ce sujet le ministre des affaires étrangères.

Celui-ci répondit que le gouvernement hollandais, en apprenant la présence

du président Krüger à Lourenço-Marquès, lui avait demandé quelles étaient ses intentions.

Le président Krüger répondit qu'il partait pour l'Europe pour raison de santé.

Le gouvernement néerlandais lui offrit alors de prendre place à bord d'un cuirassé, puis il en informait le cabinet de Londres, lequel répondit qu'il n'avait pas l'intention de s'immiscer dans les projets de voyage du président Krüger.

Cette déclaration détruit toutes les informations tendancieuses de la presse anglaise et en particulier celle d'après laquelle la Grande-Bretagne aurait demandé que M. Krüger fût débarqué en un endroit d'où il ne pût correspondre avec les Boers du Transvaal.

Ces mêmes journaux jetèrent feu et flamme lorsqu'ils apprirent que le président Krüger pourrait emporter sur le *Gelderland* de l'argent et des papiers d'État, et conseillèrent de mettre l'embargo sur ses bagages.

Un journal hollandais, le *Haagsche Courant*, qui s'est renseigné à la « source la plus autorisée », rassura la presse anglaise d'une amusante façon en donnant la nouvelle « qu'on n'a pas et qu'on n'a jamais eu le projet de transporter les valeurs et les archives par le *Gelderland* en même temps que le président, par la raison bien simple que les pièces importantes qu'on voulait soustraire aux autorités britanniques et l'or qui est resté entre les mains du gouvernement républicain se trouvent déjà depuis quelque temps en Europe et que tout est maintenant en sûreté. »

Pendant ce temps, le *Daily Telegraph* recevait la dépêche suivante de son correspondant de Lourenço-Marquès :

« Je me suis rendu au palais du gouvernement aujourd'hui pour voir le gouverneur et faire une visite à son hôte distingué, M. Krüger.

« Je lui ai exposé que lord Roberts avait lancé une proclamation et que naturellement j'étais désireux de connaître les idées de l'ex-président.

« J'ai pu jeter un coup d'œil dans la chambre occupée par M. Krüger. Le vieillard était assis sur une chaise longue dans un coin de l'appartement, les jambes croisées. Il était vêtu de noir, son œil gauche était protégé par un abat-jour à cause de l'extrême faiblesse de sa vue.

« La barbe de l'ex-président est blanche et elle s'est allongée depuis la dernière fois que je l'avais vu à Waterval-Onder, il y a peu de semaines.

« M. Berdell, le commissaire de police du Transvaal, a été délégué par M. Krüger pour répondre à mes questions. Le président lui-même pouvait entendre, les portes ayant été laissées ouvertes dans ce but.

« A ma demande sur la santé de M. Krüger, le commissaire a répondu qu'elle serait très bonne sans le mal aux yeux dont souffre le président.

« — M. Krüger, demandai-je ensuite, a-t-il lu la proclamation de lord Roberts !

« — Oui.

« — Est-il vrai que M. Krüger compte partir pour l'Europe, à une date rapprochée ?

« — Oui et non. Le président a quitté le Transvaal pour un temps indéterminé. Il pourra revenir dans six mois s'il va en Europe ; mais rien n'a été définitivement décidé.

« — Les Burghers peuvent-ils encore avoir foi dans le succès de leur cause, ou pourquoi continuent-ils la guerre ?

« — Nous combattons pour l'indépendance de notre patrie, et, en conséquence, nous lutterons tant qu'il nous restera une goutte de sang. Il n'est pas inutile pour nous de continuer la guerre. Nous devons rechercher le résultat le meilleur ; si nous nous soumettons, nous avons en perspective l'internement à Sainte-Hélène ou à Ceylan. Nous préférons combattre et espérer toujours.

« La proclamation de lord Roberts est un tissu de faussetés. Je viens précisément d'en parler avec le président.

« Lord Roberts n'en a pas fini avec nous. Le temps prouvera que nous ne sommes pas encore vaincus. En supposant le pire, vous pourrez finir par nous conquérir, vous ne nous subjuguerez jamais. »

D'une manière moins théâtrale et par un sentiment de courtoisie plus compréhensible, le président Krüger, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du roi de Portugal, pria le gouverneur général du Mozambique de transmettre à son souverain la demande de lui présenter ses félicitations, et de le remercier tant de l'hospitalité qui lui avait été offerte dans la résidence du gouverneur de Lourenço-Marquès, que du bon traitement qu'il y avait reçu.

Le 10 octobre, le président Krüger entrait dans sa soixante-quinzième année.

Cet anniversaire n'a été oublié par aucun de ceux dont les ardentes sympathies sont acquises à l'héroïque vieillard. Le général Cronjé et les autres Boers internés à Sainte-Hélène eux-mêmes lui ont envoyé à cette occasion un télégramme de félicitations, et ont célébré cette date par des fêtes à Longwood.

En Hollande, dans la nouvelle église d'Amsterdam, a eu lieu un service solennel, organisé par les soins de la Compagnie des pasteurs réformés, de la Ligue générale néerlandaise et de l'Association sud-africaine.

A Paris, le Comité pour l'indépendance des Boers, qui compte actuellement 125 000 adhérents, adressait le télégramme suivant aux présidents Krüger et Steijn :

« En l'honneur de votre anniversaire de naissance qui tombe pour vous deux dans le mois d'octobre, nous nous faisons un devoir de vous adresser toutes nos sympathies et tous nos vœux pour la réussite de l'œuvre sublime que vous avez entreprise et qui vous place au plus haut rang dans l'histoire de la civilisation.

« Dites bien à vos peuples que le monde entier admire leur vaillante résistance, qu'il applaudit à leurs efforts et que sa conviction est inébranlable dans la victoire finale de leur cause. »

Des registres avaient été déposés, par les soins du Comité, au pavillon du Transvaal, à l'Exposition universelle, pour recueillir les signatures des personnes désireuses de s'associer à cette manifestation : 102 180 noms avaient été inscrits sur ces registres.

Un télégramme semblable était envoyé en même temps par les comités d'Allemagne et des Pays-Bas : 1 million 100 000 signatures avaient été reçues par eux.

Lord Roberts, qui, pour cet anniversaire, coïncidant avec l'anniversaire de la guerre, n'avait à télégraphier que de mauvaises nouvelles, s'efforçait cependant de faire croire au découragement complet des Boers.

Il allait jusqu'à dire, dans sa dépêche officielle, que Dewet avait adressé de fréquents discours aux Burghers, les assurant que, le 10 octobre, la marche de l'armée anglaise serait arrêtée par les puissances européennes, et il ajoutait, en matière de conclusion :

« C'était hier l'anniversaire de l'ultimatum ; c'est aujourd'hui le soixante-quinzième anniversaire de la naissance de Krüger, et il y aura demain un an que le premier coup de fusil aura été tiré. Les Boers ont eu les yeux fixés sur ces dates, dans l'espoir qu'un événement quelconque surgirait et mettrait fin à la guerre en leur faveur. Ils se rendent compte maintenant que leurs espérances étaient vaines. »

Peut-être les Boers se rendaient-ils compte que leurs espérances dans le parti libéral anglais et dans l'action de l'Europe étaient vaines, mais leurs espérances dans l'efficacité de leur action personnelle n'étaient point mortes.

Depuis l'anniversaire du 10 octobre, ils ont eu maintes fois l'occasion de démontrer à lord Roberts qu'ils ne sont pas accessibles au découragement.

C'est le 19 octobre que le président Krüger a quitté, en voiture, le palais du gouverneur de Lourenço-Marquès, à cinq heures du matin, accompagné du docteur Heymann. Le gouverneur suivait dans sa voiture.

Le président du Transvaal monta à bord du *Gelderland* sur le quai de la Douane. Avant son départ, ses bagages ont été examinés à la douane de Delagao-Bay. « Aucun objet de contrebande », disait la dépêche, n'a été trouvé

dans les vingt-quatre malles, qui ne contenaient que des objets lui appartenant personnellement.

Le *Gelderland* quitta Lourenço-Marquès le 20 octobre à midi, et arriva le 5 novembre devant Djibouti, à deux heures de l'après-midi.

Les salves réglementaires furent échangées avec le croiseur français *Catinat*.

Un rédacteur du *Journal de Djibouti* communiqua au président les dernières dépêches relatives à la guerre du Transvaal. M. Krüger témoigna de son admiration enthousiaste pour la continuation de la résistance et pour les succès partiels des Boers et déclara qu'il désirait les voir continuer à se battre sans trêve.

Puis, le vieillard s'assit à l'arrière du pont du navire, les pieds sur une peau de mouton, et bourra énergiquement sa pipe.

Pendant la traversée de Lourenço-Marquès à Djibouti, contrairement à ce qu'annonçaient les dépêches anglaises (on est naturellement porté à croire ou à vouloir faire croire ce que l'on désire), la santé du président Krüger a été excellente, sauf en ce qui concerne les yeux.

La consigne de l'entourage du président est de déclarer que celui-ci va simplement en congé en Europe. Voyageant incognito, il n'est pas descendu à terre.

Le 9 novembre, à trois heures du soir, le *Gelderland* quittait Djibouti pour Port-Saïd, où il arrivait le 14, et d'où il repartait le 15, à trois heures du soir.

Le même jour, le paquebot *Kanzler*, de la ligne Deutsche-Ost-Africa, entrait à midi dans le port de la Joliette, à Marseille, ayant à bord Mme Eloff, petite-fille du président Krüger, qui avait avec un rédacteur du *Petit Marseillais* une conversation dont ce journal rend compte en ces termes :

« Le président Krüger, a dit Mme Eloff, n'est accompagné, à bord du *Gelderland*, que de trois personnes. C'est d'abord mon mari, M. Frickie Eloff, âgé de vingt-sept ans, qui remplit près de M. Krüger les fonctions de secrétaire ; le docteur Heymann, oculiste, qui donne ses soins à la vue du président, qui faiblit de jour en jour ; puis M. Prittel, directeur général de la police à Prétoria, qui ne quitte pas le président.

« Il y a deux mois que Mme Eloff a quitté Prétoria, où elle habitait dans la maison de Mme Krüger, dont la perte de plusieurs des siens, tués au cours de la guerre, a ébranlé grandement la santé.

« Mme Eloff est partie avec l'autorisation des Anglais, mais les difficultés du voyage ont été innombrables.

« Mme Eloff se plaint des rigueurs anglaises. Au moindre soupçon, les hommes sont emprisonnés et traités en prisonniers de guerre ; Mme Krüger est constamment gardée par des soldats.

« Interrogée sur la guerre, Mme Eloff répond que, d'après l'entourage du président, la situation est excessivement critique pour les Anglais. La disette est absolue à Prétoria et dans toute la région dévastée par la guerre. Tout est détruit, les approvisionnements sont impossibles; c'est une des raisons qui la décida, à cause de ses enfants, à quitter Prétoria; mais c'est grâce à une pareille situation que les Boers ont pu jusqu'à ce jour prolonger la guerre et sont arrivés à mettre les Anglais dans une position très périlleuse. Le dénouement, ajoute Mme Eloff, n'est nullement prochain.

« Nous sommes convaincus, au contraire, que les Anglais seront forcés d'avouer leur impuissance. Mme Eloff ajoute que les Boers ont la plus grande confiance dans le voyage du président Krüger, qui, malgré son grand âge et les fatigues du voyage à travers l'Europe, ne s'est décidé à venir que parce qu'il a en mains des moyens d'action très efficaces. »

Mme Eloff attendait à Marseille l'arrivée de son grand-père.

En France, le comité pour l'indépendance des Boers et de nombreuses municipalités faisaient des préparatifs pour recevoir dignement le président Krüger.

Toutes les sympathies allaient vers ce représentant d'un peuple héroïque.

C'est ainsi qu'un groupe d'écoliers français, se faisant l'écho des sentiments généreux de toute la jeunesse des écoles, rédigeait une adresse qu'ils envoyaient dans toute la France afin que leurs camarades, en la signant, fissent connaître leur admiration pour les vaillants citoyens qui, depuis plus d'un an, luttaient pour l'indépendance de leur sol et la liberté de leurs foyers.

Voici quelques passages de cette adresse qui méritent d'être conservés :

« Monsieur le Président,

« Permettez à de jeunes Français, qui croient être les interprètes de la jeunesse patriote, de vous présenter leurs souhaits de bienvenue au moment où vous mettez le pied sur le sol sacré de leur patrie.

« Vous honorez la France, vénérable président, en la choisissant comme la nation d'Europe que vous daignez visiter la première ; votre choix a une signification qui nous honore.

« Vous vous êtes rappelé que la France a toujours soutenu le faible contre le fort, n'acceptant pas le règne brutal de la force ; soyez certain, Président, qu'elle restera fidèle à ses traditions.

« Votre peuple lutte et luttera toujours, avec espoir et confiance dans la justice, pour sa liberté, ce mot liberté si beau et si noble aux âmes bien nées et aux cœurs généreux. Espérez toujours avec confiance en la victoire. Vous

avez votre Jeanne d'Arc et votre Washington, donc courage et persévérance!

« Sachez, vénérable Président, que le sang de vos soldats fécondera les champs d'où sortiront vos vengeurs qui, fidèles à leurs ancêtres, lutteront pour leur indépendance et feront expier à vos exterminateurs les crimes dont ils se rendent coupables.

« Permettez-nous, cher Président, de vous dire en terminant que nous tous qui avons des sentiments patriotiques, dont tous les cœurs vibreront à l'unisson quand il s'agira de défendre notre foyer, nous vous chargeons de porter à ces héroïques soldats notre admiration et notre sympathie pour la lutte qu'ils soutiennent en défendant le droit et la justice. Vous leur assurerez aussi que la victoire ne les abandonnera pas et qu'ils peuvent compter sur le succès final.

« LES ÉCOLIERS DE FRANCE. »

D'ailleurs, la presse de l'Europe entière était unanime à traduire le courant d'opinion universellement sympathique aux Boers.

Les journaux russes eux-mêmes, qui ne disent que ce qu'ils sont autorisés à dire, exprimaient l'espoir que la mission du président Krüger en Europe paraît couronnée de succès.

Le *Swiet* disait même :

« Le prestige du grand vieillard, le respect qu'on a pour lui, sont trop manifestes pour qu'il soit possible d'admettre qu'il puisse parcourir l'Europe sans être écouté. »

Sans être aussi net que le *Swiet*, le *Nouveau Temps* s'exprimait d'une façon toute bienveillante pour le président Krüger et au sujet de l'accueil qui lui serait fait en Europe.

« Comme président d'une République indépendante, M. Krüger a tous les pouvoirs nécessaires pour des négociations avec n'importe quel gouvernement. Il a le droit d'en appeler au monde entier et le monde sera forcé de l'écouter. La réception que la société européenne préparera au président sera susceptible de réveiller l'Europe, cette Europe qui assiste de sang-froid au grand crime que les Anglais sont en train de commettre dans l'Afrique du Sud.

« Et si, aujourd'hui encore, il règne, parmi les puissances, un silence peu réconfortant pour les Boers, que l'on ne croie pas néanmoins que ce silence durera jusqu'à la fin et que les Républiques Sud-Africaines périront sans avoir obtenu de quelqu'un le secours qu'elles méritent. »

A l'occasion de ce nouveau voyage en Europe du grand défenseur des Boers, on a publié une foule de détails biographiques à son sujet

Les plus intéressants sont ceux que M. Stead a réunis dans la *Review of Reviews*, d'après ses souvenirs personnels.

Il en est qui méritent de trouver place ici.

Au sujet des habitudes de l' « oncle Paul », M. Stead dit :

« La sobriété du président Krüger est proverbiale et l'on sait qu'il a peu d'indulgence pour ceux qui abusent de l'alcool. Il ne prend que du café dans les banquets officiels, il n'a jamais porté de toast qu'en buvant du lait.

« Krüger n'a pas cessé jusqu'ici de vouloir qu'on lui fasse chez lui de la vieille cuisine hollandaise, s'écartant en cela des habitudes sud-africaines. Il mange très vite et fait trois repas par jour. Le matin un léger déjeuner, à midi un menu copieux et le soir un souper également léger. A midi, il est généralement seul à table, parce qu'il n'est pas d'usage que les dames de la maison prennent leurs repas aux mêmes heures que les hommes qui sont servis avant elles.

« M. Krüger gouverne sa famille avec une main de fer qui ne se cache jamais sous un gant de velours. S'il y a quelque chose qui cloche, il dit ce qu'il en pense à celui à qui le reproche incombe, et cela tout haut, devant tout le monde, de sa grosse voix accoutumée. Les étrangers s'en émeuvent, mais les membres de la famille savent à quoi s'en tenir et ne s'en affectent pas autant. Il est du reste très aimé des siens.

« Les ouvriers employés à la ferme de Krüger n'ont jamais cessé de l'entourer de respect, sinon d'affection, n'ignorant point qu'il est avant tout aussi juste que sévère avec ceux qui le servent. Leurs relations avec le président étaient celles de l'époque féodale. Un d'eux, à qui on demandait son opinion sur son maître, répondit : « Il est exigeant, mais il est d'une justice absolue. »

« ..... Mme Krüger est très aimée du peuple boer, surtout à cause de sa tendresse pour les souffrants. Elle se dévoua tellement après l'explosion de dynamite à Johannesburg, où un grand nombre de pauvres gens périrent, qu'elle fut sérieusement malade pendant plusieurs semaines. Elle a en horreur tout ce qui est innovation. Elle ne put se décider, quand eut lieu l'inauguration du premier chemin de fer à Prétoria, à se rendre à la station pour assister à l'arrivée et au départ des trains.

« — J'ai vécu jusqu'ici sans voir ces choses-là, dit-elle, et je n'en ai que faire maintenant. »

M. Krüger a des façons à lui de gouverner. A un fonctionnaire fort estimable qui demandait à se rapprocher de Prétoria, il fit la parabole suivante :

« Je ne suis pas un homme d'État, je ne suis qu'un fermier, et dans ma ferme, quand on attelle les bœufs à un char, on met toujours le plus indocile à portée du fouet, tandis qu'on place en avant ceux à qui l'on peut se fier

pleinement. De cette façon, il n'y a que les bêtes récalcitrantes qui reçoivent les coups dont elles ont besoin, tandis que les bons bœufs peuvent fort bien ne pas être atteints par le fouet. Il en est de même du gouvernement. Quand j'ai affaire à des fonctionnaires indisciplinés, je les tiens à portée de la main pour pouvoir leur infliger une punition le cas échéant et les obliger à travailler, et quant aux gens fidèles et de tout repos, je les envoie au loin occuper des positions où ils n'ont pas besoin de ma constante surveillance. Voilà pourquoi je ne vous ai pas rapproché de Prétoria : c'est parce que j'ai toute confiance en vous. »



Madame Krüger.

La fortune considérable du président Krüger a donné lieu, de la part de ses ennemis, à des insinuations calomnieuses. M. Stead montre que son origine est très simple.

« Krüger, dit-il, a été merveilleusement secondé par la bonne fortune dans ses opérations d'affaires, sans compter les chances de nature spéciale qu'un chef peut toujours encourager. C'est ainsi qu'il a acheta la ferme de « Geduld », à quelque distance de Randreef, il y a une quinzaine d'années, et ne l'a payée que 1 500 livres sterling (37 500 francs). Depuis, elle lui a rapporté plus de 130 000 livres (4 250 000 francs), lorsqu'on a découvert que le Reef principal passait par cette propriété. Chaque fois qu'il a vendu un bien à une compagnie, le président a demandé de l'argent en espèces et s'est refusé à prendre des valeurs. Sa réponse en ce cas est toujours catégorique :

« — Non, gardez vos titres et donnez-nous des écus ; si je prends des valeurs, vous les ferez tomber à rien et me pousserez, de peur, à les vendre, puis, vous amènerez la hausse et j'aurai perdu mon argent. »

Nous bornerons là ces citations, mais l'article est à lire d'un bout à l'autre pour qui veut bien connaître le président Krüger « intime ».

Le 22 novembre 1900, date qui restera mémorable, le Président Krüger débarquait à Marseille et y était l'objet d'une réception enthousiaste.

XVI

Le Transvaal a l'Exposition universelle de Paris.

Le Pavillon officiel du Transvaal. — Hommage au président Krüger. — La ferme boer. — L'or du Transvaal. — L'usine de cyanuration.

Il y a une chose que la France tout particulièrement ne doit pas oublier, c'est qu'à l'Exposition universelle de 1900 figurait une importante section du Transvaal où pendant six mois des foules innombrables se sont portées avec autant de sympathie que de curiosité.

Tout le monde a certainement conservé le souvenir de l'élégante construction élevée dans la partie est des jardins du Trocadéro, et dont la blancheur se détachait sur la verdure sombre des ombrages environnants. Au sommet de son campanile flottaient les couleurs de la République Sud-Africaine.

Ce pavillon, dont les dimensions étaient très suffisantes, se composait d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage que l'on visitait dans un ordre indiqué par des inscriptions. Sur les murailles, couvertes de cartes et de photographies, s'apposaient des tablettes surchargées de minerais rangés avec beaucoup d'ordre et de méthode. On y voyait des cartes publiées par le gouvernement républicain avec un soin et un luxe dont n'approche pas l'insuffisante cartographie anglaise (1).

On y voyait aussi les plans des principales villes et des photographies de nombre incroyable de monuments que la démocratie sud-africaine s'est plu à élever. Ces magnifiques constructions sont sorties de terre avec une vigueur dont l'histoire du progrès n'offre pas d'autre exemple.

Chemins de fer et télégraphes, comme en témoignent les cartes, se sont

(1) C'est la *Wesminster Gazette* qui dit :

« Une enquête minutieuse a révélé que les officiers anglais ne disposent pas de cartes suffisantes du Sud africain.

« Le Cap a été notre propriété depuis trois générations ; depuis 1879 nous aurions eu pas mal de raisons pour dresser des cartes stratégiques de cette colonie. Or, sauf pour la route de Mafeking à Gaberones, les autorités n'ont fait dresser que des cartes au-dessus de 1 100 000 ; ces cartes sont, au point de vue stratégique, absolument inutiles.

« Pour le Natal, la carte de Majuba-Hill seule peut rendre quelques services. De plus, la plupart de ces cartes ne sont plus à jour, quelques-unes datant même de 1863. »

multipliés, en même temps que les autorités achevaient en secret les pièces d'artillerie et les munitions nécessaires pour défendre le pays contre les agressions.

Des herbiers très riches, des tableaux faits avec des plumes d'oiseaux, complètent les renseignements que l'on trouve dans ces collections si curieuses et qui permettent de se faire une idée de l'aspect de la nature au Transvaal.

Au rez-de-chaussée du pavillon principal, un superbe buste du président Krüger dominait les produits exposés par la République Sud-Africaine. Que de fois des bouquets de fleurs ont été déposés devant ce buste par des admirateurs du grand patriote!

La principale de ces manifestations de sympathie a eu lieu le 26 juin. Ce jour-là, le prince Léon Galitzine fit déposer devant le buste du président Krüger une couronne en argent ciselé portant l'inscription suivante : « Au représentant d'un petit peuple et d'une grande idée, hommage d'admiration du prince Léon de Galitzine. »

Le délégué de la République Sud-Africaine à l'Exposition, aussitôt qu'il eut appris l'hommage rendu au président Krüger par le prince Léon Galitzine, lui adressa à Moscou le télégramme suivant :

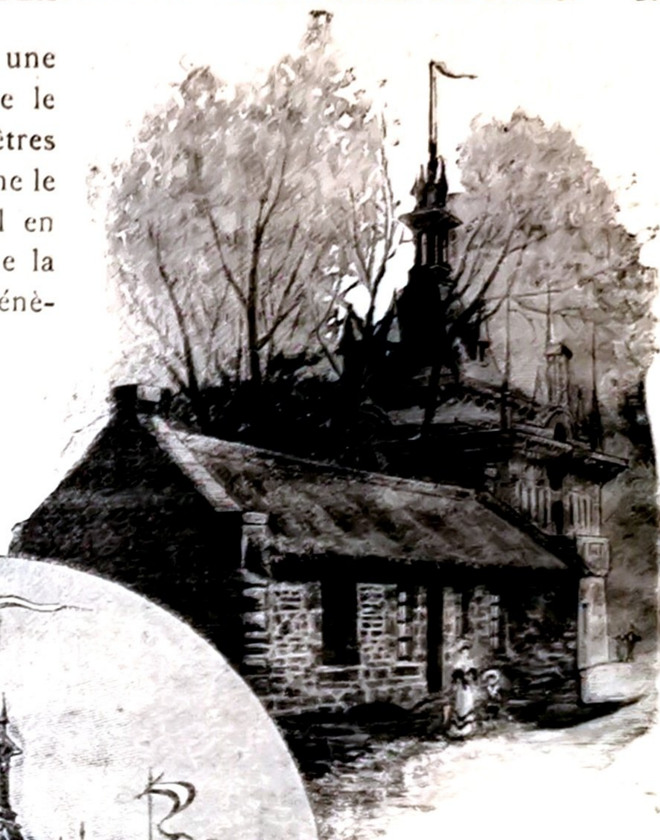
« Le délégué de la République Sud-Africaine à l'Exposition universelle de 1900 a l'honneur de vous présenter, avec ses hommages respectueux, ses chaleureux remerciements, pour le précieux témoignage de sympathie et le gage de sincère amitié témoigné à notre vénérable président et à son peuple, par l'envoi d'une couronne déposée à l'Exposition et par l'inscription qui s'y trouve gravée. »

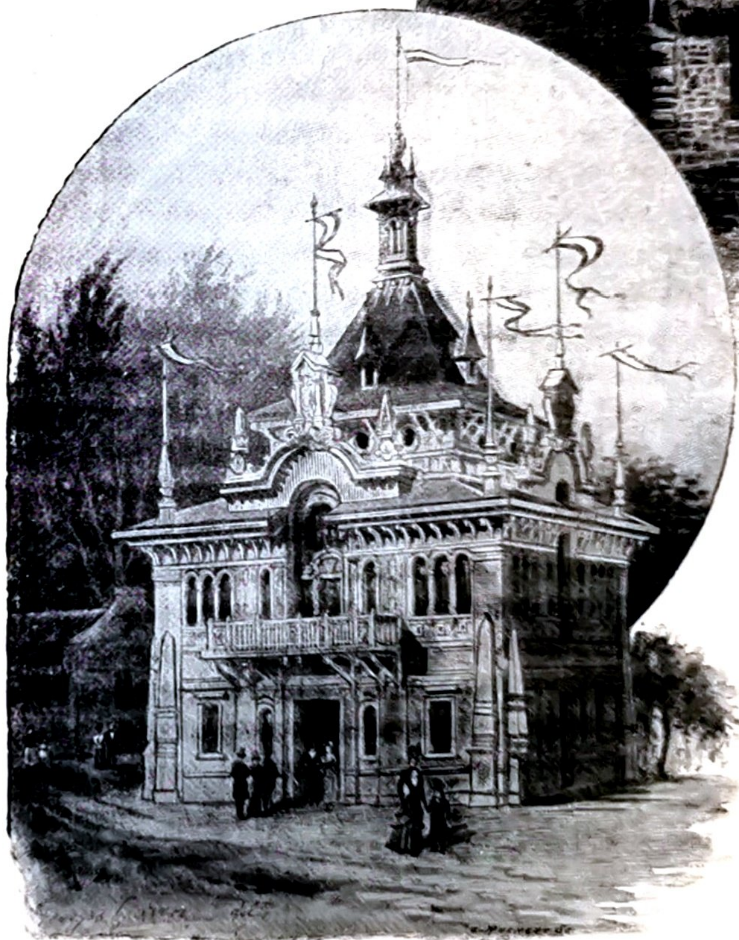
Derrière le pavillon officiel, la « Ferme Boer » pouvait être considérée comme le « clou moral » de l'Exposition. C'était, en effet, la reproduction exacte d'une des habitations situées sur les bords de la Modder, que lord Roberts de Candahar a fait sauter à la dynamite, ainsi que les grands arbres dont elle était ombragée. C'est une vengeance exercée sur des objets matériels, semblable à celle que les sauvages de la dernière catégorie exercent sur les cadavres de leurs ennemis, et que condamnent unanimement tous les historiens, tous les philosophes et tous les poètes dont la gloire a porté si haut la réputation du nom anglais.

Le propriétaire de la ferme qui a servi de modèle à cette reproduction ne ressentira point cette perte, car il a perdu la vie dans les combats qui ont précédé la capture du général Cronjé. Quelques jours avant, sa femme était morte de fatigue et d'épuisement. Ses deux fils ont succombé dans l'hôpital de Bloemfontein, aux blessures qu'ils avaient reçues.

La maison ne possédait qu'un rez-de-chaussée, et son plancher était simplement en terre battue.

Les murailles avaient une énorme épaisseur ainsi que le plafond et le toit. Les fenêtres sont étroites presque comme le seraient des meurtrières. Il en résulte que les variations de la température du dehors y pénètrent difficilement. En été, il y faisait frais, et en hiver le froid ne s'y faisait pas sentir très durement. Généralement, le feu de la cuisine





Le Pavillon du Transvaal et la Ferme boer.

suffisait pour que les habitants, couverts de bonnes fourrures, traversassent facilement la saison rigoureuse.

La ferme du Trocadéro avait trois chambres à coucher garnies de lits en fer très simples et très convenablement garnis, quoique sans luxe, de matelas. C'est tout ce qu'il faut pour que des chasseurs puissent y reposer en paix, car les ouvertures par lesquelles pénètre le jour et que ferment de solides fenêtres, sont trop étroites pour qu'elles

puissent livrer passage aux fauves, aux Cafres ou aux rôdeurs anglais. C'est par la porte que doivent s'introduire les ennemis.

Le lit commun au père et à la mère était renfermé dans une alcôve placée dans la chambre de gauche ; c'est à droite du salon-salle à manger que se trouvaient les provisions et les chambres des enfants.

Près du seuil de la grande salle se trouvait un vieux fusil de fabrication très soignée, un peu lourd, comme il convient à un paysan taillé en Hercule et tireur excellent faisant mouche à soixante pas. Ce vieux fusil a son histoire, car il a figuré à la bataille de Majuba. C'est avec son aide que le fermier a détruit les lions qui infestaient ses parages et dévoraient souvent le berger en même temps que les troupeaux. Le père du soldat de bronze s'en était servi lors du grand trek auquel le président Krüger a pris part à l'âge de douze ans! Sur la table en bois de fer était la Bible de la famille aujourd'hui anéantie. C'était un gros volume in-folio relié avec luxe et à fermoir d'argent. Une inscription apprenait qu'elle fut imprimée en 1714, d'après les ordres des États généraux des Sept Provinces-Unies. Des exemplaires furent envoyés en Afrique et distribués aux colons hollandais.

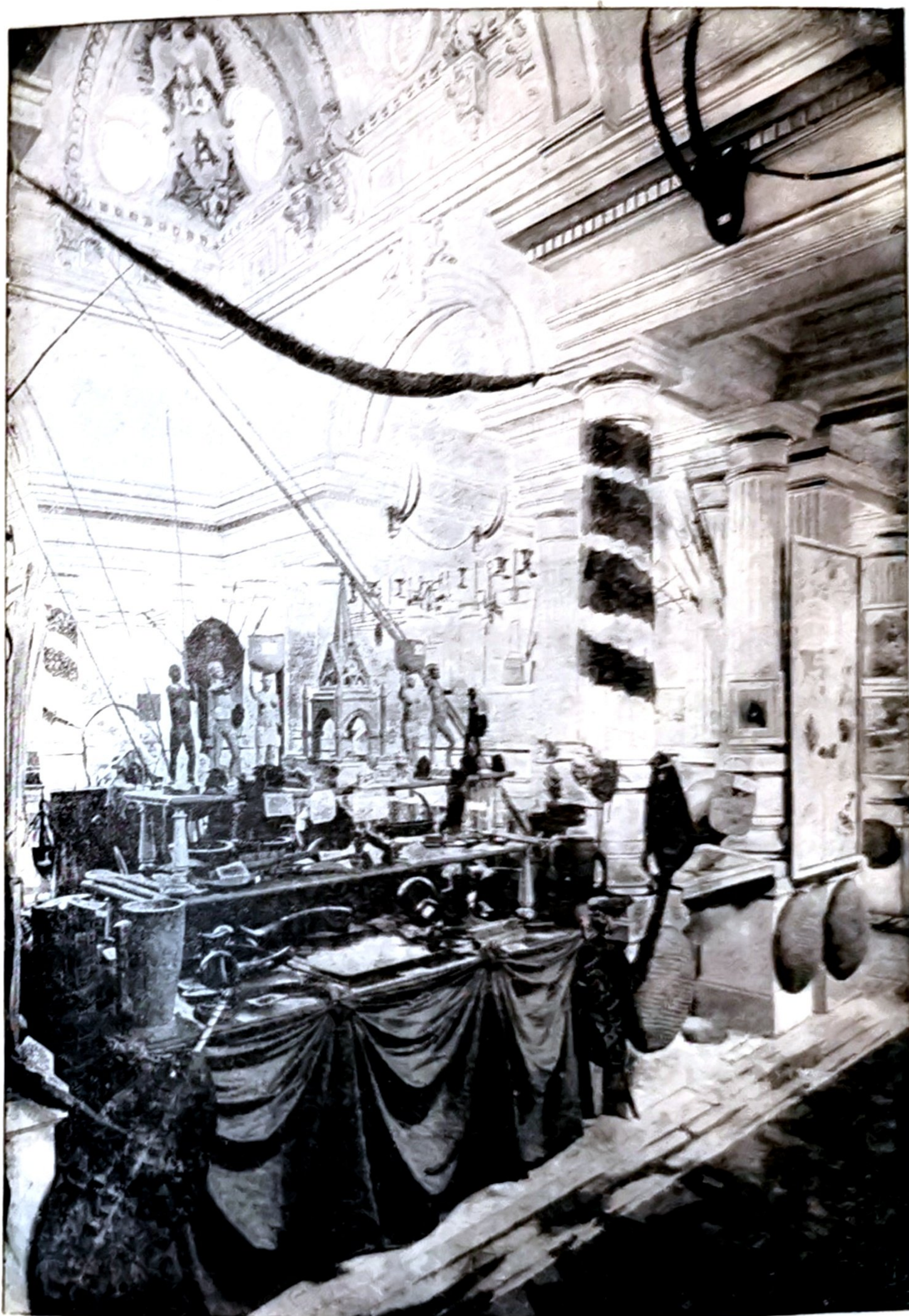
Dans le fond de la salle, une épinette, dont la femme se servait pour accompagner les chants patriotiques et religieux de ses enfants. C'est avec cet instrument que les descendants des soldats du Taciturne ont appris à aimer Dieu et à chérir la liberté.

A côté de la Bible erraient quelques numéros d'*Oms Land*, le journal afrikander du Cap, un exemplaire de la *Marseillaise des Boers*, imprimé à Leyde. Sur un rayon reposaient des livres écrits en hollandais, et un petit in-16 en langue *Tal*. C'est le récit des complots de la Grande-Bretagne contre la nation des Boers. Il est rédigé par M. de Villiers, qui fut président du Rand à l'époque de Majuba. Les livres en hollandais sont consacrés à des récits populaires de la guerre contre les Espagnols. Il y avait aussi une collection de vieux chants calvinistes.

Quelques estampes et quelques photographies, appendues à la muraille, représentaient des héros de la nation boer, parmi lesquels on a donné une place au colonel de Villebois-Mareuil. Le portrait de notre vaillant et généreux compatriote était décoré d'un crêpe, touchant hommage rendu par M. Pierson, consul du Transvaal à Paris, et organisateur de cette émouvante et instructive exposition.

Une horloge très simple décorait une autre partie de la grande chambre. Il paraît qu'elle cessa de battre au moment où l'on arborait le drapeau anglais sur le palais du gouvernement à Prétoria. Depuis, nul n'essaya de la remonter.

A quelques pas, s'élevait un obélisque doré, placé sur un piédestal en



Le Grand Salon d'exposition.

granit. Des lignes noires peintes sur l'or détachaient des tranches représentant le volume de ce métal extrait d'année en année depuis la découverte, la funeste découverte des mines du Rand. Les nombres, tous en lettres noires, indiquaient combien la progression est formidable : 248 millions pour l'année 1899, pendant laquelle on n'a travaillé que huit mois !

N'était-il point animé de l'esprit d'un prophète d'Israël, le vieux Boer qui versa des larmes, lorsqu'il apprit qu'on venait de découvrir le jaune métal, dans la terre d'une ferme où, jusqu'alors, les troupeaux paissaient tranquillement sous la protection de son fusil.

L'usine que M. Pierson avait élevée en face de la pyramide, n'existe point dans les environs de Johannesburg ni dans aucune partie du Transvaal. C'était le type d'un établissement parfait.

Mais le minerai qu'on y traitait sous les yeux du public était venu de l'Afrique australe. C'est une roche des plus dures, que les bocards énormes doivent commencer par réduire en poussière impalpable. Cette poussière est entraînée par un courant d'eau et changée en boue, qui, délayée, passe dans des *berceaux* constamment agités par une trémulation mécanique. Les parties les plus lourdes et surtout les paillettes d'or tombent dans le fond des cuves où elles sont ramassées. On les envoie dans des cuves, où se trouve du cyanure de potassium auquel l'or ne résiste point, car il se dissout sous forme de cyanure d'or. De ce cyanure, il est séparé par la force du courant électrique et précipité métalliquement sur une électrode de plomb. Il suffit alors de le fondre pour le mettre en lingot.

A l'aide de ces procédés simples et ingénieux, l'or est séparé du minera pulvérisé, par solution, comme du sucre pourrait être enlevé par immersion à de la sciure de bois. On recueille ainsi une certaine quantité d'or qui était perdue par l'emploi des anciens procédés. Ceux-ci, en effet, donnaient une moyenne de 9,99 d'or par tonne de minerai, tandis que la cyanuration donne en moyenne 12,3 d'or par tonne.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que l'exposition du Transvaal, qui n'était qu'une exposition d'État, a obtenu les récompenses suivantes : quatre grands prix, une médaille d'or, une médaille d'argent, une médaille de bronze, trois mentions honorables.

Des deux grands prix, l'un a été attribué à l'enseignement primaire, l'autre à l'enseignement secondaire.

Or, on se rappelle que parmi tous les griefs que les Anglais avaient élevés contre le Transvaal, un des principaux était le niveau inférieur de l'instruction publique dans l'État boer. Le succès remporté par la République Sud-Africaine à Paris constitue le plus éclatant démenti contre cette assertion. Même les journaux anglais, tels que la *Westminster Gazette*, qui ne sont pas

encore absolument affolés de jingoïsme, reconnaissent la légitimité de ce succès.

On ne risque pas de se tromper en affirmant que les autres griefs contre l'administration générale du Transvaal n'étaient pas plus sérieux que celui qui visait spécialement le département de l'instruction publique.

Ainsi, sur tous les terrains, le Transvaal affirme sa supériorité réelle et son droit à l'existence

---

XVII

Quelques mots sur le Transvaal.

Les rapports de M. Aubert et les griefs des Uitlanders. — La Presse au Transvaal et dans l'État d'Orange.

Les rapports annuels adressés au ministre du commerce par M. Aubert, consul général de France à Prétoria, sur la situation du Transvaal, sont des documents importants et très intéressants, non seulement par les nombreux renseignements de tout genre qu'ils contiennent, mais encore parce qu'ils apportent un témoignage irrécusable en faveur de l'opinion que nous soutenons, savoir : que les plaintes de l'industrie minière ont été fort exagérées, et cachaient des visées politiques ou des préparations de coups de bourse.

M. Aubert tire une autorité toute particulière de son impartialité absolue, de son désintéressement évident dans la question. On sait que ce n'est pas le cas de tous ceux qui ont pris part à la discussion relative aux conditions faites par le gouvernement du Transvaal à l'industrie minière.

Ceux de nos lecteurs qui voudront s'initier sérieusement à ces questions feront donc bien de consulter avant tout les rapports de M. Aubert.

Nous ne pouvons ici qu'en donner les passages essentiels.

Constatons d'abord, avec M. Aubert, que, malgré toutes les entraves dont elle se plaint, l'industrie minière n'a fait que progresser. Il suffit de s'en rapporter d'ailleurs à la pyramide dorée qui figurait au Trocadéro, derrière le pavillon du Transvaal.

M. Aubert reconnaît que, malgré ces progrès, un certain nombre de compagnies minières ne distribuent pas de dividendes. Mais voici comment il apprécie les arguments de ceux qui attribuent cet état de choses à la politique du gouvernement boer, dans son Rapport de 1897 :

« Dans le courant de l'année dernière, et plus récemment encore, on n'a cessé de répéter que les frais de transport au Transvaal étaient excessifs ; que le monopole de la dynamite grevait l'industrie minière de frais exorbitants ; que les taxes, les redevances, les impôts, les charges fiscales de toutes sortes pesaient lourdement sur les entreprises industrielles, en entravaient

l'essor et les conduisaient à la ruine. On a essayé ainsi de justifier l'insuccès de nombreuses entreprises et quelquefois aussi de couvrir les manœuvres de spéculateurs trop habiles.

« Sans m'arrêter aux exagérations dont certaines personnalités ne sont que trop coutumières, j'admettrai comme expression de l'opinion moyenne sur les conditions de l'industrie minière au Transvaal ce qu'en dit un correspondant de l'*Économiste Européen,* dans le numéro du 5 décembre 1896.

« Considérons, déclare-t-il, le tableau ci-dessous qui résume l'ensemble des frais en pourcentage.

Prix de revient 100/000.

Salaire des blancs	22 o/o
— noirs	35 o/o
Dynamite	15 o/o
Charbon	10 o/o
Divers	18 o/o
	100 o/o

« Le correspondant analyse ensuite chacun de ces articles pour arriver à cette conclusion qu'il serait possible de faire une économie d'au moins 25 p. 100 sur l'ensemble des frais d'exploitation des mines.

« Que des économies soient possibles, nul n'en peut douter. Mais où le correspondant se trompe, c'est dans la proportion qu'il attribue, dans les dépenses, aux frais d'explosifs et de charbon. Il est facile de s'en convaincre en se basant uniquement sur les données de la chambre des mines de Johannesburg, que l'on ne peut suspecter de partialité.

« Ainsi, nous voyons d'après le rapport de la chambre des mines de Johannesburg, que les 81 compagnies du Rand qui ont répondu à sa demande de renseignements, ont dépensé en 1896 :

Pour salaires d'ouvriers blancs . . . Fr.	52.839.650
— des nègres	46.531.836
Pour approvisionnements divers, machines, matériaux	99.538.425
Ensemble	198.909.911

« Or, pour combien les explosifs et les charbons entrent-ils dans cette somme : les explosifs pour 14 111 375 francs, soit 7,09 p. 100 des dépenses totales, et non point 15 p. 100, comme le prétend le correspondant de l'*Économiste Européen*, et les charbons pour 15 227 550 francs ou 7,65 p. 100 de la totalité et non point 10 p. 100.

« Oui, mais, dira-t-on, on comprend ainsi dans le total des dépenses les frais d'achat de matériel, de machines, de matériaux, qu'on doit imputer au compte capital et qui ne peuvent, par conséquent, pas être mis à la charge de l'exploitation.

« Même en déduisant :

Les frais d'achat de machines	23.316.275
D'appareils électriques	1.109.975
De bois	7.443.775
De ciment	1.216.150
De rails et de wagonnets	1.330.600
Soit	34.416.775

« Il reste encore un chiffre de dépenses de 164 493 136 francs, dont les frais d'explosifs représentent 8,5 p. 100 et le charbon 9,2 p. 100 seulement. Et notez bien que la chambre des mines ne fait pas mention des honoraires des directeurs, gérants, ingénieurs, — ni des frais d'administration, de bureau, de loyer, — ni des gratifications et souscriptions, ni des mille autres frais divers portés régulièrement au compte de profits et pertes de ces 81 compagnies.

« Si donc les explosifs, le charbon, sont des charges pour les compagnies minières, elles ne sont pas, relativement aux autres dépenses d'exploitation, aussi onéreuses qu'on cherche à le faire croire. C'est, par conséquent, ailleurs qu'il faut chercher les raisons de l'insuccès, — au point de vue des actionnaires, — de nombre d'entreprises. »

M. Aubert résume de la manière suivante la situation du commerce au Transvaal :

« La valeur des importations dans la République Sud-Africaine a été, en 1896, de 352 203 250 francs, soit une augmentation de 107 millions comparativement à l'année précédente.

« La progression est d'ailleurs constante depuis quelques années, ainsi que l'indique le relevé suivant des importations : en 1886, 12 349 775 francs, en 1807, 11 919 225; en 1888, 61 417 160; en 1889, 86 574 650; en 1890, 92 472 950; en 1891, 65 073 900; en 1892, 87 470 000; en 1893, 134 292 525; en 1894, 161 005 375; en 1895, 245 407 600; en 1896, 352 203 250.

« Les importations du Transvaal en 1896, valeur en francs, se sont réparties comme suit d'après leur provenance et la voie d'importation qu'elles ont suivie :

Provenance.	Par le Cap	Par Natal	Par Delagoa Bay
Europe	143.573.575	35.969.850	40.002.300
Autres pays d'outre-mer	7.324.425	2.890.825	1.848 575
Cap	49.532.725	»	»
Natal	»	36.165.150	»
Delagoa Bay	»	»	11.287.800
	200.430.725	75.025.825	53.138.675

« La colonie du Cap, grâce à ses lignes régulières de steamers, à l'esprit d'entreprise de ses maisons de Port-Élisabeth et d'East London, grâce aussi

à ses ressources agricoles, continue d'être l'approvisionnement par excellence de la République Sud-Africaine. Elle y a apporté, en 1896, pour 200 430 725 francs de marchandises de toutes provenances, contre 172 704 000 en 1895 et 112 598 000 en 1894. »

La colonie de Natal, depuis que l'ouverture du chemin de fer réunit Durban à Johannesburg, a fait d'énormes progrès comme voie d'importation sur le marché transvaalien et menace vivement le Cap. Quant au port de Lourenço-Marquès, bien qu'il ouvre la voie la plus courte vers Johannesburg, son organisation insuffisante ne lui a pas encore permis de tirer profit de sa situation géographique dans la mesure où cette dernière le lui permettrait.

L'État libre d'Orange est loin, lui aussi, d'importer au Transvaal, malgré la franchise douanière dont il bénéficie, tous les produits agricoles qu'il pourrait écouler dans le pays voisin, plus industriel.

Le consul de France à Prétoria devait naturellement s'occuper plus spécialement du commerce français au Transvaal. Il s'exprime à ce sujet dans les termes suivants :

« Pas plus que les autres années, je ne puis évaluer l'importance du commerce français au Transvaal. Il est, cependant, hors de doute que les relations directes entre la France et l'Afrique du Sud ont pris un développement inconnu jusqu'à présent, grâce aux efforts des compagnies des Chargeurs réunis, qui ont établi un service mensuel du Havre et de Bordeaux à Delagoa Bay, par le cap de Bonne-Espérance, et des Messageries maritimes, qui desservent maintenant la côte est, en correspondance avec les vapeurs de la Réunion à Marseille.

« Ces entreprises ne peuvent manquer de favoriser notre commerce et de contribuer à nous assurer la place que nous devrions occuper dans le trafic de l'Afrique du Sud. Je ne doute pas qu'elles n'arrivent, avec la persévérance et des améliorations progressives dans leur service, à obtenir d'aussi bons résultats que les Anglais et les Allemands, qui nous ont devancés depuis longtemps dans ces parages.

« L'affluence des Français au Transvaal, que j'ai signalée dans mon dernier rapport, a déjà, m'affirme-t-on, exercé une certaine influence sur le commerce en général, et, en particulier, sur celui des nouveautés, des modes, des articles de fantaisie pour lesquels le goût français est sans rival. J'ai même, chose inouïe en Afrique, entendu des commerçants étrangers se vanter auprès de moi d'avoir des articles français.

« C'est là un signe certain du progrès fait par la France dans l'estime du commerce. Reste maintenant à nos commerçants d'en tirer profit.

« Je leur en ai déjà, à différentes reprises, indiqué les moyens.

« Il est, toutefois, un point sur lequel je crois devoir insister : c'est la



Le buste du Président Krüger à l'Exposition de 1900.

cherté de la vie, car je ne puis pas assimiler les Français aux Indiens ou à ces marchands des rues qui se réunissent à huit ou dix dans une chambre et vivent de quelques shillings par semaine.

« Pour un célibataire, les frais d'existence ne sont pas inférieurs à 500 francs par mois, se décomposant comme suit : chambre, 100 à 125 francs; pension, 300 à 450 francs; blanchissage et faux frais, environ 50 francs. Un ménage a besoin d'une maison d'au moins 300 francs par mois, d'un domestique nègre, 75 à 100 francs; pour la nourriture, il faut compter au moins 500 francs; pour les faux frais, 200 francs. Si à ces dépenses viennent s'ajouter : la location d'un magasin, dont les frais varient, suivant le quartier, de 1 000 à 4 000 francs par mois, les dépenses d'installation, de personnel, etc., on peut se rendre compte qu'il est impossible de s'établir dans ce pays sans capitaux.

« Ces chiffres s'appliquent à Johannesburg, où les dépenses sont plus élevées qu'à Prétoria; mais il y a aussi plus de ressources.

« Il est également un paragraphe de mon dernier rapport qui semble être resté inaperçu. Du moins, nombre de Français, ne remplissant aucune des conditions nécessaires, s'obstinent, malgré mes conseils, à venir chercher fortune au Transvaal. Je me permettrai donc de répéter, à l'intention de ceux qui voudraient suivre leur exemple, ce que je disais l'année dernière :

« Je reçois aussi une grande quantité de demandes d'ingénieurs, d'employés, d'artisans, pour leur procurer une place ou un emploi. Je dois invariablement décliner la responsabilité d'engager ces personnes, souvent avec de la famille, qui ne savent pas l'anglais et dont je ne puis juger ni les aptitudes, ni les capacités, à venir s'établir dans un pays où les conditions du travail diffèrent tant de celles qu'on rencontre en Europe. »

Il me paraît intéressant de terminer cette étude en reproduisant ici un document peu connu résultant d'une enquête sur le développement de la presse en Afrique que je fis en 1895, étant rédacteur en chef du *Mouvement africain*, avec le concours de mon excellent ami, M. A.-L. Pinart.

L'appel que nous adressâmes aux administrations officielles des différents États ou colonies reçut, à peu près partout, un accueil des plus favorables, et c'est, notamment, à la bienveillance du président Krüger et du docteur F.-V. Engeleuburg, rédacteur en chef du *Volkstem*, de Prétoria, que sont dues les notes suivantes sur l'histoire et le développement de la presse au Transvaal.

La première reconnaissance du Transvaal, comme État indépendant, par l'Angleterre, remonte, nous l'avons vu, à 1852.

C'est en 1857 que M. C.-P. Moll, créole africain, y apporta, du Natal, la première presse à main.

Les chemins n'étaient encore guère praticables, et ce fut sur une charrette

à bœufs que cette première presse fit son entrée à Potchefstroom, alors capitale de la République des Boers.

C'est au mois d'octobre 1857 que parut le premier numéro du *Staats courant des Zuid afrikaansche Republick* (*Journal officiel de la République Sud-Africaine*).

Cet organe paraissait une fois par semaine et publiait les actes, communications et annonces officiels. L'éditeur avait la faculté d'y faire paraître sous sa responsabilité des articles politiques ou autres, — privilège dont il usa peu. Il faut dire que le papier, venu de loin à grands frais, faisait souvent défaut. Bien des fois, le journal fut imprimé sur des feuilles minuscules collées les unes aux autres, ou sur des papiers à chandelle ou d'emballage. Il était rédigé presque exclusivement en néerlandais, ne contenant que bien rarement des articles en anglais.

La presse à bras et le *Staats courant* suivirent le gouvernement lorsque celui-ci fut transféré de Potchefstroom à Prétoria, en 1863 (1).

Vers cette même époque, plusieurs presses nouvelles arrivèrent dans la capitale, ce qui permit de donner aux travaux *ordinaires* d'imprimerie un certain développement. Mais le prix du papier et la main-d'œuvre s'opposaient à l'impression de livres et de travaux de longue haleine.

A partir de 1865, le *Staats courant* fut imprimé par M. James Roux, et de 1873 à octobre 1877, par J. Celliers, éditeur du *Volkstem*, au moment de notre enquête de 1895.

En 1877, le Transvaal fut annexé à la colonie du Cap, et le *Journal officiel*, publié en anglais, fut imprimé par M. C.-W. Decker. Le dernier numéro en anglais est daté du 19 juillet 1881.

Pendant la guerre de l'indépendance soutenue par les Boers de 1880 à 1881, leur gouvernement publia son *Journal officiel* chez J.-P. Borrius, à Potchefstroom.

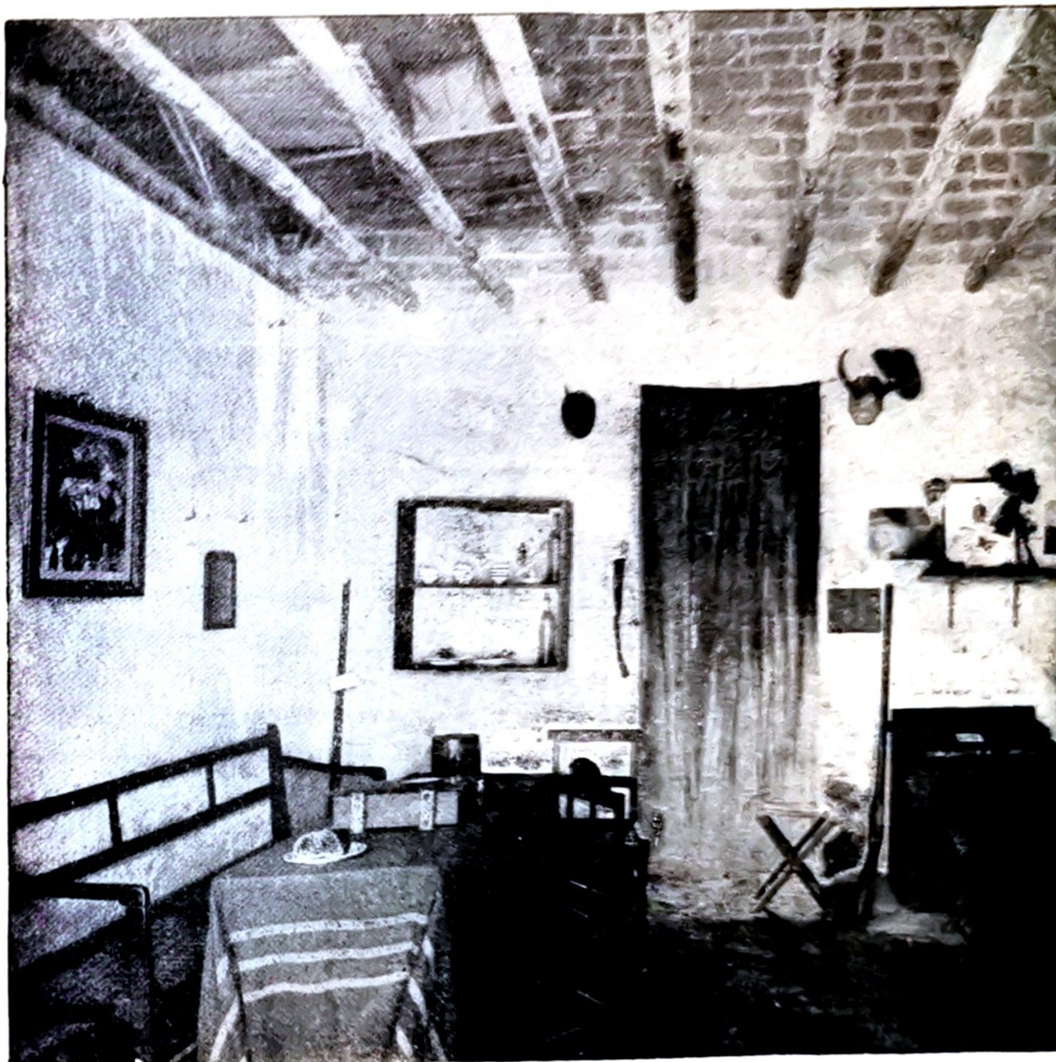
Lorsque les Anglais, battus dans cinq rencontres désastreuses, où ils perdirent leurs généraux et leurs canons, se décidèrent à reconnaître l'indépendance du Transvaal (3 août 1881), l'impression du *Journal officiel* fut confiée de nouveau à J.-F. Celliers, de Prétoria.

En 1887, celui-ci, céda à l'Etat son imprimerie, qui devint *Imprimerie nationale*, et qui, depuis cette époque, sous la direction de M. P.-H.-J. Bell, imprimait le *Journal officiel*, et tous les travaux nécessaires au gouvernement et aux services publics.

(1) La vieille presse historique, importée en 1857 par M. Moll et qui avait servi à imprimer les premiers timbres-poste de la République Sud-Africaine, ainsi que le papier-monnaie émis par le gouvernement durant la crise financière, fut saisie en 1880 par le gouvernement britannique, transportée au camp retranché établi aux approches de Prétoria, et, depuis lors, elle a disparu.

Le *Staats courant*, avant l'annexion, paraissait une fois par semaine et ne contenait que des actes officiels et des annonces.

En 1859, le gouvernement de Potchefstroom, — afin de soustraire le *Journal officiel* à l'influence de son éditeur qui, nous l'avons vu, avait le droit d'y publier des articles sous sa responsabilité, — fonda une autre feuille offi-



Salle commune de la ferme boer.

cielle, sous le titre de : *Gouvernements courant der Zuid Afrikansche Republick* (*Journal du gouvernement de la République Sud-Africaine*), qu'il confia à la direction de M. H. Jeppe. Ce journal, qui paraissait hebdomadairement, et dont le premier numéro date du 9 septembre 1859, disparut au bout d'environ deux ans d'existence.

L'imprimerie Moll, de Potchefstroom, fit paraître, le 4 février 1859,

une feuille hebdomadaire indépendante, intitulée *De Republick Van Zuid Africa* (*la République du Sud-Afrique*) qui n'eut qu'une existence éphémère.

La vie des journaux était alors des plus difficiles au Transvaal.

Au commencement de 1860, l'éditeur H. Jeppe fonda une feuille hebdomadaire, *De Oude Emigrant* (*le Vieil Émigrant*), qui dura à peine une année.

En juillet 1862, parut à Potchefstroom, sous la direction de P. Borrius, une autre feuille hebdomadaire, *De Emigrant* (*l'Émigrant*), qui n'eut que seize numéros, la ville ayant été occupée par des insurgés et l'imprimerie saisie.

En mai 1864, commença à paraître, à Prétoria, un journal hebdomadaire en néerlandais et en anglais, sous le titre de *De Republikein* (*le Républicain*), et sous la direction de C.-P. Moll fils, mais avec peu de succès.

De son côté, Borrius, à Potchefstroom, renouvelait tentatives sur tentatives pour fonder un journal dans cette localité. Ce n'est que vers la fin de 1866, qu'il réussit à donner une certaine vitalité au *Transvaal Argus*, journal hebdomadaire en néerlandais et en anglais, qui subsista jusqu'en 1871, puis fusionna avec le *Transvaal Advocate and Commercial Adversiter* (néerlandais et anglais), sans plus de succès.

Vient ensuite, en 1877, toujours chez Borrius, à Potchefstroom, *De Transvaal*, dont la publication dut être suspendue quand éclata la guerre de l'Indépendance, en 1880.

Enfin, le même infatigable éditeur commença, en 1883, la publication d'une nouvelle feuille néerlandaise, *De Potchefstroomer*, qui existe encore aujourd'hui.

L'éditeur Borrius est mort en 1892. Le document le plus important qui soit sorti de sa presse est la Proclamation de l'Indépendance, qu'il imprima lui-même, dans la nuit du 15 au 16 décembre 1880, lorsque les Boers eurent décidé de secouer le joug anglais et de reconquérir leur liberté par les armes.

Le 8 août 1873, parut pour la première fois, chez l'éditeur J.-F. Celliers, à Prétoria, le journal *De Volkstem* (*la Voix du peuple*), paraissant deux fois par semaine en néerlandais, avec une traduction en anglais des principaux articles. Ce journal devint l'organe du parti boer et exerça une influence considérable sur les événements politiques qui suivirent son apparition.

Après l'annexion de la République Sud-Africaine à la colonie du Cap, en 1877, le *Volkstem* ne cessa d'exciter les Boers à une résistance, passive d'abord, active ensuite, contre la domination anglaise. Son sous-éditeur,

M. W.-E. Bok, était en même temps secrétaire du comité boer qui dirigeait le mouvement contre le gouvernement anglais.

Au commencement de la guerre, M. Bok et M. Celliers, rédacteur du *Volkstem*, furent arrêtés sous l'inculpation de haute trahison dans l'imprimerie même. M. Celliers resta, pour ce motif, quelque temps sous les verrous. M. Bok devint un des membres les plus actifs du gouvernement boer et remplit plus tard, pendant quelques années, les fonctions de secrétaire d'État de la République Sud-Africaine.

De Volkstem était encore avant l'annexion le journal néerlandais le plus répandu et son influence était incontestable; il paraissait trois fois par semaine, et publiait un supplément hebdomadaire *en français*.

M. John Keith, qui ouvrit une imprimerie à Prétoria en 1876, publia, en février 1882, un journal : *The Transvaal Advertiser*, qui fusionna en 1892 avec *The Transvaal Observer*, et qui paraît depuis cette époque quotidiennement. C'est l'organe du parti impérialiste anglais : son influence est aussi très grande dans le pays; ses articles sont généralement bien rédigés, et d'un intérêt tout spécial en ce qui concerne le développement commercial et industriel du pays.

Le même imprimeur fonda, le 8 août 1884, une feuille hebdomadaire intitulée *De Republikein*, destinée à battre en brèche le gouvernement. Elle dut abandonner la lutte en 1887.

Une feuille volante, *The News of the Camp*, parut à Prétoria quand cette ville fut investie par les Boers. Le bureau de rédaction était établi sur une charrette à bœufs et elle était imprimée sous une tente. Son premier numéro date du 5 décembre 1880, le quarantième et dernier du 9 avril 1881. Les éditeurs étaient MM. C. Duval et C. Deecker, tous deux Anglais.

La découverte des mines d'or de Barberton, en 1885, donna naissance dans cette ville au *Barberton Herald*, au *Goldfied News* et au *Goldfied Times*. Seul le *Goldfied News* a survécu et se publie encore deux fois par semaine, en anglais, sous la direction de M. Baily.

La découverte, en 1886, des mines d'or du Witwatersrand donna à la presse un essor considérable. Le camp minier de Johannesburg devint un centre important. Des imprimeries ne tardèrent pas à s'y installer, et publient aujourd'hui des journaux quotidiens et hebdomadaires, tous en anglais, qui ne le cèdent en rien aux meilleures feuilles de la colonie du Cap. Tels sont :

The Golden Age (disparu).
The Standard and diggers News.
The Goldfied Times (supprimé).

The Lantern (supprimé).
The Mining Argus.
The Star.

Une imprimerie fut fondée à Prétoria, en 1890, pour publier un journal quotidien anglais, *The Press*, qui reproduit ses principaux articles en néerlandais, dans des bulletins hebdomadaires séparés : c'est un journal d'informations générales sérieuses, s'occupant beaucoup d'intérêts miniers.

Les feuilles que nous venons de citer sont considérées comme les plus importantes. On compte encore dans la République Sud-Africaine :

Land-en-Volk, politique, en néerlandais, bihebdomadaire, à Prétoria.

De Vereiniging, hebdomadaire, clérical, en néerlandais, à Prétoria.

The Transvaal, hebdomadaire, anglais, à Lydenburg.

De Verkleur, hebdomadaire, politique, en néerlandais, Potchefstroom.

De Nieuwe Republikein, hebdomadaire, politique, en néerlandais, à Vrijhied.

The Potchefstroom Budget, hebdomadaire, politique, anglais, Potchefstroom.

The Zoutpansberg Review, hebdomadaire, politique, anglais, à Pietersburg.

The Klerksdorp Record, hebdomadaire, politique, anglais, à Klerksdorp.

The Critic, hebdomadaire, politique, anglais, à Johannesburg (récemment supprimé).

The Moon, hebdomadaire, politique, satirique, — avec des lithographies fort originales, à Johannesburg. C'est un des journaux qui, comme disposition typographique, caractères et annonces, font le plus d'honneur à la presse transvaalienne.

The Mining Journal, hebdomadaire, en anglais, à Johannesburg. Journal s'occupant spécialement des intérêts miniers et financiers. Très répandu.

The Financial Record, hebdomadaire, anglais, à Johannesburg. Très répandu.

Depuis une douzaine d'années, la presse a fait au Transvaal des progrès énormes. Autrefois, la cherté des transports de la côte vers l'intérieur entravait le développement de l'imprimerie. Les importations étaient lentes et très coûteuses ; les salaires des ouvriers exorbitants, les besoins du public extrêmement restreints. Les travaux importants étaient confiés aux presses du Cap, du Natal, et même d'Europe. Encore tout récemment, le gouvernement lui-même faisait imprimer tous ses documents en Hollande.

En 1892, le gouvernement du Transvaal frappa d'un droit de *100 p. 100* tous les imprimés (à l'exception des livres étrangers venant de l'extérieur, ce



Chambre à coucher de la Ferme boer.

qui améliora considérablement la situation pour la presse de la République Sud-Africaine.

En ce qui concerne la situation de la presse dans la République d'Orange, je ne saurais mieux faire que de reproduire la lettre qui nous fut adressée par M. F.-W. Reitz, alors président de cet État, lors de l'enquête dont j'ai parlé plus haut.

« Répondant à votre lettre du mois de novembre 1894 me demandant des renseignements sur la presse dans cet État, je regrette de vous informer qu'ici la presse est à peine sortie de l'enfance.

« Les seuls journaux qui se publient sont le *Friend of the Free State*, qui commença à paraître en 1860, et l'*Express*, qui ne date que de 1874. Ces deux journaux sont publiés, partie en anglais, partie en néerlandais.

« Le pays est, en effet, virtuellement bilingue, la population rurale employant principalement le néerlandais qui est la langue du gouvernement, tandis que les habitants des villes employent l'anglais.

« La *Government Gazette* (journal officiel), est publiée en néerlandais et date de la constitution de la République comme État indépendant, c'est-à-dire de 1854.

« Il n'y a presque aucun livre publié ici, sauf une *Géographie et Histoire de l'État libre d'Orange*, publiée pour les écoles par MM. C. Borkenhagen et C° en 1892. La même maison a publié, la même année, les *Lois de l'État*, en un fort beau volume in-8° d'environ 800 pages.

« Les *Minutes du Volksraad* ont été publiées annuellement depuis 1854, et constituent trente-huit volumes in-8° de 300 à 400 pages chacun.

« De nombreuses brochures contenant les rapports des commissions nommées par le Volksraad ont été aussi publiées par les deux imprimeries de Blœmfontein, celle du *Friend* et celle de l'*Express*.

« On a essayé, de temps en temps, de faire paraître des journaux dans diverses localités de la République, comme le *Northern Post*, à Harrismith, le *Jagersfontein Herald*, aux mines de diamant de Jagersfontein, mais ils sont morts de mort naturelle après peu de temps.

« Comptant que ces renseignements pourront vous être utiles, je reste, etc.

« F.-W. Reitz. »

On voit, par ces détails, fournis par le haut magistrat de la République d'Orange, que la presse était beaucoup moins avancée dans ce dernier État que dans le Transvaal, en 1895. Mais l'union intime, qui fut alors con-

clue entre les deux Républiques boers, favorisa, dans l'Orange comme au Transvaal, un développement intense de la vie politique, et un besoin plus considérable de cet instrument par excellence de la civilisation : la presse.

XVIII

L'avenir de l'Afrique australe.

Le dessèchement continu de l'Afrique du Sud. — Zones favorisées par les pluies. Zones condamnées au dépeuplement. — Mesure dans laquelle l'intervention de l'homme est possible.

Au-dessus des discordes humaines, — qui souvent s'apaisent sans laisser de traces durables, et dont l'influence est toute superficielle, — planent les grandes lois naturelles qui régissent pendant des siècles la marche des choses et auxquelles il faut demander le secret de l'avenir.

Que deviendra cette terre australe que se disputent actuellement Anglais et Boers, sous les regards attentifs et intéressés des Allemands, des Portugais et des races indigènes?

C'est aux phénomènes scientifiques plutôt qu'aux événements historiques qu'il importe de s'adresser pour résoudre cette question.

En effet, des observations précises d'hydrographie et de météorologie, faites en Afrique australe depuis un certain nombre d'années, ont conduit à la constatation d'un fait important et d'une extrême gravité, savoir : le dessèchement progressif de cette partie du continent africain. De jour en jour, les lacs diminuent de profondeur, les rivières se tarissent, les sources disparaissent, les habitants émigrent avec leurs troupeaux.

Ces phénomènes ont été mis en évidence par le révérend John Croumbie Brown, d'abord missionnaire, puis professeur de botanique au Cap pendant une période d'une trentaine d'années, dans un ouvrage publié en 1875 sous ce titre *Hydrology of South Africa*, dont nous allons résumer les principales données. Celles-ci sont du plus haut intérêt, au point de vue de la question qui nous occupe.

Météorologiquement parlant, toute l'Afrique australe peut être partagée en trois grandes zones naturelles :

1° La zone orientale, ou zone des Cafres, comprenant le Zoulouland, le Natal et la Cafrerie. Elle est fertile, couverte d'arbres et parfois de forêts

étendues, et arrosée par de nombreux cours d'eau qu'alimentent d'abondantes pluies ;

2° La zone centrale, ou zone des Betchouanas, formée d'une partie du bassin central et traversée par plusieurs chaînes montagneuses. Elle consiste en plaines ondulées et en prairies arides. On n'y trouve que peu de sources, moins encore de rivières permanentes, et quelques lambeaux de forêts qui diminuent tous les jours et s'acheminent vers une destruction totale. Les sécheresses y sont fréquentes, les pluies peu abondantes, et les irrigations indispensables à la culture des plantes européennes;

3° La zone occidentale englobe le désert de Kalahari et, au sud du fleuve Orange, les plaines arides du Namaqualand et du pays des Bushmen. Elle est nue et stérile. Seuls les orages y tombent en pluies diluviennes s'écoulant rapidement par des rivières qui restent à sec la plus grande partie de l'année. Ces pluies suffisent cependant à faire pousser un maigre gazon que broutent des moutons affamés, et permettent à quelques arbres et arbustes de végéter sur les bords des rivières desséchées dont ils dessinent le cours.

Le vent dominant, dans l'Afrique australe, est celui du nord-est, qui arrive chargé des vapeurs de l'océan Indien. Naturellement, ces vapeurs commencent à se déposer sur les premières terres qu'elles rencontrent, c'est-à-dire le Zoulouland et le Natal. Les nuages ont donc déjà perdu la plus grande partie de leur humidité lorsqu'ils arrivent au-dessus du bassin central et surtout dans la zone occidentale. En outre, exposés à la radiation d'un sol dénudé, ils s'élèvent dans l'atmosphère et se dissipent avant que le reste d'humidité qu'ils contiennent ait pu se condenser. Ce n'est qu'accidentellement, lorsqu'ils sont arrêtés par des vents contraires, que ces nuages se résolvent en pluies torrentielles, après avoir donné naissance à des orages formidables. En quelques minutes, tout le pays est inondé : les ruisseaux débordent, et des ravins depuis longtemps à sec sont transformés en rivières d'un kilomètre de largeur. Au bout d'une heure, tout est fini et le ciel a repris, parfois pour plusieurs années, son implacable azur.

Dans ces régions éloignées de la mer, où il ne tombe annuellement que quelques centimètres d'eau, la plus petite diminution dans la chute de cette dernière est beaucoup plus sensible que sur les points où il pleut davantage. Les sécheresses accidentelles que nous éprouvons dans nos pays tempérés n'ont absolument rien de comparable avec celles qui sévissent en Afrique australe, où elles durent souvent pendant des années : dans ces conditions, des milliers de bestiaux périssent, et les populations, réduites à la plus extrême misère, sont obligées d'émigrer pour se procurer leur subsistance.

Laissons parler M. Brown, qui a observé personnellement tous ces phénomènes :

« En faisant, dit-il, en 1847, le tour de la colonie, j'eus à traverser le Karroo, et les souvenirs de ce voyage sont toujours vivants; il me semble voir encore les squelettes des bœufs que je rencontrai sur ma route, dans une région absolument dépourvue d'eau. En arrivant, un samedi, à notre étape, nous apprîmes que, pour aller à Beaufort, où nous devions nous rendre, nous aurions 84 milles à faire avant de trouver de l'eau. Nous fîmes reposer nos chevaux le dimanche et partîmes le soir pour voyager la nuit et atteindre la source à la fin du jour suivant; mais vers midi nos chevaux étaient si fatigués, si exténués, si altérés, que nous dûmes les envoyer en avant pour leur faire brouter l'herbe le long de la route et diminuer ainsi leur soif. Arrivés le soir à une ferme, nous fûmes cordialement reçus par le fermier, qui nous offrit du thé. Inconsidérément je demandai un peu de pain. — Du pain? me dit-il, voilà trois ans que je n'en ai vu. — Comment cela? répliquai-je. — La sécheresse nous empêche de récolter du blé. — Alors, que cultivez-vous? — Rien; quand il survient accidentellement des ondées, nous semons des fèves, mais il est rare qu'elles ne soient pas brûlées à leur tour. — Alors, que mangez-vous? — Du mouton. — Et quoi avec votre mouton? — Du mouton. — Comment l'entendez-vous? — Je l'entends comme je le dis : nous mangeons le gras avec le maigre et le maigre avec le gras, et nous faisons ainsi du mieux que nous pouvons.

« Quoique de semblables conditions d'existence soient assez rares, elles ne sont cependant pas inconnues sur d'autres points de la colonie. Un missionnaire wesleyen me raconta que pendant son séjour au Namaqualand, faute de pouvoir y cultiver du blé, il lui fallait faire un voyage de six semaines pour se procurer la farine nécessaire à sa famille. Il avait à traverser le fleuve Orange, ou il n'existe ni gué, ni bac, ce qui l'obligeait à mettre un bateau sur sa voiture, à démonter celle-ci sur la rive pour la faire passer dans le bateau et à la reconstruire de l'autre côté pour continuer le voyage. Au retour, c'était à recommencer, avec les vivres qu'il apportait.

« Dans les tournées que j'ai faites pour étudier les productions naturelles de la colonie, j'ai eu souvent l'occasion d'entendre des plaintes sur la durée des sécheresses, qui parfois sévissaient jusque dans la région des lacs de l'intérieur et transformaient les plaines en déserts de sable. J'ai vu le fleuve Orange si bas qu'il pouvait être traversé à gué par un enfant et montrait dans son lit desséché les débris d'une voiture surprise par une crue subite : j'ai vu les bestiaux mourir par milliers, faute de nourriture, les choux se vendre un penny la feuille, et des bottes de foin que je pouvais tenir entre le pouce et l'index se payer une demi-couronne. Les chevaux étaient réduits à manger les vieux chiffons et les feuilles de papier balayées dans la rue. Ces sécheresses prolongées se terminent toujours par des pluies diluviennes qui changent les

routes en rivières et qui grossissent les cours d'eau au point qu'il m'a fallu plusieurs fois, pour les traverser, faire usage d'une corbeille suspendue par une corde au-dessus du torrent. »

Livingstone a également donné la description d'une de ces sécheresses dont il fut témoin dans le territoire de Bakwain, à l'époque où, simple missionnaire, il n'avait pas encore entrepris les voyages qui ont illustré son nom :

« La seconde année, dit-il, il ne tomba pas encore de pluie, il en fut de même pendant la troisième. La rivière de Kolobeng était à sec; les poissons étaient morts, et toutes les hyènes du pays étaient venues s'en repaître sans parvenir à nous débarrasser de ces matières en putréfaction. Un vieil alligator fut trouvé dans la boue parmi les victimes. La quatrième année fut également calamiteuse, la pluie tombée étant insuffisante pour faire germer les graines. Nous creusions dans le lit de la rivière des trous de plus en plus profonds pour en tirer de l'eau et tâcher de conserver nos arbres fruitiers, mais inutilement. Des aiguilles laissées à l'air pendant des mois ne se rouillèrent pas, et un mélange d'eau et d'acide sulfurique, destiné à une batterie électrique, s'évapora sans la mouiller. Les feuilles des arbres indigènes se flétrissaient et se ridaient, mais sans mourir; celles des mimosas se fermaient en plein midi comme pendant la nuit. Un thermomètre dont la boule fut placée à trois pouces dans le sol marquait 132 à 134° Fahrenheit (de 55 à 57° centigrades). Certains insectes exposés au soleil expiraient aussitôt, tandis que les fourmis blanches (termites) semblaient plus vives et plus actives que jamais. »

M. Helmore, au cours d'un voyage de mission, mourut de soif avec toute sa famille. La lettre suivante, écrite par sa femme à une sœur peu avant sa mort, donnera une idée des tortures endurées.

« Je t'écris dans une jolie petite hutte en bois de palmiers, qui bien que grossière à l'extérieur, offre cependant un abri délicieux contre les rayons dévorants du soleil... Nous avons été cruellement éprouvés par la chaleur avec 102° Fahrenheit (39° centigrades) à l'ombre, au point d'en avoir le vertige. Nous attendons la pluie avec l'impatience de ceux qui ont voyagé à travers un pays dénudé et sans eau. Nos pauvres bœufs sont restés quelquefois quatre ou cinq jours sans boire et faisaient peine à voir quand ils tournaient autour de la voiture flairant les caisses d'eau et nous regardant comme pour nous supplier de leur en donner. Nous souffrions beaucoup nous-mêmes parce qu'il fallait ménager notre eau, ne sachant pas combien de temps nous resterions sans en rencontrer... Il fut décidé un jour que mon mari resterait en arrière avec un homme et une voiture, pendant que moi-même je partirais avec les guides, les enfants et les bœufs dans l'espoir de trouver une source avant la nuit. Il nous en restait cinq bouteilles que nous

nous partageâmes, et je me mis en route pouvant à peine avancer, tant nous étions faibles et tant nous craignions que la marche n'augmentât notre soif. Les pauvres enfants demandaient continuellement à boire, et, tout en soutenant leur courage, je leur donnai de temps en temps une cuillerée pour humecter leur bouche. Ils faisaient des efforts pour ne pas se plaindre, mais je voyais leurs traits se tirer et leurs lèvres noircir... »

Baldwin, au cours de plusieurs années de chasses en Afrique australe, a été soumis plusieurs fois à de semblables épreuves, comme il le raconte dans son livre: *Du Natal au Zambèze.*

Ces exemples ont surtout pour objet de bien préciser l'intensité du phénomène de la sécheresse en Afrique australe.

Ce qui en accentue la gravité, c'est que ce phénomène est relativement d'origine récente, et s'accroît tous les jours.

Voici quelques témoignages confirmant tous cette progression continue.

Le docteur Moffat, qui a habité l'Afrique australe pendant cinquante ans, ne se borne pas à décrire les effets de la sécheresse. Il constate, en outre, qu'à son arrivée dans le Latakon, en 1821, les indigènes lui parlaient sans cesse des cours d'eau qui autrefois sillonnaient le pays, des pluies qui activaient la végétation et tapissaient les rochers de verdure, des forêts de grands arbres qui couvraient les collines et les plaines voisines. Ils racontaient que, dans le Kurinam, et d'autres rivières, se jouaient les hippopotames et que l'herbe des prairies était assez haute pour cacher ces animaux. D'ailleurs, le docteur a pu constater personnellement, grâce à son séjour prolongé en Afrique australe, cette modification progressive du climat: lorsqu'il a quitté le pays, celui-ci était beaucoup plus aride qu'à l'époque de son arrivée.

M. Chapman, pendant son voyage du Natal aux chutes du Zambèze à travers la partie orientale du désert de Kalahari, rencontra, avant d'atteindre la rivière de Botletlié, de vastes plaines gazonnées au milieu desquelles se trouvent un grand nombre d'étangs desséchés, dont la place est indiquée par des masses de sel cristallisé. Des indigènes se rappelaient avoir vu ces étangs pleins d'eau et la plaine à l'état de marais en communication avec le Botletlié. A mesure qu'elle se desséchait, les poissons mouraient et devenaient la proie des vautours. Un grand nombre de sources et de rivières qui coulaient jadis d'une façon permanente sont aujourd'hui taries.

Mêmes phénomènes autour du lac Ngami. Les affluents de ce lac ont une section beaucoup trop grande, eu égard à leur faible débit actuel: leurs eaux sont pompées par le soleil ou se perdent dans les sables.

Le lac Ngami lui-même, qui se trouve à une altitude de 1200 mètres environ, et qui a 80 kilomètres de longueur sur 15 de largeur, diminue constamment de profondeur. Les rives sont basses, presque inabordables, et

l'on ne peut naviguer en bateau au milieu des bancs de sable qu'avec une grande difficulté. Une preuve évidente que ce lac était autrefois plus étendu, c'est que les animaux qui venaient y boire et qui ont été dévorés sur ses bords par des carnassiers, ont laissé de nombreux squelettes enfouis dans la vase aujourd'hui solidifiée, à une certaine distance du rivage actuel.

Enfin, le désert de Kalahari, dont les plaines arides s'étendent entre le fleuve Orange et le Zambèze, vers le 20e degré de latitude, s'élargit tous les jours. Il ronge incessamment les terres qui l'entourent et y remplace les cultures par des broussailles. Les sources se tarissent, les cours d'eau disparaissent, les lacs se dessèchent en déposant une couche de sel. Les habitants, ne pouvant plus vivre dans un pareil milieu, émigrent vers des régions moins déshéritées et cèdent la place aux animaux sauvages qui s'y multiplient sans obstacle.

Ainsi, en Afrique australe, du fait même des phénomènes naturels, l'humanité voit diminuer d'une manière continue la zone habitable.

Quelle est la cause de ces phénomènes? Est-elle assez permanente et assez irrésistible pour menacer sérieusement l'avenir de l'expansion européenne?

M Brown, qui a constaté les faits, a également recherché les causes qui les produisent.

D'après lui, elles se rattachent à deux ordres de phénomènes naturels bien différents par leur importance et par l'action que l'homme peut avoir sur eux.

Les premiers sont d'ordre géologique et échappent à toutes les tentatives que la science humaine pourrait faire pour les enrayer.

En effet, la géologie nous apprend que l'Afrique australe, d'abord entièrement immergée sous les eaux de la mer, s'est soulevée partiellement, puis a été immergée de nouveau, et se trouve actuellement au cours d'une phase de soulèvement, qui a primitivement fait de cette région un plateau entrecoupé de lacs et d'îles comme l'Amérique septentrionale et la Finlande, et entouré de montagnes littorales.

Il est probable que ces eaux intérieures s'écoulaient, au début, par l'un des cols de la chaîne qui leur servait de digue. L'érosion incessante de ces eaux finit par détruire l'obstacle qui les retenait et elles s'échappèrent, laissant leur bassin supérieur entièrement desséché. Aujourd'hui, une seule artère, le fleuve Orange, suffit à drainer les pluies qui y tombent et qui ne sont plus retenues par aucune barrière.

Les cataractes qui coupent les cours de la plupart des grands fleuves africains, démontrent que le phénomène du soulèvement est général dans tout le continent et a amené des fractures analogues à celle que nous signalons en Afrique australe.

Une des plus caractéristiques à cet égard est celle du Zambèze, que Baldwin décrit en ces termes :

« J'ai atteint le Zambèze à 3 kilomètres environ au-dessous de la cataracte. En cet endroit, il a plus de 3 kilomètres de large. Des îles nombreuses de toutes les dimensions l'émaillent de verdure; la plus grande, qui doit avoir de 16 à 20 kilomètres de tour, est boisée jusqu'au bord de l'eau; c'est un bouquet de baobabs, dont quelques-uns ont 20 mètres de circonférence; on y voit aussi des palmiers de différentes espèces, entre autres des *palmyras* et des dattiers sauvages.

« Le Zambèze est le plus beau fleuve que j'ai pu admirer, mais son lit est rocailleux et peu profond... Vous entendez rugir la cataracte à une distance de 16 kilomètres et bientôt vous apercevez d'immenses colonnes de vapeur dont la masse blanche est couronnée de l'arc-en-ciel. Le fleuve, qui au-dessus de la chute a 1 600 mètres de large, se verse tout entier dans une crevasse énorme, tellement profonde que j'ai compté jusqu'à dix-huit avant qu'une pierre d'au moins 9 kilos eût fini de descendre; encore ne l'ai-je pas vue au fond de l'eau, mais seulement quand elle en a gagné la surface. J'étais vis-à-vis des cataractes à peu près au niveau d'où elles se précipitent, et j'aurais pu jeter un caillou de l'autre côté de l'abîme. A l'endroit où les cataractes sont le plus volumineuses, l'œil ne peut les suivre au delà de quelques mètres de profondeur, à cause du rejaillissement de l'eau qui poudroie, se vaporise et retombe en pluie fine à 100 mètres à la ronde. C'est une chute perpendiculaire de plusieurs centaines de pieds par trente ou quarante nappes de différentes largeurs. Au fond de la gorge, ces divers courants se rejoignent, tourbillonnent, s'entre-choquent et se ruent avec furie au travers de la passe... Au-dessous des chutes, le fleuve tournoie dans une gorge profonde, pressée, inaccessible, où il bondit violemment sur un lit de rocaille. J'ai suivi les détours de ce défilé jusqu'à une certaine distance, et j'en reviens à penser qu'à partir des chutes, il n'a pas plus de 3 kilomètres. C'est une succession de ravins, de montagnes et de vallées. Au fond de cette gorge, le Zambèze ne paraît pas plus large qu'un torrent gonflé des montagnes d'Écosse. L'inconvénient de cette admirable scène est d'être masquée, précisément là où elle offrirait le plus de grandeur, par les nuages épais qui s'élèvent du fond et voilent les chutes principales. Ce sont les nappes les moins importantes qui seules peuvent être suivies du regard. » (Baldwin, *Du Natal au Zambèze*.)

Le Chiré, un des affluents du Zambèze, a également des cataractes importantes. Sortant du lac Nyassa, dont il paraît être le prolongement, il est dans la partie supérieure à un niveau de 400 mètres plus élevé que dans son cours inférieur, et il rachète cette différence par plusieurs chutes dont

la plus importante tombe à une profondeur de 30 mètres sur une largeur de 100 mètres environ en projetant dans les airs d'innombrables parcelles de mica qui scintillent au soleil et qui sont dues à l'érosion de la roche par les eaux. Ici, comme au Niagara, le seuil de la cataracte recule chaque année et sa disparition n'est qu'une affaire de temps. La plupart des cours d'eau de cette région sont dans le même cas. Le Nil et le Congo eux-mêmes ne peuvent passer du plateau élevé du centre de l'Afrique dans les plaines qu'ils arrosent que par des chutes successives, dont quelques-unes ont, comme celle du Zambèze, une imposante majesté.

Le soulèvement de l'Afrique, dont ces diverses cataractes sont une manifestation, est également démontré par l'inclinaison des couches ardoisières qu'on remarque sur divers points de la colonie et notamment dans les rues mêmes du Cap. Les matières, suspendues dans l'eau, qui ont constitué ces couches, n'ont pu être déposées qu'horizontalement; si donc elles sont aujourd'hui inclinées, c'est parce qu'elles ont été soulevées par une éruption de granit en fusion qui les a brisées et relevées sur leur base. Lorsque cette éruption n'a pas été assez forte pour vaincre la pression exercée par les eaux sur ces masses encore plastiques, celles-ci n'ont pas éprouvé de rupture et ont été simplement soulevées en forme d'ampoule. C'est du reste la forme qu'affecte le continent africain tout entier. Certaines chaînes de montagne ont été soulevées par l'expansion du granit à travers les schistes ardoisiers avant le dépôt du terrain silurien et du vieux grès rouge qui recouvrent aujourd'hui ces derniers; mais la plupart proviennent des érosions produites par les courants sous-marins dans les dépôts des matières accumulées dont elles attestent la puissance. A mesure que l'écorce terrestre se souleva, la mer diminua de profondeur; en se retirant, elle creusa des vallées et laissa comme des témoins de sa présence des lacs qui remplirent les dépressions. Les vallées servirent de canaux d'écoulement aux eaux des pluies, et les crevasses qui se produisirent dans l'écorce terrestre ouvrirent à ces eaux de nouvelles issues.

Ce qui résulte, avec évidence, de toutes les constatations hydrologiques, c'est que plus les terrains recueillant les eaux des pluies sont élevés, plus l'écoulement de ces eaux est rapide, et plus aussi la région devient aride.

C'est le cas de l'Afrique australe, dont le soulèvement continu a amené, sur une grande partie de son étendue, le desséchement progressif.

Si ce desséchement n'est pas général, cela est dû à des causes locales dont les unes dépendent absolument de la nature, mais dont d'autres, dans une certaine mesure, sont soumises à l'action de l'homme.

Il est bien évident que les vents régnants de l'Afrique australe chargés

d'humidité, arrivant du nord-est, c'est la région orientale du pays qui bénéficie des premières condensations pluviales qui se produisent. C'est là un phénomène de la physique du globe absolument indépendant de toute action humaine.

Mais les nuages formés par les vapeurs de l'océan Indien n'épuisent pas toute leur humidité dans la zone orientale, et le centre de l'Afrique australe de même que la zone occidentale pourraient recevoir ce qui en reste, si ces régions étaient moins dépourvues de végétation.

Sur le sol dénudé, la réverbération solaire provoque l'ascension de colonnes aériennes surchauffées, qui, bien loin d'amener la condensation des nuées, les font monter et les dissipent dans l'espace.

Mais, dira-t-on, n'y a t-il pas là un cercle vicieux, et n'est-ce pas justement l'absence de pluie qui est la cause première de l'absence de végétation des zones centrale et occidentale de l'Afrique du Sud?

Nullement! Les forêts étaient autrefois nombreuses dans toute l'Afrique australe.

Aujourd'hui encore, dans la partie orientale et dans certaines régions montagneuses, il en existe de très étendues qui couronnent les montagnes et envahissent les plaines. Les essences qui les composent appartiennent presque toutes aux genres olivier et acacia et atteignent parfois de fortes dimensions. On y rencontre aussi des sumacs, des *Podocarpus*, des cèdres du Cap et diverses autres espèces.

Parfois aussi, dans les plaines ou sur les bords d'anciens lacs, ont persisté des bouquets de baobabs gigantesques qui doivent remonter à plusieurs milliers d'années et dont la présence, nécessairement antérieure au dessèchement du terrain qu'ils occupent, peut faire juger des progrès de la sécheresse.

La destruction des forêts de l'Afrique australe est antérieure à la colonisation européenne, mais celle-ci ne l'a malheureusement pas interrompue.

Elle est due sourtout à l'habitude que les indigènes ont eue de tout temps d'incendier les herbes et les broussailles.

Cette coutume était si fréquente que les premiers navigateurs avaient donné à l'Afrique du Sud le nom *Terre de Fumée.*

Le docteur Casilis, dans son livre intitulé *Les Bassoutos*, ou *Vingt-trois ans dans le sud de l'Afrique*, dit que dans ce pays l'herbe atteint une telle hauteur qu'il faut la brûler chaque hiver, et il attribue à ce motif la disparition des arbres, qui ne persistent que sur le bord des rivières et sur le sommet des montagnes.

Ce fait est confirmé par Livingstone et par le docteur Moffat. Ces deux auteurs attribuent également la destruction des forêts à l'insouciance des indi-

gènes et des colons, qui abattent des arbres pour satisfaire leurs moindres besoins, sans la moindre préoccupation de l'avenir.

Les troncs épars et les racines que l'on rencontre au nord du fleuve Orange et même dans le désert de Kalahari prouvent que toute cette région était boisée.

Au dire des habitants, il existait autrefois une vaste forêt, composée surtout d'*Acacia giraffea*, entre le Transvaal et les chutes du Zambèze. Aujourd'hui, cette forêt a disparu, et, comme conséquence inévitable, la sécheresse a succédé aux pluies qui fécondaient la campagne.

Il y a également chez les Hottentots une tradition d'après laquelle la vallée du Zonderende était autrefois ombragée par une forêt d'arbres magnifiques qui a été incendiée pendant la guerre entre les premiers colons et les indigènes. En suivant le cours de cette rivière, on trouve, en effet, sur ses bords, de nombreuses souches de *Podocarpus*, de *Custinia*, et d'autres essences, qui portent encore des traces de feu. Des troncs énormes d'une belle couleur rouge gisent sur le sol et présentent un bois absolument sain, bien que leur destruction remonte à une date fort lointaine.

Les colons ont emprunté aux indigènes cette déplorable habitude d'incendier les prairies, et c'est ce qui fait que, dans une foule de régions autrefois revêtues d'une herbe luxuriante, on ne rencontre plus que le « buisson du rhinocéros » (*Elytropapsus rhinocerotis*), dont les graines, transportées par le vent, germent sur le sol préparé par le feu.

Les forêts consumées sont remplacées par des broussailles.

Aux environs mêmes du Cap, un propriétaire avait planté une forêt de pins piniers qui, au bout de quinze ans, lui rapportait 300 livres (7 500 francs). Elle fut détruite par un incendie qu'avait allumé un voisin.

Il en a été de même d'une magnifique forêt de pins maritimes située en face de la montagne de la Table.

Des montagnes, que M. Brown avait vues boisées lors de son premier séjour au Cap, ont été depuis absolument dénudées.

Les incendies que l'on allume dans les broussailles, soit pour défricher le terrain, soit tout simplement pour en faire sortir le gibier, ne peuvent plus ensuite être maîtrisés, et, lorsqu'ils sont activés par le vent, ils se propagent sur des surfaces immenses.

« En 1865, dit M. J. Clavé, il y eut un incendie dont la fumée fut entraînée à plus de 100 milles de distance et qui dévora toutes les forêts du Somerset. Les arbres furent absolument consumés et la belle vue dont on jouissait en descendant la vallée du Van-Staten fut perdue à jamais. La quantité de gibier détruite fut énorme ; les ponts sur la rivière furent brûlés

et des villages eux-mêmes furent la proie des flammes. En 1869, un autre incendie, activé par un fort vent du nord-est et des chaleurs exceptionnelles, parcourut une étendue de 400 milles de longueur et de 15 à 150 milles de largeur. Des forêts, des récoltes, des villages furent détruits; une grande quantité de bétail périt, et les habitants, pour échapper aux atteintes du feu, durent se réfugier dans le lit desséché de la rivière. De magnifiques forêts renfermant des arbres de 10 mètres de circonférence furent anéanties en quelques heures. L'imprudence d'un bûcheron en allumant sa pipe réduisit à la misère de nombreux fermiers, qui perdirent leurs bestiaux, leurs récoltes et leurs richesses.

« Le déboisement de cette région a eu pour effet d'en augmenter la sécheresse. Dans la ville de Griqua, les fontaines qui fournissaient l'eau en grande abondance ont cessé de couler après la destruction d'un bois d'oliviers et des broussailles qui recouvraient les hauteurs voisines, parce que les réservoirs intérieurs n'étaient plus alimentés par les pluies. La disparition des forêts a été plus rapide dans ces dernières années que précédemment, d'abord parce que la race cafre a des habitudes de dévastation que n'avait pas la race hottentote qui occupait autrefois le pays; ensuite parce que, le fer étant inconnu, les indigènes n'avaient pas de haches pour couper les arbres. Commencée par l'homme, la destruction se continue par les animaux; des troupeaux de moutons broutent jusqu'à la racine les herbes et les broussailles, et creusent par leur piétinement des sentiers par lesquels l'eau s'écoule sans pénétrer dans le sol. »

Contre cette cause spéciale du desséchement de l'Afrique australe due au déboisement, l'homme peut intervenir dans une certaine mesure, d'abord, en protégeant efficacement les forêts encore actuellement existantes, puis, en reboisant aussi énergiquement que la chose sera possible.

Par ces moyens, on n'empêchera sans doute pas absolument le desséchement, du moins tant que sa principale cause sera due au soulèvement du continent, mais au moins l'atténuera-t-on suffisamment pour retarder l'heure où cette partie de l'Afrique deviendra inhabitable.

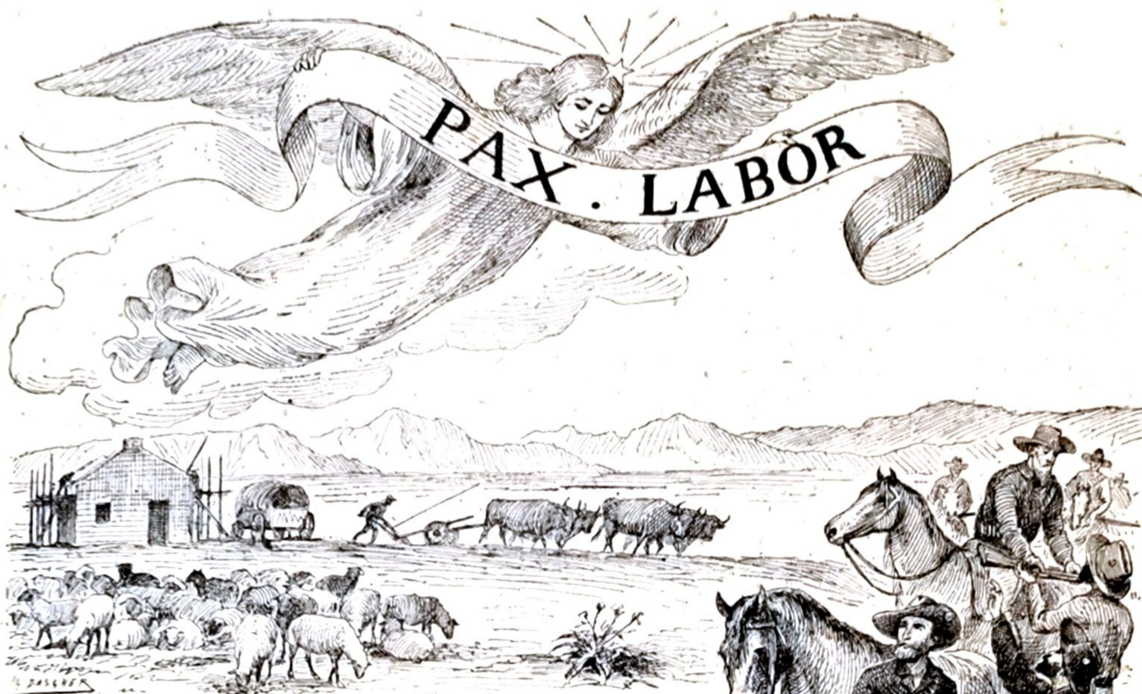
Telle est, en effet, sans qu'il soit possible d'en fixer, même approximativement, la date, l'issue fatale à laquelle aboutiront tôt ou tard les phénomènes de desséchement dont nous venons de parler, dans toute la zone que n'atteignent pas les pluies apportées par les vents du nord-est.

Comme on le voit, les républiques d'Orange et du Transvaal se trouvent dans la zone favorisée, et leur habitabilité reste, par ce seul fait, indéfiniment assurée.

Au contraire, les régions dépendant de la colonie du Cap sont destinées, si des causes géologiques n'amènent pas un mouvement inverse, à se des-

sécher et, par conséquent, à se dépeupler peu à peu au profit de la zone favorisée.

Quel élément de prospérité pour les républiques boers, si les facteurs politiques n'intervenaient pas !





XIX

Fin de la Guerre.

Départ de lord Roberts. — Mort de la reine Victoria. — Avènement d'Edouard VII. — Négociations de Wolseley en Afrique australe. — Pourparlers de Prétoria. — Accord du 31 mai 1902.

Le départ du président Krüger fut un événement considérable qui fit croire aux Anglais que la guerre était virtuellement terminée. Cette appréciation parut confirmée par la décision que prit lord Roberts, généralissime de l'armée anglaise, de rentrer en Angleterre, laissant à lord Kitchener le soin de continuer les opérations de police nécessaires pour mener à bonne fin la pacification.

En réalité ces deux départs ne modifiaient rien à la position respective des belligérants et la campagne de guérillas entreprise par les Boers allait durer encore pendant des mois et des mois.

Lord Roberts s'en rendait parfaitement compte. Lorsque, de retour en Angleterre, il eut avec la reine Victoria un long entretien dans lequel la souveraine le somma de lui dire l'entière vérité sur la situation en Afrique australe, le vieux général dut avouer qu'il ne pouvait prévoir le terme des hostilités.

La reine, chez qui son entourage avait toujours soigneusement entretenu

l'illusion contraire, fut vivement affectée par cette nouvelle, et depuis lors sa santé déclina rapidement pour aboutir à une issue fatale.

Le prince de Galles, fils de la reine Victoria, monté sur le trône d'Angleterre, sous le nom d'Edouard VII, n'eut plus dès lors qu'une préoccupation : terminer la guerre avant la date de son couronnement.

Les circonstances favorisaient ses desseins. Des deux côtés, tant en Afrique australe qu'en Angleterre, il y avait une lassitude générale de la guerre. Tous les intérêts périclitaient : l'avis unanime était qu'il fallait en finir.

Restaient à définir les conditions de la pacification.

Tout le monde s'accorde à penser que lord Wolseley, qui fit, au début de l'année 1902, en Afrique australe, un voyage dont il était difficile de démêler les motifs réels, était chargé par son souverain d'une mission spéciale, en vue de sonder le terrain, et d'aplanir toutes les difficultés d'une première entente entre les deux partis en présence.

Ces premiers pourparlers aboutirent. Des délégués boers, munis de sauf-conduits, se réunirent à Prétoria le 12 avril, et eurent avec lord Kitchener une entrevue au cours de laquelle ils le prièrent de faire parvenir en Angleterre les propositions suivantes :

« Les représentants boers désirent porter à la connaissance du gouvernement de Sa Majesté qu'ils ont un sincère désir de paix et qu'ils ont décidé, en conséquence, de demander au gouvernement britannique de mettre un terme aux hostilités et de conclure une entente qui empêcherait à l'avenir, dans leur opinion, toute guerre entre eux et le gouvernement anglais dans l'Afrique du Sud. Ils considèrent que ce but peut être atteint en garantissant les points suivants :

« 1° Franchise ;

« 2° Droits égaux pour les langues hollandaise et anglaise dans toutes les questions d'enseignement ;

« 3° Union douanière ;

« 4° Démantèlement de tous les forts du Transvaal et de la colonie de la rivière Orange ;

« 5° Union postale, télégraphique et des voies ferrées ;

« 6° Arbitrage dans le cas de futures contestations et obligation pour les arbitres d'être des sujets des parties contractantes ;

« 7° Amnistie mutuelle.

« Mais si ces termes ne sont pas satisfaisants, ils désirent savoir quelles sont les conditions que le gouvernement britannique serait disposé à leur offrir dans le but d'obtenir le résultat que tout le monde désire. »

Le gouvernement britannique répondit qu'il refusait d'écouter des propositions ayant l'indépendance comme base.

Nouvelle réunion des délégués boers, des lords Kitchener et Milner, à Prétoria, le 14 avril. Les délégués boers demandaient d'en référer au peuple boer.

Cela leur fut accordé, et des conférences des chefs des différents commandos eurent lieu à Vereeniging, du 19 avril au 17 mai.

A cette dernière date, lord Kitchener reçut des présidents Burger et Steijn un télégramme l'informant que l'assemblée des burghers avait désigné, pour négocier avec lui, une commission composée de Louis Botha, Christian Dewet, Herzog, Delarey et Smuts.

Après vérification de leurs pouvoirs, lord Kitchener entra en discussion avec les délégués, du 19 mai au 27 mai. Le projet de convention successivement modifié, fut soumis aux burghers, et signé le 31 mai 1902, dans les termes suivants :

« Son Excellence le général lord Kitchener et Son Excellence lord Milner, agissant au nom du gouvernement britannique,

« D'une part,

« Et MM. Steijn et Brebner, le général Christian Dewet et le général Georges Olivier et le juge Hertzog, agissant pour le gouvernement de l'Etat libre d'Orange;

« Et MM. Schalk-Burger, Reitz, les généraux Louis Botha, Delarey, Lucas Meyer et Krogh, agissant pour le gouvernement de la République sud-africaine et au nom de leurs burghers respectifs, désireux de terminer les hostilités actuelles,

« D'autre part,

« Sont d'accord sur les articles suivants:

« Article premier. — Les troupes burghers en campagne déposeront immédiatement leurs armes, remettront tous leurs canons, tous les fusils et toutes les munitions de guerre qu'elles possèdent ou sur lesquels elles ont autorité et cesseront d'opposer plus longtemps résistance à l'autorité de Sa Majesté le roi Edouard VII, qu'elles reconnaissent comme leur souverain de droit.

« La forme et les détails de cette reddition seront définis par un arrangement entre lord Kitchener et le commandant général Botha, le commandant général en second Delarey, et le commandant en chef Dewet.

« Art. 2. — Tous les burghers combattants qui se trouvent en dehors des frontières du Transvaal et de la colonie du fleuve Orange, et tous les prisonniers de guerre qui se trouvent à présent hors du sud de l'Afrique et qui sont des burghers, seront, après avoir dûment déclaré qu'ils acceptent la

qualité de sujets de Sa Majesté Édouard VII, ramenés progressivement dans leurs foyers, aussitôt qu'on pourra leur fournir des transports et leur assurer des moyens de subsistance.

« Art. 3. — Les burghers qui se seront ainsi rendus et qui seront ainsi revenus ne seront privés ni de leur liberté personnelle, ni de leurs biens.

« Art. 4. — Aucun procès, soit civil, soit criminel, ne sera intenté contre qui que ce soit des burghers qui se sont rendus et qui sont revenus, à l'occasion de quelque acte que ce soit résultant de la poursuite de la guerre.

« Le bénéfice du présent article ne s'étendra pas à certains actes qui ont été notifiés aux généraux boers par le commandant en chef et qui seront jugés par conseil de guerre immédiatement après la clôture des hostilités.

« Art. 5. — La langue hollandaise sera enseignée dans les écoles publiques du Transvaal et de la colonie du fleuve Orange, là où les parents des enfants le désireront. Son emploi sera permis dans les tribunaux, lorsque cela sera nécessaire pour que l'administration de la justice soit meilleure et plus efficace.

« Art. 6. — La possession de fusils sera autorisée dans le Transvaal et dans la colonie du fleuve Orange pour les personnes qui en ont besoin pour leur protection ; mais elles devront se munir d'une licence, conformément à la loi.

« Art. 7. — L'administration militaire du Transvaal et de la colonie du fleuve Orange sera, à la date la plus prochaine possible, remplacée par un gouvernement civil, et, aussitôt que les circonstances le permettront, on introduira des institutions représentatives, préparant l'autonomie.

« Art. 8. — La question de donner des droits électoraux aux indigènes ne sera tranchée qu'après l'introduction de l'autonomie.

« Art. 9. — Aucun impôt spécial ne frappera la propriété foncière au Transvaal et dans la colonie du fleuve Orange, pour couvrir les frais de la guerre.

« Art. 10. — Aussitôt que la situation le permettra, une commission, dans laquelle les habitants du lieu seront représentés, sera nommée dans chaque district du Transvaal et de la colonie du fleuve Orange, sous la présidence d'un magistrat ou d'un autre fonctionnaire, dans le but d'aller rétablir la population dans ses foyers et de fournir à ceux qui, par suite des pertes causées par la guerre, seront dans l'impossibilité de s'en procurer, les aliments, l'abri et les quantités nécessaires de semences, de cheptels et d'instruments, etc., indispensables pour la reprise de leurs occupations normales.

« Le gouvernement de Sa Majesté mettra à la disposition de ces commissions une somme de trois millions de livres sterling (75 millions de francs), dans le but ci-dessus mentionné, et il permettra que tous les billets émis

conformément à la loi n° 1 de 1900 de la République sud-africaine et tous les reçus donnés par les officiers combattants des ex-Républiques ou sous leurs ordres soient présentés à une commission judiciaire que nommera le gouvernement. Si cette commission judiciaire trouve que ces billets et ces reçus ont été dûment délivrés en échange de contre-parties sérieuses, ils seront admis par les commissions désignées précédemment comme titres établissant les pertes de guerre subies par les personnes auxquelles ils ont été primitivement délivrés.

« Outre la subvention gratuite de trois millions de livres sterling ci-dessus mentionnée, le gouvernement de Sa Majesté sera disposé à faire, dans le même but, à titre de prêt, des avances qui ne seront pas frappées d'intérêt pendant deux ans, et qui, ensuite, seront remboursables après une certaine période d'années avec 3 p. 100 d'intérêt.

« Aucun étranger, aucun rebelle n'aura droit au bénéfice de cet article. »

Cet accord, si favorable aux Boers, fut cependant accueilli en Angleterre avec une explosion d'enthousiasme, tellement on y était las de la guerre.

Le désarmement des commandos s'effectua immédiatement, les Boers se montrant après, comme avant et pendant la guerre, d'une imperturbable loyauté.

Quel que soit l'avenir réservé à cette race énergique, elle aura eu, au cours du XIXe siècle et au début du XXe, une des plus belles épopées qui aient jamais trouvé place dans l'histoire de l'humanité.

Conclusion

Les pages qui précèdent nous ont fait assister à la formation et aux progrès d'une race chez laquelle l'*individualisme* poussé à l'extrême a développé une telle énergie que toutes les forces combinées de l'empire britannique ne sont pas encore parvenues à la vaincre au bout de quatorze mois de lutte.

De telles résistances ne sont permises qu'aux races individualistes, chez lesquelles chaque citoyen constitue une unité bien distincte, bien autonome, bien organisée au point de vue de la lutte pour l'existence.

Il n'en est plus ainsi des races européennes actuelles, — même de la race anglaise, — où les individus ont depuis longtemps abdiqué entre les mains de l'État toute initiative et toute autonomie.

C'est peut-être là la meilleure sauvegarde des Républiques sud-africaines.

Même si l'indifférence aveugle et imprudente des gouvernements européens permettait à l'Angleterre d'accomplir jusqu'au bout son œuvre d'injustice et de spoliation, il ne faudrait pas désespérer à tout jamais de l'indépendance de la race boer.

Elle porte en elle-même une garantie de son succès final.

Mais ce qu'a fort bien fait ressortir le professeur Lombroso, dans une longue étude qu'il a récemment consacrée aux Boers dans la *Nuova Antologia*.

Je lui emprunterai seulement ce passage, qui constitue la meilleure des conclusions pour ce livre :

Les Afrikanders, dans deux ans d'ici, auront des raisons qu'ils n'ont pas aujourd'hui pour prendre fait et cause pour les Boers et pour tenter de secouer le joug anglais.

Pour maintenir en soumission les territoires boers, l'Angleterre devra établir une garnison de 40 000 à 50 000 hommes, aux frais des Afrikanders. Pour subvenir aux frais de cette garnison, il faudra augmenter les impôts, et pour percevoir ceux-ci, ainsi que pour empêcher des émeutes causées par les taxes, la métropole enlèvera aux Afrikanders toutes ces libertés politiques et civiles qui leur ont rendu la vie si belle.

Ils n'hésiteront donc plus à former plus tard avec les Boers belliqueux un corps compact dans la rébellion contre le gouvernement anglais et qui étonnera le monde, puisque, de même que les États-Unis d'Amérique, il offre

toutes les conditions du développement d'une grande civilisation. Telles sont, avant tout, la diversité des climats (plateaux, mer, plaines), des cultures et surtout le mélange des races, presque toutes supérieures.

L'illustre Hollandais Kuyser calcule que, outre les 75 p. 100 du sang des Hollandais, le peuple boer contient 12 p. 100 de sang français, 12 p. 100 d'écossais, 3 p. 100 de sang allemand et presque aucune goutte de sang nègre. Ce mélange des meilleures nations, dans un climat qui n'est pas énervant, avec des habitudes aussi énergiques, promet de former de ce peuple éprouvé et sélectionné, un centre de liberté et de civilisation, une race supérieure à toutes celles de l'Europe.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Paris. — Imp. A. PICARD et KAAN, 192, rue de Tolbiac. — 298. E. C. C.

